

**RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE
ET DE SECOURS DE LA SEINE-MARITIME**

*Le contenu intégral des actes et des délibérations peut être consulté sur demande auprès du groupement de
l'Administration générale et des affaires juridiques*

*Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime
6 rue du verger
CS 40078
76192 Yvetot Cedex
www.sdis76.fr*



ARRETES DE MONSIEUR LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

**Service départemental d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime**

6 rue du verger – CS 40078
76192 YVETOT Cedex



ARRETES DE MONSIEUR LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

N°	Date	Titre
AG-2024-036	28/03/2024	Arrêté portant délégation de signature à Madame Cécile GAUDEFROY, cheffe du groupement Immobilier
AG-2024-037	28/03/2024	Arrêté portant nomination d'un régisseur et d'un suppléant



DELIBERATIONS DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Réunion du 21 mars 2024

**Service départemental d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime**

6 rue du verger – CS 40078
76192 YVETOT Cedex



SOMMAIRE DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance	N°	Service instructeur	Titre
21/03/24	DBCA-2024-014	Sous-direction Santé et bien-être	Mise en œuvre des actes professionnels relevant de la compétence des sapeurs-pompiers au Sdis 76
21/03/24	DBCA-2024-015	Groupelement Finances	Sortie d'actif
21/03/24	DBCA-2024-016	Groupelement Formation et activités physiques	Convention avec le centre d'étude pour la prévention de l'incendie et le Sdis 76 – Mise à disposition des locaux du Centre d'entraînement et de développement des compétences – Site de Saint-Valery-en-Caux
21/03/24	DBCA-2024-017	Groupelement de l'Engagement volontaire et citoyen, de la valorisation et de la communication	Participation du Sdis 76 à la Foire internationale de Rouen
21/03/24	DBCA-2024-018	Groupelement Ressources humaines	Recrutement de contractuels
21/03/24	DBCA-2024-019	Groupelement Ressources humaines	Poste de sous-officier de garde au Cis Dieppe
21/03/24	DBCA-2024-020	Groupelement Ressources humaines	Plan de préparation au reclassement

21/03/24	DBCA-2024-021	Groupe ment Technique et logistique	Convention de partenariat entre le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine- Maritime et la Société Sos Survie pour le développement de matériel opérationnel
21/03/24	DBCA-2024-022	Sous-direction Stratégie et cohérence territoriale	Convention challenge sapeur-pompier à l'unité pour malade difficile du Centre hospitalier du Rouvray



DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Réunion du 21 mars 2024

**Service départemental d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime**
6 rue du verger – CS 40078
76192 YVETOT Cedex



SOMMAIRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance	N°	Service instructeur	Titre
21/03/24	DCA-2024-004	Groupe ment Formation et activités physiques	Règlement départemental de formation
21/03/24	DBCA-2024-005	Sous-direction Stratégie et cohérence territoriale	Expérimentation d'élargissement du délai de recrutement de sapeur-pompier volontaire pour le Cis Etretat
21/03/24	DBCA-2024-006	Sous-direction Anticipation et action	Rapport relatif à la mise à jour du Règlement opérationnel
21/03/24	DBCA-2024-007	Groupe ment Ressources humaines	Ajustement des organigrammes du Sdis 76
21/03/24	DBCA-2024-008	Groupe ment Ressources humaines	Régime indemnitaire des sapeurs-pompiers professionnels
21/03/24	DBCA-2024-009	Groupe ment Finances	Budget principal – Reprise anticipée des résultats de l'exercice 2023
21/03/24	DBCA-2024-010	Groupe ment Finances	Budget annexe restauration – Reprise anticipée des résultats de l'exercice 2023
21/03/24	DBCA-2024-011	Groupe ment Finances	Budget primitif 2024 – Budget principal

21/03/24	DBCA-2024-012	Groupe ment Finances	Budget primitif 2024 – Budget annexe restauration
21/03/24	DBCA-2024-013	Groupe ment Finances	Ajustement des autorisations de programme votées
21/03/24	DBCA-2024-014	Groupe ment Finances	Création d’une autorisation de programme « Réhabilitation du Cis de Gournay-en-Bray »
21/03/24	DBCA-2024-015	Groupe ment Finances	Création d’une autorisation de programme relative à la politique de renouvellement des appareils respiratoires
21/03/24	DBCA-2024-016	Groupe ment Finances	Subvention 2024 – Amicale du personnel de la Direction du Sdis 76
21/03/24	DBCA-2024-017	Groupe ment Finances	Subvention 2024 – Musée des sapeurs-pompiers de France
21/03/24	DBCA-2024-018	Groupe ment Finances	Subvention 2024 – Œuvre des pupilles orphelins et fonds d’entraide des sapeurs-pompiers de France
21/03/24	DBCA-2024-019	Groupe ment Finances	Subvention 2024 – SP 76 Multisports
21/03/24	DBCA-2024-020	Groupe ment Finances	Subvention 2024 – Union départementale des sapeurs-pompiers de de la Seine-Maritime
21/03/24	DBCA-2024-021	Groupe ment Finances	Subvention 2024 – Union régionale des sapeurs- pompiers du Nord de la France
21/03/24	DBCA-2024-022	Groupe ment Finances	Convention d’engagement partenarial DRFIP/Sdis 76

ARRETE N°AG-2024- 036
portant délégation de signature à Madame Cécile GAUDEFROY
cheffe du groupement Immobilier

Le président du Conseil d'administration du
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

Vu

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 portant élection du président du Département ;
- la délibération du Conseil départemental du 16 juillet 2021 portant désignation des représentants du Département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°AG-2021-050 du 19 juillet 2021 portant désignation du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le Règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 1^{er} mars 2019 ;
- le guide des procédures d'achats du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime révisé par délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-55 en date du 17 décembre 2015 ;
- l'arrêté du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°AG-2023-808 portant délégation de signature en date du 12 mai 2023.

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du Conseil d'administration du Service départemental peut donner délégation de signature,

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} :

Dans le cadre des compétences du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son groupement, délégation de signature est conférée à Madame Cécile GAUDEFROY, cheffe du groupement Immobilier, à l'effet de signer au nom du président du Conseil d'administration :

- **au titre de l'administration générale et de la gestion courante**
 - les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie,
 - toutes correspondances usuelles ne faisant pas grief, et liées à l'activité de son groupement,

- les extraits et copies conformes des actes et des documents relevant de la compétence de son groupement par ampliation.

▪ **au titre de la gestion financière**

- l'attestation, sous quelles que formes que ce soit, du service fait des dépenses de son groupement,
- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution du budget concernant son groupement, à l'exception des certificats administratifs.

▪ **au titre de la commande publique**

- les actes liés à la préparation des achats en lien avec les activités de son groupement,
- les pièces relatives à la conduite d'opérations relevant du domaine d'activité de son groupement,
- les bons de commandes en lien avec l'activité de son groupement dont le montant est inscrit au budget et inférieur à 3 000 € HT,

ARTICLE 2 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Cécile GAUDEFROY, cheffe du groupement Immobilier, la délégation qui lui est conférée à l'article 1er du présent arrêté, est exercée, aux mêmes conditions, par Monsieur Robin VAILLOT, adjoint à la cheffe du groupement Immobilier.

ARTICLE 3 :

L'arrêté du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°AG-2023-808 portant délégation de signature en date du 12 mai 2023 est abrogé.

ARTICLE 4 :

Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours et Monsieur le Payeur départemental sont chargés de l'exécution du présent arrêté, chacun en ce qui les concerne qui sera publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification au destinataire, en application de l'article R 421-1 du CJA.

Notifié le
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur 076-287600019-20240328-AG-2024-036-AI Accusé certifié exécutoire Réception par le préfet : 28/03/2024 Affichage : 28/03/2024 Pour l'autorité compétente par délégation



Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

Yvetot, le **28 MARS 2024**

Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime,

André GAUTIER

du mois de :

ARRETE N° AG-2024- 037
portant nomination d'un régisseur et d'un suppléant

Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime

Vu :

- le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles R1617-1 et suivants ;
- la délibération n°2 du Bureau du Conseil d'administration en date du 11 juin 2010 créant une régie d'avances pour le fonctionnement du fonds de secours exceptionnel ;
- l'arrêté n°2010/BCAR-2293 du 20 octobre 2010 portant création du fonds de secours exceptionnel et composition de la commission de secours exceptionnel ;
- l'arrêté n° AG-2024-003 du 22 janvier 2024 portant modification de la composition de la commission de secours exceptionnel ;
- l'avis conforme de Monsieur le Payeur Départemental en date du 12 janvier 2024,
- l'arrêté n°AG-2024-004 de Monsieur le Président du Conseil d'administration du Service départemental d'Incendie et de Secours de la Seine-Maritime portant nomination d'un régisseur titulaire intérimaire et d'un suppléant en date du 22 janvier 2024;

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} : A compter du 12 janvier 2024, Madame Anne SENEZ est nommée régisseuse titulaire de la régie d'avances créée pour le fonctionnement du fonds de secours exceptionnel, avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

ARTICLE 2 : En cas d'absence pour maladie, congé ou tout autre empêchement exceptionnel, Madame Anne SENEZ sera remplacée par Monsieur Thierry SENEZ mandataire suppléant.

ARTICLE 3 : Madame Anne SENEZ régisseuse titulaire, percevra une indemnité de maniement de fonds d'un montant annuel de 120 euros pour la période durant laquelle elle assurera effectivement le fonctionnement de la régie.

ARTICLE 4 : Monsieur Thierry SENEZ, mandataire suppléant, percevra une indemnité de maniement de fond d'un montant annuel de 120 euros pour la période durant laquelle il assurera effectivement le fonctionnement de la régie.

ARTICLE 5 : Le régisseur titulaire et le mandataire suppléant sont conformément à la réglementation en vigueur personnellement et pécuniairement responsables de la conservation des fonds, des valeurs et des pièces comptables qu'ils ont reçus, ainsi que de l'exactitude des décomptes de liquidation qu'ils ont éventuellement effectués.

ARTICLE 6 : Le régisseur titulaire et le mandataire suppléant ne doivent pas payer de dépenses relatives à des charges autres que celles énumérées dans l'acte constitutif de la régie, sous peine d'être constitués comptables de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Code Pénal.

ARTICLE 7 : Le régisseur titulaire et le mandataire suppléant sont tenus de présenter leurs registres comptables, leurs fonds et leurs formules de valeurs inactives aux agents de contrôle qualifiés.

ARTICLE 8 : Le régisseur titulaire et le mandataire suppléant sont tenus d'appliquer, chacun en ce qui le concerne, les dispositions de l'instruction interministérielle n°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics.

ARTICLE 9 : L'arrêté du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n° AG-2024-004 portant nomination d'un régisseur et d'un suppléant en date du 22 janvier 2024 est abrogé.

ARTICLE 10 : Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours et le Payeur Départemental de la Seine-Maritime sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera notifié et publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

ARTICLE 11 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

Date de notification précédée de la mention manuscrite "Vu pour acceptation"

YVETOT, le **28 MARS 2024**

Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime



André GAUTIER

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20240328-AG-2024-037-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/03/2024

Affichage : 28/03/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

N°DBCA-2024-014

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
4
- Votants :
4



**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**MISE EN ŒUVRE DES ACTES PROFESSIONNELS RELEVANT DE LA COMPETENCE DES SAPEURS-
POMPIERS AU SDIS 76**

Le 21 mars 2024, le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 05 mars 2024, s'est réuni sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Nicolas BERTRAND, 1^{er} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, 3^{ème} Vice-président
- Monsieur Julien DEMAZURE, 5^{ème} membre

ETAIT ABSENTE EXCUSEE

- Madame Louisa COUPPEY, 2^{ème} Vice-présidente

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
<i>Sociétale</i>	<i>Assurer un service public de qualité sur le territoire</i>	<i>Garantir la qualité des interventions de secours</i>

*

* *

Vu :

- *la loi n° 2021-1520 du 25 novembre 2021 visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels,*
- *le décret n° 2022-621 du 22 avril 2022 relatif aux actes de soins d'urgence relevant de la compétence des sapeurs-pompiers,*
- *l'arrêté du 7 août 2023 fixant les conditions dans lesquelles sont gérés les médicaments, objets ou produits détenus et dispensés par les PUI des SIS,*
- *la délibération du Conseil d'administration n°2021-CA-30 du 06 septembre 2021 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

*

* *

Dans le cadre de la promulgation des décrets d'application de la loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile, dite "loi Matras", la sous-direction Santé bien-être considère :

À la suite de la parution du décret n° 2022-621 du 22 avril 2022 relatif aux actes professionnels relevant de la compétence des sapeurs-pompiers dans le cadre de leur participation à l'aide médicale urgente, il apparaît que les actes visant à recueillir ou permettre de recueillir les informations à caractère clinique sont déjà majoritairement pratiqués dans les VSAV de la Seine-Maritime. Ils ne feront pas l'objet d'évolution notable à court et à moyen terme.

Concernant les actes de soins sur prescription, l'étude médicale des opportunités offertes par le texte conclue à l'intérêt de la mise en œuvre des actions suivantes :

- l'administration par voie orale de médicaments disponibles chez la victime qui présente un tableau clinique de douleurs aiguës,
- l'administration de produits médicamenteux par stylo-injecteur auprès d'une victime de choc anaphylactique,
- l'enregistrement et la transmission de l'électrocardiogramme.

Cette première série de gestes sera rapidement complétée par :

- l'administration de produits médicamenteux par stylo-injecteur auprès d'une victime d'hypoglycémie,
- l'administration d'aérosol permettant la prise en charge d'une crise d'asthme aiguë.
- la mise à disposition d'un antidote pour la prise en charge des intoxications par opioïdes.

Le matériel nécessaire à la réalisation de la première série de gestes sera disponible dans les VSAV pour l'été 2024.

Le Sdis 76 s'engage dans une démarche d'évaluation permettant, le cas échéant, d'ajuster et de faire évoluer ces premières actions.

*

* *

Lors de sa séance du 14 mars 2024, le Comité social territorial a rendu les avis suivants :

- le collège des représentants de l'administration a émis un avis favorable à l'unanimité,*
- le collège des représentants du personnel a émis un avis favorable à l'unanimité.*

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20240321-DBCA-2024-014-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 25/03/2024

Affichage : 25/03/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Président du Conseil d'administration,

Signé électroniquement, le 25/03/2024
Andre GAUTIER, Président CASDIS

André GAUTIER

N°DBCA-2024-015

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
4
- Votants :
4



**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

SORTIE D'ACTIF

Le 21 mars 2024, le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 05 mars 2024, s'est réuni sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Nicolas BERTRAND, 1^{er} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, 3^{ème} Vice-président
- Monsieur Julien DEMAZURE, 5^{ème} membre

ETAIT ABSENTE EXCUSEE

- Madame Louisa COUPPEY, 2^{ème} Vice-présidente

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
Ressources et moyens	Moderniser et valoriser le patrimoine	Optimiser la gestion financière du patrimoine

*

* *

Vu :

- la loi n° 2000-642 du 10 juillet 2000, portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques, supprimant le monopole des commissaires-priseurs,
- le code général des collectivités territoriales,
- l'instruction budgétaire et comptable M61 des services départementaux d'incendie et de secours,
- la délibération du Bureau du conseil d'administration n° 2014-BCA-47 du 11 septembre 2014, approuvant le principe de ventes aux enchères des biens dépréciés ou inutilisés du Sdis 76,
- la délibération du Conseil d'administration n° DCA-2021-030 du 06 septembre 2021 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau du conseil d'administration,
- la délibération DBCA-2022-042 autorisant le don d'un véhicule destiné à la réforme au comité départemental handisport 76.

*

* *

Il est envisagé de sortir du patrimoine du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, pour mise en vente, les matériels suivants, notamment du fait de l'âge de certains d'entre eux et pour lesquels il n'y a plus de pièces détachées disponibles :

N° Inventaire comptable	Année	Marque-modèle	Immat.	Kms	Prix acquisition	Mise à prix initiale
84322	1984	MPR	/	/	/	50,00 €
84325	1984	MPR	/	/	/	100,00 €
87042	1987	MPR	/	/	/	50,00 €
89105	1989	MPR	/	/	/	50,00 €
/	1994	COMPRESSEUR D'AIR RESPIRABLE	/	/	/	200,00 €
97033	1997	MPE	1333XR76	/	822,93 €	50,00 €
991047	1999	VLHR LAND ROVER	662SQ76	111 009	33 084,50 €	1 500,00 €
01206	2001	VTU PEUGEOT BOXER	7487TM76	14 313	73 377,75 €	1 000,00 €
022512	2001	VTU PEUGEOT	4715TS76	50 970	27 456,95 €	1 000,00 €
34582	2003	REMORQUE POUDRE	7137WH76		10 078,69 €	200,00 €
025467	2002	VTU CITROEN JUMPER	138VJ76	17 892	27 250,02 €	2 000,00 €
030329	2003	VGRIMP	4939VT76	34 799	102 060,66 €	3 000,00 €
2004000000015	2004	VTUBS CITROEN JUMPER	9543WH76	71 450	29 835,65 €	2 000,00 €
2004000000018	2004	VTU CITROEN JUMPER	9546WH76	33 502	26 986,78 €	1 000,00 €
2004000000417	2004	VTP RENAULT MASTER	3635WY76	157 904	18 793,36 €	1 000,00 €
2004000000630	2004	VLR RENAULT KANGOO	3668WY76	186 968	1 735,67 €	500,00 €
2005000000328	2005	REMORQUE POUR BATEAU	8377XQ76		1 357,45 €	100,00 €
2007000000151	2007	VL renault clio 3	3741ZH76	161 316	12 926,86 €	500,00 €
2007000000241	2007	VLR RENAULT KANGOO	1916ZM76	189 657	15 115,40 €	5 000,00 €
2010000000186	2010	VSAV	AY248PJ	171 382	66 178,10 €	2 000,00 €
2011000000124	2011	VSAV	BW288QR	177 182	69 168,10 €	2 000,00 €

En cas d'enchère ou négociation infructueuse, la cession pourra être réalisée à un montant inférieur à la mise à prix initiale.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20240321-DBCA-2024-015-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 25/03/2024

Affichage : 25/03/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Président du Conseil d'administration,
Signé électroniquement, le 25/03/2024
Andre GAUTIER, Président CASDIS

André GAUTIER

N°DBCA-2024-016

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
4
- Votants :
4



**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CONVENTION AVEC LE CENTRE D'ETUDE POUR LA PREVENTION DE L'INCENDIE ET LE SDIS 76 –
MISE A DISPOSITION DES LOCAUX DU CENTRE D'ENTRAINEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DES
COMPETENCES – SITE DE SAINT-VALERY-EN-CAUX**

Le 21 mars 2024, le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 05 mars 2024, s'est réuni sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Nicolas BERTRAND, 1^{er} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, 3^{ème} Vice-président
- Monsieur Julien DEMAZURE, 5^{ème} membre

ETAIT ABSENTE EXCUSEE

- Madame Louisa COUPPEY, 2^{ème} Vice-présidente

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
<i>Sociétale</i>	<i>Assurer un service public de qualité sur le territoire</i>	<i>Garantir la qualité des interventions de secours</i>

*

* *

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *le code de la sécurité intérieure,*
- *le code de l'éducation,*
- *le code du travail,*
- *la délibération du conseil d'administration n° DCA-2021-030 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

*

* *

Dans le cadre de l'organisation de leur journée annuelle, le Centre d'Étude pour la Prévention de l'Incendie (CEPI) a sollicité le Sdis 76 pour accueillir dans les locaux du centre d'entraînement et de développement des compétences (CEDEC) situé à Saint-Valery-en-Caux, sa journée annuelle dans le cadre du 30^{ème} anniversaire du CEPI.

Le CEPI est une association loi 1901 ayant pour objet de promouvoir la prévention et la lutte contre l'incendie.

Il a pour mission de favoriser le conseil, la formation, l'assistance, la documentation, l'information, les rencontres utiles à ses adhérents.

Le Sdis 76 fait partie de ses partenaires institutionnels.

Cette convention est conclue pour les journées des 05 et 06 juin 2024 dans le cadre de la préparation des installations et l'organisation de l'anniversaire. Elle définit les rapports entre les parties ainsi que leurs obligations réciproques. Cette convention est faite à titre gracieux.

Il convient d'approuver les termes de la convention, d'autoriser le Président à la signer ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20240321-DBCA-2024-016-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 25/03/2024

Affichage : 25/03/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Président du Conseil d'administration,

Signé électroniquement, le 25/03/2024
André GAUTIER, Président CASDIS

André GAUTIER



**CONVENTION AVEC LE CENTRE D'ÉTUDE
POUR LA PRÉVENTION DE L'INCENDIE
ET LE SDIS 76
MISE À DISPOSITION DES LOCAUX DU
CENTRE D'ENTRAÎNEMENT ET DE
DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES – SITE
DE SAINT-VALERY-EN-CAUX**

ENTRE :

Le **CENTRE D'ÉTUDE POUR LA PRÉVENTION DE L'INCENDIE**, dont le siège est 26 rue Alfred Kastler – 76130 MONT-SAINT-AIGNAN

« le CEPI »

Représenté par Monsieur Jean-Luc LAINÉ, Président,

d'une part,

ET

Le **SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SEINE-MARITIME** dont le siège est 6, rue du Verger – CS 40078 – 76192 YVETOT CEDEX

« le Sdis 76 »

Représenté par monsieur André GAUTIER, agissant en qualité de Président.

d'autre part.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 – Objet de la présente convention

La présente convention a pour objet de définir entre les parties, les modalités de mise à disposition et d'utilisation de locaux/biens au sein du centre d'entraînement et de développement des compétences (CEDEC) situé 9 rue du noroît à Saint-Valery-en-Caux appartenant au Sdis 76. Le Sdis 76 consent dans le cadre de cette convention, la mise à disposition de ses locaux/biens à titre gracieux, afin que le CEPI puisse organiser sa journée annuelle pour son 30^{ème} anniversaire.

ARTICLE 2 – Objet

Le Sdis 76 agissant dans les droits du propriétaire des locaux/biens, objet de la présente convention, met à la disposition du CEPI des locaux/biens aménagés.

La mise à disposition est accordée à titre strictement personnel et ne peut faire l'objet de cession d'aucune sorte. De même, toute sous location partielle ou totale des locaux/biens est interdite.

ARTICLE 3 – Définition des utilisateurs et accès

Les utilisateurs sont des membres du CEPI.

Le nombre de participants sera de 200 maximum.

ARTICLE 4 – Utilisation des biens mis à disposition et accès

Les modalités pratiques de la mise à disposition des locaux/biens seront préalablement définies conjointement avec le chef du centre d'entraînement et de développement des compétences de Saint-Valery-en-Caux (☎ 07.64.01.70.33), afin de pas interférer dans l'activité principale du Sdis 76 et de permettre le déroulement dans les meilleures conditions.

Un représentant du groupement Formation et activités physiques sera présent sur place.

Le CEPI ne pourra employer les locaux/biens mis à disposition à un autre usage que celui auquel ils sont destinés.

Le Sdis 76 conserve pour sa part la faculté de résilier la présente pour tout motif d'intérêt général, par courrier recommandé avec accusé réception. Dans cette hypothèse, la convention prend fin de droit 5 jours après la date d'envoi dudit courrier, le cachet de la poste faisant foi.

ARTICLE 5 – Obligations et engagements des parties

Le CEPI est responsable du bon déroulement de l'utilisation des locaux/biens. Les utilisateurs veillent au bon état des locaux/biens mis à disposition ainsi qu'au respect des règles d'hygiène et de sécurité et du règlement intérieur en vigueur.

Le CEPI devra informer le Sdis 76 de tout sinistre ou dégradation, se produisant dans les locaux/biens mis à disposition, dès lors qu'il résulte d'utilisation anormale des locaux/biens mis à disposition.

En cas de dégradations, de sinistre ou d'utilisation anormale des locaux/biens mis à disposition, le CEPI supportera le coût de la remise en état, sur présentation des factures ou mémoires correspondants par le Sdis 76.

Concernant l'entretien :

- le Sdis 76 assure l'entretien des locaux/biens mis à disposition durant la durée de la convention.

Fluides :

- le Sdis 76 prend en charge tous les abonnements et dépenses de fluides (eau, gaz, électricité, chauffage ou toutes autres fournitures éventuelles).

ARTICLE 6 – Description de la prestation

La prestation fournie par le Sdis 76 comprend :

- le hall d'accueil,
- le foyer,
- la zone de restauration,
- l'amphithéâtre,
- l'amphithéâtre tactique,
- la remise,
- la structure multi-activités,
- une zone de parking,
- l'accès aux toilettes.

L'utilisation de la structure multi-activités se fera uniquement avec un formateur permanent du CEDEC.

ARTICLE 7 – Dispositions administratives

Le CEPI prendra les locaux/biens dans l'état dans lequel ils se trouvent au moment de l'entrée en possession.

Cas échéant :

- le Sdis 76 aura à sa charge tous impôts, taxes et redevances se rapportant à l'espace occupé.

ARTICLE 8 – Dispositions financières

La mise à disposition de locaux/biens dans les conditions définies par la présente convention est faite à titre gracieux.

ARTICLE 9 – Durée de la convention

La présente convention est établie pour les journées des 05 et 06 juin 2024.
Elle n'a pas vocation à être renouvelée.

La présente convention pourra être résiliée par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas d'inexécution par l'une ou l'autre des parties de l'une de ses obligations moyennant un préavis de 2 mois.

ARTICLE 10 - Avenant à la convention

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux fixés dans la convention. L'avenant devra être signé dans un délai de 5 jours avant le début de la mise à disposition des locaux/biens.

ARTICLE 11 - Assurance et responsabilité

Le CEPI est responsable vis-à-vis des tiers de tous accidents, dégâts et dommages de quelque nature que ce soit, engendrés du fait de l'organisation de cette journée à l'occasion de son 30^{ème} anniversaire.

Elle s'engage à prendre en charge les dégâts matériels qui seraient commis pendant le temps d'utilisation, tant sur le bâtiment que sur le matériel.

L'utilisateur s'engage à faire en sorte que la réglementation soit strictement appliquée, et dégage par avance toute responsabilité du Sdis 76 en cas d'accident survenant aux participants.

ARTICLE 12 - Règlement des litiges et attribution de compétence

Dans l'hypothèse d'un litige lié à l'application des stipulations de la présente convention, les cocontractants s'engagent à rechercher une solution amiable de règlement, préalablement à toute saisine du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait à Yvetot, le

Le Président du Centre d'Étude
pour la Prévention de l'Incendie,

Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie
et de secours de la Seine-Maritime,

Monsieur Jean-Luc LAINÉ

N°DBCA-2024-017

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
4
- Votants :
4



**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

PARTICIPATION DU SDIS 76 A LA FOIRE INTERNATIONALE DE ROUEN

Le 21 mars 2024, le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 05 mars 2024, s'est réuni sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Nicolas BERTRAND, 1^{er} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, 3^{ème} Vice-président
- Monsieur Julien DEMAZURE, 5^{ème} membre

ETAIT ABSENTE EXCUSEE

- Madame Louisa COUPPEY, 2^{ème} Vice-présidente

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
<i>Sociétale</i>	<i>Faire de la sécurité civile l'affaire de tous</i>	<i>Participer au développement d'une culture de la sécurité civile – Porter l'engagement citoyen</i>

*

* *

Vu :

- *la délibération du Conseil d'administration n°DCA-2021-030 du 06 septembre 2021 donnant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

*

* *

Participation du Sdis 76 à la Foire Internationale de Rouen

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) participe du 29 mars 2024 au 7 avril 2024 à la 95ème édition de la Foire Internationale de Rouen, qui se tiendra au Parc des Expositions de Rouen. Notre présence à cet événement, le plus grand salon éphémère de la région avec 42 000 m² réservés aux exposants, vise à promouvoir le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

Objectifs de la participation :

Nous saisissons cette opportunité pour recruter des profils divers au sein de notre établissement, notamment des sapeurs-pompiers volontaires, sapeurs-pompiers professionnels, jeunes sapeurs-pompiers, personnel administratif technique et spécialisé, ainsi que des réservistes.

Actions de prévention :

Parallèlement, nous souhaitons sensibiliser le public aux gestes qui sauvent, simuler des accidents domestiques à l'aide d'un casque de réalité virtuelle, faire de la prévention des feux d'espaces naturels, et présenter notre parcours sportif adapté.

Finances :

L'espace ainsi que le pack Expo (droit d'inscription, responsabilité civile, 150 invitations gratuites, badges exposants, inscription liste exposant) de 5317.20€ sont offerts.

Le coût à la charge du Sdis 76 est estimé à 700 € HT environ.

Aussi, la signature de la convention jointe en annexe définit les modalités d'une telle organisation.

Il convient donc d'autoriser le Président à signer la convention ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20240321-DBCA-2024-017-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 25/03/2024

Affichage : 25/03/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Président du Conseil d'administration,
Signé électroniquement, le 25/03/2024
Andre GAUTIER, Président CASDIS

André GAUTIER

CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre

ROUEN EXPO EVENEMENTS

48 Avenue des Canadiens
CS 90921
76 121 GRAND QUEVILLY Cedex

et

SERVICE DÉPARTEMENTAL INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SEINE MARITIME
6 RUE DU VERGER
76190 YVETOT

CONVENTION RELATIVE A LA PARTICIPATION DU
SDIS 76
A LA FOIRE DE ROUEN
29 Mars au 7 Avril 2024

Entre les soussignés

Raison sociale : ROUEN EXPO EVENEMENTS – Association loi 1901
Siret n°781 037 593 00014 – APE 823 OZ
Adresse du siège social : 48 Avenue des Canadiens – 76120 GRAND QUEVILLY
Représentée par Ludovic DECONIHOUT – Directeur Général
Ci-après dénommée **L'ORGANISATEUR** d'une part.

ET

Raison sociale : Sdis 76
Adresse du siège social : 6 Rue du Verger – 76190 YVETOT
Représentée par André GAUTIER
Ci-après dénommée **LE PARTENAIRE** d'autre part.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1 – Objet

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE :

- ROUEN EXPO EVENEMENTS est organisateur de manifestations économiques. Elle met en œuvre depuis plusieurs années des salons qui s'inscrivent dans une politique de développement durable.
- Sdis 76 est chargé de la protection des personnes, des biens et de l'environnement

Dans le cadre de leur politique respective de communication et de promotion de leurs activités, les parties ont souhaité conclure entre elles un accord pour lequel chacune œuvrera en vue de la promotion des événements produits en vue de la promotion du LA FOIRE DE ROUEN qui se déroulera du 29 Mars au 7 Avril 2024, dans les conditions exposées ci-après.

La présente convention a pour objet de définir les droits et obligations de chacune des parties.

Il est ainsi convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – REGIME JURIDIQUE

Le présent contrat est régi par les dispositions législatives en vigueur relatives aux contrats, il fait la loi des parties. En cas de contradiction avec d'autres documents applicables aux relations entre les parties, il prévaut.

Il ne pourra être modifié que par avenant, écrit, signé des deux parties.

La présente convention constitue un contrat conclu entre des personnes juridiquement indépendantes et ne saurait en aucun cas être considérée comme constitutive d'une société ou d'un GIE de droit ou de fait entre les parties. Au titre de leurs prestations respectives dans le cadre de la présente convention, les parties agissent en leur nom et sous leur seule responsabilité, et veilleront au respect des présentes dispositions dans leurs rapports avec les tiers et notamment dans leurs rapports avec leurs propres sous-traitants et cocontractants.

Chacune des parties exercera les droits qu'elle tient des présentes pour son compte exclusif à ses risques et périls pendant toute la durée du contrat.

ARTICLE 2 – DUREE

Le présent contrat ayant pour objet la participation des parties décrite en préambule, à la **Foire de Rouen du 29 Mars au 7 Avril 2024**, celui-ci prendra effet à compter de la signature des présentes et ce afin de permettre la préparation des manifestations et des animations, dans les conditions prévues aux présentes pour expirer le 7 avril 2024, date de la fin de cet accord de partenariat.

ARTICLE 3 – PRESTATIONS FOURNIES PAR L'ORGANISATEUR AU PARTENAIRE

ROUEN EXPO EVENEMENTS propose dans ce cadre :

- Mise à disposition d'un stand de 200 M² en esplanade au choix de l'organisateur et d'une dotation électrique de 1 Kw, à titre gracieux.
- 10 badges exposants.
- 150 invitations

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DU PARTENAIRE

Le Partenaire s'engage à :

- Respecter et faire respecter le Règlement intérieur de la manifestation ainsi que le règlement UNIMEV
- Assurer les prestations suivantes :
 - o Fournir une attestation de décharge d'assurance à Rouen Expo Evènements et assurer le/les stand/s par ses propres moyens
 - o Le Partenaire s'engage à être présent du 29 Mars au 7 Avril et nommera un interlocuteur en relation avec l'organisateur, ici le lieutenant Guillaume CASADA.
 - o Animer un parcours
 - o Démonstration des gestes qui sauvent
 - o Animation d'une réalité virtuelle avec un casque
 - o Promouvoir les engagements présents au Sdis 76

ARTICLE 5 – PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les parties conviennent que la conception du salon et la marque « *FOIRE DE ROUEN* » appartiennent à la Métropole Rouen Normandie. La marque a été déposée à l'INPI.

Il en est de même des noms de domaine : www.foirederouen.fr

La marque « **FOIRE DE ROUEN** » pourra être utilisée par le Partenaire uniquement pour les opérations liées au salon et sous réserve de l'accord écrit de l'Organisateur pour les supports utilisés.

Les droits de propriété intellectuelle de ROUEN EXPO EVENEMENTS sont protégés au titre du présent contrat pendant la durée et deux ans après son expiration.

La marque « **FOIRE DE ROUEN** » reste la propriété définitive de la Métropole Rouen Normandie et les règles du Code de Propriété Intellectuelle lui seront applicables.

ARTICLE 6 – ACTIONS DE PROMOTION COMMUNE DE LA MANIFESTATION

6.1 Les parties s'engagent à faire connaître, dès la signature de la présente convention, la participation du Partenaire à l'occasion des opérations de promotion et de communication menées par chacune d'elles.

6.2 Les parties s'engagent à faire apparaître le présent partenariat dans les dispositifs promotionnés par l'utilisation du nom et logo de chacune des parties en application de leur carte graphique respective.

6.3 En tout état de cause, lors des manifestations de relations publiques, notamment de déclarations orales et écrites destinées à la Presse, les interviews, les parties s'engagent à se citer mutuellement de façon valorisante.

ARTICLE 7 – CONDITIONS FINANCIERES

7.1 REMUNERATION DE L'ORGANISATEUR ET MODALITES DE REGLEMENT

Il s'agit, par la présente, d'un échange de visibilité entre Rouen Expo Evènements et Sdis 76. Les frais liés à la location du parquet et à la mise à disposition des fluides (1Kw) sont à la charge du Sdis 76.

7.2 AUTRES PRESTATIONS

Dans l'hypothèse où d'autres prestations seraient fournies par l'une des parties à l'autre, elles feront l'objet d'une facturation complémentaire à prévoir par avenant.

ARTICLE 8 – ASSURANCES

ROUEN EXPO EVENEMENTS a souscrit une assurance Organisateur pour la manifestation.

Le Partenaire a également souscrit une assurance pour les responsabilités qui lui incombent au titre du présent contrat, et s'engage à en justifier.

ARTICLE 9 – CESSION DE CONTRAT – SOUS TRAITANCE

La présente convention est conclue en tenant compte de la personnalité des cocontractants. En conséquence, celui-ci ne pourra céder le bénéfice, en tout ou partie, sans l'accord express et préalable de ROUEN EXPO EVENEMENTS.

En outre, le Partenaire ne pourra recourir à la sous-traitance pour l'exécution des prestations.

ARTICLE 10 – RESILIATION

En complément des dispositions prévues à l'Article 2 relatif à la durée du contrat, chaque partie aura la faculté de résilier le présent contrat en cas de non respect par l'autre partie de ses engagements, sous réserve de tous dommages et intérêts, un mois après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, au plus 3 jours avant l'événement.

Compte-tenu de l'investissement effectué par ROUEN EXPO EVENEMENTS pour la réalisation de ces événements, le Partenaire ne pourra résilier le contrat sans indemniser ROUEN EXPO EVENEMENTS à hauteur des sommes engagées à la date de résiliation, et sans un préavis raisonnable d'une durée de 3 jours.

En cas d'annulation de l'événement pour une raison indépendante de la volonté des parties, ou de force majeure entraînant l'impossibilité de mise à disposition des matériels, chaque partie conservera à sa charge ses propres dépenses.

ARTICLE 12 – NULLITE PARTIELLE

La nullité de l'une des stipulations du présent contrat n'entraînera l'annulation de celui-ci dans son ensemble que si la clause déclarée nulle devait être considérée, dans l'esprit des parties, comme substantielle et déterminante de leur consentement, et pour autant que l'équilibre général de la convention ne puisse être sauvegardé, du fait de l'annulation de la clause concernée.

En cas d'annulation, les parties s'efforceront en tout état de cause de renégocier une clause économiquement équivalente.

ARTICLE 13 - LITIGES

Tous les litiges pouvant survenir entre les parties concernant le présent contrat, sa validité, son interprétation et son exécution, devront faire l'objet d'une tentative de conciliation amiable entre les parties dans le cadre de leurs obligations de loyauté et de bonne foi.

En cas d'échec de la tentative de conciliation précitée, tous litiges auxquels le présent contrat pourrait donner lieu seront soumis au Tribunal administratif de ROUEN.

ARTICLE 14 - ANNEXES

Toutes les annexes au présent contrat en font partie intégrante et forment avec celui-ci un ensemble indivisible.

Fait à GRAND QUEVILLY
Le 20 Février 2024

En deux exemplaires originaux

Pour le Partenaire

André GAUTIER

Président

SDIS 76

Pour l'organisateur

Ludovic DECONIHOUT

Directeur Général

ROUEN EXPO EVENEMENTS

N°DBCA-2024-018

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
4
- Votants :
4



**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

RECRUTEMENT DE CONTRACTUELS

Le 21 mars 2024, le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 05 mars 2024, s'est réuni sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Nicolas BERTRAND, 1^{er} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, 3^{ème} Vice-président
- Monsieur Julien DEMAZURE, 5^{ème} membre

ETAIT ABSENTE EXCUSEE

- Madame Louisa COUPPEY, 2^{ème} Vice-présidente

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
Ressources et moyens	Préserver, optimiser et adapter la RH	

*

* *

Vu :

- le code général des collectivités territoriales,
- le code général de la fonction publique,
- le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifié portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,
- la délibération du Conseil d'administration n°2021-CA-30 du 06 septembre 2021 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.

*

* *

Pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité ou saisonnier d'activité, ou pallier l'absence d'agents en arrêt maladie, les postes suivants pourront être tenus par des agents contractuels recrutés sur la base de l'article L.332-23 ou L.332-13 du Code Général de la Fonction Publique :

- 1 poste de gestionnaire, cadre d'emplois des adjoints administratifs au sein du groupement Formation et activités physiques (contrat de 6 mois),
- 1 poste de logisticien(ne), adjoint technique au sein de la sous-direction Santé et bien-être (contrat de 5 mois).

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20240321-DBCA-2024-018-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 25/03/2024

Affichage : 25/03/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Président du Conseil d'administration,

Signé électroniquement, le 25/03/2024
Andre GAUTIER, Président CASDIS

André GAUTIER

N°DBCA-2024-019

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
4
- Votants :
4



**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

POSTE DE SOUS-OFFICIER DE GARDE AU CIS DIEPPE

Le 21 mars 2024, le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 05 mars 2024, s'est réuni sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Nicolas BERTRAND, 1^{er} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, 3^{ème} Vice-président
- Monsieur Julien DEMAZURE, 5^{ème} membre

ETAIT ABSENTE EXCUSEE

- Madame Louisa COUPPEY, 2^{ème} Vice-présidente

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
Ressources et moyens	Préserver, optimiser et adapter la RH	

*

* *

Vu :

- le code général des collectivités territoriales,
- le code général de la fonction publique,
- la délibération du Conseil d'administration n°2021-CA-30 du 06 septembre 2021 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.

*

* *

Dans l'objectif de renforcer le niveau de sécurité incendie du CNPE Penly, la mise en place de 6 sapeurs-pompiers du centre de secours de Dieppe, en garde sur ce site nucléaire, est actée.

Pour répondre à cette mission, le centre de secours de Dieppe a bénéficié d'un accroissement de ses ressources humaines.

En complément des missions fonctionnelles des chefferies de garde viennent s'ajouter les tâches spécifiques liées à l'organisation et la gestion de cette mission.

Afin d'assurer la continuité de service et d'optimiser la gestion de la mission CNPE, il est demandé de désigner 3 sous-officiers de garde parmi les effectifs actuels du centre de secours de Dieppe soit 1 sous-officier de garde par équipe.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20240321-DBCA-2024-019-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 25/03/2024

Affichage : 25/03/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Président du Conseil d'administration,

Signé électroniquement, le 25/03/2024
Andre GAUTIER, Président CASDIS

André GAUTIER

N°DBCA-2024-020

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
4
- Votants :
4



**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

PLAN DE PREPARATION AU RECLASSEMENT

Le 21 mars 2024, le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 05 mars 2024, s'est réuni sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Nicolas BERTRAND, 1^{er} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, 3^{ème} Vice-président
- Monsieur Julien DEMAZURE, 5^{ème} membre

ETAIT ABSENTE EXCUSEE

- Madame Louisa COUPPEY, 2^{ème} Vice-présidente

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

<i>Projet d'établissement</i>		
<i>Les Politiques</i>	<i>Les Axes Stratégiques</i>	<i>Les Segments de Travail</i>
<i>Ressources et moyens</i>	<i>Préserver, optimiser et adapter la RH</i>	<i>Permettre l'épanouissement personnel</i>

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *le code général de la fonction publique,*
- *le décret n°85-1054 du 30 septembre 1985 modifié relatif au reclassement des fonctionnaires territoriaux reconnus inaptes à l'exercice de leurs fonctions,*
- *le décret n°87-602 du 30 juillet 1987 modifié relatif à l'organisation des conseils médicaux, aux conditions d'aptitude physique et au régime des congés de maladie des fonctionnaires territoriaux,*

*

* *

Deux agents ont été déclarés, par le Conseil médical, inaptes aux missions liées à leur grade :

- un caporal-chef de sapeurs-pompiers professionnels affecté en Centre d'incendie et de secours à la garde,
- un agent de maîtrise principal affecté au groupement Finances à la restauration.

Afin d'accompagner ces agents au métier de base spécifique vers un reclassement, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) en relation avec le centre de gestion propose un plan de préparation au reclassement (PPR).

Ce plan de préparation au reclassement a pour objectif d'initier et de qualifier l'agent à de nouvelles fonctions compatibles avec son état de santé.

A cet effet, le projet de convention proposé, accorde à l'agent des périodes de formation, d'observation ou d'immersion professionnelle au sein du Sdis 76 ainsi qu'un bilan de compétences.

La durée initiale est de 6 mois. Elle pourra être renouvelée pour une durée équivalente et faire éventuellement l'objet d'un avenant, si l'agent souhaite effectuer des périodes d'immersion professionnelle dans toute administration ou établissement public relevant d'une des trois fonctions publiques.

*

* *

Il est proposé d'autoriser Monsieur le Président du Conseil d'administration à signer la convention type ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20240321-DBCA-2024-020-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 25/03/2024

Affichage : 25/03/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Président du Conseil d'administration,

Signé électroniquement, le 25/03/2024

Andre GAUTIER, Président CASDIS

André GAUTIER

CONVENTION TRIPARTITE

PÉRIODE DE PRÉPARATION AU RECLASSEMENT

Vu :

- le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L826-2,
- le Code général de la fonction publique,
- le décret n° 85-1054 modifié du 30 septembre 1985 relatif au reclassement des fonctionnaires territoriaux reconnus inaptes à l'exercice de leurs fonctions,
- l'arrêté n° *numéro* du *date* portant octroi d'une période de préparation au reclassement à *Madame/Monsieur Prénom NOM* à compter du *(date)*,
- la délibération du Conseil d'administration du Centre de Gestion de la Seine-Maritime en date 19 septembre 2019,

Considérant :

- l'avis du conseil médical en date du *(date)* prononçant l'inaptitude définitive aux emplois du grade,
- le courrier de Monsieur le Président du Conseil d'administration en date du *(date)* informant *(Madame/Monsieur Prénom NOM)* de la possibilité de bénéficier d'une période de préparation au reclassement,
- l'entretien entre *(Madame/Monsieur Prénom NOM)*, le Centre de gestion de la Seine-Maritime et le Sdis 76 en date du *(date)*,
- le courrier de *(Madame/Monsieur Prénom NOM)* sollicitant l'octroi d'une période de préparation au reclassement en date du *(date)*,
- que le médecin de prévention du Centre de gestion de la Seine-Maritime a été informé du projet de la présente convention en date du *(date)*.

Préambule

Le décret n° 2019-172 du 5 mars 2019 instituant une période de préparation au reclassement au profit des fonctionnaires territoriaux reconnus inaptes à l'exercice de leurs fonctions, permet de mieux accompagner les agents dans leur transition professionnelle.

La période de préparation au reclassement (PPR) a pour objet de préparer et de qualifier son bénéficiaire à occuper de nouveaux métiers dès lors que son état de santé ne lui permet plus d'exercer physiquement les emplois de son grade.

La période de préparation au reclassement doit permettre de réussir leur transition professionnelle par de la formation, des périodes d'observation et des mises en situation professionnelle sur un ou plusieurs postes. Les activités peuvent être exercées au sein de sa propre collectivité mais également dans une autre administration (FPT, FPE, FPH) pour maximiser les chances de réussir le reclassement par la découverte d'expériences variées et enrichissantes.

CONVENTION TRIPARTITE

PÉRIODE DE PRÉPARATION AU RECLASSEMENT

La présente convention tripartite a pour objet de mettre en œuvre et d'évaluer l'ensemble des actions s'inscrivant dans le cadre de la période de préparation au reclassement.

A l'issue de la période de préparation au reclassement, l'agent présentera une demande de reclassement. En tout état de cause, le reclassement reste une obligation de moyen et non de résultat. Il n'est pas possible de garantir le succès de la période préparatoire au reclassement.

Entre :

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime représenté par son Président, Monsieur André GAUTIER,

Et

(Madame/Monsieur Prénom NOM),

Et

Le Centre de gestion de la Seine Maritime représenté par son Président, Monsieur Christophe BOUILLON,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention tripartite a pour objet de définir les modalités de mise en œuvre et d'évaluation de la PPR de (Madame/Monsieur Prénom NOM) et de permettre au Centre de gestion de la Seine-Maritime d'accompagner et de qualifier l'agent susvisé à l'exercice de nouveaux emplois compatibles avec son état de santé et de favoriser une transition professionnelle vers un reclassement.

Article 2 : Durée de la période de préparation au reclassement

La durée de la période de préparation au reclassement est fixée à *durée* à compter du *date*.

Article 3 : Modalités de mise en œuvre et contenu de la période de préparation au reclassement

Dans le cadre de la présente convention tripartite, les dispositifs mis en œuvre au cours de la période de préparation au reclassement sont les suivants :

- Formation
 - Formation sur les logiciels de bureautique (Word, Excel, boîte mail, ...),
 - Formation de base sur les écrits professionnels,
 - Formation sur l'organisation et la gestion de son travail,
 - Toutes autres formations pouvant permettre à Madame/Monsieur Prénom NOM de s'acculturer au travail administratif et technique.
- Période d'observation et d'immersion professionnelle au sein de la collectivité dans les différents services du Sdis 76.
- Autres actions (*bilan de compétences, VAE, entretien avec un conseiller mobilité, télétravail ...*).

CONVENTION TRIPARTITE

PÉRIODE DE PRÉPARATION AU RECLASSEMENT

Article 4 : Situation de l'agent

Pendant toute la durée de la période de préparation au reclassement (*Madame/Monsieur Prénom NOM*) sera en position d'activité dans son cadre d'emplois d'origine et bénéficiera de la part de son employeur d'origine du versement de :

- son plein traitement,
- des accessoires obligatoires (*Indemnité de résidence ; supplément familial de traitement*),
- du régime indemnitaire.

Seront pris en charge, pour les formations prévues au titre de l'article 3 de la convention :

- les frais de déplacements,
- les frais de repas,
- les frais d'hébergement.

Les frais de formation seront pris en charge conformément à la délibération DCA-2023-027 du 14 mars 2023 relative au règlement départemental de formation.

Article 5 : Contrôle et évaluation de l'activité

La mise en œuvre de la période de préparation au reclassement fera l'objet d'une évaluation tous les 2 mois par l'autorité territoriale et le centre de gestion conjointement avec (*Madame/Monsieur Prénom NOM*).

A l'occasion de cette évaluation, le contenu, la durée ainsi que les modalités de mise en œuvre du projet de reclassement peuvent être modifiés avec l'accord de l'intéressé.

Article 6 : Délai d'acceptation par l'agent

Le fonctionnaire concerné dispose d'un délai de quinze jours à compter de la notification de la présente convention pour signer cette dernière.

A défaut de signature dans le délai mentionné à l'alinéa précédent, l'agent bénéficiaire est réputé refuser la période de préparation au reclassement telle que définie dans la présente convention.

Article 7 : Demande de reclassement

Après acceptation et après la période de préparation, l'agent devra effectuer sa demande de reclassement dans un délai de 15 jours par lettre recommandée avec accusé de réception.

CONVENTION TRIPARTITE

PÉRIODE DE PRÉPARATION AU RECLASSEMENT

Article 8 : Fin de la période de préparation au reclassement

La période de préparation au reclassement de (*Madame/Monsieur Prénom NOM*) peut prendre fin :

- au terme prévu à l'article 2 de la présente convention,
- avant le terme fixé à l'article 2 de la présente convention :
 - en cas de reclassement de l'intéressé avant l'échéance de la période,
 - en cas de manquements caractérisés aux termes de la convention (absences aux actions de formation, retards, ...).Les manquements seront formalisés et notifiés par un courrier recommandé avec accusé de réception.

Article 9 : Contentieux

Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Rouen peut être saisi par voie de recours formé contre la présente décision dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

En application de l'article R. 414-6 du code de justice administrative, le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site « www.telerecours.fr ».

Etablie en 3 exemplaires,

A Yvetot, le :

L'Autorité territoriale

L'agent

Pour le Président,
et par délégation,
le Directeur départemental adjoint,

Colonel Rémy WECLAWIAK

(*Madame/Monsieur Prénom NOM*)

Le centre de gestion

N°DBCA-2024-021

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
4
- Votants :
4



**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME ET LA SOCIETE SOS SURVIE POUR LE DEVELOPPEMENT DE MATERIEL
OPERATIONNEL**

Le 21 mars 2024, le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 05 mars 2024, s'est réuni sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Nicolas BERTRAND, 1^{er} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, 3^{ème} Vice-président
- Monsieur Julien DEMAZURE, 5^{ème} membre

ETAIT ABSENTE EXCUSEE

- Madame Louisa COUPPEY, 2^{ème} Vice-présidente

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
<i>Ressources et moyens</i>	<i>Moderniser et valoriser le patrimoine du Sdis</i>	<i>Adapter le patrimoine</i>

*

* *

Vu :

- *la délibération du Conseil d'administration n° DCA-2021-030 du 06 septembre 2021 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

*

* *

L'augmentation du nombre de véhicules électriques amène de nouveaux risques et de nouveaux besoins opérationnels, notamment pour le traitement des incendies. Si le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) s'est équipé de moyens d'attaque, il demeure un besoin en système d'immersion. Les solutions techniques proposées actuellement par nos fournisseurs ne permettent pas de répondre aux nombreuses situations opérationnelles. Le déplacement, voire le grutage des véhicules sont systématiques. Les dispositifs actuels coûtent entre 10 000 et 80 000 €.

Afin de répondre à la sollicitation du groupement Opérations, le groupement Technique et logistique a sollicité plusieurs entreprises lors du congrès national des sapeurs-pompiers de Toulouse, pour développer un produit permettant :

- d'immerger un véhicule léger,
- dans l'emprise d'une place de stationnement,
- sans avoir à déplacer le véhicule,
- manœuvrable par 2 ou 4 agents,
- d'un coût économiquement acceptable.

La société SOS SURVIE, spécialiste en structures gonflables a répondu favorablement à l'étude de faisabilité. Après quelques semaines de travaux, un projet viable nous a été présenté.

En synthèse, la société SOS SURVIE s'engage à produire, à ses frais, des prototypes répondant aux attentes du Sdis 76. Ce dernier mettra à disposition son site de Tourville-la-Rivière et des personnels pour réaliser des mises à l'essai sur feux réels. Cette convention n'engage pas le Sdis 76 dans une future acquisition.

Au vu des éléments présentés, il vous est proposé de conventionner avec cette société pour convenir des modalités de mise à disposition de prototypes et de co-développement des matériels.

Aussi, il vous est demandé :

- d'autoriser le Président à signer le projet de convention de partenariat entre le service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime et la société SOS SURVIE ainsi que tout acte qui en serait la suite à ou la conséquence.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20240321-DBCA-2024-021-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 25/03/2024

Affichage : 25/03/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Président du Conseil d'administration,

Signé électroniquement, le 25/03/2024
Andre GAUTIER, Président CASDIS

André GAUTIER

CONVENTION

"Co-développement d'un système d'immersion de véhicules électriques"

Il est convenu ce qui suit entre :

D'une part :

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, 6, rue du Verger CS40078 76190 YVETOT, représenté par Monsieur André Gautier en sa qualité de Président du Conseil d'administration du Sdis 76,

Ci-après désigné : le Sdis 76,

Et d'autre part :

La société SOS SURVIE, domiciliée BP 234 Dunoyer Guadeloupe & 78 Bd Diderot 75012 Paris, représentée par SAJE HOLDING et Monsieur Eric LEQUIME en sa qualité de Président,

Ci-après désigné : SOS SURVIE

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Dans le cadre de ces actions d'innovation, SOS SURVIE développe des outils opérationnels destinés aux services d'incendie et de secours (SIS).

Le Sdis 76, dans le cadre de son analyse de risques et de ses retours d'expériences, cherche à faire évoluer ses doctrines et matériels pour répondre aux nouveaux besoins.

La présente convention a pour objet de mettre en place un partenariat entre le Sdis 76, d'une part, et la société SOS SURVIE d'autre part, visant à :

- développer des actions d'innovation technologique destinées aux SIS,
- développer une solution d'immersion, suite à incendie, de véhicules électriques.

Ce partenariat s'exprime notamment au travers :

- du développement d'un prototype adapté aux SIS,
- d'organisation de tests matériels,
- d'une communication commune de la démarche en cas d'aboutissement positif de celle-ci.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DE SOS SURVIE

SOS SURVIE s'engage à :

- assurer l'ingénierie de développement du système d'immersion de véhicules,
- fournir un ou plusieurs prototypes correspondants aux avis techniques du Sdis 76 et des retours d'expériences des tests réalisés.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DU SDIS76

Le Sdis 76 s'engage à :

- appuyer SOS SURVIE dans ses travaux d'ingénierie de développement, par l'apport ponctuel de l'expertise métier de Sapeurs-Pompiers. Cela se caractérise par des rendez-vous ponctuels d'échanges visant à définir le besoin et valider les propositions techniques proposées par SOS SURVIE
- organiser, sur son site de formation, des essais d'immersion de véhicules afin de tester les prototypes en conditions réelles.

La présente convention n'engage pas le Sdis 76 à se porter acquéreur du matériel à l'issue de la phase expérimentale.

ARTICLE 4 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de la date de sa signature, pour une durée d'un an, renouvelable par tacite reconduction dans la limite de 3 ans.

ARTICLE 5 : ACTIONS DE COMMUNICATION

La mise en place de cette convention permet au Sdis 76 et à SOS SURVIE d'être reconnus comme partenaires et de valoriser leur image au travers d'actions de communication (articles de presse, salons professionnels...) réalisées au sujet du produit co-développé.

SOS SURVIE et le Sdis 76 s'engagent à informer ou solliciter l'autre partie en cas d'action de communication ou de promotion du produit co-développé (salons de l'innovation, salons professionnels...).

ARTICLE 6 : PROPRIETE INTELLECTUELLE

Le Sdis 76 s'engage à reconnaître la propriété exclusive de toutes les inventions à SOS SURVIE, et autorise SOS SURVIE à exploiter librement, directement ou indirectement, sur tous supports, les connaissances nouvelles apportées par chacune des parties.

ARTICLE 7 : RESILIATION DE LA CONVENTION

A l'issue d'une concertation préalable, la présente convention peut être résiliée sur demande motivée de l'une ou l'autre partie. La convention cesse alors de produire ses effets dès réception de la demande adressée par courrier recommandé avec accusé de réception par l'autre partie.

ARTICLE 8 : REGLEMENT DE LITIGES ET ATTRIBUTION DE COMPETENCE

Dans l'hypothèse d'un litige lié à l'application des stipulations de la présente convention, les cocontractants s'engagent à rechercher une solution amiable du règlement, préalablement à toute saisine du tribunal administratif de Rouen.

ARTICLE 98 : LITIGES

Les éventuels litiges seront soumis au tribunal administratif de Rouen.

Fait le à Yvetot, en 2 exemplaires.

Le Président du Conseil d'administration
du Sdis 76

Monsieur André GAUTIER

Le Président de SOS SURVIE

Monsieur Erik LEQUIME

Projet

N°DBCA-2024-022

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
4
- Votants :
4



**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CONVENTION CHALLENGE SAPEUR-POMPIER A L'UNITE POUR MALADE DIFFICILE DU CENTRE
HOSPITALIER DU ROUVRAY**

Le 21 mars 2024, le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 05 mars 2024, s'est réuni sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Nicolas BERTRAND, 1^{er} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, 3^{ème} Vice-président
- Monsieur Julien DEMAZURE, 5^{ème} membre

ETAIT ABSENTE EXCUSEE

- Madame Louisa COUPPEY, 2^{ème} Vice-présidente

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
<i>Modernisation et sécurisation</i>	<i>Garantir la sécurité</i>	<i>Sécurité fonctionnelle et administrative</i>

*

* *

Vu :

- la délibération du Conseil d'administration n°2021-DCA-030 du 06 septembre 2021 portant délégation, du Conseil d'administration au Bureau.

*

* *

Le centre hospitalier du Rouvray organise la troisième édition du challenge sapeurs-pompiers le 04 avril 2024 au sein de l'unité pour malades difficiles.

En qualité de bénévole, les sapeurs-pompiers du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) sont invités à animer les ateliers suivants :

- ateliers de sensibilisation aux « gestes qui sauvent » qui se dérouleront le matin,
- animation d'ateliers autour de la spécialité « GELD » (Groupe d'Exploration Longue Durée) qui se dérouleront l'après-midi

Dans le cadre de ce partenariat, le Sdis 76 met à disposition les matériels suivants :

- 1 CePARI,
- 1 passage réduit (situé à Rouen Sud).

Afin de convenir des modalités d'organisation et de mise à disposition de matériels, il vous est proposé d'autoriser le président à signer la convention, ainsi que tout acte qui en serait la suite et la conséquence.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20240321-DBCA-2024-022-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 25/03/2024

Affichage : 25/03/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Président du Conseil d'administration,

Signé électroniquement, le 25/03/2024
Andre GAUTIER, Président CASDIS

André GAUTIER

**Convention
CHALLENGE POMPIER à l'UMD**

* *
*

La présente convention est conclue entre :

Le Centre Hospitalier du Rouvray, 4 rue Paul Eluard, BP 45, 76301 Sotteville-lès-Rouen, représenté par son directeur Monsieur Franck Estève

Et

SDIS 76, 6 Rue du Verger, CS40078, 76192 Yvetot cedex, représenté par Monsieur André GAUTIER, Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76).

* *
*

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet la journée « 3^{ème} édition du Challenges Pompiers » à l'Unité pour malades Difficiles

Article 2 : Prestations

- Animation d'atelier de sensibilisation aux « **Gestes qui sauvent** »
- Animation d'ateliers avec démonstration du **Groupe d'Exploration Longue Durée (GELD)** avec la mise à disposition du matériel nécessaire au déroulement des ateliers. La mise en place, au sein de l'UMD, pour l'atelier de la cellule **CePARI**. Les patients pourront sous l'encadrement d'un membre du GELD et de soignant évoluer en lumière, sans fumée et sans appareil respiratoire au sein de la cellule.

Article 3 : Durée de la convention et renouvellement

La présente prend effet à compter du Jeudi 4 avril 2024 pour une durée de 24h.

Toute modification fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans remettre en cause les objectifs généraux des articles de la présente convention.

La présente convention est révisable de plein droit en cas de modification des dispositions législatives et règlementaires applicables. Ces modifications seront réalisées par voie d'avenant.



Article 4 : Participants

Les membres du Sdis 76 intervenant à l'Unité Erasme UMD sont :

12 à 16 sapeurs-pompiers issus du Sdis 76 dans la mesure des capacités d'effectifs disponibles (noms communiqués ultérieurement pour validation des accès)

8 membres du GELD (noms communiqués ultérieurement pour validation d'accès)

Article 5 : Lieu et date d'intervention

Unité ERASME UMD CH du Rouvray
Le Jeudi 4 avril 2024 de 8h à 19h

Article 6 : Engagements

Le Sdis 76 s'engage à prévenir le service d'intervention du CHR en cas d'empêchement ou de retard. Il s'engage à respecter les règlements intérieurs de l'établissement.

Article 7 : Conditions financières

L'animation de la journée n'est soumise à aucune rémunération.

Article 8 : Assurance

Le Sdis 76 s'engage à souscrire une assurance responsabilité civile afin de couvrir la journée Challenge Pompier à l'UMD. Une attestation d'assurance sera communiquée par le Sdis 76 à la Direction de cabinet du CH du ROUVRAY.

L'établissement s'engage à accueillir le prestataire dans l'unité ERASME UMD et à mettre en œuvre les dispositions suffisantes lui permettant de réaliser ses prestations.

Article 9 : Communication

Le Sdis 76 n'est pas autorisé à prendre de photos ou de vidéos des patients et/ou des agents. La communication interne et externe est possible uniquement si les règles de confidentialité et les principes en matière de droit à l'image sont respectés. L'accord préalable de la direction du Centre Hospitalier du Rouvray est obligatoire.

Article 10 : Prise en charge des repas

Les repas seront pris en charge par le service accueillant.

Article 11 : Dégâts matériels

En cas de dégradation matérielle, le Sdis 76 engage sa responsabilité civile et devra contacter son assurance.



Article 12 : Résiliation

En cas de non-respect d'une des clauses de la présente convention, la direction du CHR se réserve le droit d'y mettre fin sans délai.

Article 13 : Litiges

Tout litige survenant à propos de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention sera soumis au tribunal administratif de Rouen.

Toute modification éventuelle des dispositions de la présente doit faire l'objet d'un accord préalable entre les parties et être actée par un avenant adopté dans les mêmes conditions que la convention initiale.

Sotteville-Lès-Rouen, le

Pour le CH du Rouvray :
Le directeur,

Franck ESTEVE

Pour le Président,
Par délégation
Le Directeur Départemental,

Colonel hors classe Stéphane GOUZEC

- Membres théoriques :
20
- Membres en exercice :
20
- Membres présents :
15
 - Pouvoir :
1
 - Votants :
16

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

MISE A JOUR DU REGLEMENT DEPARTEMENTAL DE FORMATION

Le 21 mars 2024, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 05 mars 2024, s'est réuni à la Direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (11 membres) avec 15 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Pierrette CANU, Claire GUEROULT, Dominique TESSIER.

MM. Nicolas BERTRAND, Olivier BUREAUX, Bastien CORITON, Julien DEMAZURE, Dominique METOT, Didier TERRIER, Jean-Pierre THEVENOT.

Suppléants

Mmes Anne-Sophie CLABAUT, Patricia RENOU.

MM. Pierre AUBRY, Jean-Michel MAUGER.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Stéphane GOUZEC, le Colonel Thierry SENEZ, le Lieutenant-Colonel Hervé COLIBERT, le Lieutenant Jérôme ANQUETIL, l'Adjudant-Chef Bertrand BOCLET, Monsieur Thierry LEMARIE.

III. Membre de droit :

M. Clément VIVES, Directeur de Cabinet, représentant Monsieur le Préfet.

IV. Pouvoir :

Monsieur Nicolas ROULY à Monsieur Bastien CORITON.

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU - représentée, Louisa COUPPEY, Virginie LUCOT-AVRIL, Christine MOREL, Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK – représentée.

MM. Gérard COLIN – représenté, Guillaume COUTEY – représenté, Nicolas ROULY, Florent SAINT-MARTIN, le Lieutenant-Colonel Chris CHISLARD, le Lieutenant-Colonel Hervé TESNIERE, le Commandant Julien HURE – représenté, le Capitaine Nicolas VACLE, l'Adjudant-Chef Philippe SEVESTRE – représenté, Monsieur Patrick D'ANGELO, payeur départemental par intérim.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
<i>Sociétale</i>	<i>Assurer un service public de qualité sur le territoire</i>	<i>Disposer de documents cadres agiles</i>

*

* *

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *le code général de la fonction publique,*
- *le décret n°2007-1845 du 26 décembre 2007 modifié relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des agents de la fonction publique territoriale,*
- *l'arrêté du 22 août 2019 modifié relatif aux formations des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires,*
- *la délibération n° DCA-2023-027 du 09 mars 2023 relative au Règlement départemental de formation.*

*

* *

Le Règlement départemental de formation (RDF) est une obligation réglementaire rappelée par l'arrêté du 22 août 2019 modifié relatif aux formations des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires.

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) a rempli cette obligation le 09 mars 2023.

Aussi, après une année de mise en œuvre, il est nécessaire d'apporter quelques ajustements au RDF actuel.

En effet, l'employeur n'ayant plus accès au compteur du Compte Personnel de Formation (CPF) des agents, la mention d'une consultation du compteur par l'employeur à la demande de l'agent est supprimée.

D'autre part, le CNFPT ayant modifié en avril 2023 la condition de remboursement des indemnités kilométriques précisées dans la partie 4.4 « Règles relatives aux déplacements, à l'hébergement et à la restauration des formations et concours », il convient d'ajuster le RDF.

En effet, la prise en charge des indemnités kilométriques débute dorénavant à 20 kms aller/retour par jour contre 40 auparavant. Le Sdis 76 qui avait calé ses modalités de remboursement sur le CNFPT modifie donc le RDF pour être toujours en adéquation avec lui.

Enfin, des précisions sont également apportées pour ce qui concerne le sujet de l'hébergement des formateurs ou stagiaires, fixant les droits selon les mêmes règles que le CNFPT.

Aussi, il vous est demandé de bien vouloir accepter les modifications présentées en pièce jointe.

*

* *

Lors de sa séance du 14 mars 2024, les membres du Comité social territorial ont émis les avis suivants :

- *le collège des représentants de l'administration émet un avis favorable à l'unanimité,*
- *le collège des représentants du personnel émet un avis favorable à l'unanimité.*

Lors de sa séance du 14 mars 2024, les membres du Comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires ont émis un avis favorable à l'unanimité,

Lors de sa séance du 19 mars 2024, les membres de la Commission administrative et technique des services d'incendie et de secours ont émis un avis favorable à l'unanimité des votants.

*

* *

Sur l'annexe remise sur table et après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20240321-DCA-2024-004-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/03/2024

Affichage : 28/03/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Président du Conseil d'administration,

Signé électroniquement, le 28/03/2024
Andre GAUTIER, Président CASDIS

André GAUTIER

2.1.2.3 Les formations communes aux sapeurs-pompiers professionnels et aux personnels administratifs techniques et spécialisés (page 14)

Demande de formation (page 16)

Toute demande doit être réalisée par l'agent auprès du groupement Formation et activités physiques. Un guide de renseignement est présent dans les annexes du présent règlement.

4.3.2 La sapeurs-pompiers volontaires (SPV) (page 39) suite au pré-CCDSPV du 12/03/2024 modification annulée

~~Le SPV en formation bénéficie de la couverture juridique et sociale liée à son activité. Le temps passé en formation est indemnisé selon le taux fixé par arrêté national. Un forfait d'une ½ heure aller et d'une ½ heure retour sera indemnisé par jour de formation, dès lors où le stagiaire ne sera pas hébergé par le Sdis 76 dès lors que la distance entre le CIS de l'agent et le lieu de stage est supérieure à celle ouvrant droit à prise en charge par le CNFPT.~~

4.4 Les règles relatives aux déplacements, à l'hébergement et à la restauration des formations/concours (page 40)

4.4.1 Conditions générales

- pour les formations CNFPT en inter ou en union, l'utilisation d'un véhicule de service est autorisée dès lors que la distance entre la résidence administrative de l'agent et le lieu de stage est inférieure à celle ouvrant droit à prise en charge par le CNFPT. Dès lors que le CNFPT prenant en charge le remboursement des frais de transports, l'utilisation d'un véhicule de service est proscrite, l'agent se déplace par ses moyens propres,
- pour les formations CNFPT en intra (personnels du SDIS76 exclusivement, sur un des sites du SDIS), le véhicule de service est à privilégier. Toutefois, en cas d'indisponibilité, l'agent pourra demander un OM avec remboursement de frais dès lors que le trajet est supérieur à la distance de prise en charge de référence du CNFPT (le trajet pris en compte sera le plus court entre le lieu de stage et la résidence administrative ou familiale de l'agent),
- tout remboursement d'indemnités kilométriques est basé sur la distance la plus courte entre le lieu de stage et la résidence administrative ou familiale de l'agent (circonsrite aux départements limitrophes du Sdis 76 à savoir 14, 27, 80 et 60),

4.4.2 Conditions particulières

- Modalités d'hébergement dans le cadre des formations internes au Sdis 76 :

Lorsqu'une formation est organisée par le Sdis 76 en Seine Maritime, les stagiaires peuvent demander un hébergement s'ils doivent parcourir une distance égale ou supérieure à celle de référence du CNFPT ouvrant droit à hébergement, depuis leur résidence administrative jusqu'au lieu de formation, selon les indications de Via Michelin.

Seront prioritairement proposés un hébergement au sein du CEDEC de Saint Valery en Caux, du CIS Gambetta, du CIS Le Havre Nord et de l'ENP Oissel.

En cas d'indisponibilité, une chambre d'hôtel pourra être réservée dans la limite du tarif fixé par la délibération en vigueur. En cas de dépassement du barème, la différence sera à la charge du stagiaire sous réserve de son accord. Dans le cas contraire, aucun hébergement ne sera réservé.

Cette demande d'hébergement doit être directement formulée auprès du gestionnaire administratif de formation au moins 8 jours avant la date de début de stage.

➤ Modalités d'hébergement dans le cadre des formations externes au Sdis 76 :

Dans le cas où aucun hébergement ne serait prévu par l'organisateur, et à la condition que la distance entre le lieu de stage et la résidence administrative soit égale ou supérieure à celle de référence du CNFPT ouvrant droit à hébergement, un hébergement peut être réservé dans la limite du barème fixé par la délibération en vigueur.

En cas de dépassement du barème, la différence sera à la charge du stagiaire sous réserve de son accord. Dans le cas contraire, aucun hébergement ne sera réservé.

Cette demande d'hébergement doit être directement formulée auprès du gestionnaire administratif de formation au moins 8 jours avant la date de début de stage.

Projet

- Membres théoriques :
20
- Membres en exercice :
20
- Membres présents :
15
 - Pouvoir :
1
 - Votants :
16

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**EXPERIMENTATION D'ELARGISSEMENT DU DELAI DE RECRUTEMENT DE
SAPEUR-POMPIER VOLONTAIRE POUR LE CIS ETRETAT**

Le 21 mars 2024, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 05 mars 2024, s'est réuni à la Direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (11 membres) avec 15 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Pierrette CANU, Claire GUEROULT, Dominique TESSIER.

MM. Nicolas BERTRAND, Olivier BUREAUX, Bastien CORITON, Julien DEMAZURE, Dominique METOT, Didier TERRIER, Jean-Pierre THEVENOT.

Suppléants

Mmes Anne-Sophie CLABAUT, Patricia RENOU.

MM. Pierre AUBRY, Jean-Michel MAUGER.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Stéphane GOUZEC, le Colonel Thierry SENEZ, le Lieutenant-Colonel Hervé COLIBERT, le Lieutenant Jérôme ANQUETIL, l'Adjudant-Chef Bertrand BOCLET, Monsieur Thierry LEMARIE.

III. Membre de droit :

M. Clément VIVES, Directeur de Cabinet, représentant Monsieur le Préfet.

IV. Pouvoir :

Monsieur Nicolas ROULY à Monsieur Bastien CORITON.

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU - représentée, Louisa COUPPEY, Virginie LUCOT-AVRIL, Christine MOREL, Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK – représentée.

MM. Gérard COLIN – représenté, Guillaume COUTEY – représenté, Nicolas ROULY, Florent SAINT-MARTIN, le Lieutenant-Colonel Chris CHISLARD, le Lieutenant-Colonel Hervé TESNIERE, le Commandant Julien HURE – représenté, le Capitaine Nicolas VACLE, l'Adjudant-Chef Philippe SEVESTRE – représenté, Monsieur Patrick D'ANGELO, payeur départemental par intérim.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
<i>Sociétale</i>	<i>Assurer un service public de qualité sur le territoire</i>	<i>Garantir la qualité des interventions de secours</i>

*

* *

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *le code de la sécurité intérieure,*
- *la délibération du Conseil d'administration n° DCA-2021-030 du 06 septembre 2021 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

*

* *

Certains Centres d'incendie et de secours (Cis) de notre territoire rencontrent des difficultés de recrutement ; le centre de secours d'Étretat n'est pas épargné par cette situation. Effectivement, la saturation touristique connue par la station balnéaire a entraîné, sur ces dernières années, une fuite de ses résidents permanents.

La population au dernier recensement était de 1240 habitants ; les projections du prochain recensement indiquent un nombre d'habitants sous la barre des 900 habitants. Ceci est complété par une augmentation très importante du foncier, couplée à une baisse importante de l'offre locative remplacée par des logements touristiques.

Au vu de cette situation, il est proposé d'ouvrir le champ du recrutement pour ce centre, en expérimentation, de la manière suivante :

- élargissement du périmètre de recrutement à 20 minutes autour du secteur de recrutement du Cis Etretat,
- seront recrutées dans ces effectifs uniquement les personnes étant à plus de 8 minutes du centre de secours dépendant de leur lieu d'habitation,
- les agents recrutés s'engagent à réaliser leurs astreintes sur le secteur d'Étretat, et pourront être logés dans des chambres mises à disposition par la ville d'Étretat à proximité immédiate du centre de secours.

L'objectif de cette expérimentation pour une durée de 2 ans est de permettre d'ouvrir un nouveau champ de recrutement pour les sapeurs-pompiers volontaires et ainsi assurer les activités opérationnelles. Un bilan intermédiaire sera produit à l'issue de la 1^{ère} année de mise en œuvre.

Ainsi, il vous est proposé :

- de vous prononcer sur l'élargissement du secteur de recrutement à titre expérimental pour ce centre de secours.
- d'autoriser le Président à signer tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

*

* *

Lors de sa séance du 14 mars 2024, les membres du Comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires ont émis un avis favorable à l'unanimité.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20240321-DCA-2024-005-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/03/2024

Affichage : 28/03/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Président du Conseil d'administration,

Signé électroniquement, le 28/03/2024
Andre GAUTIER, Président CASDIS

André GAUTIER

- Membres théoriques :
20
- Membres en exercice :
20
- Membres présents :
15
 - Pouvoir :
1
 - Votants :
16

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

RAPPORT RELATIF A LA MISE A JOUR DU REGLEMENT OPERATIONNEL (RO)

Le 21 mars 2024, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 05 mars 2024, s'est réuni à la Direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (11 membres) avec 15 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Pierrette CANU, Claire GUEROULT, Dominique TESSIER.

MM. Nicolas BERTRAND, Olivier BUREAUX, Bastien CORITON, Julien DEMAZURE, Dominique METOT, Didier TERRIER, Jean-Pierre THEVENOT.

Suppléants

Mmes Anne-Sophie CLABAUT, Patricia RENOU.

MM. Pierre AUBRY, Jean-Michel MAUGER.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Stéphane GOUZEC, le Colonel Thierry SENEZ, le Lieutenant-Colonel Hervé COLIBERT, le Lieutenant Jérôme ANQUETIL, l'Adjudant-Chef Bertrand BOCLET, Monsieur Thierry LEMARIE.

III. Membre de droit :

M. Clément VIVES, Directeur de Cabinet, représentant Monsieur le Préfet.

IV. Pouvoir :

Monsieur Nicolas ROULY à Monsieur Bastien CORITON.

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU - représentée, Louisa COUPPEY, Virginie LUCOT-AVRIL, Christine MOREL, Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK – représentée.

MM. Gérard COLIN – représenté, Guillaume COUTEY – représenté, Nicolas ROULY, Florent SAINT-MARTIN, le Lieutenant-Colonel Chris CHISLARD, le Lieutenant-Colonel Hervé TESNIERE, le Commandant Julien HURE – représenté, le Capitaine Nicolas VACLE, l'Adjudant-Chef Philippe SEVESTRE – représenté, Monsieur Patrick D'ANGELO, payeur départemental par intérim.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
<i>Sociétale</i>	Assurer un service public de qualité sur le territoire	<i>Garantir la qualité des interventions de secours</i>

*

* *

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 1424-1 ; L 1424-4 ; R. 1424-1 ; R. 1424-20-1 ; R. 1424-39 ; R. 1424-42 ;*
- *l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2023 portant application du Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques du département de la Seine-Maritime.*
- *l'arrêté préfectoral du 29 août 2023 portant approbation du Règlement opérationnel du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.*

*

* *

L'organisation et la distribution des secours dans le département reposent sur le Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (Sdacr) et sur le Règlement opérationnel (Ro).

Le Règlement opérationnel a vocation à être le socle structurant et organisationnel de la réponse opérationnelle du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

Le Règlement opérationnel intègre les annexes suivantes :

1. Modes d'organisation des Centres d'incendie et de secours
2. Potentiels opérationnels journaliers des Centres d'incendie et de secours
3. Dotation en engins des Centres d'incendie et de secours
4. Plan de déploiement – Principes généraux
5. Effectifs nominaux des engins de secours
6. Liste des départs-types
7. Groupes d'intervention départementaux
8. Table des acronymes

Le Règlement opérationnel conserve son caractère évolutif et est révisé, à minima, au rythme de l'évolution des effectifs sapeurs-pompiers professionnels du Corps départemental prévue pour les années à venir.

Il vous est donc proposé de procéder à la révision du Ro concernant les chapitres suivants :

L'astreinte de recouvrement :

La recommandation de l'astreinte de recouvrement devient automatisée dans le Sgo pour partir en intervention.

Les sapeurs-pompiers assurant cette astreinte sont soumis pour rejoindre le Cis le plus proche à un délai de 15 minutes maximum. Ils sont recommandés automatiquement par le Sgo pour partir en intervention en prenant en compte le délai de mobilisation propre à chaque Cis.

Cette astreinte peut être par ailleurs mobilisée par le responsable de l'équipe de garde :

- de manière anticipée pour renforcer l'équipe de garde (actions de formation, activité opérationnelle, relèves, ...)
- de manière réflexe pour maintenir le départ d'un effectif posté au centre de 3 jusqu'à épuisement au POJ.

A leur arrivée au Cis, les personnels mobilisés sont placés en garde au centre.

Nota : La précision concernant la « recommandation automatisée » dans le Système de gestion opérationnelle (Sgo) n'ayant pas de plus-value dans le Ro, elle est ainsi retirée du chapitre relatif à l'astreinte.

Est donc modifiée la page 14.

GPMH:

Prise en compte de la nouvelle appellation **HAROPA PORT Le Havre**

Sont donc modifiées la page 18 et l'annexe 8.

Portail Orsec:

Prise en compte de la nouvelle appellation : Système numérique d'échange, de remontée et de gestion des informations (SYNERGI).

Sont donc modifiées la page 20 et l'annexe 8.

Les astreintes de spécialités ou d'unités opérationnelles spécifiques dédiées :

- il convient que le Ro prenne en compte la mise en œuvre de nouvelles astreintes :
 - **soutien technique des OFFSIC et du CTA-CODIS,**
 - 1 astreinte facultative et cumulative **ATLAS** (Aéronefs Télépilotés de Lutte, Appui et Secours). Il agit en qualité de conseiller technique du COS et/ou du CTA-CODIS tel que défini dans les référentiels nationaux concernant l'emploi des drones,
 - 1 astreinte facultative et cumulative **Conseiller Technique Nautique**. Il agit en qualité de conseiller technique du COS et/ou du CTA-CODIS tel que défini dans les référentiels nationaux dans le domaine du sauvetage aquatique,
 - 1 astreinte cumulative **OSSI** (Officier sécurité et soutien aux intervenants). Il agit en qualité de conseiller technique du COS, de chef de secteur, d'officier sécurité en opération de secours dans les domaines de la sécurité et du soutien aux intervenants,
- de plus, quelques précisions sont apportées sur l'aspect cumulatif de certaines fonctions :
 - 2 astreintes **cumulatives** RCH3/RAD3.
 - 1 astreinte **cumulative** RCH4/RAD4.
 - 1 astreinte facultative et **cumulative** USAR3.
 - 1 astreinte facultative et **cumulative** OFFSIC.
 - 1 astreinte facultative et **cumulative** FDF3 durant la période estivale.

Sont donc modifiées les pages 23, 24 et l'annexe 8.

Les potentiels opérationnels journaliers

- **Cis Dieppe :**
Il convient de modifier le POJ du Cis Dieppe pour prendre en compte :

- la GOP (garde opérationnelle postée) au CNPE Penly assurée par 6 sapeurs-pompiers professionnels du Sdis76. Le POJ du Cis est augmenté de 6 SPP du lundi au samedi en période jour de 7 h à 19h hors jours fériés.
 - le nombre de SPV maximum de garde fixé à 2.
- **Cis Grand-Quevilly :**
Il convient de modifier le POJ du Cis pour prendre en compte :
 - la sollicitation opérationnelle :
 - l'effectif de garde du Cis est de 6 dont 4 SPP sur l'ensemble de la période nuit.
 - le POJ est de 12 SP sur l'ensemble des périodes,
 - le nombre de SPV maximum de garde fixé à 2.
- **Cis Fécamp:**
Avec la parution des nouveaux régimes de garde, les changements de travail des SPP du Cis Fécamp permettent la réalisation de garde de 24h pour 2 SPP.
Concrètement, les nuits, week-end et jour férié, la garde est composée de 2 SPP en garde 24h et 4 SPV.
Il convient également de modifier le POJ du Cis pour prendre en compte le nombre de SPV maximum de garde (fixé à 2) en jour semaine.
- **Cis Rouen sud:**
Il convient de modifier le POJ du Cis pour prendre en compte :
 - la sollicitation opérationnelle :
 - l'effectif de garde du Cis est de 18 sur l'ensemble des périodes nuit, week-end et jour férié,
 - l'effectif de garde du Cis est de 21 sur la période jour semaine,
 - le nombre de SPV maximum de garde fixé à 2.
- **Répartition qualitative des potentiels opérationnels journaliers**
Mise à jour du tableau pour prendre en compte le nouveau modèle d'adéquation entre l'affectation des moyens dans les cis et les POJ utilisés lors de la dernière révision du Sdacr.
- **Simplification du tableau des POJ des Cis**
Afin de faciliter la lecture du tableau des POJ de l'annexe 2, les colonnes relatives aux effectifs de fin de nuit (23h à 7h) sont retirées. Nota : seul le Cis Sotteville est concerné par des effectifs différents entre la période de début de nuit (19h à 23h) et de fin de nuit (23h à 7h). Ce détail est précisé dans le tableau.

Est donc modifiée l'annexe 2.

Dotation en engins des Centres d'incendie et de secours

- **Cis Canteleu :**
Affectation d'un 2^{ème} VSAV conformément au Sdacr.
- le potentiel de véhicule de réserve ne permet pas en toute circonstance de remplacer un véhicule indisponible, ainsi il convient de préciser que les chiffres indiqués dans le tableau de l'annexe 3 sont des objectifs d'affectation.

Sont donc modifiées l'annexe 3 et la page 15.

Les effectifs minimaux des engins de secours

- **VLDFD :**
Conformément aux directives nationales relatives à la composition des groupes d'intervention feu de forêt, il est créé le concept VLDFD (Véhicule léger feu de forêt) comme vecteur du chef de groupe, composé d'une VLHR et d'un conducteur qualifié COD2 et FDF1.
- **USAR :**
La mise en service de nouveaux véhicules (VUSAR, Véhicule unité de sauvetage, d'appui et de recherche) et la doctrine nationale relative aux effectifs impliquent la mise à jour suivante :
effectif USAR RECO : 1 USAR 2 + 3 USAR1 remplacé par 1 USAR 2 + **4** USAR1
effectif USAR UNITE : 1 USAR 3 + 2 USAR 2 + 10 USAR1 remplacé par 1 USAR 3 + 2 USAR 2 + **12** USAR1
véhicule : Kit USAR remplacé par VUSAR.
- de plus, il convient de mettre à jour le Ro pour prendre en compte la mise en service de nouveaux véhicules, des changements de sémantique, des corrections d'erreurs de frappe et des nécessités de mise en cohérence.

Sont donc modifiées les annexes 5 et 8.

Les départs types

- **FEU DE BATIMENTS/LOCAUX AGRICOLES :**

Le départ à priori est modifié afin d'intégrer un deuxième engin armé à 6 de type FPT, FPTL, FPTGP et CCRM à la place d'un engin porteur d'eau.

- de plus, il convient de mettre à jour le Ro pour prendre en compte, des changements de sémantique.

Sont donc modifiées les annexes 6 et 8.

Groupes d'intervention départementaux

- Il convient de mettre à jour le Ro pour prendre en compte des corrections d'erreurs de frappe, des mises en cohérence dans la rédaction, des évolutions de la doctrine nationale, apporter quelques précisions ou supprimer des passages caducs.

Sont donc modifiées les annexes 7 et 8.

*

* *

Le Ro V1.0 du 29/08/2023 et ses annexes sont abrogés à la signature de l'arrêté préfectoral.
L'adoption de la mise à jour du Ro (V1.1) conduit à abroger les délibérations et les actes en découlant.

Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, les avis suivants vont être recueillis :

- *lors de sa séance du 14 mars 2024, les membres du Comité social territorial ont émis les avis suivants :*
 - *le collège des représentants de l'administration émet un avis favorable à l'unanimité,*
 - *le collège des représentants du personnel émet un avis favorable à l'unanimité.*
- *lors de sa séance du 14 mars 2024, les membres du Comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires ont émis un avis favorable à l'unanimité,*
- *lors de sa séance du 19 mars 2024, les membres de la Commission administrative et technique des services d'incendie et de secours ont émis un avis favorable à l'unanimité des votants.*
- *le Conseil d'administration délibèrera le 21 mars 2024.*

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20240321-DCA-2024-006-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/03/2024

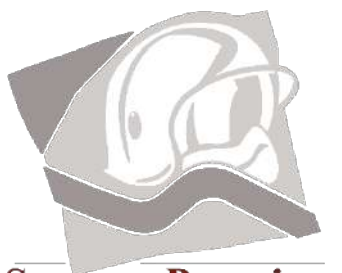
Affichage : 28/03/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Président du Conseil d'administration,
Signé électroniquement, le 28/03/2024
Andre GAUTIER, Président CASDIS

André GAUTIER



Sapeurs-Pompiers
de la Seine-Maritime

SDIS76

Règlement opérationnel départemental

TYPE de Document

Règlement opérationnel

21/03/2024 – V1.1

SOMMAIRE

PREMIÈRE PARTIE : LES DISPOSITIONS GÉNÉRALES	5
1. GÉNÉRALITÉS	5
1.1. Objet du Règlement opérationnel	5
1.2. Application	5
1.3. Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime	5
2. LES COMPÉTENCES ET LES MISSIONS DU SDIS	6
2.1. Missions de service public	6
2.1.1. Les secours et soins d'urgence aux personnes	6
2.1.1.1. La participation à l'aide médicale urgente.	6
2.1.1.2. Le transport des urgences psychiatriques.	7
2.1.2. Le secours en mer	7
2.1.3. Les sites nucléaires et industriels	8
2.1.3.1. Les Centres nucléaires de production d'électricité (Cnpe) :	8
2.1.3.2. Les sites industriels :	8
2.1.3.3. Les stockages de liquides inflammables non autonomes	9
2.2. Missions ne relevant pas de la compétence du Sdis.	9
2.3. Le rôle des maires dans la réalisation des missions du Sdis	10
2.3.1. La direction des opérations de secours	10
2.3.2. L'exercice de la police de la Défense extérieure contre l'incendie (Deci)	10
2.3.3. Localisation des adresses, l'accessibilité et la dénomination des voies :	11
2.3.4. Les plans d'établissements répertoriés (Etare) :	11
2.4. La continuité de service	11
3. LA DIRECTION OPÉRATIONNELLE DU SDIS	11
3.1. Le Directeur départemental des services d'incendie et de secours, chef du Corps départemental	11
DEUXIÈME PARTIE : ORGANISATION TERRITORIALE	12
1. LES GROUPEMENTS TERRITORIAUX	12
2. LES CENTRES D'INCENDIE ET DE SECOURS (Cis)	12
2.1. Missions	12
2.1.1. Le cadre général	12
2.1.2. Les missions nécessaires à la distribution des secours	13
2.1.3. Les missions du chef de centre	13
2.2. Mode d'organisation des Centres d'incendie et de secours	13
2.2.1. Le mode d'organisation des Cis	13
2.2.2. La dissolution, la création, et le regroupement de Cis	14

2.3.	Les ressources.....	15
2.3.1.	Potentiel opérationnel journalier (Poj)	15
2.3.2.	La dotation en véhicules et en engins de secours.....	15
2.3.3.	La réserve opérationnelle	15
3.	LA SOUS DIRECTION SANTE ET BIEN ETRE	15
4.	LES EQUIPES SPECIALISEES ET UNITES OPERATIONNELLES SPECIFIQUES	16
4.1.	Généralités.....	16
4.2.	Le fonctionnement général des équipes spécialisées et unités opérationnelles spécifiques	17
4.2.1.	L'aptitude.....	17
4.2.2.	Le fonctionnement.....	17
5.	LA COUVERTURE OPERATIONNELLE DU TERRITOIRE.....	17
5.1.	Les plans de déploiement.....	17
5.2.	Les cas particuliers.....	18
5.2.1.	Les prestations d'appuis opérationnels extérieurs (conventions opérationnelles).....	18
5.2.2.	La mise en œuvre des plans d'établissement répertoriés (Etare), des ordres d'opérations et des dispositions Orsec.....	18

TROISIEME PARTIE : LA MISE EN ŒUVRE OPÉRATIONNELLE 19

1.	LA CONDUITE, LE SUIVI ET LA COORDINATION DES OPÉRATIONS DE SECOURS.....	19
1.1.	Les rôles et missions du Cta-Codis.....	19
1.1.1.	Les rôles et missions du Cta.....	19
1.1.2.	Les rôles et missions du Codis.....	20
1.2.	Les différents modes d'organisation.....	20
1.2.1.	En situation courante.....	20
1.2.2.	Face à un évènement particulier.....	20
1.2.3.	En situation d'appels multiples.....	21
1.3.	Le potentiel opérationnel journalier du Cta-Codis	21
2.	L'ORGANISATION DU COMMANDEMENT.....	21
2.1.	Les emplois opérationnels de commandement	21
2.2.	Les astreintes de soutien opérationnel de la chaîne de commandement.....	23
2.3.	Les sapeurs-pompiers volontaires experts (SPV experts)	24
3.	LA SECURITE EN OPERATION.....	24
3.1.	Le rôle de tous les agents	24
3.2.	Le rôle du Commandant des opérations de secours	25
3.3.	La prévention et la lutte contre les agressions envers les sapeurs-pompiers	25
4.	L'ORGANISATION DES TRANSMISSIONS	25
4.1.	L'organisation générale des transmissions.....	25
4.2.	Les ordres de transmission	26

5. L'ENGAGEMENT DES MOYENS DE SECOURS	26
5.1. L'engagement des moyens de secours	26
5.1.1. Les effectifs nominaux	26
5.1.2. Le délai de mobilisation des personnels	26
5.1.3. Les départs types	27
5.1.4. L'ajustement des départs types	27
5.1.5. Le mode dégradé	27
5.1.6. Le mode mutualisé	27
5.1.7. La gestion des demandes de renforts	28
5.1.8. L'engagement opérationnel des personnels de la Sous-direction Santé et bien-être (Sdsbe) ..	28
5.1.9. La couverture des risques complexes et des sites à risques	28
5.1.10. Les moyens aériens hélicoptérés	30
5.1.11. Les renforts extra départementaux et l'Unité Mobile de Décontamination (UMD)	30
5.1.11.1. Les renforts extra-départementaux	30
5.1.11.2. L'Unité Mobile de Décontamination (Umd)	30
6. ANALYSE DE L'ACTIVITE OPERATIONNELLE	31
6.1. Les mesures de la qualité opérationnelle	31
6.2. Le retour d'expérience (Rex)	31
ANNEXES	32
ANNEXE 1 : Modes d'organisation des Centres d'incendie et de secours	32
ANNEXE 2 : Potentiels opérationnels journaliers des Centres d'incendie et de secours	32
ANNEXE 3 : Dotation en engins des Centres d'incendie et de secours	32
ANNEXE 4 : Plan de déploiement – Principes généraux	32
ANNEXE 5 : Effectifs nominaux des engins de secours	32
ANNEXE 6 : Liste des départs-types	32
ANNEXE 7 : Groupes d'intervention départementaux	32
ANNEXE 8 : Table des acronymes	32

PREMIÈRE PARTIE : LES DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. GÉNÉRALITÉS

1.1. Objet du Règlement opérationnel

Le Service départemental d'incendie et de secours (Sdis) est recensé dans le dispositif d'Organisation de la réponse de sécurité civile (Orsec). A ce titre, il prévoit son organisation pour assurer en permanence ses missions et les conditions dans lesquelles le préfet ou les maires mettent en œuvre les moyens du Service départemental d'incendie et de secours dans le cadre de leurs pouvoirs de police respectifs.

Le Service départemental d'incendie et de secours est placé sous l'autorité du préfet pour toutes les missions relevant du présent document.

Ce règlement s'applique à toutes les communes de la Seine-Maritime, sièges ou non d'un Centre d'incendie et de secours.

1.2. Application

Le Directeur départemental du Service départemental d'incendie et de secours veille à la bonne application des dispositions du présent règlement et à la cohérence des actions menées. Il propose au préfet une actualisation régulière des dispositions si nécessaire.

De plus, à l'appui du présent règlement, le Directeur départemental du Service départemental d'incendie et de secours arrête des consignes opérationnelles particulières de portée départementale sous forme d'instructions opérationnelles, de notes de service et d'ordres d'opérations.

1.3. Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime comprend :

- le corps départemental de sapeurs-pompiers,
- les personnels administratifs, techniques et spécialisés,
- la réserve départementale citoyenne de sécurité civile.

Le Sdis est, pour la gestion administrative et financière, placé sous l'autorité du président du Conseil d'administration.

Le Sdis est organisé en :

- une direction départementale comprenant des sous-directions, groupements fonctionnels, services et bureaux,
- des groupements territoriaux,
- des Centres d'incendie et de secours (Cis).

Conformément aux dispositions législatives, la Sous-direction Santé comprend, au moins, un service de santé et de secours médical.

Pour mener ses missions opérationnelles, le Sdis s'organise de façon à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour faire face aux risques de toutes natures pour la sécurité des personnes et des biens générés par les risques courants et complexes tels qu'ils sont inventoriés dans le Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (Sdacr).

2. LES COMPÉTENCES ET LES MISSIONS DU SDIS

2.1. Missions de service public

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de la prévention, de la protection et de la lutte contre les incendies.

Il concourt avec les autres services et professionnels concernés, à la protection et à la lutte contre les accidents, sinistres et catastrophes, à l'évaluation et à la prévention des risques technologiques et naturels ainsi qu'aux secours et soins d'urgence.

Dans le cadre de ses compétences, il exerce les missions suivantes :

- la prévention et l'évaluation des risques de sécurité civile,
- la préparation des mesures de sauvegarde et l'organisation des moyens de secours,
- la protection des personnes, des animaux, des biens et de l'environnement,
- les secours et soins d'urgence aux personnes victimes d'accidents, de sinistres ou de catastrophes ainsi que leur évacuation, lorsqu'elles :
 - sont victimes d'accidents, de sinistres ou de catastrophes ;
 - présentent des signes de détresse vitale ;
 - présentent des signes de détresse fonctionnelle justifiant l'urgence à agir.

2.1.1. Les secours et soins d'urgence aux personnes

Le Sdis concourt avec les autres services et professionnels concernés aux secours et aux soins d'urgence aux personnes.

Dans ce cadre, la mise en œuvre des moyens de secours et de soins d'urgence aux personnes est organisée selon une convention sur l'aide médicale urgente (Amu) entre le Sdis et les Services d'aide médicale urgente de la Seine-Maritime (Samu 76 A et B).

Cette convention est conforme aux exigences nationales du référentiel commun d'organisation du secours aux personnes et de l'aide médicale urgente.

2.1.1.1. La participation à l'aide médicale urgente.

L'aide médicale urgente relève du Samu. La Sous-direction Santé et bien-être (Sdsbe) concourt aux missions de secours d'urgence et participe à l'aide médicale urgente.

La participation à l'aide médicale urgente se fait à l'occasion :

- des gardes de soutien sanitaire opérationnel. En dehors de cette mission initiale, le médecin ou l'infirmier titulaire du protocole de soins d'urgence peut être sollicité pour assurer une prise en charge autonome d'un patient ne nécessitant pas le déplacement d'une équipe (lourde) du Smur (antalgie, re-sucrage, évaluation ...). Ce moyen peut également être mobilisé en renfort d'un moyen hospitalier pour la prise en charge de multiples victimes.

- des gardes de médicalisation de l'hélicoptère de la sécurité civile (Dragon76). Dans ce cas, le service propose une équipe médicale complète constituée d'un binôme médecin et infirmier.
- des astreintes sur les secteurs "chef de groupe". Cette astreinte, destinée exclusivement à l'Amu, est assurée par un médecin ou un infirmier titulaire du protocole de soins d'urgence.

2.1.1.2. Le transport des urgences psychiatriques.

Une convention multipartite (établie entre le ministère public, les préfectures de l'Eure et de la Seine-Maritime, l'agence régionale de la santé de Normandie, les Sdis 76 et 27, les associations de transports sanitaires urgents et les centres hospitaliers de Normandie ayant des services d'urgences psychiatriques, les forces de l'ordre et les associations de patients), définit l'organisation du dispositif de réponse aux urgences psychiatriques sur le territoire de santé de la région ex-Haute-Normandie.

Ce dispositif permet d'optimiser la réponse apportée au patient dans le délai de prise en charge et de réduire le temps de mobilisation des services pour :

- l'organisation de l'admission en soins psychiatriques sans consentement (évaluation médicale, décision administrative, transport),
- la réintégration en hospitalisation complète d'un patient connu (en fugue ou en rupture de soins prescrits dans le cadre d'un programme de soins),
- le transport vers un établissement de santé de toute personne présentant des troubles mentaux manifestes et non consentante aux soins.

2.1.2. Le secours en mer

Le Sdis est territorialement compétent jusqu'à la limite géographique à partir de laquelle s'exerce l'autorité du préfet maritime en matière de secours, soit :

- jusqu'à la limite des eaux sur le rivage (ligne délimitant sur l'estran les terres immergées, des terres émergées, c'est donc une limite fluctuante dans le temps, sous l'effet de la marée),
- dans la bande côtière des 300 m depuis la limite des eaux sur le rivage, s'agissant des baignades ou des activités nautiques pratiquées à partir du rivage, avec des engins de plage et des engins nautiques non immatriculés,
- dans les ports à l'intérieur de leurs limites administratives,
- dans les estuaires en amont des limites transversales de la mer.

La participation aux opérations de recherche et de sauvetage en mer n'est pas une mission obligatoire des Sdis.

Toutefois, le Sdis 76 peut contribuer aux opérations de secours et de sauvetage en mer conformément aux conventions établies respectivement avec les Centres régionaux opérationnels de surveillance et de sauvetage (Cross) Gris Nez (compétent au nord du cap d'Antifer) et Jobourg (compétent au sud du cap d'Antifer).

Dans ce cadre, le Sdis 76 participe :

- aux opérations de recherche et de sauvetage en mer au profit principalement des baigneurs et des personnes pratiquant des loisirs ou sports nautiques, sur la façade littorale du département,
- à l'armement de l'hélicoptère de la sécurité civile basé à Octeville-sur-Mer (Dragon 76) avec des personnels spécialisés,
- au renfort de la capacité opérationnelle de l'équipe d'évaluation et d'intervention du préfet maritime,

- à la préparation de l'accueil au port d'un navire en difficulté, notamment en ce qui concerne :
 - la lutte contre l'incendie,
 - le secours aux personnes,
 - les matières dangereuses.

2.1.3. Les sites nucléaires et industriels

2.1.3.1. Les Centres nucléaires de production d'électricité (Cnpe) :

La défense incendie des Cnpe relève d'une convention cadre nationale entre la Direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises (Dgscgc) et Electricité de France-Direction de la production nucléaire (EDF-DPN), déclinée au plan départemental par une convention de partenariat entre le Sdis et les Cnpe de Paluel et de Penly.

Cette convention a pour objectif de :

- préparer et préciser les modalités d'intervention des sapeurs-pompiers en cas d'incendie, d'accident, de situations de pollution environnementale se produisant dans l'enceinte des Cnpe de Penly et Paluel, en cohérence avec les dispositions opérationnelles du Pui (Plan d'Urgence Interne) et du PPI (Plan Particulier d'Intervention), s'ils sont déclenchés,
- fixer les conditions dans lesquelles les Cnpe de Paluel, de Penly, et le Sdis s'apporteront un soutien technique mutuel notamment pour le perfectionnement de l'ensemble des acteurs pouvant intervenir en situation de crise, l'amélioration de la culture incendie et de la connaissance des structures des Cnpe.

De plus, le Sdis, dans le cadre d'une convention d'objectif met à disposition un officier de sapeurs-pompiers sur chaque Cnpe de Paluel et Penly.

Ces officiers de sapeurs-pompiers sont chargés sous l'autorité du Cnpe et plus particulièrement du chef de mission sûreté du Cnpe, d'une part, de promouvoir, d'organiser, et d'animer le développement des relations entre Cnpe et le Service départemental d'incendie et de secours afin d'assurer en cas de sinistre ou d'incident particulier, la meilleure complémentarité possible entre les intervenants et d'autre part, de collaborer et de veiller à la cohérence des mesures sur les deux sites de Paluel et Penly.

2.1.3.2. Les sites industriels :

Un sinistre industriel avec ou sans le déclenchement d'un Plan d'opération interne (Poi) ne conduit pas nécessairement à l'engagement de moyens d'intervention du Sdis, le recours aux secours publics étant du ressort de l'exploitant.

Dans ce cas, conformément aux instructions préfectorales (circulaires du 13/07/2011, 03/07/2014, 03/06/2015 relatives à la gestion des incidents technologiques avec déclenchement de plan d'opération interne) et dans l'esprit de la circulaire interministérielle du 12 janvier 2011 (articulation entre le plan d'opération interne, l'intervention des services de secours publics et la planification Orsec) qui prévoit la présence au poste de commandement de l'exploitant d'un officier de liaison issu des secours publics, l'exploitant peut accepter l'assistance d'un échelon de reconnaissance et d'évaluation composé d'officiers de la chaîne de commandement et d'un représentant de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (Dreal).

Cet échelon est chargé de :

- transmettre, dans les meilleurs délais, au Codis des informations utiles permettant une évaluation plus précise de la situation à l'attention de l'autorité préfectorale,
- conseiller l'industriel sur la conduite des opérations, dans le domaine de l'incendie et des risques particuliers (risques chimiques, feux d'hydrocarbures...),
- proposer des moyens du Sdis en complément du dispositif mis en œuvre par l'industriel.

Par ailleurs, dès lors que l'exploitant recourt aux moyens du Sdis, la stratégie d'intervention est définie conjointement entre le Commandant des opérations de secours (Cos) sapeur-pompier et le Directeur des opérations internes (Doi), chacun restant dans ses domaines de compétences et de responsabilités.

2.1.3.3. Les stockages de liquides inflammables non autonomes

En application de la réglementation relative au stockage en réservoirs aériens manufacturés exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement (Icpe) soumise à autorisation au titre des rubriques relatives aux produits inflammables et combustibles, les établissements assujettis se déclarent autonomes ou non autonomes en matière de stratégie de lutte contre l'incendie.

Dans le cas où un établissement se déclare non autonome, il peut demander le recours aux moyens publics (Sdis).

Dans ce cadre, l'appui du Sdis en l'absence d'évènement majorant sur le département, consiste en première intention en l'engagement d'un groupe feu de liquide inflammable.

2.2. Missions ne relevant pas de la compétence du Sdis.

Le Service départemental d'incendie et de secours n'est tenu de procéder qu'aux seules interventions qui se rattachent directement à ses missions de service public définies par les textes législatifs et réglementaires en vigueur.

S'il a procédé à des interventions ne se rattachant pas directement à l'exercice de ses missions, il est demandé aux bénéficiaires ou aux demandeurs une participation aux frais, dans les conditions déterminées par délibération du Conseil d'administration.

Les interventions ouvrant droit à participation financière du bénéficiaire ou du demandeur sont les suivantes :

- l'ouverture de porte sans urgence,
- le dégât des eaux,
- la destruction d'hyménoptères,
- la pollution,
- la réquisition de l'autorité judiciaire,
- l'ascenseur bloqué,
- la prestation d'assistance au remorquage ou à la récupération d'objets flottants,
- le service de sécurité,
- la carence ambulancière:

C'est une intervention effectuée par le service d'incendie et de secours sur la prescription du service d'aide médicale urgente, lorsque celui-ci constate le défaut de disponibilité des transporteurs sanitaires privés pour une mission visant à la prise en charge et au transport de malades, de blessés ou de parturientes, pour des raisons de soins ou de diagnostic, et qui ne relèvent pas de l'article L. 1424-2 du Cgct.

2.3. Le rôle des maires dans la réalisation des missions du Sdis

2.3.1. La direction des opérations de secours

Lors de la survenue d'un sinistre, dont l'ampleur et les conséquences directes ne dépassent pas les limites du territoire communal, le maire dirige les opérations de secours. Dans ce cas, il prend l'appellation de Directeur des opérations de secours (Dos) et s'appuie sur la chaîne de commandement du Sdis détaillée dans le chapitre 2.1 de la troisième partie du présent règlement.

Par ailleurs, en cas d'accident, sinistre ou catastrophe dont les conséquences peuvent dépasser les limites ou les capacités d'une commune, le représentant de l'Etat dans le département mobilise les moyens de secours relevant de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics. En tant que de besoin, il mobilise ou réquisitionne les moyens privés nécessaires aux secours.

Il assure la direction des opérations de secours et peut activer s'il y a lieu, des dispositions spécifiques de l'Orsec départemental.

2.3.2. L'exercice de la police de la Défense extérieure contre l'incendie (Deci)

Conformément au Code général des collectivités territoriales (Cgct), il appartient, selon le cas, au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale (Epci) délégataire du pouvoir de police spéciale relatif à la Deci, de prendre toutes les dispositions pour permettre et faciliter la mise en œuvre opérationnelle des moyens du Sdis sur leur territoire de compétence. A cet égard, ils doivent mettre à disposition des sapeurs-pompiers, les ressources en eau nécessaires pour assurer la lutte contre les incendies.

L'autorité investie du pouvoir de police de la Deci veille à ce que l'implantation des points d'eau incendie soit réalisée, dans chaque commune, suivant les préconisations du Sdis, conformément aux dispositions techniques précisées dans le Règlement départemental de Deci (Rdeci) et arrêté par l'autorité préfectorale.

En applications des dispositions prévues dans le Rdeci, l'autorité investie du pouvoir de police de la Deci doit :

- maintenir en bon état de fonctionnement les moyens de défense extérieure contre l'incendie artificiel et naturel situés sur le domaine public ou sur des parcelles privées,
- contrôler périodiquement les performances, la manœuvrabilité, l'accessibilité et le signalement de ces ressources en eau.

L'autorité investie du pouvoir de police de la Deci et les services délégataires chargés du contrôle des mesures de performance des points d'eau transmettent au Sdis les résultats de ces mesures, dans les conditions et sous la forme préconisée par le Rdeci.

De plus, ils informent sans délai, selon les modalités précisées dans le RdDeci, le Sdis de :

- tout projet de création, modification ou suppression de point d'eau,
- toute indisponibilité,
- tout retour à l'état de disponibilité.

2.3.3. Localisation des adresses, l'accessibilité et la dénomination des voies :

Le Sdis 76 s'appuie sur la Base Adresse Nationale (Ban) et sur la base BD TOPO de l'Ign comme moyen de localisation.

Dans ce cadre, les autorités, les chefs d'établissement recevant du public, les établissements industriels soumis à autorisation sont donc invités à participer chacun en ce qui les concerne à leur enrichissement et à leur mise à jour.

De plus, les gestionnaires de voirie sont tenus d'informer et de transmettre sans délai au Sdis les informations relatives à la fermeture des voies, aux changements de sens de circulation et aux restrictions de circulation pouvant avoir un impact significatif sur les délais d'arrivée des secours.

2.3.4. Les plans d'établissements répertoriés (Etare) :

Afin de faciliter l'engagement et la réponse opérationnelle des intervenants, le Sdis et plus particulièrement son groupement en charge de la Prévision, procède à l'élaboration des plans dits d'établissements répertoriés de sites ou d'entreprises présentant des risques particuliers, nécessitant l'engagement de moyens de couverture adapté.

2.4. La continuité de service

Lorsque des événements sont susceptibles de perturber son fonctionnement, le Sdis adapte son organisation. Un arrêté conjoint du préfet et du président du Conseil d'administration du Sdis détermine le périmètre d'un service minimum et des ressources permettant au Sdis d'assurer la continuité de ses missions de service public.

3. LA DIRECTION OPÉRATIONNELLE DU SDIS

3.1. Le Directeur départemental des services d'incendie et de secours, chef du Corps départemental.

Le Directeur départemental des services d'incendie et de secours (Ddsis), chef du Corps départemental des sapeurs-pompiers de la Seine-Maritime, est placé sous l'autorité du représentant de l'Etat dans le département et dans le cadre de leur pouvoir de police des maires pour :

- la direction opérationnelle du Service départemental et de son Corps départemental de sapeurs-pompiers,
- la direction des actions de prévention relevant du Service départemental d'incendie et de secours,
- la mise en œuvre opérationnelle de l'ensemble des moyens de secours et de lutte contre l'incendie.

En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur départemental, le Directeur départemental adjoint le remplace dans l'ensemble de ses fonctions.

DEUXIEME PARTIE : ORGANISATION TERRITORIALE

1. LES GROUPEMENTS TERRITORIAUX

Les groupements territoriaux sont placés sous le commandement d'un chef de groupement et sont chargés de mettre en œuvre au niveau des territoires, l'ensemble des politiques et actions relatives à la compétence et aux missions du Sdis.

Dans ce cadre, les groupements territoriaux sont plus particulièrement chargés de :

- organiser et mettre en œuvre la politique départementale sur le territoire,
- participer à la définition des orientations stratégiques du Sdis,
- animer, coordonner et contrôler le fonctionnement de l'ensemble des Cis et services du groupement,
- s'assurer de l'organisation des Cis dans le respect des règlements du Sdis 76 et de la qualité des actions menées par les chefs de centre,
- s'assurer de la bonne préparation et de la distribution des secours en contrôlant les capacités et aptitudes opérationnelles des centres et proposer toutes mesures correctives destinées à rendre la réponse opérationnelle plus efficiente,
- développer et entretenir les relations avec les services publics et privés concourant aux opérations de secours,
- développer et entretenir les relations avec les exploitants d'établissements présentant des risques particuliers.

Pour permettre la réalisation de ces missions, les groupements territoriaux s'appuient sur les structures déconcentrées ou non des groupements fonctionnels et les moyens affectés dans les Cis de leur territoire de compétence.

2. LES CENTRES D'INCENDIE ET DE SECOURS (Cis)

Les Centres d'incendie et de secours sont des unités territoriales chargées principalement des missions de secours. Ils sont répartis sur le territoire du département en tenant compte des objectifs de couverture définis par le Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (Sdacr).

2.1. Missions

2.1.1. Le cadre général

Les Cis placés sous le commandement d'un chef de centre doivent assurer en toutes circonstances les missions nécessaires :

- à la distribution des secours sur le terrain,
- au maintien de la capacité opérationnelle (potentiel opérationnel journalier, effectif de spécialistes),
- au suivi technique et administratif des missions de secours.

2.1.2. Les missions nécessaires à la distribution des secours

Pour assurer la distribution des secours, chaque Cis est organisé de manière à :

- prendre en compte l'alerte transmise par le Centre de traitement de l'alerte (Cta), engager les secours et prévenir sans délai le Centre opérationnel départemental d'incendie et de secours (Codis) de la réalité de l'engagement de leur moyen et des effectifs présents à bord de chaque véhicule de secours,
- mettre en œuvre les moyens de secours sur le terrain,
- assurer le respect de l'adéquation entre les fonctions opérationnelles des agents, leurs compétences et leur aptitude médicale.

L'encadrement du centre ou le responsable de garde peut au moment du départ au regard des contraintes opérationnelles du secteur renforcer en personnel, en matériel ou en engin de secours, les moyens du Cis engagés par le Cta-Codis.

Ces compléments sont immédiatement portés à la connaissance du Codis.

2.1.3. Les missions du chef de centre

Le chef de centre est le garant de la performance opérationnelle de son unité et du respect du présent règlement en ce qui concerne la mise en œuvre opérationnelle des moyens humains et matériels.

Dans ce cadre, il s'assure notamment de :

- la planification des gardes et/ou astreintes conformément au potentiel opérationnel journalier (Poj) quantitatif et qualitatif des compétences (chefs agrès, conducteurs, spécialistes,...),
- la formation, le maintien des acquis et l'entraînement physique des personnels (tronc commun et spécialités),
- la bonne connaissance du secteur d'intervention par l'ensemble du personnel,
- la diffusion et le respect des consignes opérationnelles,
- la disponibilité des matériels, leur contrôle et leur entretien courant,
- le contrôle et la validation des comptes rendus de sortie de secours rédigés par les chefs d'agrès (Crss),
- le respect des règles de contrôle, d'entretien et d'utilisation des équipements de protection individuels (Epi),
- la reconnaissance opérationnelle des points d'eau du département, situés sur son secteur d'appel.

2.2. Mode d'organisation des Centres d'incendie et de secours

2.2.1. Le mode d'organisation des Cis

Le mode d'organisation des Cis est déterminé selon leur potentiel d'activité opérationnelle propre.

Il repose ainsi sur les modes d'organisation suivants :

➤ **Mode « garde » :**

Sauf autorisation accordée, conformément aux dispositions du Règlement intérieur du Sdis, les sapeurs-pompiers de garde se tiennent dans les locaux de leur Cis et sont susceptibles de les quitter immédiatement pour partir en intervention. Le délai de mobilisation des personnels de garde est de 3 minutes au plus. Il

correspond au délai de préparation pour prendre en compte l'alerte, s'équiper, rejoindre l'engin et partir en intervention.

➤ **Mode « astreinte » :**

Le mode d'organisation « astreinte » est décliné en 2 types d'astreinte en fonction du mode du délai et de la procédure de mobilisation.

○ **L'astreinte conventionnelle.**

Les sapeurs-pompiers en astreinte doivent partir en intervention dans un délai, dit délai de mobilisation, de 11 minutes au plus comprenant :

- un délai de 8 minutes au plus de trajet pour rejoindre leur Cis d'affectation dès réception de l'alerte sur leur récepteur individuel,
- un délai de 3 minutes au plus de préparation pour prendre en compte l'alerte, s'équiper, rejoindre l'engin et partir en intervention.

○ **L'astreinte de recouvrement :**

Les sapeurs-pompiers assurant cette astreinte sont soumis pour rejoindre le Cis à un délai de 15 minutes maximum. Ils sont recommandés automatiquement par le Sgo pour partir en intervention en prenant en compte ce délai de mobilisation.

Cette astreinte peut être par ailleurs mobilisée par le responsable de l'équipe de garde :

- De manière anticipée pour renforcer l'équipe de garde (actions de formation, activité opérationnelle, relèves, ...)
- De manière réflexe pour maintenir le départ d'un effectif posté au centre de 3 jusqu'à épuisement au POJ.

A leur arrivée au CIS, les personnels mobilisés sont placés en garde au centre.

Par défaut, les astreintes en annexe 2 sont des astreintes conventionnelles sauf lorsqu'une précision est apportée.

Le mode d'organisation d'un centre peut varier en fonction de la tranche horaire, du jour, de la saison.

Plusieurs modes (astreinte et garde) peuvent fonctionner ensemble.

Le mode d'organisation de chaque Cis est précisé dans l'annexe 1.

2.2.2. La dissolution, la création, et le regroupement de Cis

Les Cis du Sdis peuvent être dissous, créés ou regroupés en fonction des orientations définies par le Sdac par arrêté du préfet.

2.3. Les ressources

2.3.1. Potentiel opérationnel journalier (Po)

Pour chaque Cis, le présent règlement fixe un potentiel opérationnel journalier (Po), constitué par :

- des sapeurs-pompiers professionnels et/ou volontaires de garde,
- des sapeurs-pompiers volontaires d'astreinte susceptibles de rejoindre le Cis dans des délais conformes au présent règlement.

Le Po est modulable en fonction :

- de la sollicitation opérationnelle de chaque Cis,
- de périodes prédéfinies :
 - jour/semaine,
 - nuit/week-end/jour férié.
- d'autres périodes si nécessaire :
 - dans le cadre de certains événements (grands rassemblements, événements sportifs ou culturels, fêtes de fin d'année...) un ordre d'opération arrête les effectifs et le mode d'organisation des Cis pour une période considérée,
 - dans le cadre des variations saisonnières de l'activité opérationnelle et/ou des phases d'expérimentation, une note de service du Ddis arrête les effectifs et le mode d'organisation des Cis pour une période considérée.

Le Po de chaque Cis est précisé dans l'annexe 2.

2.3.2. La dotation en véhicules et en engins de secours

La dotation de chaque Cis est définie proportionnellement à la nature et au volume de son activité opérationnelle minimale.

Le tableau en annexe 3 détaille les objectifs d'affectations en moyens par Cis.

2.3.3. La réserve opérationnelle

Certains Cis peuvent se voir affecter des moyens matériels complémentaires notamment ceux qui concernent les réserves opérationnelles de groupement. Par ailleurs, le Sdis dispose d'une réserve opérationnelle départementale.

Ces réserves contribuent à la continuité de la réponse opérationnelle dans le cadre des opérations de maintenance du parc engins.

Les moyens de la réserve opérationnelle ne sont pas dédiés à l'activité opérationnelle courante.

Le processus d'utilisation des moyens de la réserve départementale est défini par des instructions internes au Sdis.

3. LA SOUS DIRECTION SANTE ET BIEN ETRE

Les ressources opérationnelles de la sous-direction Santé et bien-être sont :

- les médecins de sapeurs-pompiers dénommés « médecin d'astreinte départementale »,

- les infirmiers cadres ou faisant fonction de sapeurs-pompiers professionnels dénommés « officiers santé »,
- les autres ressources réparties comme suit :
 - des médecins et des infirmiers de sapeurs-pompiers habilités respectivement au soutien sanitaire en opération et à l'aide médicale urgente,
 - des vétérinaires,
 - des pharmaciens,
 - tout autre professionnel de santé sans exception, dans le cadre d'un plan de secours.

Le référentiel d'emploi des moyens de la sous-direction Santé et bien-être fixe les modalités de mise en œuvre opérationnelles de ses ressources.

4. LES EQUIPES SPECIALISEES ET UNITES OPERATIONNELLES SPECIFIQUES

4.1. Généralités

Afin de répondre à la couverture de certains risques complexes, le Sdis dispose de compétences et de moyens spécifiques. Ces risques complexes et les moyens spécialisés de réponse opérationnelle se caractérisent de la façon suivante :

Le risque aquatique

- l'équipe spécialisée « sauvetage aquatique de surface » nommée SAV,
- l'équipe spécialisée « secours subaquatique » nommée SAL.

Le risque milieu périlleux

- l'équipe spécialisée pour le secours en milieu périlleux nommée SMP,
- l'équipe spécialisée pour les secours en milieu effondré ou instable nommée USAR, Unité de Sauvetage, d'Appui et de Recherche,
- l'équipe spécialisée « intervention à bord des navires et des bateaux et spécifique pour les explorations de longue durée, nommée IBNB/ELD.

Le risque nucléaire-radiologique-biologique-chimique

- l'équipe spécialisée « risques chimiques et biologiques » nommée RCH,
- l'équipe spécialisée « risque radiologique » nommée RAD,
- l'unité opérationnelle spécifique « décontamination » nommée DEC.

En complément de ces moyens, la spécialité Télépilotes intervient à des fins de reconnaissance, d'appui aux opérations de sauvetage ou de secours à personnes ainsi qu'à la sécurisation d'un site dans les milieux naturels, urbains et industriels.

Chaque équipe spécialisée et unité opérationnelle spécifique est dirigée par un référent départemental.

Chaque équipe et chaque unité opérationnelle spécifique est composée de plusieurs ressources opérationnelles réparties dans les Csi sièges de spécialité. Ces dernières peuvent être complétées par les effectifs issus de la ressource de bassin selon la nature de la spécialité et au sein de la chaîne de commandement.

Les Csi dotés des moyens opérationnels de spécialités ou d'une unité opérationnelle spécifique disposent des effectifs et des matériels pour mener, de façon autonome ou en complémentarité d'autres Csi, une mission, au sens du Guide national de référence (Gnr) ou du Référentiel emploi, activité et compétences (Reac).

Il peut s'agir d'une mission de reconnaissance, de sauvetage de vie humaine ou de préparation à l'intervention, réalisée en attente du renfort en personnels et matériels spécialisés.

4.2. Le fonctionnement général des équipes spécialisées et unités opérationnelles spécifiques

4.2.1. L'aptitude

Chaque spécialité fait l'objet d'un arrêté préfectoral fixant la liste d'aptitude opérationnelle des personnels du Corps départemental aptes à exercer en son sein.

Ce principe est décliné par note de service pour les unités opérationnelles spécifiques non soumises à un arrêté préfectoral.

Le Directeur départemental peut autoriser ou suspendre, à titre exceptionnel, pour répondre à des nécessités de service, l'activité opérationnelle de spécialité d'un ou de plusieurs agents sur proposition du référent départemental.

4.2.2. Le fonctionnement

Un référentiel d'organisation et d'emploi des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques complète les dispositions de ce présent règlement. Il précise l'organisation et les conditions de mise en œuvre opérationnelle des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques. Par ailleurs, au niveau départemental, chaque spécialité dispose d'un Poj spécifique inclus dans le Poj du Cis.

L'approche globale par bassin et la mutualisation des compétences permettent de compléter les effectifs des Cis siège de spécialité.

5. LA COUVERTURE OPERATIONNELLE DU TERRITOIRE

5.1. Les plans de déploiement

Le Sdis dispose d'un système de gestion opérationnel permettant une gestion dynamique des moyens de secours en fonction de la localisation précise des interventions et de la disponibilité opérationnelle à l'instant t des ressources du Sdis 76.

Le principe de recommandations opérationnelles repose sur un modèle numérique dynamique spécifique lié à des Zones Élémentaires de Compétences (Zec) de 0,16 km², des Temps de Transit Estimés (Tte), à des forfaits de mobilisation associés au mode d'organisation de chaque personnel disposant des compétences requises pour intervenir avec un véhicule donné.

L'annexe 4 schématise les principes retenus pour l'engagement des secours.

En fonction du contexte opérationnel, le Cta-Codis peut aménager le plan de déploiement.

5.2. Les cas particuliers

5.2.1. Les prestations d'appuis opérationnels extérieurs (conventions opérationnelles)

- Les conventions interdépartementales d'assistances mutuelles :

Certaines portions du territoire situées à la périphérie du département de la Seine-Maritime peuvent, en raison de leur position géographique être rattachées à un Cis d'un département voisin.

Réciproquement certaines portions de territoires des départements limitrophes peuvent, dans les mêmes conditions, être rattachées à un Cis du département de la Seine-Maritime.

Ces rattachements sont arrêtés par les préfets et les autorités administratives concernées, dans des conditions définies par les conventions interdépartementales d'assistances mutuelles. C'est le cas des départements de la Somme, de l'Oise, de l'Eure.

Les conventions ont pour objet de définir les modalités d'assistance mutuelle entre le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime et les services départementaux d'incendie et de secours limitrophes en vue d'assurer les interventions urgentes.

Les Sdis se communiquent réciproquement sur demande en début d'année la liste actualisée de leur matériel avec leur positionnement géographique et le mode d'organisation de la permanence des personnels dans les Centres d'incendie et de secours concernés.

L'envoi de moyens, de quelque nature qu'ils soient, est conditionné par l'activité opérationnelle en cours du Sdis sollicité.

Dans le cadre de l'expérimentation des nouvelles possibilités du Système de Gestion opérationnel du Sdis76, chaque Sdis recevant l'appel de secours engage les moyens paramétrés dans son propre Système de Gestion Opérationnel. Néanmoins, les deux Cta-Codis concernés peuvent s'entendre pour déterminer l'origine des moyens la plus appropriée au contexte.

- Les autres conventions ou protocoles : (Cross, Sapn/Sanef, Snsn, Cnpe, HAROPA PORT Le Havre...)

Différents services et autres partenaires privés ou associatifs peuvent apporter leur concours aux missions de sécurité civile dans le cadre de leurs activités.

Ils sont alors placés sous l'autorité du Directeur des opérations de secours et sous le commandement du Commandant des opérations de secours.

Les conditions et les modalités de cette participation aux opérations de secours sont définies, autant que nécessaire, par le biais de conventions, marchés ou protocoles entre eux et le Sdis 76, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires.

5.2.2. La mise en œuvre des plans d'établissement répertoriés (Etare), des ordres d'opérations et des dispositions Orsec

Les conditions de distribution des secours peuvent échapper au plan de déploiement afin de tenir compte des particularités liées à certaines voies (terre-plein central) ou à certains établissements faisant l'objet d'un plan Etare mais aussi lors de la mise en place d'un ordre d'opérations spécifique lié à un évènement particulier.

TROISIEME PARTIE : LA MISE EN ŒUVRE OPÉRATIONNELLE

1. LA CONDUITE, LE SUIVI ET LA COORDINATION DES OPÉRATIONS DE SECOURS

1.1. Les rôles et missions du Cta-Codis

Le Cta-Codis est placé sous l'autorité du Directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime. Il est l'organe de centralisation de l'alerte et de coordination de l'activité et des moyens opérationnels du Sdis 76.

Le Cta-Codis basé à la Direction départementale à Yvetot est unique dans le département de la Seine-Maritime et fonctionne 24 heures sur 24, tous les jours de l'année.

Dans ce cadre, il assure le suivi des opérations, la veille permanente et anticipe tout évènement non planifié.

L'organisation et le fonctionnement sont fixés dans le référentiel d'organisation et d'emploi du Cta-Codis.

Dans le cadre de ces missions, le Cta-Codis peut faire appel à des prestataires extérieurs (sociétés d'interprétariat,...).

1.1.1. Les rôles et missions du Cta

Le Centre de traitement de l'alerte (Cta) est la structure chargée de la réception, du traitement et de la réorientation éventuelle des appels d'urgence du Sdis. Il est destinataire des appels provenant du 18 ou du 112 conformément au plan départemental des appels d'urgences de la Seine-Maritime et des demandes qui lui sont transférées par un autre service d'urgence.

A ce titre, il doit :

- recevoir, traiter, authentifier et enregistrer les appels,
- s'il s'agit d'un secours aux personnes ou d'une demande d'aide médicale urgente, réaliser une conférence à 3 avec l'appelant et le Centre de réception et de régulation des appels du Samu (Crra 15) pour une régulation médicale dans le respect des dispositions de la convention 15/18,
- informer le requérant ou réorienter les appels ne relevant pas de la compétence du Sdis vers les services concernés,
- localiser géographiquement les sinistres avec l'assistance des outils de base de données et/ou en sollicitant une géolocalisation à un opérateur de téléphonie,
- engager les moyens de secours conformément au présent règlement et accords interservices, en les adaptant si besoin :
 - aux éléments de contexte relevés lors du traitement de l'appel,
 - à l'activité opérationnelle.
- déclencher la chaîne de commandement lorsque son concours est prévu dans le premier train de départ,
- rendre compte au Codis de l'engagement des moyens de secours et des éléments de contexte.

Toute demande de secours reçue directement dans un Cis doit immédiatement être retransmise, par ce dernier, vers le Cta, qui procèdera à l'engagement des moyens nécessaires. Dans l'attente le Cis peut engager ses moyens dans le cadre d'une première réponse opérationnelle et notamment dans le cadre d'un prompt secours.

Par ailleurs le Cis peut renforcer ou adapter les moyens engagés du fait de sa connaissance précise de son secteur d'intervention ; il en rend immédiatement compte au Cta.

Le Cta constitue l'organe unique de réception des appels en provenance des numéros d'urgence ainsi que des numéros dédiés des Etablissements recevant du public (Erp) ou de sites industriels ou particuliers concernés.

1.1.2. Les rôles et missions du Codis

Le Codis est chargé d'assurer le suivi et la coordination de l'activité opérationnelle du Sdis. A ce titre, il doit :

- assurer la veille permanente des fréquences radios opérationnelles départementales, sécurité accueil et air-sol,
- assurer le suivi des opérations, du déclenchement des secours à la fin de l'intervention,
- s'assurer du déclenchement des moyens de secours sollicités et alerter les personnels de la chaîne de commandement proposé par le Cta,
- transmettre toutes informations utiles aux moyens engagés, en transit ou sur les lieux (précision d'adresse, positionnement du centre de regroupement des moyens, aggravation de la situation...),
- eu égard aux éléments de contexte et de la situation, renseigner et/ou engager la chaîne de commandement si son concours n'est pas prévu dans le départ déclenché par le Cta ou sur demande du Cos,
- engager les moyens de secours demandés en renfort,
- renseigner les autorités départementales et municipales,
- alerter si nécessaire, les autorités départementales et municipales ainsi que les autres organismes privés ou publics qui concourent ou sont impliqués dans les opérations de secours,
- assurer en permanence, une couverture équilibrée du territoire, en engins et en moyens de secours,
- prendre en compte, répercuter et suivre les demandes d'engagement des moyens aériens de la sécurité civile sur le territoire couvert par le Sdis,
- assurer le lien avec le Centre Opérationnel de Zone (Coz) Ouest, par contact téléphonique et/ou via le Système numérique d'échange, de remontée et de gestion des informations (SYNERGI).

1.2. Les différents modes d'organisation

Les différents modes d'organisation répondent aux trois situations suivantes :

1.2.1. En situation courante

En situation courante, les agents assurent les fonctions traditionnellement dévolues au Cta (réception et traitement des appels et déclenchement des secours...) et celles du Codis (gestion de la radio, coordination opérationnelle, envoi des renforts, information des services et autorités...). Cette organisation permet de gérer l'activité opérationnelle courante.

1.2.2. Face à un évènement particulier

Dans le cadre d'un ou plusieurs évènement(s) à caractère particulier, il est procédé à un délestage du Cta-Codis. Le Cta-Codis monte alors en puissance, et une salle dédiée à la gestion de l'évènement est armée par

un chef de groupe, un chef de colonne et un chef de site.

Ainsi les éléments qui intéressent cet ou ces évènement(s) de grande ampleur sont traités par le Codis.
Le Cta, quand-à lui, assure la gestion des interventions courantes.

1.2.3. En situation d'appels multiples

Cette situation correspond à un afflux massif d'appels (évènement météorologique,...). Dans ce cas, les appels intéressant l'évènement sont réorientés vers une organisation dédiée permettant ainsi au Cta de traiter l'activité courante dans de bonnes conditions (délai du décroché, stress des agents, qualité de réponse,...).

1.3. Le potentiel opérationnel journalier du Cta-Codis

Le fonctionnement quotidien du Cta-Codis est dimensionné sur la base d'un potentiel opérationnel journalier adapté selon le jour de la semaine, tranche horaire selon les mêmes modalités que pour les Centres d'incendie et de secours. Lors d'évènements particuliers (fête de la musique, fête nationale, nuit de la Saint-Sylvestre...) ou de situations susceptibles de générer un accroissement de l'activité, les effectifs pourront être renforcés.

2. L'ORGANISATION DU COMMANDEMENT

2.1. Les emplois opérationnels de commandement

Le commandement des opérations de secours relève, sous l'autorité du préfet ou du maire agissant dans le cadre de leurs pouvoirs respectifs de police, du Directeur. Il prend alors l'appellation de Commandant des opérations de secours (Cos).

Des situations opérationnelles peuvent conduire à l'intégration des opérations de secours à un dispositif opérationnel global. C'est en particulier le cas des situations opérationnelles associées à la menace terroriste. Dans ce cas, le Sdis intervient en qualité de force concourante et le Cos exerce ses prérogatives sous la responsabilité du Commandant des opérations de police ou de gendarmerie.

Par délégation du Directeur et selon les moyens engagés, le Cos est un sapeur-pompier, officier, sous-officier ou gradé, titulaire des unités de valeur de formation réglementaires.

Le Cos est chargé, sous l'autorité du maire ou du préfet qui œuvrent en qualité de Directeur des opérations de secours (Dos), de mettre en œuvre tous les moyens publics et privés mobilisés pour l'accomplissement des opérations de secours.

Dans le cas de l'engagement d'un ou plusieurs engins et en l'absence du chef de groupe, c'est le chef d'agrès le plus ancien dans le grade le plus élevé qui prend le Cos.

Dès lors qu'une opération prend de l'importance ou un caractère particulier, une structure de commandement destinée à favoriser la montée en puissance du dispositif de secours est mise en place.

Des officiers de garde ou d'astreinte, ainsi que tout cadre non planifié sur la permanence opérationnelle mais rappelé en renfort, assurent la mise en œuvre de cette structure dénommée chaîne de commandement.

Dans la continuité de l'intervention, le Cos rédige un Crss.

L'organisation de la chaîne de commandement repose sur les grands principes suivants :

- respect de la doctrine nationale relative à la Gestion opérationnelle et au commandement (Goc),
- mixité professionnels/volontaires,
- conformité aux objectifs Sdacr,
- flexibilité du mode d'organisation (jour/nuit – garde/astreinte – séquençage semaine),
- cohérence des secteurs opérationnels,
- présence physique de la chaîne de commandement sur le secteur d'intervention,
- parcours d'intégration pour chaque niveau,
- maintien des compétences,
- liste opérationnelle.

Conformément à la doctrine nationale relative à la Gestion opérationnelle et au commandement, les emplois opérationnels de commandement sont :

- chef d'agrès,
- chef de groupe,
- chef de colonne,
- chef de site.

Les agents assurant l'une des fonctions prévues par la chaîne de commandement sont nominativement désignés par le Directeur départemental parmi les personnels titulaires des grades et qualifications requises, à l'exception des chefs d'agrès qui sont désignés par leurs chefs de centre.

Les chefs de groupe, les chefs de colonne et les chefs de site peuvent être engagés en renfort de commandement au-delà de leur secteur territorial de compétence et en-dehors de leur période de garde ou d'astreinte si la situation opérationnelle le nécessite.

Les ressources et les modalités d'organisation et de mise en œuvre de la chaîne de commandement sont détaillées dans un référentiel d'organisation et d'emploi de la chaîne de commandement opérationnel.

Les officiers de la chaîne de commandement doivent rester dans leur secteur de compétence ou dans les limites précisées par le règlement de doctrine d'emploi afférent.

Les chefs de groupe de garde peuvent selon le type d'intervention et la sollicitation opérationnelle du centre se faire désigner un conducteur pour se rendre sur les lieux de l'intervention.

De façon plus détaillée la chaîne de commandement du Sdis se compose ainsi :

- **Le chef d'agrès**

La fonction de chef d'agrès est assurée par un officier, un sous-officier ou, selon le cas, par un caporal titulaire des qualifications requises. Il exerce le commandement de l'équipage d'un véhicule ou engin.

Il constitue le premier élément de la chaîne de commandement.

- **Le chef de groupe**

La fonction de chef de groupe est assurée par un officier, titulaire au minimum du grade de lieutenant de 2^{ème} classe et inscrit sur la liste d'aptitude départementale de chef de groupe, dans le cadre d'une permanence organisée sous forme de garde ou d'astreinte.

Il commande soit un groupe préconstitué, soit un train de départ de deux à quatre véhicules ou remplit la fonction « renseignement » ou « moyens » au sein d'un poste de commandement (PC). Sa dénomination est chef de groupe suivi du nom du secteur de compétence complété d'un numéro d'ordre si utilité.

- **Le chef de colonne**

La fonction de chef de colonne est assurée par un officier, titulaire au minimum du grade de capitaine et inscrit sur la liste d'aptitude départementale de chef de colonne, dans le cadre d'une permanence assurée sous forme d'astreinte.

Il commande une colonne constituée de deux à quatre groupes ou remplit la fonction « action » ou « anticipation » au sein d'un poste de commandement de site (PCS). Sa dénomination est chef de colonne suivi du nom du secteur de compétence.

Certaines circonstances peuvent également nécessiter l'engagement d'un chef de colonne en deçà du dimensionnement des secours engagés mentionnés ci-dessus.

- **Le chef de site**

La fonction de chef de site est assurée par un officier, titulaire au minimum du grade de commandant inscrit sur la liste d'aptitude départementale de chef de site, dans le cadre d'une permanence organisée sous forme d'astreinte.

Il commande une intervention impliquant plusieurs colonnes ou remplit la fonction de « chef PCS ». Sa dénomination est chef de site suivi du nom du secteur de compétence.

Certaines circonstances peuvent également nécessiter l'engagement d'un chef de site en deçà du dimensionnement des secours engagés mentionnés ci-dessus.

- **L'astreinte de direction générale**

La fonction d'astreinte de direction est assurée par le Directeur départemental du Service départemental d'incendie et de secours, le Directeur départemental adjoint et de chefs de site désignés dans le cadre d'une permanence organisée sous forme d'astreinte.

**COMMANDEMENT
« TERRAIN »**

- 2 chefs de groupe de garde de 24h
- 2 chefs de groupe de garde de 12h (les jours ouvrables)
- 9 chefs de groupe d'astreinte
- 4 chefs de colonne d'astreinte
- 2 chefs de site d'astreinte
- 1 astreinte direction générale

2.2. Les astreintes de soutien opérationnel de la chaîne de commandement

Elles sont constituées par :

- **des astreintes de spécialités ou d'unités opérationnelles spécifiques dédiées :**

SPECIALITES

- 2 astreintes cumulatives RCH3/RAD3
- 1 astreinte cumulatives RCH4/RAD4
- 1 astreinte cumulative IBNB3
- 1 astreinte facultative et cumulative USAR3
- 1 astreinte facultative et cumulative OFFSIC
- 1 astreinte Soutien technique des OFFSIC et du CTA-CODIS

	<ul style="list-style-type: none"> → 1 astreinte facultative et cumulative FDF3 durant la période estivale → 1 astreinte facultative et cumulative ATLAS (chef de section télépilote d'Aéronefs Télépilotes de Lutte, Appui et Secours) → 1 astreinte facultative et cumulative Conseiller Technique Nautique → 1 astreinte cumulative OSSI
--	---

- des astreintes de renfort des postes de commandement

POSTES DE COMMANDEMENT	<ul style="list-style-type: none"> → 2 chefs de groupe fonction renseignement d'astreinte → 1 cadre renseignement Codis d'astreinte → 2 chefs de groupe fonction moyen d'astreinte → 1 chef de site d'astreinte → 1 officier superviseur Cta-Codis de garde → 1 officier superviseur Cta-Codis d'astreinte
------------------------	--

- des astreintes de la sous-direction Santé et bien-être

Santé et bien être	<ul style="list-style-type: none"> → 2 SSO de garde → 1 pharmacien d'astreinte (facultatif) → 1 officier de santé au Cta-Codis de garde en jours ouvrés → 1 officier de santé d'astreinte → 1 médecin d'astreinte départementale
--------------------	---

2.3. Les sapeurs-pompiers volontaires experts (SPV experts)

En complément des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques, le Sdis peut recourir à des sapeurs-pompiers volontaires experts qui assurent des missions « d'expertises techniques ». Il s'agit de personnes ayant des compétences techniques ou scientifiques particulières.

Dans ce cadre, le Sdis dispose d'experts dans différents domaines. Ces derniers sont nommés par arrêté conjoint du Préfet et du Président du Conseil d'administration sur proposition du Directeur départemental. Cet arrêté précise le ou les domaines dans lesquels l'expert peut être appelé à exercer son activité.

3. LA SECURITE EN OPERATION

3.1. Le rôle de tous les agents

Chaque sapeur-pompier se doit d'assurer sa propre sécurité et celle de ses co-équipiers pendant toute la durée de l'intervention.

A ce titre, il :

- applique les procédures et consignes de sécurité édictées dans les règles professionnelles (référentiels nationaux, notes d'information techniques, consignes, notes de service,...) et dans le guide des bonnes pratiques pour la prévention du risque routier au sein du Sdis 76,
- accorde une attention particulière : au contrôle, au port et à l'entretien des équipements de protection individuelle (Epi) et porte exclusivement les Epi réglementaires fournis par le service,
- ne s'engage en opération qu'à condition :
 - d'être apte médicalement,
 - de ne pas être en situation d'arrêt de travail,
 - d'être apte à la conduite, pour les conducteurs, et de ne pas faire l'objet d'une invalidité ou d'une suspension de permis,
 - d'avoir les qualifications nécessaires à la réalisation des missions pour lesquelles il est engagé.

3.2. Le rôle du Commandant des opérations de secours

Le Cos a pour objectif de mener à bien la mission de secours dont il a la charge tout en assurant la sécurité de ses personnels. Si la nature ou l'ampleur de l'intervention le nécessite, le Cos a toute latitude pour :

- désigner un chef de secteur fonctionnel dédié à la sécurité des intervenants,
- demander le déclenchement du soutien sanitaire en opération.

3.3. La prévention et la lutte contre les agressions envers les sapeurs-pompiers

En application du protocole de coordination, de prévention et de lutte contre les agressions visant les sapeurs-pompiers signé par le préfet, les procureurs de la République, le Sdis, la direction départementale de la sécurité publique et le groupement de gendarmerie départementale de la Seine-Maritime, le dispositif retenu permet de :

- prévenir les agressions grâce à une parfaite coordination interservices,
- conforter et développer les différentes actions déjà menées entre les différentes entités,
- faciliter le dépôt de plainte et créer les conditions favorisant l'identification des auteurs des agressions afin de permettre à la justice de les sanctionner.

4. L'ORGANISATION DES TRANSMISSIONS

4.1. L'organisation générale des transmissions

Pour assurer les communications opérationnelles le Sdis de la Seine-Maritime est raccordé à l'Infrastructure nationale partageable des transmissions (Inpt) et utilise le réseau Antares (Adaptation nationale des transmissions aux risques et aux secours) conformément aux dispositions de l'Ordre de base national et de l'Ordre de base zonal des systèmes d'information et de communication (Obsnic et Obzsic).

Le Cta veille en permanence les réseaux téléphoniques d'urgence du Sdis.

Le Codis assure la direction et la veille permanente des réseaux de transmissions radioélectriques du Sdis.

La gestion technique des installations de raccordement à l'Inpt et des matériels de transmissions radioélectriques est assurée par des agents de la Direction départementale des services d'incendie et de secours.

Le maintien en état de bon fonctionnement et la maintenance évolutive de l'Inpt relèvent de la Direction des systèmes d'information et de communication du ministère de l'Intérieur.

La continuité de fonctionnement des réseaux d'alerte et d'alarme est assurée 24 heures sur 24 par des techniciens d'astreinte de la Direction départementale des services d'incendie et de secours.

4.2. Les ordres de transmission

Les règles de transmission sont définies dans un Ordre de base départemental des systèmes d'information et de communication (Obdsic). Ce document définit les systèmes d'information et de communication, leurs organisations, leurs supports de transmissions et leurs conditions d'exploitation dans le cadre des missions opérationnelles.

Des ordres particuliers et complémentaires des transmissions complètent autant que de besoins l'ordre de base départemental :

- les dispositions Orsec générales et particulières, notamment les plans d'organisation des secours et les plans particuliers d'intervention, font l'objet d'un ordre particulier des transmissions (Opt).
L'Opt précise à l'avance l'organisation des transmissions mise en œuvre pour répondre au besoin de commandement défini dans le plan d'intervention.
- lorsque la nature et la dimension d'une opération de secours l'exigent, un Ordre complémentaire des transmissions (Oct) est rédigé sur ordre du Cos.
L'Oct précise l'organisation temporaire des transmissions mise en œuvre pour répondre au besoin de commandement et son évolution tout au long d'une opération de secours.

5. L'ENGAGEMENT DES MOYENS DE SECOURS

5.1. L'engagement des moyens de secours

5.1.1. Les effectifs nominaux

Les effectifs nominaux pour armer les engins du Sdis 76 figurent en annexe 5.

5.1.2. Le délai de mobilisation des personnels

Les Cis, en fonction de leur mode d'organisation, respectent les délais de mobilisation tels que définis dans le paragraphe 2.2.1 « le mode organisation des Cis » de la deuxième partie du présent règlement.

Dans le cadre du suivi opérationnel, les chefs d'agrès déclarent les statuts chronologiques suivants :

- départ,
- arrivée sur les lieux,
- départ vers centre hospitalier,
- arrivée centre hospitalier,

- quitte centre hospitalier,
- disponible radio.

5.1.3. Les départs types

Les principes directeurs sont les suivants :

- simplicité d'aide à la décision au moyen d'une réponse opérationnelle type préformatée, complétée si besoin et après analyse de la situation par des renforts définis selon la composition des groupes d'intervention du Sdis 76,
- pragmatisme de l'engagement après analyse et évaluation par les différents acteurs du Cta-Codis,
- intégration des départs réflexes du référentiel secours aux personnes,
- répartition de la sollicitation opérationnelle entre Cis, au besoin, en fonction des Poj et de la nécessité de garantir l'armement de certains moyens spécialisés et/ou spécifiques.

Les moyens engagés par le Cta-Codis sont définis en fonction d'une typologie de nature d'intervention. (Cf. annexe n°6)

Les départs types apportent une réponse standardisée qui permet d'assurer une couverture en moyens adaptés ou adaptables.

5.1.4. L'ajustement des départs types

Les départs types peuvent être modifiés en fonction des renseignements disponibles par le chef de salle du Cta ou l'officier superviseur Cta-Codis ou sur proposition d'un gradé du Cis concerné ou de la chaîne de commandement engagé.

Pour les sinistres et accidents qui ne correspondent à aucune nature d'intervention référencée, le chef de salle ou l'officier superviseur Cta-Codis détermine par rapprochement au départ type les moyens de première intention.

5.1.5. Le mode dégradé

La réponse opérationnelle du Sdis est qualifiée de « dégradée » lorsqu'un engin ou moyen de secours ne peut être engagé avec l'armement réglementaire en personnel (nombre et/ou qualifications) mais reste nécessaire au vu des bénéfices qu'il apporte sur le plan opérationnel (amélioration du délai d'arrivée du premier moyen de secours, prise en charge plus rapide des victimes, actions sur les conséquences d'un sinistre).

Une réponse opérationnelle en mode dégradé nécessite l'engagement systématique :

- de l'engin ou du moyen du Cis en capacité d'intervenir,
- ou le cas échéant, du titulaire de la compétence manquante, en capacité d'intervenir le plus rapidement.

Les limites d'action encadrant l'engagement des différents moyens sont données en annexe 5.

5.1.6. Le mode mutualisé

Dans des secteurs où les Cis sont confrontés, soit à des difficultés de maintien des effectifs opérationnels, soit à des déficits de personnels disposant de certaines qualifications, il est possible de mettre en place une réponse opérationnelle mutualisée.

Ainsi, les moyens humains et opérationnels de Cis géographiquement proches peuvent être mutualisés afin de permettre l'engagement de moyens de secours.

Dans ce cadre, le Codis procède aux recouvrements permettant d'assurer une première réponse opérationnelle.

5.1.7. La gestion des demandes de renforts

La demande des moyens de renfort relève exclusivement du Commandant des opérations de secours (Cos).

5.1.8. L'engagement opérationnel des personnels de la Sous-direction Santé et bien-être (Sdsbe)

En opération, les personnels de la Sdsbe sont placés sous l'autorité du Commandant des opérations de secours pour ce qui relève de la conduite de l'intervention et de la sécurité des personnels.

Cependant, ils agissent sous leur propre responsabilité pour tout acte et décision relevant de leur art, dans le respect des règles de déontologie de leur profession.

Les missions opérationnelles sont :

- participer aux opérations de secours et de soins d'urgence aux personnes définies au point 2.1. de la première partie du présent règlement,
- assurer les missions de soutien sanitaire aux opérations et des soins d'urgence aux sapeurs-pompiers,
- conseiller le commandant des opérations de secours pour tout ce qui relève du champ de leurs compétences,
- apporter leur expertise dans les missions de prévention et de prévision des risques gérés par le Sdis,
- de participer aux missions de prévision, de prévention et aux interventions dans les domaines des risques naturels et technologiques notamment lorsque la présence de certaines matières peut présenter des risques pour les personnes, les biens ou l'environnement,
- apporter en cas de nécessité une réponse vétérinaire dans le cas d'interventions impliquant des animaux ou des chaînes alimentaires.

Par ailleurs, des experts psychologues peuvent être chargés d'assurer un soutien psychologique au bénéfice des sapeurs-pompiers ayant participé à une opération identifiée ou ressentie comme traumatisante.

Les modalités de mise en œuvre de ces dispositions sont organisées conformément à un règlement de doctrine d'emploi des moyens du Sdsbe.

5.1.9. La couverture des risques complexes et des sites à risques

La couverture des risques complexes est assurée par des moyens complémentaires du risque courant, tels que des moyens d'appui, spécialisés ou spécifiques.

Elle peut s'effectuer sous la forme de groupes d'intervention (cf. annexe 7).

Les moyens complémentaires du risque courant :

Ces moyens, correspondant à la couverture du risque courant, sont mobilisés par groupes constitués pour faire face à la montée en puissance d'une opération de secours particulière.

La définition des groupes nécessaires pour faire face à l'action opérationnelle est identifiée au regard de l'analyse des risques figurant au Sdacr.

Les moyens d'appui :

Ces moyens sont différents des moyens relevant de la couverture des risques courants. Leur engagement est nécessaire pour appuyer l'action des moyens courants dans la prise en compte du risque particulier.

Ils complètent la définition des groupes pour accroître la performance des moyens courants.

Projet

Les équipes spécialisées ou unités opérationnelles spécifiques :

Le Sdis dispose pour faire face à certains risques particuliers d'équipes spécialisées et d'unités opérationnelles spécifiques adaptées aux risques complexes recensés par le Sdacr. Ces moyens sont recensés dans le paragraphe 4.1 de la deuxième partie du présent règlement.

Dans certains domaines, des partenariats pourront fixer par convention les modalités d'engagement des services ou associations susceptibles d'apporter leur concours aux équipes du Sdis.

L'engagement opérationnel de ces équipes par le Cta-Codis s'effectue conformément aux référentiels nationaux.

5.1.10. Les moyens aériens hélicoptérés

Dragon 76 : le département de la Seine-Maritime est le siège d'une base hélicoptère de la sécurité civile à Octeville-sur-Mer.

L'hélicoptère de la sécurité civile est un moyen de l'Etat à vocation interservices et extra-départementale.

Les missions et les conditions d'engagement et d'exploitation par l'ensemble des services demandeurs sont détaillées dans la déclinaison zonale d'emploi des hélicoptères de la sécurité civile et l'ordre zonal relatif à la coordination et optimisation des moyens aériens (C3D) en vigueur.

Dans ce cadre, le Cta-Codis est l'organe de régulation et d'engagement de ce vecteur aérien.

Les moyens aériens des douanes : une convention entre le Sdis et les douanes permet leur utilisation.

Le moyen aérien de l'Agence régionale de santé (Viking) : le règlement d'emploi de ce vecteur est en cours d'élaboration.

5.1.11. Les renforts extra-départementaux et l'Unité Mobile de Décontamination (UMD)

5.1.11.1. Les renforts extra-départementaux

Sur décision du préfet, après avis du Directeur départemental, des moyens du Sdis peuvent être engagés dans le cadre d'envoi de renforts destinés à d'autres départements ou à des pays étrangers.

Ces moyens sont constitués de moyens mobiles de secours (groupes ou colonnes).

Les règles de constitution et de mise en œuvre des moyens sont fixées par les ordres zonaux ou nationaux d'opérations.

5.1.11.2. L'Unité Mobile de Décontamination (Umd)

Dans le cadre de la réponse opérationnelle globale liée à un évènement ou une menace de type nucléaire, radiologique, biologique ou chimique (Nrbc), une unité mobile de décontamination est mise à disposition du Sdis par l'Etat.

Elle est mise en œuvre dans les conditions prévues par l'ordre zonal d'opération Nrbc.

6. ANALYSE DE L'ACTIVITE OPERATIONNELLE

6.1. Les mesures de la qualité opérationnelle

Ces actions visent à assurer une démarche d'amélioration continue de la distribution des secours, à partager les connaissances et les compétences au sein de l'établissement, à rendre compte aux autorités de l'activité et de l'atteinte des objectifs et à garantir les intérêts du Sdis.

L'évaluation et l'amélioration de la mise en œuvre opérationnelle sont réalisées en continu selon le processus d'évaluation du Sdacr construit autour des 3 axes d'analyse :

- le suivi de l'activité des Cis,
- l'évaluation de la qualité opérationnelle,
- le suivi de la qualité opérationnelle.

De plus, le Codis renseigne le bulletin de renseignement quotidien permettant une information journalière de l'activité opérationnelle du Sdis.

6.2. Le retour d'expérience (Rex)

L'évaluation et l'amélioration de la qualité de service opérationnelle passent par la mise en œuvre de la démarche méthodologique du retour d'expérience. Elle s'appuie sur :

- l'identification des actions efficaces à reproduire et les axes de progrès,
- l'amélioration des mesures et l'enseignement des actions adaptées,
- l'apprentissage collectif,
- le renforcement des liens entre les acteurs du secours,
- le partage des enseignements tirés,
- la mémorisation et l'exploitation des situations de gestion opérationnelle particulières.

A cet égard, le Sdis met en place deux niveaux de Rex :

- le suivi post-opérationnel des problématiques rencontrées par les acteurs du secours,
- l'examen du déroulement d'une intervention ou d'un exercice qui présente un potentiel d'apprentissage et un degré de perturbation de l'organisation des moyens et de la mise en œuvre opérationnelle.

Cette pratique n'empêche pas la responsabilité du Cos d'organiser un bilan « à chaud » avec les personnels engagés sur une opération, chaque fois qu'il le jugera nécessaire. A cet égard, les différents Cos sont tenus de formaliser par écrit le compte rendu des interventions présentant un intérêt particulier et de les transmettre au groupement en charge des opérations.

ANNEXES

ANNEXE 1 : Modes d'organisation des Centres d'incendie et de secours

ANNEXE 2 : Potentiels opérationnels journaliers des Centres d'incendie et de secours

ANNEXE 3 : Dotation en engins des Centres d'incendie et de secours

ANNEXE 4 : Plan de déploiement – Principes généraux

ANNEXE 5 : Effectifs nominaux des engins de secours

ANNEXE 6 : Liste des départs-types

ANNEXE 7 : Groupes d'intervention départementaux

ANNEXE 8 : Table des acronymes

Projet

Règlement opérationnel départemental

ANNEXE 1

Mode d'organisation des Centres d'incendie et de secours

Projet

Groupe territorial	CIS	Code centre	Mode d'organisation
EST	ARQUES-LA-BATAILLE	ARQU	Astreinte
	AUFFAY	AUFF	Astreinte
	AUMALE	AUMA	Astreinte
	BACQUEVILLE-EN-CAUX	BACQ	Astreinte
	BAILLY-EN-RIVIERE	BAIL	Astreinte
	BLANGY-SUR-BRESLE	BLAN	Astreinte
	BUCHY	BUCH	Astreinte
	CRUEL-SUR-MER	CRUE	Astreinte
	DIEPPE	DIEP	Garde
	ENVERMEU	ENVE	Astreinte
	FORGES-LES-EAUX	FORG	Garde J /Ast N-WE
	FOUCARMONT	FOUC	Astreinte
	GAILLEFONTAINE	GAIL	Astreinte
	GOURNAY-EN-BRAY	GOUR	Garde J /Ast N-WE
	GRANDCOURT	GRAN	Astreinte
	INCHEVILLE	INCH	Astreinte
	LA FEUILLE	FEUI	Astreinte
	LES GRANDES-VENTES	GRVE	Astreinte
	LES PRES-SALES⁽¹⁾	LPS ⁽¹⁾	Garde J /Ast N-WE
	LONDINIERES	LOND	Astreinte
	LONGUEVILLE-SUR-SCIE	LONS	Astreinte
	LUNERAY	LUNE	Astreinte
	NEUFCHATEL-EN-BRAY	NEUF	Garde J /Ast N-WE
	OFFRANVILLE	OFFR	Astreinte
	SAINT-NICOLAS-D'ALIERMONT	SNIC	Astreinte
	SAINT-SAENS	SSAE	Astreinte
	SAINT-VAAST-D'EQUIQUEVILLE	VAAS	Astreinte
	TOTES	TOTE	Astreinte
	VIEUX-ROUEN-SUR-BRESLE	VIEU	Astreinte

(1) Cis en garde jour du lundi au samedi et en astreinte nuit et dimanche

Groupe territorial	CIS	Code centre	Mode d'organisation
OUEST	ANGERVILLE-L'ORCHER	ANGE	Astreinte
	BOLBEC	BOLB	Garde J /Ast N-WE
	CANY-BARVILLE	CANY	Garde J /Ast N-WE
	CAUCRIAUVILLE	CAUC	Garde
	CAUDEBEC-EN-CAUX	CAUD	Astreinte
	CRIQUETOT-L'ESNEVAL	CRIQ	Astreinte
	DOUDEVILLE	DOUD	Astreinte
	ETRETAT	ETRE	Astreinte
	FAUVILLE-EN-CAUX	FAUV	Astreinte
	FONTAINE-LE-DUN	FONT	Astreinte
	FECAMP	FECA	Garde
	GODERVILLE	GODE	Astreinte
	GRAINVILLE-LA-TEINTURIERE	GRAI	Astreinte
	HERICOURT-EN-CAUX	HERI	Astreinte
	LA MAILLERAYE-SUR-SEINE	MAIL	Astreinte
	LE HAVRE-NORD	LHN	Garde
	LE HAVRE-SUD	LHS	Garde
	LILLEBONNE	LILL	Garde J /Ast N-WE
	MONTIVILLIERS	MONT	Garde J /Ast N-WE
	NOTRE-DAME-DE-GRAVENCHON	GRAV	Astreinte
	SAINT-LAURENT-EN-CAUX	STLA	Astreinte
	SAINT-ROMAIN-DE-COLBOSC	ROMA	Astreinte
	SAINT-VALERY-EN-CAUX	STVA	Astreinte
	VALMONT	VALM	Astreinte
	VEULES-LES-ROSES	VEUL	Astreinte
	YERVILLE	YERV	Astreinte
	YPORT	YPOR	Astreinte
	YVETOT ⁽¹⁾	YVET	Garde J /Ast N-WE

(1) Cis en garde jour du lundi au samedi et en astreinte nuit et dimanche

	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Mode d'organisation des Centres d'incendie et de secours	Annexe 1
		3/4
		V1.0

Groupe territorial	CIS	Code centre	Mode d'organisation
SUD	BARENTIN ⁽¹⁾	BARE	Garde J /Ast N-WE
	BOSC-LE-HARD	BOSC	Astreinte
	CAILLY	CAIL	Astreinte
	CANTELEU	CANT	Garde
	DEVILLE-LES-ROUEN ⁽²⁾⁽³⁾	DEVI	Astreinte
	DUCLAIR	DUCL	Astreinte
	ELBEUF	ELB	Garde
	FONTAINE-LE-BOURG	FONB	Astreinte
	FRANQUEVILLE-SAINT-PIERRE	FRAN	Astreinte
	GAMBETTA	GAMB	Garde
	GRAND-COURONNE	GDCO	Astreinte
	LA NEUVILLE-CHANT-D'OISEL	NEUV	Astreinte
	LE GRAND-QUEVILLY	GDQU	Garde
	LE TRAIT	TRAI	Astreinte
	MALAUNAY	MALA	Astreinte
	MONTVILLE	MONV	Astreinte
	PAVILLY	PAVI	Astreinte
	ROUEN-SUD	RSUD	Garde
	SAINT-AUBIN-LES-ELBEUF ⁽²⁾	SAUB	Astreinte
	SAINT-MARTIN-DE-BOSCHERVILLE	SMBO	Astreinte
	SERVAVILLE-SALMONVILLE	SERV	Astreinte
	SOTTEVILLE-LES-ROUEN ⁽¹⁾	SOTR	Garde J /Ast N-WE

(1) Cis en garde jour du lundi au samedi et en astreinte nuit et dimanche

(2) Cis en garde jour du lundi au samedi et en astreinte nuit et dimanche à compter de 2024 et selon les capacités d'accueil immobilières pour des personnels postés

(3) Cis Déville-lès-Rouen, le changement s'opérera au-delà du 1^{er} semestre 2024

	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Mode d'organisation des Centres d'incendie et de secours	Annexe 1
		4/4
		V1.0

Modes d'organisation

Garde : Cis en garde jour et nuit

Garde J /Ast N-WE : Cis en garde en journée ouvrée et en astreinte les nuits / week-end

Astreinte : Cis en astreinte jour et nuit

Nota : le mode d'organisation des jours fériés correspond à celui des nuits et des week-ends

Projet

Règlement opérationnel départemental

ANNEXE 2

Potentiels opérationnels journaliers

Projet

 Sapeurs-Pompiers de la Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier	Annexe 2
		1/20
		V1.1

79 CIS hors CTA/CODIS		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)			
		Garde			Astreinte	Garde			Astreinte
		Effectif de garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	Effectif de garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV
Angerville-l'Orcher	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	6
Arques-la-Bataille	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	4
Auffay	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	6
Aumale	Lundi au Vendredi	0	0	0	9	0	0	0	9
	Samedi	0	0	0	9	0	0	0	9
	Dimanche	0	0	0	9	0	0	0	9
Bacqueville-en-Caux	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	6

 Sapeurs-Pompiers de la Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier	Annexe 2
		2/20
		V1.1

79 CIS hors CTA/CODIS		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)			
		Garde			Astreinte	Garde			Astreinte
		Effectif de garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	Effectif de garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV
Bailly-en-Rivière	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	4
Barentin	Lundi au Vendredi	9	5	4	3	0	0	0	9
	Samedi	6	0	6	3	0	0	0	9
	Dimanche	0	0	0	9	0	0	0	9
Blangy-sur-Bresle	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	6
Bolbec	Lundi au Vendredi	3	0	3	3	0	0	0	9
	Samedi	0	0	0	9	0	0	0	9
	Dimanche	0	0	0	9	0	0	0	9
Bosc-le-Hard	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	6

 Sapeurs-Pompiers de la Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier	Annexe 2
		3/20
		V1.1

79 CIS hors CTA/CODIS		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)			
		Garde			Astreinte	Garde			Astreinte
		Effectif de garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	Effectif de garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV
Buchy	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	6
Cailly	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	6
Canteleu	Lundi au Vendredi	9	7	2	3 (ar)	9	7	2	3 (ar)
	Samedi	9	7	2	3 (ar)	9	7	2	3 (ar)
	Dimanche	9	7	2	3 (ar)	9	7	2	3 (ar)
Cany-Barville	Lundi au Vendredi	9	2	7	3	0	0	0	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	6
Caucriauville	Lundi au Vendredi	15	15	0	3 (ar)	15	12	3	3 (ar)
	Samedi	15	12	3	3 (ar)	15	12	3	3 (ar)
	Dimanche	15	12	3	3 (ar)	15	12	3	3 (ar)

 Sapeurs-Pompiers de la Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier			Annexe 2
				4/20
				V1.1

79 CIS hors CTA/CODIS		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)			
		Garde			Astreinte	Garde			Astreinte
		Effectif de garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	Effectif de garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV
Caudebec-en-Caux	Lundi au Vendredi	0	0	0	9	0	0	0	9
	Samedi	0	0	0	9	0	0	0	9
	Dimanche	0	0	0	9	0	0	0	9
Criel-sur-Mer	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	4
Criquetot-l'Esneval	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	6
Déville-lès-Rouen (*)	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	6
Dieppe (**)	Lundi au Vendredi	24	22	2	3 (ar)	15	13	2	3 (ar)
	Samedi	21	19	2	3 (ar)	15	13	2	3 (ar)
	Dimanche	15	13	2	3 (ar)	15	13	2	3 (ar)

(*) Le Cis Déville-lès-Rouen évolue en organisation de garde jour du lundi au samedi et en astreinte nuit et dimanche au-delà du 1^{er} semestre 2024 et selon les capacités d'accueil immobilière pour des personnels postés. (**) Le POJ du Cis Dieppe du lundi au samedi de 7h à 19h hors jours fériés comprend 6 SPP de garde pour assurer la GOP (Garde Opérationnelle Postée) au CNPE Penly.

 Sapeurs-Pompiers de la Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier				Annexe 2
					5/20
					V1.1

79 CIS hors CTA/CODIS		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)			
		Garde			Astreinte	Garde			Astreinte
		Effectif de garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	Effectif de garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV
Doudeville	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	6
Duclair	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	6
Elbeuf	Lundi au Vendredi	15	13	2	3 (ar)	12	10	2	6 (ar)
	Samedi	15	13	2	3 (ar)	12	10	2	6 (ar)
	Dimanche	12	10	2	3 (ar)	12	10	2	6 (ar)
Envermeu	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	4
Etretat	Lundi au Vendredi	0	0	0	9	0	0	0	9
	Samedi	0	0	0	9	0	0	0	9
	Dimanche	0	0	0	9	0	0	0	9

 Sapeurs-Pompiers de la Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier	Annexe 2
		6/20
		V1.1

79 CIS hors CTA/CODIS		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)			
		Garde			Astreinte	Garde			Astreinte
		Effectif de garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	Effectif de garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV
Fauville-en-Caux	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	6
Fécamp	Lundi au Vendredi	9	7	2	3	6	2	4	6
	Samedi	6	2	4	6	6	2	4	6
	Dimanche	6	2	4	6	6	2	4	6
Fontaine-le-Bourg	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	4
Fontaine-le-Dun	Lundi au Vendredi	0	0	0	3	0	0	0	3
	Samedi	0	0	0	3	0	0	0	3
	Dimanche	0	0	0	3	0	0	0	3
Forges-les-Eaux	Lundi au Vendredi	3	0	3	6	0	0	0	9
	Samedi	0	0	0	9	0	0	0	9
	Dimanche	0	0	0	9	0	0	0	9

 Sapeurs-Pompiers de la Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier	Annexe 2
		7/20
		V1.1

79 CIS hors CTA/CODIS		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)			
		Garde			Astreinte	Garde			Astreinte
		Effectif de garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	Effectif de garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV
Foucarmont	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	6
Franqueville-Saint-Pierre	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	6
Gaillefontaine	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	4
Gambetta	Lundi au Vendredi	30	30	0	3 (ar)	24	24	0	3 (ar)
	Samedi	27	27	0	3 (ar)	24	24	0	3 (ar)
	Dimanche	24	24	0	3 (ar)	24	24	0	3 (ar)
Goderville	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	6

 Sapeurs-Pompiers de la Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier	Annexe 2
		8/20
		V1.1

79 CIS hors CTA/CODIS		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)			
		Garde			Astreinte	Garde			Astreinte
		Effectif de garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	Effectif de garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV
Gournay-en-Bray	Lundi au Vendredi	6	2	4	3	0	0	0	9
	Samedi	0	0	0	9	0	0	0	9
	Dimanche	0	0	0	9	0	0	0	9
Grainville-la-Teinturière	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	4
Grand-Couronne	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	6
Grandcourt	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	4
Héricourt-en-Caux	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	4

 Sapeurs-Pompiers de la Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier	Annexe 2
		9/20
		V1.1

79 CIS hors CTA/CODIS		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)			
		Garde			Astreinte	Garde			Astreinte
		Effectif de garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	Effectif de garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV
Incheville	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	4
La Feuillie	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	4
La Mailleraye-sur-Seine	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	6
La Neuville-Chant-d'Oisel	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	6
Le Grand-Quevilly	Lundi au Vendredi	9	7	2	3	6	4	2	6
	Samedi	6	4	2	6	6	4	2	6
	Dimanche	6	4	2	6	6	4	2	6

 Sapeurs-Pompiers de la Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier	Annexe 2
		10/20
		V1.1

79 CIS hors CTA/CODIS		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)			
		Garde			Astreinte	Garde			Astreinte
		Effectif de garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	Effectif de garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV
Le Havre-Nord	Lundi au Vendredi	15	15	0	3 (ar)	15	12	3	3 (ar)
	Samedi	15	12	3	3 (ar)	15	12	3	3 (ar)
	Dimanche	15	12	3	3 (ar)	15	12	3	3 (ar)
Le Havre-Sud	Lundi au Vendredi	21	19	2	3 (ar)	15	13	2	6 (ar)
	Samedi	15	13	2	6 (ar)	15	13	2	6 (ar)
	Dimanche	15	13	2	6 (ar)	15	13	2	6 (ar)
Les Grandes-Ventes	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	6
Les Prés-Salés	Lundi au Vendredi	6	2	4	6	0	0	0	9
	Samedi	3	0	3	6	0	0	0	9
	Dimanche	0	0	0	9	0	0	0	9
Le Trait	Lundi au Vendredi	0	0	0	9	0	0	0	9
	Samedi	0	0	0	9	0	0	0	9
	Dimanche	0	0	0	9	0	0	0	9

 Sapeurs-Pompiers de la Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier	Annexe 2
		11/20
		V1.1

79 CIS hors CTA/CODIS		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)			
		Garde			Astreinte	Garde			Astreinte
		Effectif de garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	Effectif de garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV
Lillebonne	Lundi au Vendredi	6	2	4	3	0	0	0	9
	Samedi	0	0	0	9	0	0	0	9
	Dimanche	0	0	0	9	0	0	0	9
Londinières	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	4
Longueville-sur-Scie	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	6
Luneray	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	6
Malaunay	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	6

 Sapeurs-Pompiers de la Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier	Annexe 2
		12/20
		V1.1

79 CIS hors CTA/CODIS		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)			
		Garde			Astreinte	Garde			Astreinte
		Effectif de garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	Effectif de garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV
Montivilliers	Lundi au Vendredi	3	0	3	6	0	0	0	9
	Samedi	0	0	0	9	0	0	0	9
	Dimanche	0	0	0	9	0	0	0	9
Montville	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	6
Neufchâtel-en-Bray	Lundi au Vendredi	9	5	4	3	0	0	0	9
	Samedi	0	0	0	9	0	0	0	9
	Dimanche	0	0	0	9	0	0	0	9
Notre-Dame-de-Gravenchon	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	6
Offranville	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	6

 Sapeurs-Pompiers de la Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier			Annexe 2
				13/20
				V1.1

79 CIS hors CTA/CODIS		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)			
		Garde			Astreinte	Garde			Astreinte
		Effectif de garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	Effectif de garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV
Pavilly	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	6
Rouen-Sud	Lundi au Vendredi	21	19	2	3 (ar)	18	16	2	3 (ar)
	Samedi	18	16	2	3 (ar)	18	16	2	3 (ar)
	Dimanche	18	16	2	3 (ar)	18	16	2	3 (ar)
Saint-Aubin-lès-Elbeuf (*)	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	6
Saint-Laurent-en-Caux	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	4
Saint-Martin-de-Boscherville	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	4

(*) Le Cis Saint-Aubin-lès-Elbeuf évolue en organisation de garde jour du lundi au samedi et en astreinte nuit et dimanche à compter de 2024 et selon les capacités d'accueil immobilière pour des personnels postés.

 Sapeurs-Pompiers de la Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier	Annexe 2
		14/20
		V1.1

79 CIS hors CTA/CODIS		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)			
		Garde			Astreinte	Garde			Astreinte
		Effectif de garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	Effectif de garde	SPP de garde	SPV	SPV
Saint-Nicolas-d'Alermont	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	6
Saint-Romain-de-Colbosc	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	6
Saint-Saëns	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	6
Saint-Vaast-d'Equieville	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	4
Saint-Valery-en-Caux	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	9
	Samedi	0	0	0	9	0	0	0	9
	Dimanche	0	0	0	9	0	0	0	9

 Sapeurs-Pompiers de la Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier	Annexe 2
		15/20
		V1.1

79 CIS hors CTA/CODIS		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)			
		Garde			Astreinte	Garde			Astreinte
		Effectif de garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	Effectif de garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV
Servaville-Salmonville	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	6
Sotteville-lès-Rouen	Lundi au Vendredi	9	5	4	3	3(*)	0	3(*)	6
	Samedi	3	0	3	6	3(*)	0	3(*)	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	6
Tôtes	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	6
Valmont	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	6
Veules-les-Roses	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	4

(*) Effectif de garde de 23h à 7h = 0 car SPV de garde de 23h à 7h = 0

 Sapeurs-Pompiers de la Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier	Annexe 2
		16/20
		V1.1

79 CIS hors CTA/CODIS		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)			
		Garde			Astreinte	Garde			Astreinte
		Effectif de garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	Effectif de garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV
Vieux-Rouen-sur-Bresle	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	4
Yerville	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	6
Yport	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	4
Yvetot	Lundi au Vendredi	9	5	4	6	0	0	0	12 (*)
	Samedi	6	0	6	3	0	0	0	12 (*)
	Dimanche	0	0	0	9	0	0	0	9

(*) Effectif d'astreinte de 23h à 7h = 9

 Sapeurs-Pompiers de la Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier	Annexe 2
		17/20
		V1.1

	POJ JOUR			POJ		
	Garde	Astreinte	Total	Garde	Astreinte	Total
Lundi au vendredi	240	396	636	138 ^(a)	462 ^(b)	600 ^(c)
Samedi	165	441	606	138 ^(a)	462 ^(b)	600 ^(c)
Dimanche	135	456	591	135	459	594

(a) 135 de 23h à 07h car le Cis Sotteville à un effectif de garde de 23h à 7h = 0

(b) 459 de 23h à 07h car le Cis le Cis Yvetot à un effectif d'astreinte de 23h à 7h = 9

(c) 594 de 23h à 07h pour les motifs précisés ci-dessus

Ce tableau prend en compte les 6 SPP de garde pour assurer la GOP (Garde Opérationnelle Postée) au CNPE Penly.

Répartition quantitative des potentiels opérationnels journaliers

Le Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques détermine les modalités de dimensionnement du Poj. La présente annexe du Règlement opérationnel détaille la répartition de ces Poj sur la base des principes suivants :

- Seuil d'acceptabilité de l'activité opérationnelle par rapport à la position postée/non postée du sapeur-pompier déterminé à 3 sollicitations individuelles,
- 1 sapeur-pompier volontaire de garde par trinôme de Poj limité à 2 au maximum,
- le dernier trinôme du Poj est constitué par des sapeurs-pompiers volontaires en astreinte.

 Sapeurs-Pompiers de la Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier	Annexe 2
		18/20
		V1.1

Répartition qualitative des potentiels opérationnels journaliers

POJ	Départs	CA TE	CA 1E	Chef d'équipe	Conducteur PL	Equipier
3	1 sortie VSUAP ou 1 sortie MOD	0	1	0	0	2
4	1 sortie « EP adaptable »	1	0	1	1	1
6	<u>Socle</u> = 1 sortie EP ou (1 sortie VSUAP et 1 sortie MOD)	1	1	2	1	1
9	Socle + 1 sortie VSUAP	1	2	2	1	3
9	Socle + 1 sortie MEA	1	2	2	2	2
12	Socle + 1 sortie VSUAP + 1 sortie MEA	1	3	2	2	4
15	Socle + 2 sorties VSUAP + 1 sortie MEA	1	4	2	2	6
18	Socle + 1 sortie VSUAP + 1 sortie MEA + 1 sortie EP	2	3	4	3	6
21	Socle + 2 sorties VSUAP + 1 sortie MEA + 1 sortie EP	2	4	4	3	8
24	Socle + 3 sorties VSUAP + 1 sortie MEA + 1 sortie EP	2	5	4	3	10
27	Socle + 4 sorties VSUAP + 1 sortie MEA + 1 sortie EP	2	6	4	3	12
30	Socle + 3 sorties VSUAP + 1 sortie MEA + 2 sorties EP	3	5	6	4	12

 Sapeurs-Pompiers de la Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier	Annexe 2
		19/20
		V1.1

33	Socle + 4 sorties VSUAP + 1 sortie MEA + 2 sorties EP	3	6	6	4	14
----	---	---	---	---	---	----

CA TE : Chef d'agrès tout engin CA 1E : Chef d'agrès une équipe


Nota : les données de ce tableau sont des minimums qui peuvent être adaptés en fonction de l'armement des Cis

Projet

 Sapeurs-Pompiers de la Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier	Annexe 2
		20/20
		V1.1

Effectif opérationnel journalier CTA-CODIS

Période	Emplois	Lundi au jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche et jours fériés
Jour	Chefs de salle et opérateurs	12			10
	Officier superviseur		1 (+1 astreinte)		
Nuit	Chefs de salle et opérateurs	8	9		8
	Officier superviseur		1 (+1 astreinte)		

 Sapeurs-Pompiers de la Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier complémentaires	Annexe 2
		20/20
		V1.1

79 CIS hors CTA/CODIS		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)			
		Garde			Astreinte	Garde			Astreinte
		Effectif de garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	Effectif de garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV
Déville-lès-Rouen (*)	Lundi au Vendredi	3	2	1	3	0	0	0	6
	Samedi	3	2	1	3	0	0	0	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	6
Saint-Aubin-lès-Elbeuf (**)	Lundi au Vendredi	3	2	1	3	0	0	0	6
	Samedi	3	2	1	3	0	0	0	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	6

(*) L'organisation du Cis Déville-lès-Rouen s'opérera au-delà du 1^{er} semestre 2024

(**) Saint-Aubin-lès-Elbeuf évolue en organisation de garde jour du lundi au samedi et en astreinte nuit et dimanche à compter de 2024 et selon les capacités d'accueil immobilière pour des personnels postés.


Règlement opérationnel départemental

ANNEXE 3


Dotation en engins des Centres d'incendie et de secours

Projet


Groupement territorial	CIS	Code CIS	MOYENS				
			Secours aux personnes	Lutte contre les incendies urbains	Secours routier	Moyens-aériens (18 m à 42m)	Echelles 3 plans (15 m)
EST	Arques-la-Bataille	ARQU	1	1	0	0	0
	Auffay	AUFF	1	1	0	0	0
	Aumale	AUMA	2	1	1	1	0
	Bacqueville-en-Caux	BACQ	1	1	0	0	0
	Bailly-en-Rivière	BAIL	1 (Adaptable : KSUAP)	1	0	0	0
	Blangy-sur-Bresle	BLAN	1	1	1	0	1
	Buchy	BUCH	1	1	1	0	0
	Criel-sur-Mer	CRIE	1	1	0	0	0
	Dieppe	DIEP	3	2	1	2	1
	Envermeu	ENVE	1	1	0	0	0
	Les Prés-Salés	LPS	2	2	1	1	1
	La Feuillie	FEUI	1	1	1	0	0
	Forges-les-Eaux	FORG	2	1	1	1	0
	Foucarmont	FOUC	1	1	1	0	1

	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Dotation en engins des Centres d'incendie et de secours	Annexe 3
		1/7
		V1.1

Groupement territorial	CIS	Code CIS	MOYENS				
			Secours aux personnes	Lutte contre les incendies urbains	Secours routier	Moyens-aériens (18 m à 42m)	Echelles 3 plans (15 m)
EST	Gaillefontaine	GAIL	1 (Adaptable : KSUAP)	1	0	0	0
	Gournay-en-Bray	GOUR	2	2	1	1	1
	Grandcourt	GRAN	1 (Adaptable : KSUAP)	1	0	0	0
	Les Grandes-Ventes	GRVE	1	1	0	0	0
	Incheville	INCH	1	1	0	0	0
	Londinières	LOND	1	1	1	0	0
	Longueville-sur-Scie	LONS	1	1	0	0	0
	Lunery	LUNE	1	1	0	0	0
	Neufchâtel-en-Bray	NEUF	2	1	1	1	0
	Offranville	OFFR	1	1	0	0	0
	Saint-Nicolas-d'Aliermont	SNIC	1	1	0	0	0
	Saint-Saëns	SSAE	1	1	1	0	1
	Tôtes	TOTE	1	1	1	0	0
	Saint-Vaast-d'Equieville	VAAS	1 (Adaptable : KSUAP)	1	0	0	0
	Vieux-Rouen-sur-Bresle	VIEU	1 (Adaptable : KSUAP)	1	0	0	0


	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Dotation en engins des Centres d'incendie et de secours	Annexe 3
		2/7
		V1.1

Groupement territorial	CIS	Code CIS	MOYENS				
			Secours aux personnes	Lutte contre les incendies urbains	Secours routier	Moyens-aériens (18 m à 42m)	Echelles 3 plans (15 m)
OUEST	Angerville l'Orcher	ANGE	1	1	0	0	0
	Bolbec	BOLB	2(*)	2	1	1	1
	Caudebec-en-Caux	CAUD	1	1	1	1	0
	Cany-Barville	CANY	2	1	1	0	0
	Caucriauville	CAUC	2	2	1	1	1
	Criquetot-l'Esneval	CRIQ	1	1	1	0	0
	Doudeville	DOUD	1	1	0	0	0
	Etretat	ETRE	1	1	0	1	1
	Fauville-en-Caux	FAUV	1	1	0	0	0
	Fécamp	FECA	2	2	1	1	1
	Fontaine-le-Dun	FONT	1 (Adaptable : KSUAP)	0	0	0	0
	Goderville	GODE	1	1	0	0	0
	Grainville-la-Teinturière	GRAI	1 (Adaptable : KSUAP)	1	0	0	0
	Notre-Dame-de-Gravenchon	GRAV	1	1	1	0	0
	Héricourt	HERI	1	1	0	0	0
	La Mailleraye-sur-Seine	MAIL	1	1	1	0	0
	Le Havre-Nord	LHN	3	2	0	1	1
	Le Havre-Sud	LHS	2	2	1	1	0


	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Dotation en engins des Centres d'incendie et de secours	Annexe 3
		3/7
		V1.1

Groupement territorial	CIS	Code CIS	MOYENS				
			Secours aux personnes	Lutte contre les incendies urbains	Secours routier	Moyens-aériens (18 m à 42m)	Echelles 3 plans (15 m)
OUEST	Lillebonne	LILL	1	1	0	1	0
	Montivilliers	MONT	1	1	0	1	0
	Saint-Laurent-en-Caux	STLA	1	1	0	0	0
	Saint-Romain-de-Colbosc	ROMA	1	1	1	0	1
	Saint-Valery-en-Caux	STVA	1	1	0	1	0
	Valmont	VALM	1	1	0	0	0
	Veules-les-Roses	VEUL	1	1	0	0	0
	Yerville	YERV	1	1	0	0	0
	Yport	YPOR	1	1	0	0	0
	Yvetot	YVET	2	2	1	1	1


* Le 2ème VSAV du Cis Bolbec est susceptible d'être déporté au Cis Lillebonne en jour semaine

	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Dotation en engins des Centres d'incendie et de secours	Annexe 3
		4/7
		V1.1

Groupement territorial	CIS	Code CIS	MOYENS				
			Secours aux personnes	Lutte contre les incendies urbains	Secours routier	Moyens-aériens (18 m à 42m)	Echelles 3 plans (15 m)
SUD	Barentin	BARE	1	1	1	1	0
	Bosc-le-Hard	BOSC	1	1	0	0	0
	Cailly	CAIL	1	1	0	0	0
	Canteleu	CANT	2	1	1	1	0
	Derville-lès-Rouen	DEVI	1	1	0	0	0
	Duclair	DUCL	1	1	0	0	0
	Elbeuf	ELB	3	2	1	1	1
	Fontaine-le-Bourg	FONB	1	1	0	0	0
	Franqueville-Saint-Pierre	FRAN	1	1	0	0	0
	Gambetta	GAMB	4	3	1	2	1
	Grand-Couronne	GDCO	1	1	1	0	0
	Grand-Quevilly	GDQU	1	1	0	1	0
	Malaunay	MALA	1	1	0	0	0

	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Dotation en engins des Centres d'incendie et de secours	Annexe 3
		5/7
		V1.1

			Secours aux personnes	Lutte contre les incendies urbains	Secours routier	Moyens- aériens (18 m à 42m)	Echelles 3 plans (15 m)
SUD	Montville	MONV	1	1	1	1	0
	La Neuville-Chant-d'Oisel	NEUV	1	1	0	0	0
	Pavilly	PAVI	1	1	0	0	0
	Rouen-Sud	RSUD	3	2	1	1	1
	Saint-Aubin-les-Elbeuf	SAUB	1	1	0	0	0
	Servaville-Salmonville	SERV	1	1	0	0	0
	Saint-Martin-de-Boscherville	SMBO	1	1	0	0	0
	Sotteville-les-Rouen	SOTR	1	1	0	0	0
	Le Trait	TRAI	1	1	0	1	0

	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Dotation en engins des Centres d'incendie et de secours	Annexe 3
		6/7
		V1.1

TOTAL Sdis 76	TYPE ENGINs	MOYENS				
		Secours aux personnes	Lutte contre les incendies urbains	Secours routier	Moyens-aériens (18 m à 42m)	Echelles 3 plans (15 m)
	Engins adaptés	94	91	31	27	16
	Engins adaptables	7	0			
	Tout engin	101	91			

Règlement opérationnel départemental

ANNEXE 4

Plans de déploiement – Principes généraux

Projet

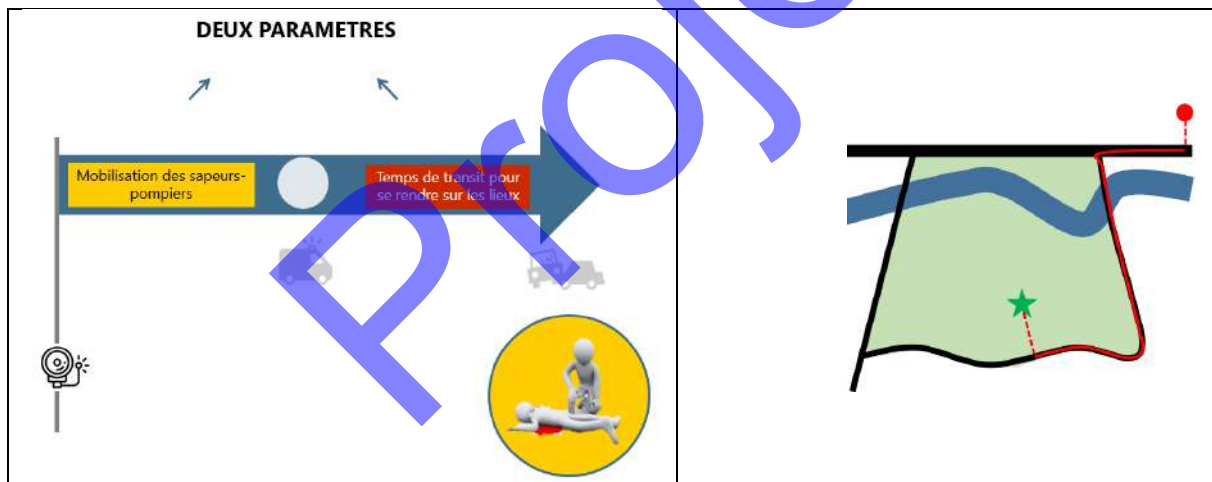
Le Système de gestion des alertes (Sga) est destiné à recevoir les demandes de secours provenant de nos concitoyens, et de les transcrire au travers :

- une localisation
- une identification du contexte et des circonstances pour identifier la nature des besoins de secours.

La localisation s'appuie notamment sur le référentiel adresse national **BAN (Base Adresse Nationale)**¹ Le Système de gestion opérationnelle (Sgo) permet de préparer les moyens de secours à déclencher selon une règle d'ordonnancement des missions et une gestion dynamique des **Plans de défense (Pdd)**. Ainsi, pour chaque mission demandée dans le cadre de la réponse optionnelle souhaitée, le Sgo calcule pour la sélection de N missions mobilisables (disponibilité du véhicule, associé à un équipage habilité à la mission en nombre et en qualité) le temps global de la mission.

Le temps global de la mission correspond :

- au délai de mobilisation et préparation du personnel choisi
- au délai de transit calculé à partir des tronçons routiers à l'instar d'un GPS



Le délai de mobilisation et de préparation est fixé à :


- 3 minutes lorsque la totalité de l'équipage est casernée
- 3 + X minutes² lorsque au moins un membre de l'équipage est non caserné.

Le délai de transit calculé s'appuie sur la donnée disponible auprès de l'IGN (Institut national de l'information géographique et forestière) et le profil de vitesse associé à chaque tronçon de voie.

Ainsi, l'opérateur de coordination opérationnel (Oco) dispose d'un affichage ordonné des missions réalisables, à chaque instant en fonction de la disponibilité des ressources.

¹ La Base Adresse Nationale (BAN) est la base de données de référence des adresses officiellement reconnues par l'Administration. La complétude de cette base permet que les services soient délivrés au bon endroit. Cette base nationale est construite par l'addition des Bases Adresses Locales (BAL) produites par les communes ou, par délégation, par leur EPCI.

² La valeur de X est propre à chaque centre, généralement comprise entre 4 et 5 minutes.

	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Plan de déploiement – Principes généraux	Annexe 4
		2/2
		V1.0

Dans la mesure où il est associé à chaque unité opérationnelle un mode d'organisation attendu en fonction du jour de la semaine et de la période horaire (caserné ou non caserné), il est possible de définir pour chaque unité opérationnelle sa **Zone de première intention (Zpi)** théorique, communément appelée secteur de premier appel, pour laquelle le centre de secours est le plus efficient.

L'ordonnancement des Cis pour une mission donnée constitue la **Liste de défense (Ldd)**.


Projet

Règlement opérationnel départemental

ANNEXE 5


Effectifs minimaux des engins de secours

Projet

	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Effectifs minimaux des engins de secours	Annexe 5
		1/5
		V1.1


Mission	Concept	Types Véhicules (équipement)	Effectif Nominal	Effectif Normal
Secours à personnes	VSUAP	VSAV	3 (dont un CA1E)	
		VSAVPL	3 (dont un CA1E)	
	VSUAP_1 (premier secours à personne)	VSUAP		
		Précurseur SUAP + VSUAP		
	Précurseur SUAP	KSUP	3 (dont un CA1E)	KSUP : 2 EQ SUAP
		BSUAP (*)	2 EQ SUAP	
Secours routiers	ESRS	ESRM + USAR_INTER	6 (dont un CATE) +1 USAR2 + 6 USAR 1	5 (dont un CATE) +1 USAR2 + 6 USAR 1
	ESRM	FPT(SR)	6 (dont un CATE)	5 (dont un CATE)
		VSRM	6 (dont un CATE)	5 (dont un CATE)
	ESRL	FPT(SR)	4 (dont un CA1E)	3 (dont un CA1E)
		VSRM	4 (dont un CA1E)	3 (dont un CA1E)
	ESR	ESRM		
		ESRL		
	EBS	VBS	3 (dont un CA1E)	2 (dont un CA1E)
		VTU(BS)	3 (dont un CA1E)	2 (dont un CA1E)
		FPT(BS)	3 (dont un CA1E)	2 (dont un CA1E)
		VSRM(BS)	3 (dont un CA1E)	2 (dont un CA1E)

(*) Engin virtuel qui correspond à un vecteur du Cis armé par un Binôme SUAP. Liste des vecteurs concernés précisée par note de service.


	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Effectifs minimaux des engins de secours	Annexe 5
		2/5
		V1.1

Mission	Concept	Types Véhicules (équipement)	Effectif Nominal	Effectif Normal
Incendie (engins pompes)	EP_1 (premier secours incendie)	EP	6 (dont un CATE)	
		EP mutualisé	6 (dont un CATE)	
		EPL+EP	4 (dont un CA1E) + 6 (dont un CATE)	
	EP mutualisé	FPT + vecteur de complément	5 (dont un CATE) + 2 (*)	4 (dont un CATE) + 2
		CCRM + vecteur de complément	5 (dont un CATE) + 2 (*)	4 (dont un CATE) + 2
		FPTGP + vecteur de complément	5 (dont un CATE) + 2 (*)	4 (dont un CATE) + 2
		FPTL + vecteur de complément	5 (dont un CATE) + 2 (*)	4 (dont un CATE) + 2
	EPL	FPT	4 (dont un CA1E)	
		CCRM	4 (dont un CA1E)	
		FPTGP	4 (dont un CA1E)	
		FPTL	4 (dont un CA1E)	
	EP	FPT	6 (dont un CATE)	
		FPTL	6 (dont un CATE)	
		CCRM	6 (dont un CATE)	
		FPTGP	6 (dont un CATE)	
	EPGP	FMOGP	3 (dont un CATE)	
		FPTGP	6 (dont un CATE)	4 (dont un CATE)
	EPEM	CCFM	3 (dont un CA1E)	2 (dont un CA1E)
		CCRM	3 (dont un CA1E)	2 (dont un CA1E)
	EPES	CCI	3 (dont un CA1E)	2 (dont un CA1E)
		CCGC	3 (dont un CA1E)	2 (dont un CA1E)
		FMOGP	3 (dont un CA1E)	2 (dont un CA1E)

(*) Une fois sur les lieux, le septième sapeur-pompier n'a pas vocation à constituer un trinôme à bord de l'engin ; Il se met à la disposition du COS.

 Sapeurs-Pompiers de la Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Effectifs minimaux des engins de secours	Annexe 5
		3/5
		V1.1

Mission	Concept	Types Véhicules (équipement)	Effectif Nominal	Effectif Normal
Incendie (engins pompes) Suite	EPHR	CCFM	4 (dont un CA1E)(COD2)	3 (dont un CA1E)(COD2)
		CCRM	4 (dont un CA1E)(COD2)	3 (dont un CA1E)(COD2)
	EPFEN	CCFM	4 (dont un CATE)(COD2)	CA = CA 1E FDF2
		CCRM	4 (dont un CATE)(COD2)	CA = CA 1E FDF2
	EPFEN_1	EPFEN	4 (dont un CATE)(COD2)	
	EPFDF	CCFM Normalisés ou presque à la norme	4 (dont un FDF2, un COD2 FDF1, deux FDF1)	3 (dont un FDF2, un COD2 FDF1, un FDF1)
	MDA	MDAL		
		MDAM		
	MDAL	DAL	3 (dont un CA1E)	2 (dont 1 CE)
	MDAM	CEDA + MPR+ porteur	3 (dont 1 CA1E, 1 opérateur, 1 VPCEs_CD)	1 opérateur + 1 VPCEs_CD
		DA + MPR	3 (dont un CA1E)	2
	MDAS	CEDGP	2 opérateurs + 1 VPCEs_CD	1 opérateur + 1 VPCEs_CD

	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Effectifs minimaux des engins de secours	Annexe 5
		4/5
		V1.1

Mission	Concept	Types Véhicules (équipement)	Effectif Nominal	Effectif Normal
Moyens Aériens	MEAS	BEA 40	3 (dont un CA1E)	2 (dont un CA1E)
		BEA 30	3 (dont un CA1E)	2 (dont un CA1E)
	MEAM	EPSA 30	3 (dont un CA1E)	2
		EPSA 24	3 (dont un CA1E)	2
		EPSA 18 (compact)	3 (dont un CA1E)	2
	MEAL	EPSA compact ou BEA compact		
	MEA	MEAS		
		MEAM		
		MEAL		
Opérations diverses	MOD	VTU	3 (dont un CA1E)	2 (dont un CA1E)
	PRO	VAS	2 (dont un CA1E)	
	HYM	VTU	3 (dont un CA1E)	2 (dont un CA1E)
Cellules d'appui		Cellule + Porteur	2 opérateurs + 1 VPCES_CD	1 opérateur + 1 VPCES_CD
Véhicule d'appui		VMD, VTP	3 (dont un CA1E)	2
VL du CDG sur mission FDF	VLDFD	VLHR	1 (COD2/FDF1)	
VLTT	VLTTL	VLHR	1 (Cond VL)	
		VLRTC		
	VLTTM	VLHR	1 (COD2)	
		VLRTC		
	VLTTTS	VLHR	1 (COD2)	

REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL

Effectifs minimaux des engins de secours

Annexe 5

5/5

V1.1

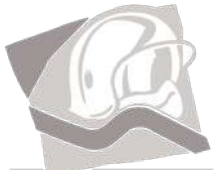
	Exigence	Spécialités		Non spécialistes	
		Emplois	Engins (réels ou virtuels) multicaserne	Emplois	Engins
Equipes spécialisées	USAR_RECO	1 USAR2 + 4 USAR 1	VUSAR		
	USAR_INTER	1 USAR 2 + 6 USAR 1	CEUSAR + VUSAR	1	VPCEs
	USAR_UNITE	1 USAR 3 2 USAR 2 + 12 USAR 1	2 CEUSAR + 2 VUSAR	2	2 VPCEs
	SMP_UNITE	1 SMP3 + 4 SMP2	VSMP		
	SH_SMP	2 SH_SMP	SHSMP		
	SAV_INT	2 SAV1	SAV	1 + 1 EMB_CD(COD4)	(VLTTL+BSL)
	SAV_LITT	1 SAV3 + 2 SAV2	SAV	2	(VLTTL+BSL)
	SAV_SHAQUA	2 SAV_SHAQUA	SAVSHAQUA		
	SAL_UNITE	2 SAL1 + 1 SAL2	VSAQ		
	RCH_RECO	3 RCH1	VNRBC		
	RCH_INTER	3 RCH2	FNRBC		
	CMIC	3 RCH2 + 3 RCH1 + 1 RCH3	FNRBC		
	RAD_RECO	3 RAD1	FNRBC		
	RAD_INTER	3 RAD2	FNRBC + KRAD		
	CMIR	3 RAD2 + 3 RAD1 + 1 RAD3	FNRBC + 2 KRAD		
	IBNB_RECO	1 IBNB 2 + 2 IBNB 1	VGELD		
	IBNB_SOUTIEN	4 IBNB1	Vecteur au choix du Cis		
	IBNB_UI	1 IBNB 2 + 6 IBNB 1	VGELD + Vecteur au choix du Cis		
	ELD_UI	1 ELD 2 + 4 ELD 1	VGELD + Vecteur au choix du Cis		
	GRES	1 CDG RES + EQ RES	KEPB + Vecteur au choix du Cis		

Règlement opérationnel départemental

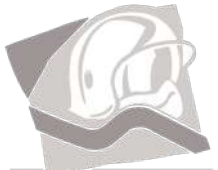
ANNEXE 6

Liste des départs-types


Projet

 Sapeurs-Pompiers de la Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Liste des départs-types	Annexe 6
		1/8
		V1.1


FAMILLE	NATURE		DEPART TYPE
INCENDIE	SUSPICION FEU	ALARME INCENDIE SANS ODEUR/LUEUR/FUMEE	EP_1
		EXPLOSION DE BATIMENT	EP_1+MEA+ESR+USAR_RECO+RCH_RECO +VSUAP+CDG
		FEU D'ORIGINE INDETERMINEE	EP_1
	FEU EN CONTEXTE SIMPLE	FEU DE VEHICULE (VL, PL, BUS,...)	EP_1
		FEU DE VEHICULE SUR VOIE DE CIRCULATION	EP_1+EBS
		FEU SUR VP	EP_1
		FEU D'ESPACE NATUREL OU FEU DE VEGETATION	EPHR + EPFEN_1

 Sapeurs-Pompiers de la Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Liste des départs-types	Annexe 6
		2/8
		V1.1

FAMILLE	NATURE		DEPART TYPE
INCENDIE	FEU EN CONTEXTE DOMESTIQUE	FEU DANS DES LOCAUX ADMINISTRATIFS / ARTISANAUX	EP_1
		FEU DANS DES LOCAUX ADMINISTRATIFS / ARTISANAUX R+3 ET PLUS	EP_1+MEA+CDG
		FEU DANS UN ERP	EP_1
		FEU DANS UN ERP AVEC PRESENCE DE PUBLIC	EP_1+VSUAP+CDG
		FEU DANS UN ERP R+3 ET PLUS	EP_1+MEA+CDG
		FEU DANS UN ERP R+3 ET PLUS AVEC PRESENCE DE PUBLIC	EP_1+MEA+VSUAP+CDG
		FEU DANS UN IMMEUBLE COLLECTIF	EP_1+MEA+CDG
		FEU DE CHEMINEE	EP_1
		FEU DE CHEMINEE R+3 ET PLUS	EP_1+MEA
		FEU D'HABITATION INDIVIDUELLE	EP_1
		FEU D'HABITATION INDIVIDUELLE R+3 ET PLUS	EP_1+MEA+CDG

 Sapeurs-Pompiers de la Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Liste des départs-types	Annexe 6
		3/8
		V1.1

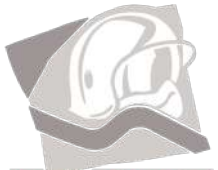
FAMILLE	NATURE		DEPART TYPE
INCENDIE	FEU EN CONTEXTE PARTICULIER	FEU D'AVION	EP_1+EPHR+CDG
		FEU DE BATEAU PLAISANCE / NAVIRE	EP_1+IBNB_UI+EP+SAV_INT+MOD+REP+CDG+ IBNB3
		FEU DE BATIMENTS/LOCAUX AGRICOLES	EP_1+EP+MDA-MPR+CDG
		FEU DE CHATEAU	EP_1+MEA+EP+MDA-MPR+EPES+CDG
		FEU DE LOCAUX INDUSTRIELS / ENTREPOTS	EP_1+MEA+EP+MDA-MPR+CDG
		FEU DE SILO	EP_1+MEA+EP+MDA-MPR+CDG+RCH3+ USAR3+ ELD_UI
		FEU DE TRAIN	EP_1+EPHR+CDG
		FEU DE TRANSFORMATEUR	EP_1+CDG
		FEU DE TRANSPORT DE MATIERE DANGEREUSE	EP_1+EBS+EPGP+EPEM+EPES+CEEM+RCH_INTER+RCH3+CDG
		FEU EN PARKING SOUTERRAIN	EP_1+MEA+EP+ ELD_UNITE +CDG + RVGD
		FEU EN CARRIERE OU EN CAVITE SOUTERRAINE	EP_1+EP+ELD_UNITE+CDG
		FEU DANS UN TUNNEL ROUTIER OU FERROVIAIRE	EP_1+EP+ EPHR+ELD_UNITE +RVGD+CDG
		FEU EN CONTEXTE MENACANT	EP + VSUAP + SSO + CDG + complément selon le contexte

 Sapeurs-Pompiers de la Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Liste des départs-types	Annexe 6
		4/8
		V1.1

FAMILLE	NATURE		DEPART TYPE
ASSISTANCE A PERSONNES MILIEU NON HOSTILE (PAS DE RISQUE POUR LES SECOURISTES)	ASSISTANCE EN CONTEXTE PARTICULIER (DEPART REFLEXE "CONTEXTUEL")	ASSISTANCE POUR RELEVAGE DE PERSONNE A DOMICILE	VSUAP (ou KSUP à 3 sur sa zone d'influence)
		ASSISTANCE SUR L'ESPACE PUBLIC HORS URGENCE REFLEXE	VSUAP_1
		ASSISTANCE A PERSONNE NE REpondant PAS AUX APPELS	MOD
		ASSISTANCE A PERSONNE VULNERABLE DANS UN ASCENSEUR	MOD
		ASSISTANCE A PERSONNE MENACANT DE SE DEFENESTRER	VSUAP_1+EPL+MEA+CDG
		ASSISTANCE A PERSONNE DEFENESTREE	VSUAP_1+EPL+AMU(*)+CDG
		APPEL E-CALL SANS PRECISION	EP_1
	ASSISTANCE D'URGENCE (DEPART REFLEXE "CLINIQUE")	ASSISTANCE EN PROMPT SECOURS	Cas général : VSUAP_1+AMU(*) Pour les sous-natures ACR et hémorragie : <ul style="list-style-type: none"> VSAP + AMU (*) Ou VSAP + Précurseur SUAP (a) + AMU (*)

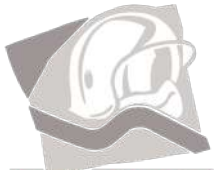
(*) Ressource opérationnelle de la SDSBE

(a) Engagement programmé d'un précurseur SUAP

 Sapeurs-Pompiers de la Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Liste des départs-types	Annexe 6
		5/8
		V1.1

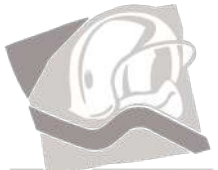
FAMILLE	NATURE		DEPART TYPE
ACCIDENT ET SECOURS D'URGENCE MILIEU HOSTILE (RISQUE IDENTIFIE POUR LES SECOURS)	SECOURS EN CONTEXTE PARTICULIER (DEPART REFLEXE "CONTEXTUEL")	SECOURS A PERSONNE ELECTRISEE	ESRL+VSUAP_1+AMU(*)
		SECOURS A PERSONNE INCARCEREE	ESRL+VSUAP_1+AMU(*)
		SECOURS A PERSONNE EN CONTEXTE MENACANT	VSUAP + complément selon le contexte
		SECOURS A PERSONNE EN MILIEU AQUATIQUE	SAV_INT+VSUAP_1+CDG
		SECOURS A PERSONNE EN MILIEU PERILLEUX	EPL+VSUAP_1+CDG+SMP_UNITE
		SECOURS A PERSONNE EN PRESENCE D'UNE SUBSTANCE NRBC	EPL+VSUAP_1+RAD_INTER+RCH3+CDG
		SECOURS A PERSONNE EN ZONE INONDEE	EPHR+VSUAP_1

(*) Ressource opérationnelle de la SDSBE

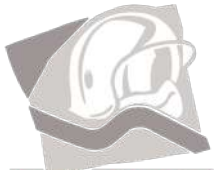
 Sapeurs-Pompiers de la Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Liste des départs-types	Annexe 6
		6/8
		V1.1

FAMILLE	NATURE		DEPART TYPE
ACCIDENT ET SECOURS D'URGENCE MILIEU HOSTILE (RISQUE IDENTIFIE POUR LES SECOURS)	ACCIDENT EN CONTEXTE PARTICULIER (ACCIDENT LIE AU TRANSPORT)	ACCIDENT DE CIRCULATION	VSUAP_1+EBS
		ACCIDENT DE CIRCULATION AVEC BLESSE GRAVE	VSUAP_1+EBS+AMU(*)
		ACCIDENT DE CIRCULATION AVEC BLESSE INCARCERE	VSUAP_1+ESR+EBS+AMU(*)+CDG
		ACCIDENT DE CIRCULATION IMPLIQUANT DES MATIERES DANGEREUSES	VSUAP_1+EBS+EPL+RCH_INTER+CDG
		ACCIDENT D'AVION / AERONEF	VSUAP_1+ESR+EBS+AMU(*)+CDG
		ACCIDENT DE NAVIGATION	EPL+SAV_INT+VSUAP_1+AMU(*)+CDG
		ACCIDENT SUR VOIE FERREE	VSUAP_1+ESR+EPL+EBS+CDG

(*) Ressource opérationnelle de la SDSBE

 Sapeurs-Pompiers de la Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Liste des départs-types	Annexe 6
		7/8
		V1.1

FAMILLE	NATURE		DEPART TYPE
RISQUES	RISQUES TECHNOLOGIQUES ET NATURELS	FUITE DE CARBURANT SUR VEHICULE	EPL
		FUITE DE GAZ	EP_1
		FUITE/DEVERSEMENT DE PRODUIT OU MATIERE DANGEREUSE	EPL+RCH_INTER+CDG
		GLISSEMENT TERRAIN / MARNIERE	EPL+CDG
		INCIDENT RADIOLOGIQUE	EPL+CMIR+CDG
		ODEUR SUSPECTE	EP_1
		OPERATION DE RECONNAISSANCE ET D'EVALUATION	CDG+CDC+CDS (dont RCH3)
		POLLUTION AQUATIQUE	EPL+RCH_INTER+RCH3+CDG
		SUSPICION/DETECTION CO	EP_1+RCH_RECO
		SUSPICION/DETECTION CO AVEC VICTIME INTOXIQUEE	EP_1+RCH_RECO+VSUAP_1+CDG
		CALAMITE NATURELLE (INONDATION /TEMPETE..)	MOD
		EFFONDREMENT DE BATIMENT / STRUCTURE	EP_1+ USAR _RECO +CDG
	PERTURBATION DE LA VIE COURANTE	ASSISTANCE AUX ANIMAUX	MOD
		DEGAGEMENT DE LA VOIE PUBLIQUE	MOD
		EPUISEMENT DE BATEAU / NAVIRE	MOD+REP + IBNB_RECO + SAV_INT + CDG
		RECONNAISSANCE	Chef de salle

 Sapeurs-Pompiers de la Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Liste des départs-types	Annexe 6
		8/8
		V1.1


FAMILLE	NATURE		DEPART TYPE
PRESTATION DE SERVICE	A LA DEMANDE D'UN TIERS	DESTRUCTION D'INSECTES	Chef de salle
		SERVICE DE SECURITE	Chef de salle
		ASSECHEMENT DE LOCAUX/DEGATS DES EAUX	Chef de salle
		OUVERTURE DE PORTE A LA DEMANDE D'UN TIERS	Chef de salle
		DEGAGEMENT DE PERSONNE DANS UN ASCENSEUR	Chef de salle
	APPUI D'UNE MISSION DE SERVICE PUBLIC	CROSS / ASSISTANCE A PERSONNE EN MER PAR HELICOPTERE	Chef de salle
		SAMU/ SECOURS MEDICAL D'URGENCE PAR HELICOPTERE	Chef de salle
		SAMU / APPUI D'UN MOYEN TECHNIQUE	Chef de salle
		CIC/CORG / DECOUVERTE DE MUNITION	Chef de salle
		CIC/CORG / ALERTE A LA BOMBE	Chef de salle
		CIC/CORG / LEVEE DE DOUTE SUR COLIS NRBC	Chef de salle
		SAMU / TRANSFERT INTERHOSPITALIER	Chef de salle
		SAMU/ASSISTANCE D'URGENCE REGULEE	VSUAP_1
	CARENCE DE SERVICE	SAMU / CARENCE PARTIELLE DE LA PERMANENCE DES SOINS (AIDE AU BRANCARDAGE)	Chef de salle
		SAMU / AIDE AU RELEVAGE DE PERSONNE EN ETABLISSEMENT DE SOINS	Chef de salle
		SAMU / CARENCE DE LA PERMANENCE DES SOINS (AMBULANCIERE, MEDECIN,)	Chef de salle

Règlement opérationnel départemental


ANNEXE 7

Les groupes d'intervention départementaux

Projet


 Sapeurs-Pompiers de la Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Groupes d'intervention départementaux	Annexe 7
		1/7
		V1.1

Groupe/ Entité	Potentiel du Sdis 76	Délai (min)	Capacités et objectifs d'un groupe/d'une entité	Composition du groupe/de l'entité	Observations
COMPOSANTE INCENDIES					
Incendie	4	1 ^{er} en 45 2 ^e en 60 3 ^e en 90 4 ^e en 90	Renforcer un dispositif de lutte contre l'incendie. Etablir 4 lances 500L/min à 200 m ou 2 lances de 1000 L/min à 400 m	<ul style="list-style-type: none"> • 1 CDG • 2 EP • 1 MEA 	
Feu de végétation	1	45	Extinction d'un front de flammes de 100 m de large	<ul style="list-style-type: none"> • 1 CDG • 1 VLTMM • 2 EPHR • 1 EPFEN • 1 EPES 	
Feu de forêt	4	1 ^{er} en 45 2 ^e en 60 3 ^e en 90 4 ^e en 90	Conforme au GDO / GTO FDF - FEN	<ul style="list-style-type: none"> • 1 FDF3 • 1 VLFDF • 4 EPFDF 	
Alimentation	1	60	Acheminer de l'eau à partir de PEI naturels ou artificiels	<ul style="list-style-type: none"> • 1 CDG • 2 MDAM-MPR120 • 1 EPES 	


 Sapeurs-Pompiers de la Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Groupes d'intervention départementaux		Annexe 7
			2/7
			V1.1

Groupe/ Entité	Potentiel du Sdis 76	Délai (min)	Capacités et objectifs d'un groupe/d'une entité	Composition du groupe/de l'entité	Observations
LIF	2	1 ^{er} 60 2 ^e 90	Fournir 4000 L/min (2 canons à mousse de 2000L/min) à 1000 m du point d'eau Autonomie de 50 min	<ul style="list-style-type: none"> • 1 CDG • 2 EP • 2 MDAM-MPR120 • 1 CEEM 	
Feu industriel	4	1 ^{er} en 45 2 ^e en 60 3 ^e en 90 4 ^e en 90	Renforcer un dispositif de lutte contre l'incendie en milieu industriel	<ul style="list-style-type: none"> • 1 CDG • 2 EP-MPR120 • 1 MDAM-MPR120 • 1 MEA 	


Projet

	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Groupes d'intervention départementaux		Annexe 7
			3/7
			V1.1

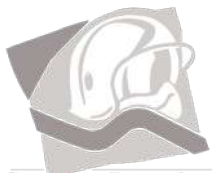
Groupe/ Entité	Potentiel du SDIS 76	Délai (min)	Capacités et objectifs d'un groupe/d'une entité	Composition du groupe/de l'entité	Observations
COMPOSANTE SECOURS A PERSONNE					
Secours aux personnes	2	1 ^{er} 30 2 ^e 45	Prise en charge d'environ 10 victimes	<ul style="list-style-type: none"> • 1 CDG • 1 AMU • 4 VSUAP • 1 VTP + KOXY 	
Sauvetage / Ramassage	2	1 ^{er} 60 2 ^e 90	Mission de sauvetage avec : - mise en œuvre de 4 équipes de sauvetage à pied ou Missions au niveau de la chaîne médicale des secours du NOVI avec : - constitution de 4 équipes de ramassage à pied et un parc matériel	<ul style="list-style-type: none"> • 1 CDG • 1 AMU • 2 EP • 1 KRAM 	
Groupe PMA	1	90	Mise en place d'un PMA capable d'accueillir 20 victimes (7 UA et 13 UR)	<ul style="list-style-type: none"> • 1 CDG • 1 AMU • 1 PHARM • 1 EP • 2 CEPRV • 1 CENOV 	Le Sdis est chargé de mettre en place la structure PMA. Le SAMU est responsable de son armement en personnel et matériel pour son fonctionnement.

 Sapeurs-Pompiers de la Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Groupes d'intervention départementaux	Annexe 7
		4/7
		V1.1


Groupe/ Entité	Potentiel du SDIS 76	Délai (min)	Capacités et objectifs d'un groupe/d'une entité	Composition du groupe/de l'entité	Observations
COMPOSANTE SECOURS A PERSONNE					
Sauvetage NRBC	2	1 ^{er} 60 2 ^e 90	Intervention au niveau de la chaîne de sauvetage/extraction pour environ 20 à 40 victimes	<ul style="list-style-type: none"> • 1 CDG • 1 AMU • 4 EP (NRBC) • 1 KRAM • 1 CEPRV 	Le dimensionnement de la réponse départementale se base sur l'hypothèse du cumul des moyens des deux types de groupes (sauvetage NRBC et décontamination NRBC). (NB : la mise en œuvre du groupe départemental de décontamination NRBC génèrera systématiquement l'envoi d'un autre groupe en renfort par la zone)
Décontamination NRBC	1	90	Intervention au niveau de la chaîne de sauvetage/extraction pour armer le PRV chimique (capacité de traitement = 60 à 100 victimes/h)	<ul style="list-style-type: none"> • 1 CDG (RCH3) • 2 EP (OP_DEC) • 1 KDEC • 1 CEMD • 1 EPES 	
Groupe Reconnaissance Extraction Sauvetage	1	60	Reconnaissances, extraction et sauvetages de victimes ainsi que leur stabilisation médico-secouriste en zone hostile (attentats, risque de fusillade avec ou sans prise d'otage, manifestations violentes, émeutes)	<ul style="list-style-type: none"> • 1 CDG (RES) • 6 EQ (RES) • 1 KEPB 	

 Sapeurs-Pompiers de la Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Groupes d'intervention départementaux	Annexe 7
		5/7
		V1.1

Groupe/ Entité	Potentiel du SDIS 76	Délai (min)	Capacités et objectifs d'un groupe/d'une entité	Composition du groupe/de l'entité	Observations
COMPOSANTE INTEMPERIES					
Inondation – Epuisement – Tempête	1	45	Groupe polyvalent : Mise en sécurité de personnes assèchement, épuisement, tronçonnage, éclairage, protection des biens, reconnaisances	<ul style="list-style-type: none"> • 1 CDG • 1 VLHR • 2 EPHR • 2 (MOD+ REP) • 1 SAV_INT 	Dragon 76 à la demande
Epuisement léger	3	30	Capacité d'épuisement : 3 x 120 m³/h soit 360 m³/h Épuisement d'environ 10 pavillons	<ul style="list-style-type: none"> • 1 CDG • 3 (MOD+ REP) 	Le potentiel opérationnel considère que les trois groupes interviennent simultanément sur trois zones géographiques distinctes

 Sapeurs-Pompiers de la Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Groupes d'intervention départementaux		Annexe 7
			6/7
			V1.1

Groupe/ Entité	Potentiel du SDIS 76	Délai (min)	Capacités et objectifs d'un groupe/d'une entité	Composition du groupe/de l'entité	Observations
COMPOSANTE COMMANDEMENT ET DE SOUTIEN					
Commandement de colonne	1	45	Mise en œuvre d'un PC de colonne	<ul style="list-style-type: none"> • 1 CDC • 1 CDG RENS • 1 CDG MOYENS • 1 CDG • 1 PCC • Optionnel : module(s) d'appui 	<p>Les délais ne prennent en compte que les moyens en officiers de sapeurs-pompiers (PCC non concerné par les délais).</p> <p>La composition des groupes de commandement présentée ne correspond pas à une montée en puissance qui viendrait compléter les moyens dédiés au commandement déjà sur les lieux.</p>
Commandement de site	1	60	Mise en œuvre d'un PC de site	<ul style="list-style-type: none"> • 1 Groupe Commandement de colonne • 2 CDS • 1 CDC Anticipation (ou CT de la spécialité le cas échéant). • 1 OFF SIC • 1 OFF SANTE • 1 MAD • 1 PCS • 1 module d'appui SSI • 1 module d'appui CRM • 1 module d'appuis SIC 	<p>Le PCC initialement engagé devient au besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> - PC de secteur - Cellule anticipation - Fermeture du PCC
MODULES D'APPUI DE COMMANDEMENT					
Module d'appui SINUS			Prise en charge de plus de 5 victimes	<ul style="list-style-type: none"> • 1 OFF SANTE • CDG 	Le CDG SINUS est équipé de l'outil SINUS et formé à son utilisation.
Module d'appui SSI			Mise en place d'un secteur de sécurité et Soutien aux Intervenants	<ul style="list-style-type: none"> • 1 OSSI • 1 SSO • 1 KLOLA niveau 2 • 1 VAS 	<ul style="list-style-type: none"> - Feu de structure. - Feu dans industrie. - Intervention impliquant plusieurs spécialités. - Sur demande du CDC.
Module d'appui CRM			Organisation d'un CRM	<ul style="list-style-type: none"> • 1 CDG MOYENS CRM • 1 KCRM 	<ul style="list-style-type: none"> - A partir de 2 groupes constitués et engagés. - Sur demande du CDC.
Module d'appui SIC			Mise en place d'un réseau de télécommunication	<ul style="list-style-type: none"> • 1 OPERATEUR VSAT • 1 VSAT 	<ul style="list-style-type: none"> - Défaillance du réseau ANTARES. - Sur demande du CDC.

	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Groupes d'intervention départementaux		Annexe 7
			7/7
			V1.1

Module d'appui DRONE		Mise en place d'images aériennes, de cartographie, de transmission d'images en direct, de mesures et de détections	<ul style="list-style-type: none"> • 1 TELEPILOTE • 1 CHEF DE SECTION DRONE • 1 DRONE 	- Sur appréciation ou demande du COS.
-------------------------	--	---	--	--

En ce qui concerne les délais :


- le t_0 correspond à l'heure de la demande des moyens,
- le délai inscrit dans le tableau correspond pour chaque groupe au délai d'**acheminement** du **dernier moyen** du groupe,
- le délai s'applique à la couverture du risque,
- dans le cas de l'identification d'un scénario majorant par le CTA-CODIS, le premier moyen adapté à la mission du premier groupe engagé devra être acheminé dans les délais compatibles avec la réponse courante (par exemple : dans le cas de l'engagement d'un groupe SAP, le premier VSAV devra être sur les lieux en 10, 15 ou 20 min en fonction de la zone).

Règlement opérationnel départemental


ANNEXE 8

Table des acronymes


Projet

	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL <u>Table des acronymes</u>	Annexe 8
		1/8
		V1.1


ACRONYMES	DEFINITION
AMU	Aide Médicale Urgente
ANTARES	Adaptation nationale des transmissions aux risques et aux secours
APC	Approche par les compétences
ARICF	Appareil respiratoire isolant à circuit fermé
ARS	Agence régionale de la santé
ATLAS	Aéronefs Télépilotés de Lutte, Appui et Secours
BAN	Base d'adresse nationale
BEA	Bras élévateur articulé
BMPM	Bataillon des marins-pompiers de Marseille
BSL	Bateau de sauvetage léger
CA1E	Chef d'agrès 1 équipe
CASDIS	Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours
CATE	Chef d'agrès tout engin
CCGC	Camion-citerne grande capacité
CCF	Camion-citerne feux de forêt
CCFL	Camion-citerne feux de forêt léger
CCFM	Camion-citerne feux de forêt moyen
CCI	Camion-citerne d'incendie
CCR	Camion-citerne rural
CCRM	Camion-citerne rural moyen
CDC	Chef de colonne
CDF	Centre de formation départemental
CDG	Chef de groupe
CDS	Chef de site
CE	Chef d'équipe
CEAR	Cellule d'Assistance Respiratoire
CEDA	Cellule dévidoir automobile
CEDGP	Cellule dévidoir grande puissance
CEEM	Cellule EMulseur
CEEVEP	Cellule électro ventilation épuisement

	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL <u>Table des acronymes</u>	Annexe 8
		2/8
		V1.1


ACRONYMES	DEFINITION
CEMD	Cellule mobile de décontamination
CeRT	Cellule risques technologiques
CESA	Cellule de sauvetage
CEUSAR	Cellule Unité de sauvetage, d'appui et de recherche
CGCT	Code général des collectivités territoriales
CH	Centre hospitalier
CHU	Centre hospitalier universitaire
CIAM	Convention interdépartementale d'assistance mutuelle
CIS	Centre d'incendie et de secours
CMIC	Cellule mobile d'intervention chimique
CMIR	Cellule mobile d'intervention radiologique
CNIS	Conférence nationale des services d'incendie et de secours
CNPE	Centre nucléaire de production d'électricité
COD	Centre opérationnel départemental
CODIS	Centre opérationnel départemental d'incendie et de secours
COS	Commandant des opérations de secours
COZ	Centre opérationnel de zone
CROSS	Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage
CRRA	Centre de réception et de régulation des appels
CRSS	Compte rendu de sortie de secours
CTA	Centre de traitement de l'alerte
CTD	Conseiller technique départemental
DA	Dévidoir automobile
DAL	Dévidoir automobile Léger
DD SIS	Direction départementale des services d'incendie et de secours Directeur départemental des services d'incendie et de secours
DEC	Décontamination
DECI	Défense extérieure contre l'incendie
DGSCGC	Direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises
DIRNO	Direction interdépartementale des routes du nord-ouest

	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL <u>Table des acronymes</u>	Annexe 8
		3/8
		V1.1


ACRONYMES	DEFINITION
DOI	Directeur des opérations internes
DOS	Directeur des opérations de secours
DPS	Dispositif prévisionnel de secours
DREAL	Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
EBS	Engin de balisage et de signalisation
EDF DPN	Electricité de France-Direction de la production nucléaire
EEI	Equipe d'évaluation et d'intervention
ELD	Exploration de Longue Durée
ELD UNITE	Unité d'Exploration de Longue Durée
ENSOSP	Ecole nationale supérieure des officiers de sapeur-pompier
EMEA	Engin moyen élévateur aérien
EOJ	Effectif opérationnel journalier
EP	Engin pompe
EPCI	Etablissement public de coopération intercommunale
EPEM	Engin porteur d'eau moyen
EPES	Engin porteur d'eau super
EPGP	Engin pompe grande puissance
EPHR	Engin pompe hors route
EPI	Equipement de protection individuel
EP	Engin pompe
EPFDF	Engin pompe feu de forêt
EPFEN	Engin pompe feu d'espace naturel
EPGP	Engin pompe grande puissance
EPL	Engin pompe léger
EPSA	Echelle pivotante semi-automatique
ERP	Etablissement recevant du public
ESR	Engin de secours routier
ESRL	Engin de secours routier léger
ESRM	Engin de secours routier moyen
ESRS	Engin de secours routier super

	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL <u>Table des acronymes</u>	Annexe 8
		4/8
		V1.1


ACRONYMES	DEFINITION
ETARE	Etablissement répertorié
FMOGP	Fourgon mousse grande puissance
FMPA	Formation de maintien et de perfectionnement des acquis
FPT	Fourgon pompe tonne
FPTGP	Fourgon pompe tonne grande puissance
FPTL	Fourgon pompe tonne léger
FPTSR	Fourgon pompe tonne secours routier
FRT	Fourgon risques technologiques
GCC	Groupe commandement de colonne
GCS	Groupe commandement de site
GHH	Groupement hospitalier du Havre
CHU	Centre hospitalier universitaire de Rouen
GEAC	Groupement emplois activités compétences
GNR	Guides national de référence
GOC	Gestion opérationnelle et au commandement
GOP	Groupement opérations
GSI	Groupement systèmes informatisés
HAROPA PORT	Désignation officielle de l'établissement public d'État du Grand port fluvio-maritime de l'axe Seine composé des premières lettres du Havre, Rouen et Paris
IBNB	Intervention à bord des navires et des bateaux
IBNUA	Unité d'attaque intervention à bord des navires
ICPE	Installation classée pour la protection de l'environnement
IMP SH	Intervention en milieu périlleux (Secours hélicopté)
INPT	Infrastructure nationale partageable des transmissions
INSA	Institut national de sciences appliquées
IRB	Inshore rescue boat
ISP	Infirmier sapeur-pompier
K ARI	Kit appareils respiratoires isolants
KEMUL	Kit émulseur
K CRM	Kit centre de regroupement des moyens

	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL <u>Table des acronymes</u>	Annexe 8
		5/8
		V1.1


ACRONYMES	DEFINITION
K DEC	Kit décontamination
K IBN	Kit intervention à bord des navires
K LOLA	Kit lot opérationnel de logistique alimentaire
K OXY	Kit oxygène
K POL	Kit pollution
K SUAP	Kit secours d'urgence à personne
K RAD	Kit radioactivité
K RAM	Kit ramassage
K RCH	Kit risque chimique
K VET	Kit vétérinaire
LCT	Lance canon en tourelle
LIF	Liquide inflammable
LM	Lance mousse
MAD	Médecin d'astreinte départementale
MDAL	Moyen dévidoir automobile Léger
MDAM	Moyen dévidoir automobile moyen
MDAS	Moyen dévidoir automobile super
MEA	Moyen élévateur aérien
MEAL	Moyen élévateur aérien léger
MEAM	Moyen élévateur aérien moyen
MEAS	Moyen élévateur aérien super
MNT	Modélisation numérique du territoire
MOD	Moyen opérations diverses
MPR	Motopompe remorquable
MSP	Médecin sapeur-pompier
NAC	Nouveaux animaux de compagnie
NOVI	Nombreuses victimes
NRBCE	nucléaire, radiologique, biologique, chimique, explosive
OBDSIC	Ordre de base départemental des systèmes d'information et de communication
OBNSIC	Ordre de base national des systèmes d'information et de communication

	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL <u>Table des acronymes</u>	Annexe 8
		6/8
		V1.1


ACRONYMES	DEFINITION
OBZSIC	Ordre de base zonal des systèmes d'information et de communication
OCT	Ordre complémentaire des transmissions
OFFSIC	Officier systèmes d'information et de communication
OPT	Ordre particulier des transmissions
ORSEC	Organisation de la réponse de sécurité civile
OSSI	Officier sécurité et soutien aux intervenants
OZO	Ordre zonal d'opération
PCA	Poste de commandement avancé
PCC	Poste de commandement de colonne
PC Ex	Poste de commandement de l'exploitant
PCO	Poste de commandement opérationnel
PCS	Poste de commandement de site
PISU	Protocole infirmiers de soins d'urgence
POI	Plan d'opération interne
POJ	Potentiel opérationnel journalier
PPI	Plan particulier d'intervention
PRO	Véhicule Protection
PRV	Point de regroupement des victimes
PUI	Plan d'urgence interne Pharmacie à usage intérieur
RAD	Risques radiologiques
RLC	Remorque lance canon
RAD_INTER	Equipe d'intervention radiologique
RCH	Risques chimiques et biologiques
RCH_INTER	Equipe d'intervention en risque chimique et biologiques
RCH_RECO	Equipe de reconnaissance en risque chimique et biologiques
RDDECI	Règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie
REAC	Référentiel Emploi Activités Compétences
REP	Remorque épuisement
REX	Retour d'expérience

	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL <u>Table des acronymes</u>	Annexe 8
		7/8
		V1.1

ACRONYMES	DEFINITION
RT	Risques technologiques
RO	Règlement opérationnel
SAL	Scaphandrier autonome léger (Plongeurs)
SAMU	Service d'aide médicale urgente
SANEF	Société des Autoroutes du nord et de l'est de la France
SAP	Secours à personnes
SAPN	Société des autoroutes Paris Normandie
SAV	Sauvetage aquatique de surface Sauveteur aquatique de surface
SAV INT	Sauveteur aquatique de surface - eau intérieure
SAV LITT	Sauveteur aquatique de surface- Littoral
SAV SH	Sauveteur aquatique formé aux secours hélicoportés
SDACR	Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques
SDIS	Service départemental d'incendie et de secours
SDSBE	Sous-direction Santé et bien-être
SGO	Système de gestion opérationnelle
SITAC	Situation tactique
SMP	Secours en milieux périlleux
SMP UNITE	Unité groupe d'intervention en milieu périlleux
SMUR	Service mobile d'urgence et de réanimation
SNSM	Société nationale de sauvetage en mer
SOP	Service opérationnel
SPP	Sapeur-pompier professionnel
SPV	Sapeur-pompier volontaire
SROS	Schéma régional d'organisation des soins
SSO	Soutien sanitaire opérationnel
SSSM	Service de santé et de secours médical
SUAP	Secours d'urgence à personne
SYNERGI	Système numérique d'échange, de remontée et de gestion des informations
TLD	Tenue légère de décontamination

	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL <u>Table des acronymes</u>	Annexe 8
		8/8
		V1.1

ACRONYMES	DEFINITION
TTE	Temps de transit estimé
UA_IBN	Unité d'attaque intervention à bord des navires
UMD	Unité mobile de décontamination
USAR	Unité de sauvetage, d'appui et de recherche
UV	Unité de valeur
VAS	Véhicule d'assistance et de soutien
VBS	Véhicule balisage et de signalisation
VGELD	Véhicule Groupe d'Exploration de Longue Durée
VISOV	Volontaires internationaux en soutien virtuel
VL	Véhicule léger
VLCG	Véhicule léger chef de groupe
VLDF	Véhicule feu de forêt
VLHR	Véhicule léger hors route
VLI	Véhicule léger infirmier
VLR	Véhicule radio
VLTT M	Véhicule léger tout terrain moyen
VLTT S	Véhicule léger tout terrain super
VMD	Véhicule de manutention et de dégagement
VML	Véhicule médicalisé léger
VPC	Véhicule poste de commandement
VPCEM	Véhicule porte cellule moyen
VPES	Véhicule porte cellule super
VPI	Véhicule de première intervention
VRM	Véhicule radio médicalisé
VSAV	Véhicule de secours et d'assistance aux victimes
VSAQ	Véhicule de sauvetage aquatique
VSM	Véhicule de secours médicalisé
VSRM	Véhicule de secours routier moyen
VSS	Véhicule de soutien sanitaire
VSUAP	Véhicule secours d'urgence à personne
VTP	Véhicule de transport de personnes

 Sapeurs-Pompiers de la Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL <u>Table des acronymes</u>	Annexe 8
		9/8
		V1.1

ACRONYMES	DEFINITION
VTU	Véhicule tout usage
VTU Pro	Véhicule tout usage option protection
VTUBS	Véhicule tout usage option balisage et signalisation
VUSAR	Véhicule Unité de sauvetage, d'appui et de recherche
ZEC	Zone élémentaire de compétence
ZIP	Zone industrialo portuaire

Projet

- Membres théoriques :
20
- Membres en exercice :
20
- Membres présents :
15
 - Pouvoir :
1
 - Votants :
16

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

AJUSTEMENT DES ORGANIGRAMMES DU SDIS 76

Le 21 mars 2024, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 05 mars 2024, s'est réuni à la Direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (11 membres) avec 15 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Pierrette CANU, Claire GUEROULT, Dominique TESSIER.

MM. Nicolas BERTRAND, Olivier BUREAUX, Bastien CORITON, Julien DEMAZURE, Dominique METOT, Didier TERRIER, Jean-Pierre THEVENOT.

Suppléants

Mmes Anne-Sophie CLABAUT, Patricia RENOU.

MM. Pierre AUBRY, Jean-Michel MAUGER.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Stéphane GOUZEC, le Colonel Thierry SENEZ, le Lieutenant-Colonel Hervé COLIBERT, le Lieutenant Jérôme ANQUETIL, l'Adjudant-Chef Bertrand BOCLET, Monsieur Thierry LEMARIE.

III. Membre de droit :

M. Clément VIVES, Directeur de Cabinet, représentant Monsieur le Préfet.

IV. Pouvoir :

Monsieur Nicolas ROULY à Monsieur Bastien CORITON.

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU - représentée, Louisa COUPPEY, Virginie LUCOT-AVRIL, Christine MOREL, Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK – représentée.

MM. Gérard COLIN – représenté, Guillaume COUTEY – représenté, Nicolas ROULY, Florent SAINT-MARTIN, le Lieutenant-Colonel Chris CHISLARD, le Lieutenant-Colonel Hervé TESNIERE, le Commandant Julien HURE – représenté, le Capitaine Nicolas VACLE, l'Adjudant-Chef Philippe SEVESTRE – représenté, Monsieur Patrick D'ANGELO, payeur départemental par intérim.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
Ressources et moyens	Préserver, optimiser et adapter la RH	

*

* *

Vu :

- le code général des collectivités territoriales,
- le code général de la Fonction publique,
- la loi n° 2021-1520 du 25 novembre 2021 visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels,
- le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifié portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,
- la délibération du Conseil d'administration n°DCA-2019-016 du 04 avril 2019 portant modifications de l'organigramme du Sdis 76,
- la délibération du Bureau du conseil d'administration n°BCA-2021-087 du 02 décembre 2021 portant modification du tableau des emplois budgétaires,
- la délibération du Conseil d'administration n°DCA-2022-002 du 24 février 2022 portant modification du tableau des emplois budgétaires,
- la délibération du Conseil d'administration n°DCA-2022-020 du 31 mars 2022 portant modification du tableau des emplois budgétaires,
- la délibération du Conseil d'administration n°DCA-2022-027 du 02 juin 2022 portant ajustements de la structure du Sdis 76,
- la délibération du Conseil d'administration n°DCA-2023-023 du 09 mars 2023 portant ajustements des organigrammes du Sdis 76.

*

* *

I. Création de nouvelles sous-directions

L'équipe de direction (EDIR) est actuellement constituée du Directeur départemental, du Directeur départemental adjoint et des sous-directeurs Santé et bien-être (SBE), Anticipation et action (AA) et Stratégie et cohérence territoriale (SCT). Dans une démarche d'amélioration continue, plusieurs adaptations vous sont proposées pour disposer d'un EDIR plus efficient, notamment la création de nouvelles sous-directions. Ces créations s'effectuent à effectif constant. Enfin, dans un objectif de continuité de service, le Directeur proposera au Président la désignation d'un adjoint pour chacune des sous-directions.

• La sous-direction Territoires et compétences humaines

Aujourd'hui, les Centres d'incendie et de secours (Cis) sont confrontés à des problématiques dans le domaine des ressources humaines et expriment des besoins de management et de formation.

Cette nouvelle sous-direction composée du groupement Formation et activités physiques, du groupement Ressources humaines et des groupements territoriaux apportera une meilleure réactivité aux centres de secours pour leurs besoins en ressources humaines, management et formation.

La direction sera assurée par l'actuel chef de la sous-direction Stratégie et cohérence territoriale.

- **La sous-direction Patrimoine et finances**

Les groupements Immobilier et Finances se regroupent au sein d'une nouvelle sous-direction Patrimoine et finances.

Celle-ci répond à un objectif d'optimisation des interactions immobilières et budgétaires à destination du patrimoine immobilier de l'établissement. La direction sera assurée par la cheffe du groupement Finances.

La réorganisation du groupement Finances fera l'objet d'un développement spécifique.

- **Les groupements rattachés au Directeur départemental**

Les groupements Pilotage, évaluation, prospective et systèmes d'informations (PEPSI), Administration générale et affaires juridiques (AGAJ) et de l'Engagement volontaire et citoyen, de la valorisation et de la communication (GEVCOM) sont rattachés directement au Directeur départemental. Le chef de groupement GEVCOM assurera les fonctions de Chef de cabinet du fait des matières traitées, notamment du dialogue social.

Le groupement Technique et logistique (GTL) mène actuellement une réflexion sur une nouvelle organisation qui préfigure une sous-direction Technique et Logistique comme détaillé dans l'information dédiée.

II. Ajustements de l'organigramme du groupement Prévision et aménagement du territoire

La fonction prévision a toujours été présente au sein du Sdis 76 concentrée, déconcentrée en direction et en territoires. D'abord rattachée à la thématique opérationnelle, la refonte de l'organigramme en 2018 a donné des moyens propres à la prévision. Plusieurs années de fonctionnement et de nombreux sujets de portée départementale traités par le groupement permettent de faire un premier bilan de l'organisation mise en place et de proposer des pistes d'évolutions.

L'organisation actuelle repose sur deux axes, la prévision industrielle et la prévision/planification :

- la prévision industrielle, centralisée, permet de donner aux interlocuteurs institutionnels et industriels une réponse homogène et constante,
- la prévision/planification, pour sa part, est organisée par territoire avec un service central assurant le suivi des dossiers à portée départementale.

Lors des années précédentes, cette organisation a permis la montée en puissance de cette thématique, la mise en place du règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie et l'appui aux collectivités locales pour réaliser des schémas communaux de la défense extérieure contre l'incendie. Les territoires couverts par le Sdis étant différents, la réponse du service aux administrés et aux collectivités doit tenir compte des spécificités locales tout en conservant une cohérence globale. Ainsi, ces 5 dernières années, le service prévision/planification de la direction a naturellement pris le rôle de modérateur des services territoriaux du fait notamment de sa position centrale.

Un deuxième volet nécessite une évolution. Depuis sa création, le groupement est le support de la thématique CNPE et du suivi des officiers de sapeurs-pompiers mis à disposition des deux centrales.

Lors d'un précédent Conseil d'administration, le chantier du futur EPR, ainsi que les liens renouvelés et augmentés avec EDF, ont conduit à la création d'un poste d'officier coordinateur des officiers de sapeurs-pompiers, responsable par ailleurs de la doctrine risques radiologiques.

Par conséquent, le groupement Prévision et aménagement du territoire souhaite procéder à des ajustements de son organigramme afin de faire apparaître la réalité du fonctionnement actuel :

- 1- le service prévision/planification de la direction sera positionné en coordinateur, animateur des services territoriaux. La plage de grades du chef de service est étendue au grade de commandant.
- 2- un service coordination de la réponse nucléaire dédié aux risques radiologiques et plus spécifiquement en lien avec les CNPE sera créé avec en chef de file l'officier coordinateur qui supervise les officiers de sapeurs-pompiers.

Les schémas ci-dessous montrent l'organisation actuelle et la proposition d'évolution.

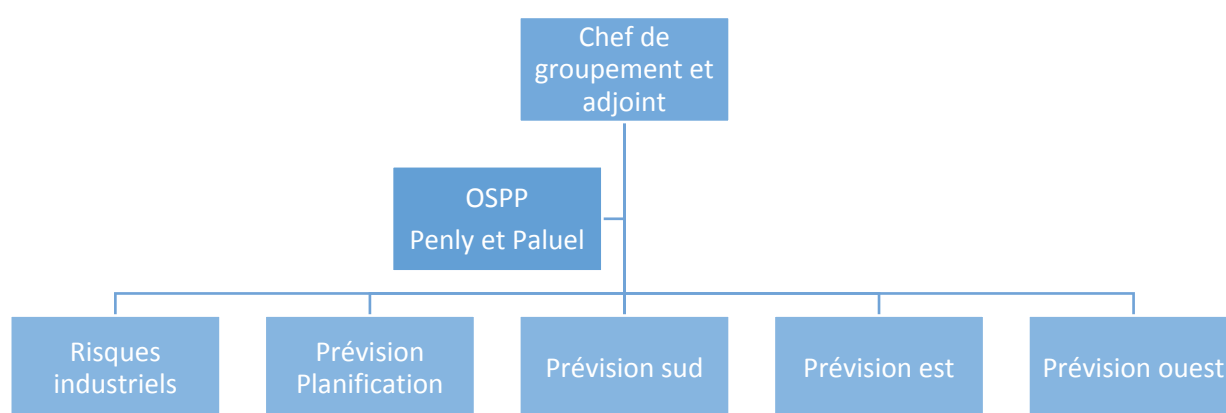


Figure 1 Organisation actuelle

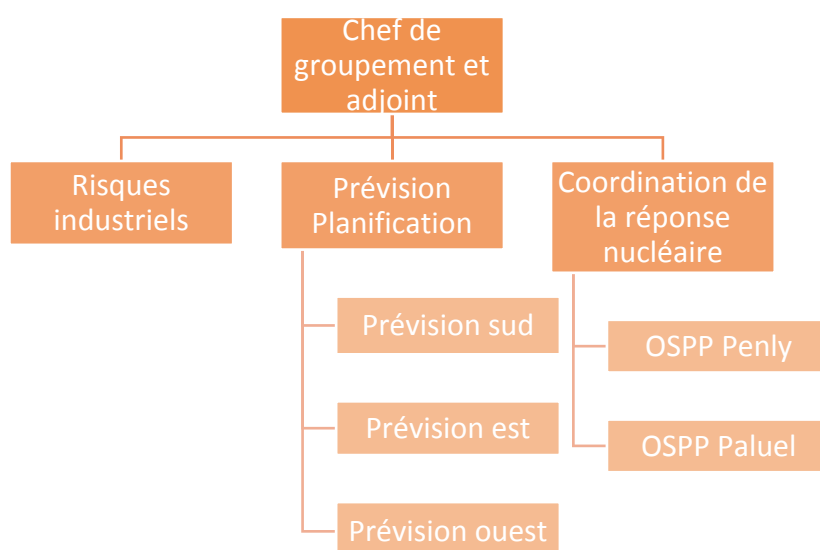


Figure 2 Proposition d'évolutions

III. Ajustements de l'organigramme du groupement Finances et commande publique

Le service des Affaires budgétaires et financières (SABF) a déjà fait l'objet d'une réorganisation en 2018. Néanmoins, il nécessite aujourd'hui une révision de son fonctionnement afin de :

- mettre en place une organisation efficiente et équilibrée au niveau charge de travail et réactivité,
- apporter de la diversité dans les missions exercées,
- accompagner la montée en compétences des agents,
- favoriser la prise d'autonomie,
- redonner du sens au travail de chacun,
- améliorer la qualité du service rendu à destination des autres groupements.

Suite à l'approbation de la lettre de cadrage proposée et du rétroplanning en juillet 2023, un travail en mode participatif, afin d'associer un maximum d'agents du service et de les faire adhérer à la nouvelle organisation, a été organisé.

Une réunion en format CODEV avec les autres chefs de groupement a également été réalisée en octobre 2023.

Le groupe de travail a œuvré en 5 temps :

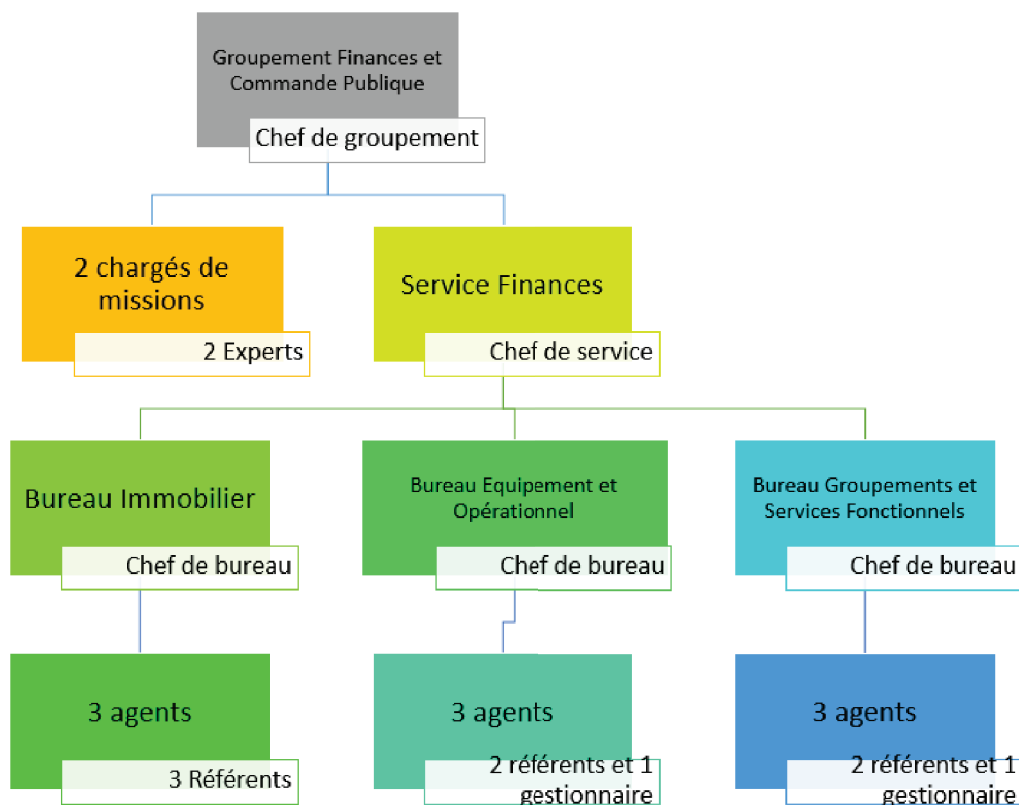
- Temps 1 : Examen des missions et de l'organisation avec 2 réunions,
- Temps 2 : Identification des points d'amélioration et proposition de solutions,
- Temps 3 : Proposition des scénarii d'organisation.

Les propositions émises par ce groupe de travail ont été validées par un premier COPIL du 17 novembre 2023 comprenant l'équipe de Direction (directeurs et sous-directeurs) et un représentant du groupement des Ressources humaines. Une fois le scénario retenu validé par celui-ci, le groupe de travail a rédigé les fiches de postes associées à ce nouvel organigramme en se réunissant à 2 occasions. Le COPIL du 20 décembre 2023 a approuvé l'organigramme nominatif produit ainsi que les fiches de poste associées. Le travail de l'impact sur les locaux a enfin été mené le 19 janvier 2024.

Par conséquent, le groupement Finances, nouvellement appelé groupement Finances et commande publique souhaite procéder à des ajustements de son organigramme :

- en modifiant le nom du service « Affaires budgétaires et financières » en service « Finances »,
- en supprimant le poste budgétaire de l'adjoint au chef de groupement et en créant un poste d'expert. La fonction d'adjoint au chef de groupement pourra être pourvue par l'un des chefs de service,
- en supprimant un poste d'administrateur bases de données et en créant un poste d'expert,
- en supprimant un poste d'adjoint au chef de service et en créant un poste de chef de service,
- en supprimant un poste d'adjoint au chef de service et en créant un poste de chef de bureau,
- en supprimant un poste de chargé de l'inventaire comptable et en créant un poste de chef de bureau,
- en supprimant un poste de référent et en créant un poste de chef de bureau,
- en supprimant 6 postes de gestionnaires et en créant 6 postes de référents,
- en gelant le poste d'assistant au départ en retraite d'un agent.

Les chefs de bureau bénéficieront d'un régime indemnitaire correspondant à un « chargé de ».



Les nouveaux organigrammes et les nouvelles sous-directions seront mis en place au 1^{er} avril 2024.

*
* *

Lors de sa séance du 14 mars 2024, les membres du Comité social territorial ont émis les avis suivants :

- *le collège des représentants de l'administration émet un avis favorable à l'unanimité,*
- *le collège des représentants du personnel émet un avis favorable à l'unanimité.*

*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20240321-DCA-2024-007-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/03/2024

Affichage : 28/03/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Président du Conseil d'administration,

Signé électroniquement, le 28/03/2024
Andre GAUTIER, Président CASDIS

André GAUTIER

- Membres théoriques :
20
- Membres en exercice :
20
- Membres présents :
15
 - Pouvoir :
1
 - Votants :
16

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

REGIME INDEMNITAIRE DES SAPEURS-POMPIERS PROFESSIONNELS

Le 21 mars 2024, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 05 mars 2024, s'est réuni à la Direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (11 membres) avec 15 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Pierrette CANU, Claire GUEROULT, Dominique TESSIER.

MM. Nicolas BERTRAND, Olivier BUREAUX, Bastien CORITON, Julien DEMAZURE, Dominique METOT, Didier TERRIER, Jean-Pierre THEVENOT.

Suppléants

Mmes Anne-Sophie CLABAUT, Patricia RENOU.

MM. Pierre AUBRY, Jean-Michel MAUGER.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Stéphane GOUZEC, le Colonel Thierry SENEZ, le Lieutenant-Colonel Hervé COLIBERT, le Lieutenant Jérôme ANQUETIL, l'Adjudant-Chef Bertrand BOCLET, Monsieur Thierry LEMARIE.

III. Membre de droit :

M. Clément VIVES, Directeur de Cabinet, représentant Monsieur le Préfet.

IV. Pouvoir :

Monsieur Nicolas ROULY à Monsieur Bastien CORITON.

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU - représentée, Louisa COUPPEY, Virginie LUCOT-AVRIL, Christine MOREL, Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK – représentée.

MM. Gérard COLIN – représenté, Guillaume COUTEY – représenté, Nicolas ROULY, Florent SAINT-MARTIN, le Lieutenant-Colonel Chris CHISLARD, le Lieutenant-Colonel Hervé TESNIERE, le Commandant Julien HURE – représenté, le Capitaine Nicolas VACLE, l'Adjudant-Chef Philippe SEVESTRE – représenté, Monsieur Patrick D'ANGELO, payeur départemental par intérim.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
Ressources et moyens	Préserver, optimiser et adapter la RH	Permettre l'épanouissement personnel

Vu :

- le code général des collectivités territoriales,
- le code général de la fonction publique,
- le décret n° 90-850 du 25 septembre 1990 modifié, portant dispositions communes à l'ensemble des sapeurs-pompiers professionnels,
- le décret n°2002-63 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des services déconcentrés,
- le décret n°2022-557 du 14 avril 2022 modifiant diverses dispositions relatives aux sapeurs-pompiers,
- le décret n° 2023-543 du 30 juin 2023 modifiant diverses dispositions relatives aux sapeurs-pompiers professionnels,
- la délibération n°2016-BCA-28 du 30 mars 2016 relative au régime indemnitaire des sapeurs-pompiers professionnels.
- la délibération n°DCA-2020-012 du 21 octobre 2020 relative au régime indemnitaire des sapeurs-pompiers professionnels,
- la délibération n°DCA-2023-059 du 16 novembre 2023 portant régime indemnitaire des sapeurs-pompiers professionnels.

*

* *

Les évolutions réglementaires et les évolutions liées au temps de travail des sapeurs-pompiers professionnels amènent à réviser le régime indemnitaire des sapeurs-pompiers professionnels pour une mise en œuvre à compter du 1^{er} avril 2024.

1- L'indemnité de responsabilité

L'indemnité de responsabilité est variable en fonction du grade et de l'emploi occupé. Son calcul s'effectue en pourcentage du traitement indiciaire brut moyen du grade concerné. Les responsabilités particulières ouvrant droit à l'indemnité ainsi que les taux applicables à chaque grade sont fixés par référence au tableau 1 figurant en annexe du décret n°90 -850 modifié du 25 septembre 1990.

Le décret n°2022-557 du 14 avril 2022 modifiant diverses dispositions relatives aux sapeurs-pompiers a modifié le décret n°90-850 du 25 septembre 1990 portant dispositions communes à l'ensemble des sapeurs-pompiers professionnels en créant de nouvelles catégories de correspondance grades /fonctions.

Il est proposé la mise en place des fonctions de sous-officier expert. Ces fonctions concernent des sapeurs-pompiers professionnels exerçant dans les services, groupements et sous-directions.

Le taux de l'indemnité de responsabilité correspond à celui d'un adjoint au chef de salle (14,5%) pour un sous-officier.

Au sein du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76), les emplois de « chargé de » au sein du groupement Prévision et aménagement du territoire ainsi que formateur permanent COEPT à temps complet ou à temps partagé sont reconnues en qualité de sous-officier expert en raison de la réalisation à titre principal des missions.

En ce qui concerne les fonctions d'officiers experts, la délibération n°2016-BCA-28 du 30 mars 2016 relative au régime indemnitaire des sapeurs-pompiers professionnels du 30 mars 2016 prévoyait 3 ans d'activité dans la fonction pour bénéficier du régime indemnitaire. Dorénavant, le taux de responsabilité d'officier expert est reconnu dès la prise de poste sur les fonctions suivantes : préventionniste PRV 2, prévisionniste, officier superviseur et officier chargé de l'événementiel et des relations presse.

Les tableaux en annexe 1 de la présente délibération définissent les taux de responsabilité applicables au sein du Sdis 76.

Le versement de l'indemnité de responsabilité peut intervenir dès la prise de fonction dans le cadre d'un emploi fonctionnel et validation de la formation ou inscription sur une liste opérationnelle pour un emploi opérationnel.

2- Les indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires

Le décret n° 2002-63 du 14 janvier 2002 est relatif à l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (IFTS) des services déconcentrés.

Ces indemnités concernent les sapeurs-pompiers professionnels en vertu du décret n°90-850 du 25 septembre 1990 modifié.

Le montant moyen annuel est établi par arrêté selon trois catégories d'agents.

Le montant des attributions individuelles ne peut excéder huit fois le taux moyen.

L'application des nouvelles règles sur le temps de travail des officiers de sapeurs-pompiers professionnels en SHR nécessitent de modifier les taux d'IFTS prévus dans la délibération n°2016-BCA-28 du 30 mars 2016 relative au régime indemnitaire des sapeurs-pompiers professionnels.

Le montant individuel varie suivant les responsabilités exercées et l'importance des sujétions auxquelles les bénéficiaires ont à faire face dans l'exercice effectif de leurs missions et le supplément de travail fourni.

Le président arrête les niveaux attribuables pour chaque fonction ainsi que l'attribution individuelle retenue dans ce cadre pour chaque agent (annexe 2).

Les officiers en SHR, qui effectuent des gardes de 24 heures en qualité de chef de groupe, perçoivent un point d'IFTS mensuel supplémentaire au titre des sujétions liées au travail de nuit, week-end et jours fériés. Les personnels SHR réalisant actuellement des gardes de 12 heures sur le secteur de Dieppe conservent à titre personnel le point d'IFTS mensuel actuel.

Le versement de l'IFTS est :

- compatible avec un logement par convention d'occupation précaire,
- incompatible avec un logement par nécessité absolue de service.

3- L'indemnité de mobilisation opérationnelle

Dans la perspective d'événements hors normes, il apparaît nécessaire d'agir plus efficacement sur les dispositifs d'indemnisation afin de pouvoir disposer d'effectifs suffisants lors de ces mobilisations exceptionnelles.

En effet, en cas de mobilisation hors département de sapeurs-pompiers répondant à un ordre de mobilisation de l'Etat, les renforts engagés sont directement indemnisés par leurs Sdis respectifs, avant que les services de l'Etat ne remboursent les dépenses engagées.

Afin de conforter et sécuriser le régime indemnitaire des sapeurs-pompiers mobilisés, l'Etat a souhaité uniformiser au niveau national les modalités d'indemnisation mises en œuvre par chaque Sdis.

C'est ainsi que le décret n°2023-543 du 30 juin 2023 modifie le décret n°90-850 du 25 septembre 1990 modifié consacrant les primes et indemnités susceptibles de leur être versées par la création d'une Indemnité de Mobilisation Opérationnelle (IMO).

Concrètement il s'agit d'un double dispositif qu'il est proposé de mettre en place au sein du Sdis 76 :

- en application de l'article 6-8 du décret susvisé, il est créé une indemnité de mobilisation opérationnelle qui est versée aux SPP en cas de dépassement des bornes horaires de leur cycle de travail. Ce dispositif répond aux ordres de mobilisation de l'Etat en cas de renforts.

Son plafond journalier maximal est fixé à 16 heures (conformément à l'arrêté du 30 juin 2023 fixant le montant des IMO versés aux SPP).

- en application de l'article 6-9 du décret susvisé, une indemnité de mobilisation opérationnelle dans la lutte préventive et la protection de la forêt contre l'incendie est mise en place. Elle est versée à cette fin aux sapeurs-pompiers professionnels mobilisés préventivement par leur service d'incendie et de secours. Le plafond journalier maximal est fixé à 10 heures.

Un arrêté du 30 juin 2023 fixe les plafonds de l'IMO susceptibles d'être versés aux SPP par grade. Il appartient à l'autorité territoriale de définir les montants applicables dans la limite prévue à cet arrêté.

Il est proposé de fixer ces montants au taux horaire brut maximum fixé par l'arrêté du 30 juin 2023 au sein du Sdis 76.

L'instauration de cette indemnité ne vient pas modifier les règles relatives au temps de travail des sapeurs-pompiers professionnels. Ainsi, l'engagement des SPP permet le versement de l'IMO dès le dépassement des bornes horaires définies par leur cycle de travail et dans les limites du décompte semestriel du temps de travail (soit 1128 heures de présence) hors mise en œuvre, le cas échéant, des mesures dérogatoires aux règles du temps de travail pour circonstances exceptionnelles après information des représentants au Comité social territorial (prévus au b du II de l'article 3 du décret n°2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat et dans la magistrature).

Enfin, les heures ainsi indemnisées ne font pas l'objet d'une compensation horaire.

*

* *

Cette délibération abroge les dispositions relatives à l'indemnité de responsabilité et aux IFTS de la délibération n°2016-BCA-28 du 30 mars 2016 relative au régime indemnitaire des sapeurs-pompiers professionnels ainsi que celles relatives aux IFTS des délibérations n° DCA-2020-012 du 21 octobre 2020 relative au régime indemnitaire des sapeurs-pompiers professionnels et n°DCA-2023-059 du 16 novembre 2023 portant régime indemnitaire des sapeurs-pompiers professionnels.

*
* *

Lors de sa séance du 14 mars 2024, les membres du Comité social territorial ont émis les avis suivants :

- *le collège des représentants de l'administration émet un avis favorable à l'unanimité,*
- *le collège des représentants du personnel émet un avis favorable à l'unanimité.*

*
* *

Sur le rapport remis sur table et après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20240321-DCA-2024-008-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/03/2024

Affichage : 28/03/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Président du Conseil d'administration,

Signé électroniquement, le 28/03/2024

Andre GAUTIER, Président CASDIS

André GAUTIER

emplois fonctionnels	emplois opérationnels	colonel / colonel hors classe / contrôleur général	lieutenant-colonel	commandant	capitaine
		IR	IR	IR	IR
directeur départemental	chef de site	34			
directeur départemental adjoint		33			
chef de groupement territorial	chef de site	32	33	35	
chef de groupement fonctionnel		32	33	35	
adjoint chef de groupement territorial	chef de site ou chef de colonne			33	23
adjoint chef de groupement				33	23
chef de centre> à 100 SPP	chef de site ou chef de colonne ou chef de groupe		30	30	
chef de centre> à 50 et <= 100 SPP				30	23
chef de centre> à 10 et <= 50 SPP	chef de colonne ou chef de groupe				23
chef de service Officier coordinateur CNPE	chef de site ou chef de colonne ou chef de groupe		30	30	23
adjoint au chef de service / Mise à disposition CNPE	chef de site ou chef de colonne ou chef de groupe			22	21
adjoint au chef de centre	chef de site ou chef de colonne ou chef de groupe			18	21
officier expert	chef de colonne ou chef de groupe				21
chef de bureau en CIS	chef de colonne ou chef de groupe				17
cadre	chef de colonne ou chef de groupe	15	15	15	15
cadre	chef de groupe ou sans emploi opérationnel				13
chargé de mission			variable en fonction du profil et de la nature de la mission		

Indemnités de responsabilité SSSM

emplois fonctionnels	Médecin et pharmacien de classe exceptionnelle	Médecin et pharmacien hors classe	Médecin et pharmacien de classe normale
	Indemnité de responsabilité		
médecin-chef	34	34	
Médecin-chef adjoint	33	33	33
pharmacien-chef	34	34	
pharmacien gérant PUI	34	34	34
chef de groupement	31	31	31
médecin référent et chef de service	31	31	31
cadre	24	24	24

emplois fonctionnels	cadre supérieur de santé / cadre de santé	infirmier et infirmier hors classe
	Indemnité de responsabilité	
infirmier-chef - chef de groupement	31	
infirmier de chefferie - adjoint chef de groupement	28	22
infirmier de groupement - chef de service	24	20
cadre	16	16

emplois fonctionnels	emplois opérationnels	lieutenant hors classe	lieutenant 1ère classe	lieutenant 2ème classe
		IR	IR	IR
chef de service	chef de groupe ou sans emploi opérationnel	22	22	
chef de centre > à 10 et <= 50 SPP	chef de groupe ou sans emploi opérationnel	22	22	
chef de centre <= 10 SPP	chef de groupe ou sans emploi opérationnel	22	22	22
adjoint au chef de service / Mise à disposition CNPE	chef de groupe ou sans emploi opérationnel	20	20	20
officier expert (préventionniste PRV2, prévisionniste ,officier superviseur, officier chargé de l'événementiel et des relations presse)				
adjoint au chef de centre	chef de groupe ou sans emploi opérationnel	20	20	20
chef de groupe		19	19	19
chef de bureau fonctionnel ou en CIS	sans emploi opérationnel	16	16	
officier de garde	chef de groupe	19	19	19
officier de garde / préventionniste PRV 1	chef d'agrès tout engin	16	16	16
cadre	sans emploi opérationnel	13	13	13
chargé de mission	chef de groupe	variable en fonction du profil et de la nature de la mission		

GRADE	RESPONSABILITÉ	TAUX INDEMNITÉ RESPONSABILITÉ
sapeur	équipier	6
	opérateur de salle opérationnelle	7,5
caporal et caporal-chef	équipier	6
	opérateur de salle opérationnelle	7,5
	Chef d'équipe	8,5
	chef opérateur de salle opérationnelle	10
sergent	chef d'équipe	8,5
	chef opérateur de salle opérationnelle	10
	chef d'agrès une équipe préventionniste PRV 1	13
	adjoint au chef de salle préventionniste PRV 2 sous-officier expert*	14,5
adjudant	chef d'agrès une équipe	12
	chef d'agrès tout engin	13
	adjoint au chef de salle préventionniste PRV 1 sous -officier expert*	14,5
	sous-officier de garde préventionniste PRV 2	16

* : "chargé de" au groupement Prévision et aménagement du territoire, formateur permanent COEPT à temps complet ou à temps partagé

FONCTION	IFTS FONCTION MENSUEL
directeur départemental	8
directeur départemental adjoint	7,5
chef de groupement territorial	8
chef de groupement fonctionnel	7
adjoint chef de groupement territorial	7,5
adjoint chef de groupement fonctionnel	6,5
chef de centre	7
adjoint au chef de centre	6,5
chef de service Officier coordinateur CNPE	6
adjoint au chef de service Mise à disposition CNPE	5,5
officier expert	5
officiers superviseurs CODIS	6
chef de bureau en CIS	5,5
chef de bureau fonctionnel	4,5
officier de garde	4
officier de garde non chef de groupe	3
cadre	4
chargé de mission	variable en fonction du profil et de la nature de la mission

- Membres théoriques :
20
- Membres en exercice :
20
- Membres présents :
15
 - Pouvoir :
1
 - Votants :
16

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**BUDGET PRINCIPAL
REPRISE ANTICIPEE DES RESULTATS DE L'EXERCICE 2023**

Le 21 mars 2024, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 05 mars 2024, s'est réuni à la Direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (11 membres) avec 15 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Pierrette CANU, Claire GUEROULT, Dominique TESSIER.

MM. Nicolas BERTRAND, Olivier BUREAUX, Bastien CORITON, Julien DEMAZURE, Dominique METOT, Didier TERRIER, Jean-Pierre THEVENOT.

Suppléants

Mmes Anne-Sophie CLABAUT, Patricia RENOU.

MM. Pierre AUBRY, Jean-Michel MAUGER.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Stéphane GOUZEC, le Colonel Thierry SENEZ, le Lieutenant-Colonel Hervé COLIBERT, le Lieutenant Jérôme ANQUETIL, l'Adjudant-Chef Bertrand BOCLET, Monsieur Thierry LEMARIE.

III. Membre de droit :

M. Clément VIVES, Directeur de Cabinet, représentant Monsieur le Préfet.

IV. Pouvoir :

Monsieur Nicolas ROULY à Monsieur Bastien CORITON.

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU - représentée, Louisa COUPPEY, Virginie LUCOT-AVRIL, Christine MOREL, Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK – représentée.

MM. Gérard COLIN – représenté, Guillaume COUTEY – représenté, Nicolas ROULY, Florent SAINT-MARTIN, le Lieutenant-Colonel Chris CHISLARD, le Lieutenant-Colonel Hervé TESNIERE, le Commandant Julien HURE – représenté, le Capitaine Nicolas VACLE, l'Adjudant-Chef Philippe SEVESTRE – représenté, Monsieur Patrick D'ANGELO, payeur départemental par intérim.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
<i>Toutes</i>	<i>Tous</i>	<i>Tous</i>

*
* *

Vu :

- le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L3312-1 et L1424-29,
- l'instruction budgétaire et comptable M57,
- la délibération n°DCA-2023-065 portant sur l'approbation d'un règlement budgétaire et financier dans le cadre du passage à la nomenclature M57,
- la délibération n° DCA-2024-002 et le débat qui s'est déroulé le 25 janvier 2024 suite à la présentation des orientations budgétaires pour 2024.

*
* *

L'article L.2311-5 du code général des collectivités territoriales (CGCT) permet de reporter au budget de manière anticipée (sans attendre le vote du compte administratif et dans leur intégralité) les résultats de l'exercice antérieur.

Ces résultats doivent être justifiés par :

- une fiche de calcul prévisionnel établie par l'ordonnateur et attestée par le comptable,
- les états des restes à réaliser au 31 décembre 2023 (établis par l'ordonnateur), le cas échéant,
- le compte de gestion s'il a pu être établi, ou une balance et un tableau des résultats de l'exécution du budget (produits et visés par le comptable).

Le résultat de clôture prévisionnel du budget principal du Sdis 76 pour 2023 s'établit ainsi qu'il suit :

	Réalizations	Reste à réaliser	Total
<u>Fonctionnement</u>			
Recettes	95 974 232,94 €		95 974 232,94 €
Dépenses	99 451 700,57 €		99 451 700,57 €
Résultat de l'exercice (A)	-3 477 467,63 €		-3 477 467,63 €
Résultat 2022 reporté (B)	19 290 232,16 €		19 290 232,16 €
Résultat 2023 fonct. (C)	15 812 764,53 €		15 812 764,53 €
<u>Investissement</u>			
Recettes	15 208 859,03 €	2 103 144,24 €	17 312 003,27 €
Dépenses	19 012 769,62 €	8 350 505,15 €	27 363 274,77 €
Résultat de l'exercice	-3 803 910,59 €	-6 247 360,91 €	-10 051 271,50 €
Résultat 2022 reporté	15 265 803,82 €		15 265 803,82 €
Résultat 2023 Inv. (D)	11 461 893,23 €	(E) -6 247 360,91 €	(F) 5 214 532,32 €
Résultat final global	27 274 657,76 €	-6 247 360,91 €	21 027 296,85 €

La section d'investissement présente un excédent de financement de 5 214 532,32 € après prise en compte du solde des restes à réaliser d'investissement (soit 6 247 360,91 €).

Il n'y a donc pas de réserve obligatoire à constituer au compte 1068 et le résultat à reprendre en section d'investissement du budget 2024, au compte de recettes 001, s'établit à 11 461 893,23 €.

Le solde de la section de fonctionnement de l'exercice 2023 présente un résultat excédentaire d'un montant de 15 812 764,53 €. En l'absence de réserve complémentaire à constituer, ce résultat de

fonctionnement peut être intégralement reporté sur l'exercice 2024, au compte de recettes 002.

L'ensemble de ces montants sera inscrit dans le budget primitif, ainsi que le détail des restes à réaliser.

La délibération d'affectation définitive du résultat interviendra après le vote du compte administratif.

Si le compte administratif fait apparaître une différence avec les montants reportés par anticipation, l'assemblée délibérante devra procéder à leur régularisation et à la reprise du résultat dans la plus proche décision budgétaire suivant le vote du compte administratif et, en tout état de cause, avant la fin de l'exercice 2024.

*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20240321-DCA-2024-009-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/03/2024

Affichage : 28/03/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Président du Conseil d'administration,

Signé électroniquement, le 28/03/2024
Andre GAUTIER, Président CASDIS

André GAUTIER

BUDGET PRINCIPAL

REPRISE DES RESULTATS DE L'EXERCICE 2023

COMpte ADMINISTRATIF N-1 Voté le2024		REPRISE ANTICIPEE (si le compte administratif n'est pas voté)	
Résultat de fonctionnement N-1		Résultat de fonctionnement N-1	
A - Résultat de l'exercice		A - Résultat de l'exercice	-3 477 467,63 €
précédé du signe		précédé du signe	
(excédent) + ou - (déficit)		(excédent) + ou - (déficit)	
B - Résultats antérieurs reportés		B - Résultats antérieurs reportés	
ligne 002 du compte administratif N-1		ligne 002 du compte administratif N-1	19 290 232,16 €
précédé du signe		précédé du signe	
(excédent) + / ou - (déficit)		(excédent) + ou - (déficit)	
C - Résultat à affecter		C - Résultat à affecter	
= A + B (hors restes à réaliser)		= A + B (hors restes à réaliser)	15 812 764,53 €
(si C est négatif, report du déficit ligne 002 ci-dessous)		(si C est négatif, report du déficit ligne 002 ci-dessous)	
Investissement		Investissement	
D - Solde d'exécution N-1		D - Solde d'exécution N-1 estimé	
précédé du signe		précédé du signe	
(excédent) + ou - (déficit)		(excédent) + ou - (déficit)	
D 001 (besoin de financement)		D 001 (besoin de financement)	
R 001 (excédent de financement)		R 001 (excédent de financement)	11 461 893,23 €
E - Solde des restes à réaliser d'investissement N-1		E - Solde des restes à réaliser d'investissement N-1	
Besoin de financement		Besoin de financement	-6 247 360,91 €
Excédent de financement		Excédent de financement	
F - Besoin de financement = D + E		F - Besoin de financement = D + E	5 214 532,32 €
AFFECTATION = C - G + H		REPRISE ANTICIPEE = C - G + H	
1) Affectation en réserves R 1068 en investissement		1) Prévision d'affectation en réserves R 1068 en investissement	
G = au minimum, couverture du besoin de financement (F)		G = au minimum, couverture du besoin de financement (F)	
2) H = report en fonctionnement R 002		2) H = report en fonctionnement R 002 (si C, F, H = C - G)	15 812 764,53 €
DEFICIT REPORTE D 002		DEFICIT REPORTE D 002	

Yvetot, le 7 Mars 2024

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur départemental,

Colonel Hors Classe Stéphane GOUZEC

Le Payeur Départemental,

M/ **Frédéric HAMEL**
Inspecteur des Finances Publiques
Monsieur Patrick D'ANGELO

- Membres théoriques :
20
- Membres en exercice :
20
- Membres présents :
15
 - Pouvoir :
1
 - Votants :
16

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**BUDGET ANNEXE RESTAURATION
REPRISE ANTICIPEE DES RESULTATS DE L'EXERCICE 2023**

Le 21 mars 2024, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 05 mars 2024, s'est réuni à la Direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (11 membres) avec 15 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Pierrette CANU, Claire GUEROULT, Dominique TESSIER.

MM. Nicolas BERTRAND, Olivier BUREAUX, Bastien CORITON, Julien DEMAZURE, Dominique METOT, Didier TERRIER, Jean-Pierre THEVENOT.

Suppléants

Mmes Anne-Sophie CLABAUT, Patricia RENOU.

MM. Pierre AUBRY, Jean-Michel MAUGER.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Stéphane GOUZEC, le Colonel Thierry SENEZ, le Lieutenant-Colonel Hervé COLIBERT, le Lieutenant Jérôme ANQUETIL, l'Adjudant-Chef Bertrand BOCLET, Monsieur Thierry LEMARIE.

III. Membre de droit :

M. Clément VIVES, Directeur de Cabinet, représentant Monsieur le Préfet.

IV. Pouvoir :

Monsieur Nicolas ROULY à Monsieur Bastien CORITON.

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU - représentée, Louisa COUPPEY, Virginie LUCOT-AVRIL, Christine MOREL, Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK – représentée.

MM. Gérard COLIN – représenté, Guillaume COUTEY – représenté, Nicolas ROULY, Florent SAINT-MARTIN, le Lieutenant-Colonel Chris CHISLARD, le Lieutenant-Colonel Hervé TESNIERE, le Commandant Julien HURE – représenté, le Capitaine Nicolas VACLE, l'Adjudant-Chef Philippe SEVESTRE – représenté, Monsieur Patrick D'ANGELO, payeur départemental par intérim.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
<i>Toutes</i>	<i>Tous</i>	<i>Tous</i>

*
* *

Vu :

- le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L3312-1 et L1424-29,
- l'instruction budgétaire et comptable M57,
- la délibération n°DCA-2023-065 portant sur l'approbation d'un règlement budgétaire et financier dans le cadre du passage à la nomenclature M57,
- la délibération n° DCA-2024-002 et le débat qui s'est déroulé le 25 janvier 2024 suite à la présentation des orientations budgétaires pour 2024.

*
* *

L'article L.2311-5 du code général des collectivités territoriales (C.G.C.T) permet de reporter au budget de manière anticipée (sans attendre le vote du compte administratif et dans leur intégralité) les résultats de l'exercice antérieur.

Ces résultats doivent être justifiés par :

- une fiche de calcul prévisionnel établie par l'ordonnateur et attestée par le comptable,
- les états des restes à réaliser au 31 décembre 2023 (établis par l'ordonnateur), le cas échéant,
- le compte de gestion s'il a pu être établi, ou une balance et un tableau des résultats de l'exécution du budget (produits et visés par le comptable).

Le résultat de clôture prévisionnel du budget annexe du Sdis 76 pour 2023 s'établit ainsi qu'il suit :

	Réalizations	Reste à réaliser	Total
<u>Fonctionnement</u>			
Recettes	860 920,64 €	0,00 €	860 920,64 €
Dépenses	860 920,64 €	0,00 €	860 920,64 €
Résultat de l'exercice	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Résultat 2022 reporté	0,00 €		0,00 €
Résultat 2023 fonct.	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<u>Investissement</u>			
Recettes	12 270,78 €	0,00 €	12 270,78 €
Dépenses	9 879,08 €	0,00 €	9 879,08 €
Résultat de l'exercice	2 391,70 €	0,00 €	2 391,70 €
Résultat 2022 reporté	5 612,41 €		5 612,41 €
Résultat 2023 Inv.	8 004,11 €	0,00 €	8 004,11 €
Résultat final global	8 004,11 €	0,00 €	8 004,11 €

La section d'investissement présente un excédent de financement de 8 004,11 €. Il n'y a donc pas de réserve obligatoire à constituer au compte 1068.

Le solde de fonctionnement de l'exercice 2023 est égal à 0 € grâce à la subvention d'équilibre provenant du budget principal pour un montant de 512 275 €. Il n'y a pas de résultat de fonctionnement à reporter.

L'ensemble de ces montants sera inscrit dans le budget annexe.

La délibération d'affectation définitive du résultat interviendra après le vote du compte administratif.

Si le compte administratif fait apparaître une différence avec les montants reportés par anticipation, l'assemblée délibérante devra procéder à leur régularisation et à la reprise du résultat dans la plus proche décision budgétaire suivant le vote du compte administratif et, en tout état de cause, avant la fin de l'exercice 2024.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20240321-DCA-2024-010-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/03/2024

Affichage : 28/03/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Président du Conseil d'administration,

Signé électroniquement, le 28/03/2024
André GAUTIER, Président CASDIS

André GAUTIER

BUDGET ANNEXE RESTAURATION

REPRISE DES RESULTATS DE L'EXERCICE 2023

COMpte ADMINISTRATIF N-1 Voté le 14 Mars 2024		REPRISE ANTICIPEE (si le compte administratif n'est pas voté)	
Résultat de fonctionnement N-1		Résultat de fonctionnement N-1	
A - Résultat de l'exercice	0,00 €	A - Résultat de l'exercice	
précédé du signe (excédent) + ou - (déficit)		précédé du signe (excédent) + ou - (déficit)	
B - Résultats antérieurs reportés	0,00 €	B - Résultats antérieurs reportés	
ligne 002 du compte administratif N-1 précédé du signe (excédent) + / ou - (déficit)		par délibération n° 2016-CA-08 sur l'affectation du résultats N-2 précédé du signe (excédent) + ou - (déficit)	
C - Résultat à affecter	0,00 €	C - Résultat à affecter	
= A+ B (hors restes à réaliser) (si C est négatif, report du déficit ligne 002 ci-dessous)		= A+ B (hors restes à réaliser) (si C est négatif, report du déficit ligne 002 ci-dessous)	
Investissement		Investissement	
D - Solde d'exécution N-1		D - Solde d'exécution N-1 estimé	
précédé du signe (excédent) + ou - (déficit)		précédé du signe (excédent) + ou - (déficit)	
D 001 (besoin de financement)		D 001 (besoin de financement)	
R 001 (excédent de financement)		R 001 (excédent de financement)	8 004,11 €
E - Solde des restes à réaliser d'investissement N-1		E - Solde des restes à réaliser d'investissement N-1	
Besoin de financement		Besoin de financement	
Excédent de financement		Excédent de financement	
F - Besoin de financement = D + E		F - Besoin de financement = D + E	
AFFECTATION = C = G + H	0,00 €	REPRISE ANTICIPEE = C = G + H	0,00 €
1) Affectation en réserves R 1068 en Investissement	0,00 €	1) Prévision d'affectation en réserves R 1068 en investissement.	0,00 €
G = au minimum, couverture du besoin de financement (F)		G = au minimum, couverture du besoin de financement (F)	
2) H = report en fonctionnement R 002	0,00 €	2) H = report en fonctionnement R 002 (si C, F, H = C - G)	0,00 €
DEFICIT REPORTE D 002		DEFICIT REPORTE D 002	

Yvetot, le

14 Mars 2024

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur départemental,

Colonel Hors Classe Stéphane GOUZEC

Le Payeur Départemental,

Frédéric HAMEL
Inspecteur des Finances Publiques
Monsieur Patrick D'ANGELO

- Membres théoriques :
20
- Membres en exercice :
20
- Membres présents :
15
 - Pouvoir :
1
 - Votants :
16

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

BUDGET PRIMITIF 2024 – BUDGET PRINCIPAL

Le 21 mars 2024, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 05 mars 2024, s'est réuni à la Direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (11 membres) avec 15 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Pierrette CANU, Claire GUEROULT, Dominique TESSIER.

MM. Nicolas BERTRAND, Olivier BUREAUX, Bastien CORITON, Julien DEMAZURE, Dominique METOT, Didier TERRIER, Jean-Pierre THEVENOT.

Suppléants

Mmes Anne-Sophie CLABAUT, Patricia RENOU.

MM. Pierre AUBRY, Jean-Michel MAUGER.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Stéphane GOUZEC, le Colonel Thierry SENEZ, le Lieutenant-Colonel Hervé COLIBERT, le Lieutenant Jérôme ANQUETIL, l'Adjudant-Chef Bertrand BOCLET, Monsieur Thierry LEMARIE.

III. Membre de droit :

M. Clément VIVES, Directeur de Cabinet, représentant Monsieur le Préfet.

IV. Pouvoir :

Monsieur Nicolas ROULY à Monsieur Bastien CORITON.

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU - représentée, Louisa COUPPEY, Virginie LUCOT-AVRIL, Christine MOREL, Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK – représentée.

MM. Gérard COLIN – représenté, Guillaume COUTEY – représenté, Nicolas ROULY, Florent SAINT-MARTIN, le Lieutenant-Colonel Chris CHISLARD, le Lieutenant-Colonel Hervé TESNIERE, le Commandant Julien HURE – représenté, le Capitaine Nicolas VACLE, l'Adjudant-Chef Philippe SEVESTRE – représenté, Monsieur Patrick D'ANGELO, payeur départemental par intérim.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
<i>Toutes</i>	<i>Tous</i>	<i>Tous</i>

*
* *

Vu :

- le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.3312-1 et L.1424-29,
- l'instruction budgétaire et comptable M57,
- la délibération n°DCA-2023-065 portant sur l'approbation d'un règlement budgétaire et financier dans le cadre du passage à la nomenclature M57,
- la délibération n° DCA-2024-002 et le débat qui s'est déroulé le 25 janvier 2024 suite à la présentation des orientations budgétaires pour 2024,
- la délibération n°DCA-2024-009 relative à la reprise anticipée du résultat de l'exercice 2023.

*
* *

Conformément aux dispositions du code général des collectivités territoriales, le Rapport d'Orientations Budgétaires (ROB) a été présenté au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de Seine-Maritime (Sdis 76) lors de sa séance du 25 janvier dernier.

Le projet de budget pour 2024 qui vous est aujourd'hui soumis s'inscrit dans la continuité des éléments présentés lors de cette séance.

Le budget proposé au titre de l'exercice 2024 intègre les résultats de l'exercice précédent.

Cette proposition s'équilibre, tous mouvements confondus, en dépenses et en recettes, pour un montant total de 159 021 695,00 € qui se répartit comme suit :

- en fonctionnement : 116 719 014,00 €,
- en investissement : 42 302 681,00 €.

Dépenses (en €)	Budget primitif 2023		Budget primitif 2024	
	Réelles	Ordre	Réelles	Ordre
Investissement	24 285 781,00 €	2 736 345,00 €	39 215 381,00 €	3 087 300,00 €
Fonctionnement	87 969 205,00 €	8 200 000,00 €	97 219 014,00 €	19 500 000,00 €
TOTAL	112 254 986,00 €	10 936 345,00 €	136 434 395,00 €	22 587 300,00 €
Recettes (en €)	Budget primitif 2023		Budget primitif 2024	
	Réelles	Ordre	Réelles	Ordre
Investissement	18 672 126,00 €	8 350 000,00 €	22 387 681,00 €	19 915 000,00 €
Fonctionnement	93 582 860,00 €	2 586 345,00 €	114 046 714,00 €	2 672 300,00 €
TOTAL	112 254 986,00 €	10 936 345,00 €	136 434 395,00 €	22 587 300,00 €

I – Section de fonctionnement

A – Les recettes de fonctionnement

Compte-tenu du niveau des dépenses attendues, le Service est contraint d'opérer une reprise anticipée des résultats permettant ainsi d'équilibrer la section de fonctionnement.

Les recettes de fonctionnements s'établissent donc comme suit :

Chapitre	Libellé	Budget primitif 2023	Budget primitif 2024
70	Produits des services	2 930 210,00 €	3 039 330,00 €
74	Contributions et participations	89 083 987,00 €	93 269 295,47 €
75	Autres produits de gestion courante	- €	259 580,00 €
013	Atténuation de charges	706 385,00 €	808 870,00 €
Total recettes / gestion des services		92 720 582,00 €	97 377 075,47 €
77	Produits exceptionnels	16 200,00 €	0,00 €
78	Reprise sur provisions	846 078,00 €	856 874,00 €
Total recettes réelles de fonctionnement		93 582 860,00 €	98 233 949,47 €
042	Opération d'ordre de transfert	2 586 345,00 €	2 672 300,00 €
Total des opérations d'ordre budgétaire		2 586 345,00 €	2 672 300,00 €
002	Solde d'exécution reporté	- €	15 812 764,53 €
Total général recettes de fonctionnement		96 169 205,00 €	116 719 014,00 €

- Les produits des services (chapitre 70)

Ce chapitre retrace principalement les interventions payantes dont les tarifs ont évolué en lien avec l'inflation retenue, les carences ambulancières ainsi que le remboursement des charges de personnels mis à disposition.

Les produits de service connaissent une évolution de près de 4 % notamment grâce aux recettes perçues dans le cadre de l'organisation du concours interne de sergent de sapeurs-pompiers professionnels.

- Les contributions et participations (chapitre 74)

Ce chapitre constitue plus de 95 % des recettes réelles de fonctionnement de l'établissement dont les contributions du Département et du bloc communal.

Ainsi, la contribution du Département est augmentée de +1 M € / an à laquelle il convient d'ajouter la participation liée à la surveillance des plages (150 K€).

Les contributions appelées auprès du bloc communal représentent la seconde source de financement de l'Etablissement. L'évolution des contributions est limitée à l'inflation constatée. Néanmoins, le Conseil d'administration, conscient des difficultés financières rencontrées par le bloc communal, a souhaité, pour la seconde année consécutive, minorer le poids de l'inflation à 3,5 % contre 4,9 %.

Parallèlement, les différentes collaborations avec nos partenaires institutionnels se poursuivent ; c'est le cas notamment de HAROPA port du Havre (894 K€) et de Rouen (391 K€).

Les prévisions intègrent également le remboursement de la masse salariale dans le cadre du partenariat avec EDF pour la Sécurité du site de la CNPE de Penly dite garde GOP (1,38 M€) ainsi que les officiers mis à disposition sur les sites de Paluel et Penly.

Une estimation du remboursement lié à l'exonération de la TICPE a également été inscrite.

- Les atténuations de charges (chapitre 013)

Les recettes fléchées sur ce chapitre traitent principalement de la part salariale des tickets restaurants ainsi que des redevances pour les charges de logement en convention d'occupation précaire ou nécessité absolue de service.

- Les reprises sur provisions (chapitre 78)

La provision constituée pour faire face aux dépenses relatives au protocole d'accord syndical conclu en juin 2019 est reprise chaque année sur la base des réalisations de l'année précédente (857 K€).

- Les écritures d'ordre (chapitre 042)

Les prévisions sont établies sur la base de l'amortissement des subventions reçues ainsi que la neutralisation des amortissements des biens immobiliers. Le Service inscrit également sur ce chapitre les écritures relatives aux travaux en régie réalisés par le personnel.

Ce même volume de crédits est également intégré en dépenses d'investissement.

- Le solde d'exécution reportée (chapitre 002)

Le Service opère une reprise anticipée des résultats, objet d'un rapport dédié.

Ainsi, sur la base du compte administratif et compte de gestion provisoires, le résultat d'exécution reporté s'établit à 15 812 764,53 € et contribue à l'équilibre de la section.

B – Les dépenses de fonctionnement

Au titre de l'exercice 2024, les dépenses de fonctionnement progressent de plus de 20 % et s'établissent à 116 719 014,00 €. Néanmoins, le budget primitif intègre les résultats par anticipation et permet d'ores et déjà d'inscrire un virement à la section d'investissement.

Ainsi retraité de ce dernier, les dépenses de fonctionnement progressent de 9,95 %.

Chapitre	Libellé	Budget primitif 2023	Budget primitif 2024
011	Charge à caractère général	13 127 235,00 €	14 726 625,00 €
012	Charges de personnel	72 620 582,00 €	80 514 728,00 €
65	Autres charges de gestion courante	1 326 706,00 €	1 550 661,00 €
Total dépenses de gestion des services		87 074 523,00 €	96 792 014,00 €
66	Charges financières	287 731,00 €	422 000,00 €
67	Charges exceptionnelles	8 000,00 €	5 000,00 €
68	Dotation aux provisions	- €	- €
022	Dépenses imprévues	598 951,00 €	- €
Total dépenses réelles de fonctionnement		87 969 205,00 €	97 219 014,00 €
023	Virement à la section d'invest.	- €	10 000 000,00 €
042	Opérations d'ordre entre sections	8 200 000,00 €	9 500 000,00 €
Total général dépenses de fonctionnement		96 169 205,00 €	116 719 014,00 €

Néanmoins, certains chapitres tels que les charges à caractère général, affichent des variations plus marquées.

- Les charges à caractère général (chapitre 011)

Depuis quelques exercices, ce chapitre est en progression notable. En 2024, il augmente à nouveau de près de 12 %.

Même si le Service a mis en œuvre à la fois une démarche de sobriété énergétique et des investissements qui visent, à terme, à générer des économies, le poids des dépenses d'énergie reste prépondérant. Ainsi, les fluides pèsent pour plus de 19% sur les charges à caractère général.

Bien qu'une démarche de maîtrise des consommations soit mise en œuvre, le prix de l'énergie, ou des fluides de manière générale, reste quant à lui en progression constante. Malgré les mesures nationales, au travers du bouclier tarifaire, les énergies ont ainsi progressé de près de 53 % entre 2022 et 2023. Le Service va utiliser l'ensemble des leviers visant à stabiliser les dépenses afférentes.

Le carburant constitue également un poste de dépenses en progression, dont le niveau de consommation est largement lié à l'activité opérationnelle. Néanmoins, les dernières mesures réglementaires permettent d'en atténuer la charge par le biais d'une exonération de la Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (TICPE) applicable au gazole et à l'essence utilisés par l'ensemble des véhicules des Sdis.

Les autres matières premières, notamment les pièces détachées des véhicules, souffrent également de l'inflation des prix.

Les prévisions sur ce chapitre restent complexes et demandent une attention particulière. Toutes les mesures visant à contenir ces dépenses seront envisagées, notamment en poursuivant et en développant les coopérations au travers des groupements de commandes et mutualisation que ce soit avec de Conseil départemental ou encore les Sdis de la zone Ouest et les Sdis voisins.

● Les charges de personnel (chapitre 012)

Les charges de personnel constituent le principal poste de dépenses de la section de fonctionnement. Il pèse pour plus de 69 % sur l'ensemble des dépenses de cette section et 83 % des dépenses réelles.

La progression de ce chapitre (+11 %) marque clairement la volonté du Service de renforcer progressivement les unités opérationnelles pour disposer à terme d'un niveau d'effectifs adapté à un Sdis de catégorie A.

Au-delà des objectifs en matière d'effectifs, le Service a également développé un partenariat visant à renforcer d'une part, la sécurité du site de la Centrale de Production d'Electricité (CNPE) de Penly d'autre part, à adapter la réponse opérationnelle à la mise en production de deux EPR à horizon 2037.

Aussi, au cours du dernier trimestre 2023, le Service a initié une augmentation des effectifs du Centre d'incendie et de secours (Cis) de Dieppe. A terme, ce Cis disposera de 29 Sapeurs-pompiers supplémentaires dont un officier coordinateur.

Outre l'adéquation entre les effectifs et le poids financier qu'ils représentent, ce chapitre tient compte des évolutions réglementaires en faveur du personnel :

- L'évolution du point d'indice en année pleine,
- L'évolution du taux horaire des indemnités de sapeur-pompier volontaire,
- La revalorisation du SMIC,
- La revalorisation des grilles indiciaires.

Ces dernières ont d'ailleurs eu un effet notable au cours de l'exercice 2023 nécessitant un ajustement du chapitre en cours d'exercice.

Ainsi, les charges de personnel évoluent 6,75 % par rapport au compte administratif provisoire 2023.

● Autres charges de gestion courante (chapitre 65)

Les autres charges couvrent majoritairement les dépenses relatives aux droits d'utilisation des accès logiciels (370 K€) et à la contribution annuelle au fonctionnement de l'infrastructure nationale partageable des transmissions (250 K€).

La subvention d'équilibre au profit du budget annexe restauration pointe également sur chapitre (549 K€).

Dans le cadre de l'instruction M57, la quasi-totalité des dépenses qui émargeaient au chapitre 67 intègre désormais le chapitre 65. En conséquence, la combinaison de ces deux chapitres connaît une évolution de près de 13 % principalement liée à l'offre de service en matière de droit d'utilisation des logiciels.

- Les charges financières (chapitre 66)

Les prévisions de charges financières ont été calibrées en tenant compte des emprunts contractés fin 2022 et des taux variables actuellement applicables.

La prévision 2024 tient compte des évolutions prévisionnelles des taux variables. A cet effet, le Service s'appuie sur l'outil de gestion de dette Finance Active qui projette les taux sur l'année en fonction des fluctuations des marchés.

- Les charges exceptionnelles (chapitre 67)

Comme évoqués ci-dessus, suite au changement d'instruction budgétaire, seule une prévision relative aux annulations de titres sur exercice antérieure est maintenue sur ce chapitre.

- Les opérations d'ordre (chapitre 042)

Les crédits proposés sont calibrés sur la base de l'amortissement cumulé des investissements au 31 décembre dernier.

- Le virement à la section d'investissement (chapitre 023)

A ce stade, l'intégration des résultats de l'exercice 2023 permet de contribuer à l'autofinancement de la section d'investissement.

II – Section d'investissement

Les dépenses progressent de près de 57 %. Cependant, si ce budget est proposé avec la reprise de résultats, il intègre également les restes à réaliser de l'exercice précédent. Ces derniers s'élèvent à 8,350 M€.

A – Les recettes d'investissement

Compte tenu de la reprise anticipée des résultats, la prévision de recettes intègre le virement en provenance de la section de fonctionnement et les restes à réaliser (+2,103 M€).

Chapitre	Libellé	Budget primitif 2023	Budget primitif 2024 dont Reports
10	Dotations, fonds divers et réserves	2 824 289,00 €	2 635 923,00 €
13	Subventions d'investissement	1 700 685,00 €	3 396 879,24 €
16	Emprunts	11 798 675,10 €	1 219 409,49 €
	<i>Recettes d'équipement en AP</i>	175 000,00 €	- €
	<i>Recettes immobilières en AP</i>	2 173 475,90 €	3 673 575,04 €
	Recettes en AP	2 348 475,90 €	3 673 575,04 €
024	Produits de cessions d'immobilisations	1,00 €	1,00 €
Total recettes réelles d'investissement		18 672 126,00 €	10 925 787,77 €
021	Virement de la section de fonct.	- €	10 000 000,00 €
040	Opérations d'ordre entre sections	8 200 000,00 €	9 500 000,00 €
041	Opérations patrimoniales	150 000,00 €	415 000,00 €
Total des opérations d'ordre budgétaires		8 350 000,00 €	19 915 000,00 €
001	Solde d'exécution reporté	- €	11 461 893,23 €
Total général recettes d'investissement		27 022 126,00 €	42 302 681,00 €

1) Les subventions d'investissement

Outre le Fonds de compensation de taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA), les subventions reçues constituent les principales recettes réelles d'investissement de l'Etablissement.

Ces dernières progressent en fonction de l'avancée des différents projets immobiliers.

Il est ainsi possible de noter une forte évolution liée aux avancées des chantiers de la NPI tant en provenance du Conseil départemental (2,077 M€) que du bloc communal (1,597 M€).

Le partenariat avec la Métropole Rouen Normandie s'est concrétisé avec la création des AP de reconstruction des Cis de Grand Quevilly, Sotteville les Rouen et Saint Martin de Boscherville au cours de l'exercice 2023. Ces dernières donneront lieu dans l'année à la signature de conventions de financement générant des recettes en provenance du Conseil départemental et de la Métropole Rouen Normandie.

Dans le cadre de la convention de partenariat, le Département s'est engagé à soutenir les investissements du Sdis, hors cadre de la politique immobilière, à hauteur de 1 M€.

Par ailleurs, nos partenaires institutionnels tels que les centres nucléaires de production d'électricité et les Grands ports maritimes du Havre et de Rouen poursuivent leurs engagements (157 K€).

2) Les opérations d'ordre

Les opérations d'ordre entre sections ou patrimoniales constituent le pendant des éléments évoqués supra.

3) Les emprunts

L'emprunt proposé constitue un emprunt dit d'équilibre à ce stade. Le Service pourra proposer un ajustement en fonction des réalisations en cours d'exercice.

B – Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement se décomposent comme suit :

Chapitre	Libellé	Budget primitif 2023	Budget primitif 2024 dont Reports
10	FCTVA	5 515,00 €	- €
16	Emprunts et dettes assimilées	724 000,00 €	750 000,00 €
20	Immobilisations incorporelles	135 000,00 €	361 347,21 €
204	Subventions d'équipement versées	175 000,00 €	195 000,00 €
	Dépenses d'équipement hors AP	7 561 114,00 €	17 332 792,85 €
	Dépenses immobilières hors AP	1 825 000,00 €	7 272 324,87 €
	<i>Dépenses d'équipement en AP</i>	<i>2 917 159,28 €</i>	<i>879 788,44 €</i>
	<i>Dépenses immobilières en AP</i>	<i>10 442 992,68 €</i>	<i>12 424 127,63 €</i>
	Dépenses en AP	13 360 151,96 €	13 303 916,07 €
020	Dépenses imprévues	500 000,04 €	- €
Total dépenses réelles d'investissement		24 285 781,00 €	39 215 381,00 €
040	Opérations d'ordre entre sections	2 586 345,00 €	2 672 300,00 €
041	Opérations patrimoniales	150 000,00 €	415 000,00 €
Total des opérations d'ordre budgétaires		2 736 345,00 €	3 087 300,00 €
Total général dépenses d'investissement		27 022 126,00 €	42 302 681,00 €

Outre le remboursement du capital de l'emprunt en cours, les dépenses d'investissement, qu'elles soient ou non intégrées dans une autorisation de programme (AP), portent sur trois grandes thématiques : l'équipement, le numérique et les opérations immobilières.

Au titre de l'exercice 2024, les crédits associés se répartissent comme suit :

1) Les dépenses relatives aux équipements

Les dépenses d'équipement retracent les matériels et équipements qu'ils relèvent ou non de l'opérationnel :

- Les matériels et équipements

Ces dépenses se décomposent comme suit :

- Equipements de protection individuelle,
- Effets d'uniforme et tenues opérationnelles,
- Matériels d'intervention (incendie, balisage, détection, désincarcération...),
- Matériels de spécialité.

Dans le cadre des renouvellements et des acquisitions nécessaires au maintien en condition des matériels opérationnels, le plan de renouvellement des ARI a fait l'objet d'une programmation pluriannuelle matérialisée au sein d'une AP spécifique proposée lors de cette même instance.

N°AP	Libellé de l'autorisation de programme	CP 2024
2024000002	Politique de renouvellement des appareils respiratoires isolants	741 000,00 €
Crédits de paiement relatifs aux équipements		741 000,00 €

- Les matériels roulants et navigants

Les dépenses liées à la politique globale relative aux matériels roulants et navigants sont réparties selon 3 domaines :

- L'acquisition des matériels roulants opérationnels, non opérationnels et navigants,
- Les dépenses d'aménagements des véhicules neufs,
- Les dépenses de maintenance lourde et de reconditionnement.

La stratégie d'acquisition a pour objectif de répondre aux attentes opérationnelles et à l'évolution des risques tout en maîtrisant le parc de l'Etablissement.

Le volume financier permettant la mise en œuvre du renouvellement de parc, des aménagements et des maintenances dites lourdes s'élève à 6,662 M € pour 2024.

- L'acquisition de matériels innovants

Le Sdis76 souhaite poursuivre ses démarches de modernisation pour répondre aux besoins opérationnels futurs. Un travail de prospective et de sourcing auprès des fournisseurs et industriels est donc réalisé régulièrement. Afin de concrétiser ces actions, il est proposé l'attribution d'une dotation annuelle permettant de développer des projets concernant des matériels ou équipements de protection innovants. Ces fonds permettront d'accompagner des projets managériaux et des développements techniques locaux (450 K€).

- Les matériels de santé et de secours médical

Afin de permettre de couvrir les besoins de renouvellement en matériels médico-secouristes, une enveloppe de 216 000 € est attribuée au titre de l'exercice 2024.

- Les matériels de formation et sport

Pour renouveler les matériels pédagogiques et ses équipements sportifs, le Groupement Formation et Activités Physiques (GFORAP) dispose d'une enveloppe de 143 000 €.

2) Les dépenses relatives au numérique

Les crédits 2024 sont composés de dépenses fléchées dans des AP votées selon le détail suivant :

N°AP	Libellé de l'autorisation de programme	CP 2024
2013000002	Modernisation des outils informatiques	58 788,44 €
2022000003	Système de gestion des données de référence et système d'information décisionnel	80 000,00 €
TOTAL		138 788,44 €

Parallèlement, au regard des enjeux que constituent notamment la sécurité informatique, des crédits sont alloués afin de traiter à la fois le maintien en condition du système d'information du Sdis (516 000 €) et les nouveaux usages et besoins numériques (127 660 €).

Au cours de l'exercice 2024, le Service va verser le solde du système d'information et de commandement unifié des services d'incendie et de secours de la sécurité civile dit « NexSIS 18-112 ». Le Service pourra ainsi migrer vers ce dispositif courant 2025.

Conformément à l'article L.1424-12 du code général des collectivités territoriales, l'Etablissement devra arrêter un plan pluriannuel d'équipement (PPE) en fonction objectifs de couverture des risques fixés par le Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (Sadcr).

Aussi, au cours de l'année, le Service présentera au Conseil d'administration son PPE.

3) Les opérations immobilières

- a) Les dépenses hors politique immobilière

Les crédits 2024 sont composés de dépenses fléchées dans des AP votées selon le détail suivant :

N°AP	Libellé de l'autorisation de programme	CP 2024
2017000001	Travaux au Centre de formation	460 000,00 €
2022000001	Toitures et façades	1 210 000,00 €
2022000002	Sécurisation des sites	470 000,00 €
Sous-total Immobilier hors Politique immobilière		2 140 000,00 €

Parallèlement, le Groupement Immobilier va travailler sur plusieurs axes :

- Planification de la réfection du patrimoine bâti et des sites administratifs et techniques du Sdis, les crédits alloués à ce titre en 2024 sont estimés à 2 800 300 €.
- Adaptation des locaux aux évolutions structurelles. Le Service va mener des actions de modernisation dans les unités opérationnelles (228 000€).
- Au regard du contexte économique national et des événements internationaux, il va être mis en œuvre une politique départementale visant à garantir la résilience opérationnelle du Service (153 000€).
- En lien avec le GFORAP, le Groupement Immobilier va participer au déploiement des outils permettant la territorialisation des actions de formation notamment au travers de la construction ou reconstruction de tours de manœuvre et de structures multi-activités (SMA) (1 195 000 €).
- Enfin, le Service, soucieux de réduire ses dépenses énergétiques, a entrepris depuis 2018, des travaux visant à générer des économies de fonctionnement. Ces derniers ont d'ailleurs permis de contenir nos dépenses d'énergie alors que les prix ont continué de progresser (463 000€).

b) Opérations relatives à la politique immobilière

Les crédits relatifs aux dépenses de la politique immobilière sont principalement intégrés dans une Autorisation de Programme (AP).

Les opérations relatives à la Nouvelle Politique Immobilière (NPI) se poursuivent.

N°AP	Libellé de l'autorisation de programme	CP 2024
2014000012	Construction Cis Le Havre Sud	1 374 000,00 €
2017000004	Construction Cis Duclair	200 000,00 €
2018000003	Construction Cis Fécamp	2 690 000,00 €
2019000007	Construction Cis Les Grandes Ventes	260 327,63 €
2019000008	Construction Cis Malauny-Montville	2 450 000,00 €
2020000001	Construction Cis Bosc-Le-Hard	2 377 000,00 €
2024000001	Réhabilitation Cis Gournay en Bray	80 000,00 €
Crédits de paiement relatifs à la NPI		9 431 327,63 €

Il est proposé, lors de cette même instance, la création de l'AP pour la réhabilitation du Cis de Gournay en Bray.

Par ailleurs, dans le cadre de la convention de partenariat tripartite entre la Métropole de Rouen Normandie (MRN), le Conseil départemental et le Sdis 76, les AP relatives à la reconstruction des Cis de Le Grand Quevilly, de Sotteville les Rouen et dernièrement de Saint Martin de Boscherville ont été créées.

N°AP	Libellé de l'autorisation de programme	CP 2024
2023000001	Construction Cis Le Grand-Quevilly	213 800,00 €
2023000002	Construction Cis Sotteville-les-Rouen	489 000,00 €
2023000003	Construction Cis Saint Martin de Boscherville	150 000,00 €
Crédits de paiement relatifs aux projets MRN		852 800,00 €

- Les écritures d'ordre entre sections (chapitre 040)

Les crédits inscrits constituent le miroir des recettes de fonctionnement au chapitre 042.

- Les opérations patrimoniales (chapitre 041)

Ce chapitre a vocation à intégrer des biens nouveaux dans le patrimoine de l'établissement. Le même volume de crédits est inscrit en recettes d'investissements.

*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20240321-DCA-2024-011-BF

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/03/2024

Affichage : 28/03/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Président du Conseil d'administration,

Signé électroniquement, le 28/03/2024

Andre GAUTIER, Président CASDIS

André GAUTIER

ANNEXE A LA DELIBERATION

NOTE DE PRESENTATION

BUDGET PRIMITIF 2024 – BUDGET PRINCIPAL

L'article 107 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (loi Notre) prévoit qu'« une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au budget primitif et au compte administratif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux ».

La présente annexe a pour objet de satisfaire à cette obligation.

Le SDIS de Seine Maritime est un établissement public administratif, doté de la personnalité juridique et de l'autonomie financière. Il est seul compétent pour la gestion des hommes et des moyens affectés aux missions de secours.

1 - Eléments de contexte

Le budget 2024 s'est construit, à nouveau, dans un contexte de forte inflation et de crise internationale. Cependant, le Service va entreprendre et poursuivre de grands chantiers.

2 - Les priorités du budget

Le budget primitif 2024 sera marqué par la poursuite du partenariat avec le Conseil départemental pour la période 2023-2028.

Parallèlement, l'établissement entérine sa volonté d'accroître les effectifs en poursuivant la démarche de création de postes à raison de 15 postes de sapeurs-pompiers professionnels et un emploi support, par an.

Cette dynamique de recrutement sera accentuée par la nécessaire adaptation des équipes opérationnelles du Cis de Dieppe en lien avec l'annonce de l'installation des deux EPR au Centre nucléaire de production d'électricité de Penly.

Le Service poursuit également la mise en œuvre de la Nouvelle Politique Immobilière en intégrant en 2024 un nouveau projet immobilier : la réhabilitation du Centre d'incendie et de secours (Cis) de Gournay en Bray.

Le partenariat avec la Métropole Rouen Normandie et le Conseil départemental relatif au maillage des Cis du territoire de la métropole s'est concrétisé par la signature de la convention de financement relative au Cis du Grand Quevilly. Au cours de l'exercice, les conventions de financement des Cis de Sotteville les Rouen et de Saint Martin de Boscherville seront également finalisées.

Les autorisations de programme ont d'ores et déjà été créées et permettent le lancement des différentes consultations.

Parallèlement, le Service entreprend également de réhabiliter les sites de Rouen-Gambetta et Le Havre-Caucriauville.

3 - Le budget par grands postes (en € TTC)

Dépenses	BP 2024	% du total	Recettes	BP 2024	% du total
Charge à caractère général	14 726 625,00 €	12,62%	Contribution du Département	49 381 000,00 €	42,31%
Charges de personnel	80 514 728,00 €	68,98%	Contribution Communes et EPCI	40 183 669,00 €	34,43%
Autres charges	1 977 661,00 €	1,69%	Autres participations	3 704 626,47 €	3,17%
Dépenses imprévues	- €	0,00%	Autres produits	4 964 654,00 €	4,25%
			Solde d'exécution reporté	15 812 764,53 €	13,55%
Total dépenses réelles de fonctionnement	97 219 014,00 €	83,29%	Total recettes réelles de fonctionnement	114 046 714,00 €	97,71%
Opérations d'ordre	19 500 000,00 €	16,71%	Opérations d'ordre	2 672 300,00 €	2,29%
Total des dépenses de fonctionnement	116 719 014,00 €	100,00%	Total des recettes de fonctionnement	116 719 014,00 €	100,00%
Dépenses d'équipement	38 465 381,00 €	90,93%	FCTVA	2 635 923,00 €	6,23%
Remboursement du capital	750 000,00 €	1,77%	Subventions	7 070 455,28 €	16,71%
Dépenses imprévues	- €	0,00%	Emprunt	1 219 409,49 €	2,88%
			Solde d'exécution reporté	11 461 893,23 €	27,09%
Total des dépenses réelles d'investissement	39 215 381,00 €	92,70%	Total des recettes réelles d'investissement	22 387 681,00 €	52,92%
Opérations d'ordre	3 087 300,00 €	7,30%	Opérations d'ordre	19 915 000,00 €	47,08%
Total des dépenses d'investissement	42 302 681,00 €	100,00%	Total des recettes d'investissement	42 302 681,00 €	100,00%
Total global	159 021 695,00 €		Total global	159 021 695,00 €	

4 - Les enjeux en matière d'investissement

Les dépenses d'investissement du Sdis 76 sont réparties dans trois grands domaines :

- L'équipement,
- Le numérique,
- L'immobilier.

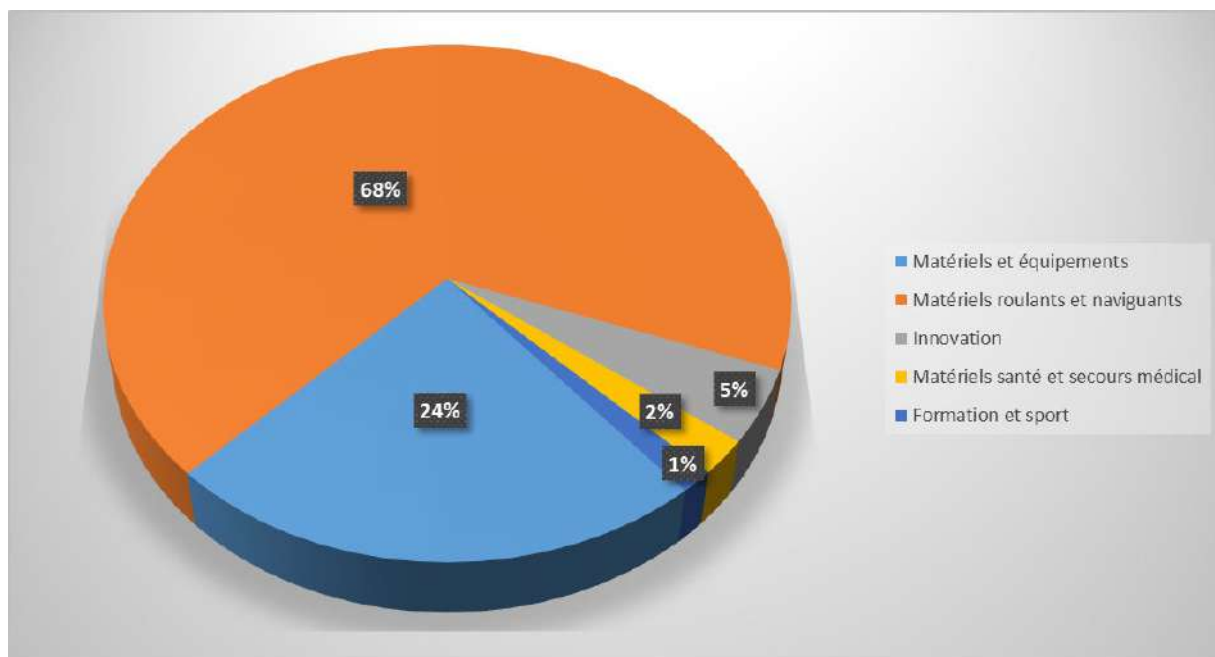
Les dépenses d'équipement :

Majoritairement, les dépenses d'équipement du Sdis couvrent à la fois les besoins en matériels et équipements opérationnels, non opérationnels et les matériels roulants et naviguants.

L'ensemble des besoins en lien avec la santé, le secours médical, la formation et le sport sont également couverts.

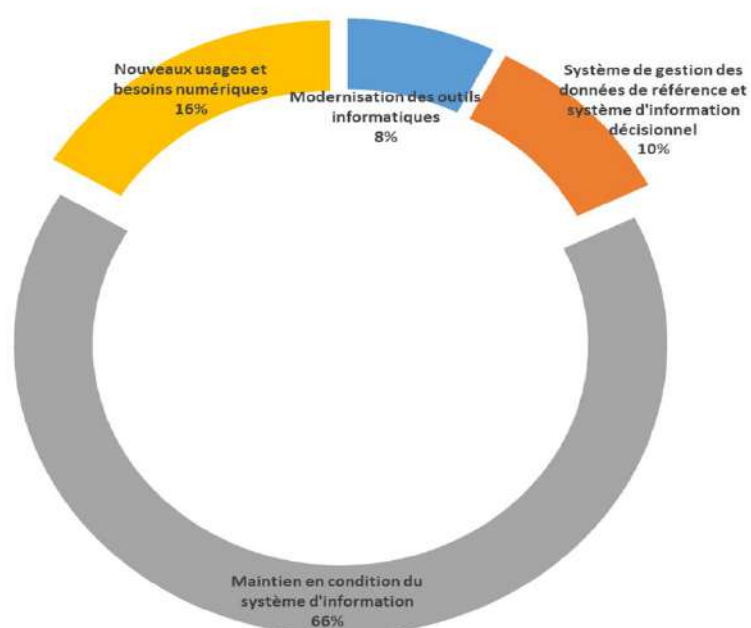
En 2024, le Service a mis en exergue la nécessité de poursuivre ses démarches de modernisation aux besoins opérationnels futurs et faire l'acquisition de matériels innovants.

A partir de 2024, le Service engage le renouvellement du parc des Appareils Respiratoires Isolants à Circuit Ouvert (ARICO). Le déploiement des ARICO arrivé à l'échéance de leur conformité s'étalera de 2024 à 2030.



Les dépenses en équipements numériques :

L'évolution des technologies et des risques amène le Service à devoir maintenir en condition son système d'information tout en s'adaptant aux nouveaux besoins numériques.



Les dépenses immobilières :

Les crédits en lien avec la NPI et la politique immobilière portent sur les centres d'incendie et de secours (Cis) suivants :

- Reconstruction du Cis le Havre Sud
- Reconstruction du Cis Duclair
- Reconstruction du Cis Fécamp

- Reconstruction du Cis Les Grandes Ventes
- Reconstruction du Cis Malaunay Montville
- Reconstruction du Cis Bosc-Le-Hard
- Reconstruction du Cis Le Grand Quevilly
- Reconstruction du Cis Sotteville les Rouen
- Reconstruction du Cis de Saint Martin de Boscherville
- Reconstruction du Cis de Gournay en Bray

Des crédits visant à entretenir le patrimoine bâti de l'établissement et à l'adapter aux évolutions structurelles seront déployés.

De plus, le Service poursuit en 2024 et sur les exercices à venir, la mise en œuvre d'outils pédagogiques adaptés à une démarche de formation territorialisée.

5 - Les indicateurs

En Millions d'€	BP 2024
Epargne de gestion	1,437
Epargne brute	1,015
Epargne nette	0,265
En cours de la dette au 01/01	11,343
Capacité de désendetttement (en années d'épargne brute)	11,18
Taux d'épargne brute	1,03%

6 - Les effectifs (budget consolidé)

Au 1^{er} janvier 2024, la composition des effectifs se présente de la manière suivante :

	2024
Nombre de sapeurs-pompiers professionnels (SPP)	991
Nombre de sapeurs-pompiers volontaires (SPV)	3 202
Nombre de personnels administratifs et techniques (PATS)	261

REPUBLIQUE FRANÇAISE

AUTRE : SDIS de la Seine-Maritime (1)

AGREGÉ AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 28760001900049

POSTE COMPTABLE : PAIERIE DEPARTEMENTALE DE LA SEINE-MARITIME

M. 57

Budget primitif

Voté par nature

BUDGET : Budget Principal (3)

ANNEE 2024

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B - Modalités de vote du budget	5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats	6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses	7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes	8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports	9
B1 - Présentation des AP votées	10
B2 - Présentation des AE votées	11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement	12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement	15
D1 - Balance générale - Dépenses	17
D2 - Balance générale - Recettes	19

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble	21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article	25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement	28
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP	30
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP	55
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article	63
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	65
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article	68
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article	72

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble	74
A1.01 - Opérations non ventilables	77
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux	Sans Objet
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	Sans Objet
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité	Sans Objet
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	Sans Objet
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	Sans Objet
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA)	Sans Objet
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA	Sans Objet
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	Sans Objet
A1.906 - Fonction 6 - Action économique	Sans Objet
A1.907 - Fonction 7 - Environnement	Sans Objet
A1.908 - Fonction 8 - Transports	Sans Objet
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	78
A2.01 - Opérations non ventilables	80
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux	Sans Objet
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	Sans Objet
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité	Sans Objet
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	Sans Objet
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	Sans Objet
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	Sans Objet
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA	Sans Objet
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI	Sans Objet
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	Sans Objet
A2.936 - Fonction 6 - Action économique	Sans Objet
A2.937 - Fonction 7 - Environnement	Sans Objet
A2.938 - Fonction 8 - Transports	Sans Objet

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	82
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	83
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux	87
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	88
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	89

B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	91
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	92
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	93
B3.1 - Etat des provisions constituées	97
B3.2 - Etalement des provisions	99
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat synthétique des engagements donnés	Sans Objet
B7.2 - Etat synthétique des engagements reçus	Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés	Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus	Sans Objet
B8 - Subventions versées	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	100
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	103
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	104
B11.2 - Liste des établissements publics créés	105
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	106
C - Annexes budgétaires	
C1.1 - Equilibre budgétaire	107
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses	108
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes	Sans Objet
D - Autres éléments d'information	
D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	109
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	110
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	111
V - Arrêté et signatures	
A - Arrêté et signatures	112

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.



Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;
les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	0

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	0

Informations financières – ratios		Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	0
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	0
3	Dépenses d'équipement brut / population	0
4	Encours de dette / population (2) (3)	0
5	DGF / population	0
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	83,30 %
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	192,14 %
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	56,47 %
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	0,00 %
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	0 %

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1^{er} janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante décide de voter le présent budget :

- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- avec (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : 7.5 %
- Investissement : 7.5%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget primitif (5) de l'exercice précédent.

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;

- budgétaire par délibération N°... du ...

(5) Indiquer « primitif » ou « cumulé ». Budget cumulé = BP + BS + DM.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1)	C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1			
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (2)
TOTAL DU BUDGET	118 464 470,19	111 183 091,97	34 556 035,98	A1 27 274 657,76
Investissement	19 012 769,62	15 208 859,03	(3) 15 265 803,82	A2 11 461 893,23
Fonctionnement	99 451 700,57	95 974 232,94	(4) 19 290 232,16	A3 15 812 764,53

	RESTES A REALISER N-1			
	Dépenses	Recettes	Solde (B)	
TOTAL des RAR	I + II 8 350 505,15	III + IV 2 103 144,24	B1	-6 247 360,91
Investissement	I 8 350 505,15	III 2 103 144,24	B2	-6 247 360,91
Fonctionnement	II 0,00	IV 0,00	B3	0,00

RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)		
TOTAL	A1 + B1	21 027 296,85
Investissement	A2 + B2	5 214 532,32
Fonctionnement	A3 + B3	15 812 764,53

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 8 350 505,15
018	RSA	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	286 347,21
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	7 153 917,60
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	910 240,34
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) 0,00
011	Charges à caractère général (4)	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) 2 103 144,24
018	RSA	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	2 103 144,24
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV) 0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
731	Fiscalité locale	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00
013	Atténuations de charges (4)	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS	A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	33 952 175,85	28 737 643,53

	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	8 350 505,15	2 103 144,24
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 11 461 893,23

	=	=	=
	Total de la section d'investissement (2)	42 302 681,00	42 302 681,00

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	116 719 014,00	100 906 249,47

	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 15 812 764,53

	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (3)	116 719 014,00	116 719 014,00

	TOTAL DU BUDGET (4)	159 021 695,00	159 021 695,00
--	----------------------------	-----------------------	-----------------------

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
PRESENTATION DES AP VOTEES	B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
2019-1908	CIS MALAUNAY - MONTVILLE		0,00
2017-1704	CONSTRUCTION CIS DE DUCLAIR		0,00
2023-2301	GRAND QUEVILLY CONSTRUCTION		0,00
2022-2203	GRD-SID SYSTEME DE GESTION DES DONNEES DE REFERENCE ET SYSTEME D'INFORMATION DECISIONNEL		0,00
2014-1412	LE HAVRE SUD		0,00
2013-1302	MODERNISATION DES OUTILS INFORMATIQUES		0,00
2020-2001	RECONSTRUCTION BOSC LE HARD		0,00
2019-1907	RECONSTRUCTION CIS LES GRANDES VENTES		0,00
2018-1803	RECONSTRUCTION DU CIS DE FECAMP		0,00
2022-2201	REFECTION DES TOITURES ET FACADES DES BATIMENTS		0,00
2024-2401	REHABILITATION DE GOURNAY EN BRAY	23	3 500 000,00
2024-2402	RENOUVELLEMENT ARI	21	3 677 000,00
2023-2303	SAINT MARTIN DE BOSCHERVILLE RECONSTRUCTION		0,00
2022-2202	SECURISATION DES SITES		0,00
2023-2302	SOTTEVILLE LES ROUEN CONSTRUCTION		0,00
2017-1701	TRAVAUX AU CENTRE DEPARTEMENTAL DE FORMATION		0,00
TOTAL			7 177 000,00
« AP de dépenses imprévues » (2)		020	0,00
TOTAL GENERAL			7 177 000,00

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET		II
PRESENTATION DES AE VOTEES		B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			

« AE de dépenses imprévues » (2)		022	0,00
----------------------------------	--	-----	------

TOTAL GENERAL			0,00
----------------------	--	--	-------------

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (y compris opérations) (3)	296 929,74	286 347,21	212 788,44	212 788,44	499 135,65
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (3) (8)	175 000,00	0,00	195 000,00	195 000,00	195 000,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (3)	10 316 343,54	7 153 917,60	11 849 733,78	11 849 733,78	19 003 651,38
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (3) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (3)	12 267 992,68	910 240,34	17 857 353,63	17 857 353,63	18 767 593,97
Total des dépenses d'équipement		23 056 265,96	8 350 505,15	30 114 875,85	30 114 875,85	38 465 381,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	5 515,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	724 000,00	0,00	750 000,00	750 000,00	750 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		729 515,00	0,00	750 000,00	750 000,00	750 000,00
45...	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		23 785 780,96	8 350 505,15	30 864 875,85	30 864 875,85	39 215 381,00

040	Opérations ordre transf. entre sections (7)	2 586 345,00		2 672 300,00	2 672 300,00	2 672 300,00
041	Opérations patrimoniales (7)	150 000,00		415 000,00	415 000,00	415 000,00
Total des dépenses d'ordre d'investissement		2 736 345,00		3 087 300,00	3 087 300,00	3 087 300,00

TOTAL	26 522 125,96	8 350 505,15	33 952 175,85	33 952 175,85	42 302 681,00
--------------	----------------------	---------------------	----------------------	----------------------	----------------------

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	42 302 681,00
---	----------------------

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(8) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) (3)	4 049 160,90	2 103 144,24	4 967 310,04	4 967 310,04	7 070 454,28
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	11 798 675,10	0,00	1 219 409,49	1 219 409,49	1 219 409,49
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		15 847 836,00	2 103 144,24	6 186 719,53	6 186 719,53	8 289 863,77
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	2 824 289,00	0,00	2 635 923,00	2 635 923,00	2 635 923,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (3) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	1,00	0,00	1,00	1,00	1,00
Total des recettes financières		2 824 290,00	0,00	2 635 924,00	2 635 924,00	2 635 924,00
45...	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		18 672 126,00	2 103 144,24	8 822 643,53	8 822 643,53	10 925 787,77

021	Virement de la section de fonctionnement (10)	0,00		10 000 000,00	10 000 000,00	10 000 000,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)	8 200 000,00		9 500 000,00	9 500 000,00	9 500 000,00
041	Opérations patrimoniales (10)	150 000,00		415 000,00	415 000,00	415 000,00
Total des recettes d'ordre d'investissement		8 350 000,00		19 915 000,00	19 915 000,00	19 915 000,00

TOTAL	27 022 126,00	2 103 144,24	28 737 643,53	28 737 643,53	30 840 787,77
--------------	----------------------	---------------------	----------------------	----------------------	----------------------

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	11 461 893,23
--	----------------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	42 302 681,00
---	----------------------

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

**AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR
LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)**

16 827 700,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(7) Le compte 138 n'est pas un chapitre mais une subdivision du chapitre 13.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général (3)	13 127 235,00	0,00	14 726 625,00	14 726 625,00	14 726 625,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	72 620 582,00	0,00	80 514 728,00	80 514 728,00	80 514 728,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	1 334 706,00	0,00	1 550 661,00	1 550 661,00	1 550 661,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		87 082 523,00	0,00	96 792 014,00	96 792 014,00	96 792 014,00
66	Charges financières	287 731,00	0,00	422 000,00	422 000,00	422 000,00
67	Charges spécifiques (3)	0,00	0,00	5 000,00	5 000,00	5 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		87 370 254,00	0,00	97 219 014,00	97 219 014,00	97 219 014,00

023	Virement à la section d'investissement (4)	0,00		10 000 000,00	10 000 000,00	10 000 000,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)	8 200 000,00		9 500 000,00	9 500 000,00	9 500 000,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		8 200 000,00		19 500 000,00	19 500 000,00	19 500 000,00

TOTAL	95 570 254,00	0,00	116 719 014,00	116 719 014,00	116 719 014,00
--------------	----------------------	-------------	-----------------------	-----------------------	-----------------------

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	116 719 014,00
--	-----------------------

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges (3)	706 385,00	0,00	808 870,00	808 870,00	808 870,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	2 930 210,00	0,00	3 039 330,00	3 039 330,00	3 039 330,00
73	Impôts et taxes (sauf le 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	89 083 987,00	0,00	93 269 295,47	93 269 295,47	93 269 295,47
75	Autres produits de gestion courante (3)	13 200,00	0,00	259 580,00	259 580,00	259 580,00
Total des recettes de gestion courante		92 733 782,00	0,00	97 377 075,47	97 377 075,47	97 377 075,47
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	846 078,00		856 874,00	856 874,00	856 874,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		93 582 860,00	0,00	98 233 949,47	98 233 949,47	98 233 949,47

042	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)	2 586 345,00		2 672 300,00	2 672 300,00	2 672 300,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		2 586 345,00		2 672 300,00	2 672 300,00	2 672 300,00

TOTAL	96 169 205,00	0,00	100 906 249,47	100 906 249,47	100 906 249,47
--------------	----------------------	-------------	-----------------------	-----------------------	-----------------------

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	15 812 764,53
---	----------------------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	116 719 014,00
--	-----------------------

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	16 827 700,00	Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.
---	----------------------	--

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – DEPENSES	D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	563 300,00	563 300,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	750 000,00	0,00	750 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	13 303 916,07		13 303 916,07
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)	440 347,21	0,00	440 347,21
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)	195 000,00	0,00	195 000,00
21	Immobilisations corporelles (3) (5)	18 262 651,38	415 000,00	18 677 651,38
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)	6 263 466,34	0,00	6 263 466,34
018	RSA	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
29	Dépréciations des immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Dépréciation des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		0,00	0,00
198	Neutralisation des amortissements		2 109 000,00	2 109 000,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Dépréciation des comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59	Dépréciation des comptes financiers (4)		0,00	0,00
Dépenses d'investissement – Total		39 215 381,00	3 087 300,00	42 302 681,00

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	42 302 681,00
---	----------------------

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	14 726 625,00		14 726 625,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	80 514 728,00		80 514 728,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	1 550 661,00	0,00	1 550 661,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	422 000,00	0,00	422 000,00
67	Charges spécifiques (9)	5 000,00	0,00	5 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	9 500 000,00	9 500 000,00
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement		10 000 000,00	10 000 000,00
Dépenses de fonctionnement – Total		97 219 014,00	19 500 000,00	116 719 014,00

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	116 719 014,00
--	-----------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – RECETTES	D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	2 635 923,00	0,00	2 635 923,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	7 070 454,28	415 000,00	7 485 454,28
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	1 219 409,49	0,00	1 219 409,49
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		9 500 000,00	9 500 000,00
29	Dépréciations des immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Dépréciation des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Dépréciation des comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59	Dépréciation des comptes financiers (4)		0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement		10 000 000,00	10 000 000,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	1,00		1,00
Recettes d'investissement – Total		10 925 787,77	19 915 000,00	30 840 787,77

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	11 461 893,23
---	---------------

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	0,00
--------------------------------	------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	42 302 681,00
--	---------------

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	808 870,00		808 870,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks		0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	3 039 330,00		3 039 330,00
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00		0,00
74	Dotations et participations (8)	93 269 295,47		93 269 295,47
75	Autres produits de gestion courante (8)	259 580,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	2 672 300,00	2 672 300,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	856 874,00	0,00	856 874,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		98 233 949,47	2 672 300,00	100 906 249,47

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	15 812 764,53
------------------------------------	---------------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	116 719 014,00
---	----------------

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.
- (3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
- (4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
- (5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).
- (6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.
- (7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.
- (8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
- (9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET								III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE								A

DEPENSES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		26 522 125,96	8 350 505,15	3 677 000,00	33 952 175,85	33 952 175,85	13 303 916,07	20 648 259,78	42 302 681,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	173 425,24	286 347,21	0,00	154 000,00	154 000,00	0,00	154 000,00	440 347,21
204	Subventions d'équipement versées (9)	175 000,00	0,00	0,00	195 000,00	195 000,00	0,00	195 000,00	195 000,00
21	Immobilisations corporelles	9 724 967,83	7 153 917,60	3 677 000,00	11 108 733,78	11 108 733,78	0,00	11 108 733,78	18 262 651,38
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	1 825 000,00	910 240,34	0,00	5 353 226,00	5 353 226,00	0,00	5 353 226,00	6 263 466,34
Total des opérations d'équipement (3)		11 157 872,89	0,00	0,00	13 303 916,07	13 303 916,07	13 303 916,07	0,00	13 303 916,07
Total des dépenses d'équipement		23 056 265,96	8 350 505,15	3 677 000,00	30 114 875,85	30 114 875,85	13 303 916,07	16 810 959,78	38 465 381,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	5 515,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	724 000,00	0,00		750 000,00	750 000,00		750 000,00	750 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		729 515,00	0,00	0,00	750 000,00	750 000,00	0,00	750 000,00	750 000,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		23 785 780,96	8 350 505,15	3 677 000,00	30 864 875,85	30 864 875,85	13 303 916,07	17 560 959,78	39 215 381,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)	2 586 345,00			2 672 300,00	2 672 300,00		2 672 300,00	2 672 300,00
041	Opérations patrimoniales (7)	150 000,00			415 000,00	415 000,00		415 000,00	415 000,00
Total des dépenses d'ordre		2 736 345,00			3 087 300,00	3 087 300,00		3 087 300,00	3 087 300,00

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (8)								0,00
---	--	--	--	--	--	--	--	-------------

Total des dépenses d'investissement cumulées								42 302 681,00
---	--	--	--	--	--	--	--	----------------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(3) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(4) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES					A

RECETTES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
TOTAL		27 022 126,00	2 103 144,24	28 737 643,53	28 737 643,53	30 840 787,77
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	4 049 160,90	2 103 144,24	4 967 310,04	4 967 310,04	7 070 454,28
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	11 798 675,10	0,00	1 219 409,49	1 219 409,49	1 219 409,49
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		15 847 836,00	2 103 144,24	6 186 719,53	6 186 719,53	8 289 863,77
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	2 824 289,00	0,00	2 635 923,00	2 635 923,00	2 635 923,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	1,00	0,00	1,00	1,00	1,00
Total des recettes financières		2 824 290,00	0,00	2 635 924,00	2 635 924,00	2 635 924,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		18 672 126,00	2 103 144,24	8 822 643,53	8 822 643,53	10 925 787,77
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00		10 000 000,00	10 000 000,00	10 000 000,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)	8 200 000,00		9 500 000,00	9 500 000,00	9 500 000,00
041	Opérations patrimoniales (6)	150 000,00		415 000,00	415 000,00	415 000,00
Total des recettes d'ordre		8 350 000,00		19 915 000,00	19 915 000,00	19 915 000,00

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (7)					11 461 893,23
---	--	--	--	--	----------------------

Affectation au compte 1068 (8)					0.00
---------------------------------------	--	--	--	--	-------------

Total des recettes d'investissement cumulées					42 302 681.00
---	--	--	--	--	----------------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre ($RI\ 040 = DF\ 042$).

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre ($DI\ 041 = RI\ 041$).

(7) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(8) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET								III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE								A1

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
TOTAL		26 522 125,96	8 350 505,15	3 677 000,00	33 952 175,85	33 952 175,85	13 303 916,07	20 648 259,78	42 302 681,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	173 425,24	286 347,21	0,00	154 000,00	154 000,00	0,00	154 000,00	440 347,21
2031	Frais d'études	0,00	247 826,02		0,00	0,00	0,00	0,00	247 826,02
2033	Frais d'insertion	25 000,00	0,00		25 000,00	25 000,00	0,00	25 000,00	25 000,00
2051	Concessions, droits similaires	148 425,24	38 521,19		129 000,00	129 000,00	0,00	129 000,00	167 521,19
204	Subventions d'équipement versées (9)	175 000,00	0,00	0,00	195 000,00	195 000,00	0,00	195 000,00	195 000,00
204113	Subv. Etat : Projet infrastructure	0,00	0,00		175 000,00	175 000,00	0,00	175 000,00	175 000,00
204181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	0,00	0,00		20 000,00	20 000,00	0,00	20 000,00	20 000,00
204182	Autres org pub - Bât. et installations	175 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204183	Autres org pub-Proj infrastruct int nat.	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	9 724 967,83	7 153 917,60	3 677 000,00	11 108 733,78	11 108 733,78	0,00	11 108 733,78	18 262 651,38
21311	Bâtiments administratifs	119 350,00	2 911,44		0,00	0,00	0,00	0,00	2 911,44
21312	Bâtiments scolaires	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21315	Centres d'incendie et de secours	1 124 000,00	164 338,89		3 711 000,00	3 711 000,00	0,00	3 711 000,00	3 875 338,89
21318	Autres bâtiments publics	7 000,00	34 299,44		0,00	0,00	0,00	0,00	34 299,44
21535	Réseaux de transmission	5 000,00	27 769,98		51 160,00	51 160,00	0,00	51 160,00	78 929,98
21536	Réseaux d'alerte	0,00	0,00		27 500,00	27 500,00	0,00	27 500,00	27 500,00
21538	Autres réseaux	300 000,00	35 253,71		69 000,00	69 000,00	0,00	69 000,00	104 253,71
21561	Matériel roulant	3 981 699,83	6 201 178,64		4 016 773,78	4 016 773,78	0,00	4 016 773,78	10 217 952,42
21568	Autre matériel, outillage incendie	2 151 181,00	447 147,87		2 037 000,00	2 037 000,00	0,00	2 037 000,00	2 484 147,87
21578	Autre matériel technique	214 880,00	67 585,11		159 700,00	159 700,00	0,00	159 700,00	227 285,11
217312	Bâtiments scolaires (mise à dispo)	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
217315	Centres d'incendie et de secours	94 400,00	2 700,28		0,00	0,00	0,00	0,00	2 700,28
2181	Install. générales, agencements	0,00	45 127,20		0,00	0,00	0,00	0,00	45 127,20
21828	Autres matériels de transport	0,00	79,90		151 300,00	151 300,00	0,00	151 300,00	151 379,90
21838	Autre matériel informatique	542 000,00	13 958,62		395 000,00	395 000,00	0,00	395 000,00	408 958,62
21848	Autres matériels de bureau et mobilier	486 506,00	19 378,00		265 500,00	265 500,00	0,00	265 500,00	284 878,00
2188	Autres immobilisations corporelles	698 951,00	92 188,52		224 800,00	224 800,00	0,00	224 800,00	316 988,52

SDIS de la Seine-Maritime - Budget Principal - BP - 2024

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	1 825 000,00	910 240,34	0,00	5 353 226,00	5 353 226,00	0,00	5 353 226,00	6 263 466,34
2313	Constructions	1 825 000,00	871 807,84		2 309 300,00	2 309 300,00	0,00	2 309 300,00	3 181 107,84
2317	Immo. corporelles reçues mise à dispo.	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2318	Autres immo. corporelles en cours	0,00	38 432,50		0,00	0,00	0,00	0,00	38 432,50
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00		3 043 926,00	3 043 926,00	0,00	3 043 926,00	3 043 926,00
	Total des opérations d'équipement (4)	11 157 872,89	0,00	0,00	13 303 916,07	13 303 916,07	13 303 916,07	0,00	13 303 916,07
Total des dépenses d'équipement		23 056 265,96	8 350 505,15	3 677 000,00	30 114 875,85	30 114 875,85	13 303 916,07	16 810 959,78	38 465 381,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	5 515,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	5 515,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	724 000,00	0,00		750 000,00	750 000,00		750 000,00	750 000,00
1641	Emprunts en euros	724 000,00	0,00		750 000,00	750 000,00		750 000,00	750 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		729 515,00	0,00	0,00	750 000,00	750 000,00	0,00	750 000,00	750 000,00
45...	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		23 785 780,96	8 350 505,15	3 677 000,00	30 864 875,85	30 864 875,85	13 303 916,07	17 560 959,78	39 215 381,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (6)	2 586 345,00			2 672 300,00	2 672 300,00		2 672 300,00	2 672 300,00
	Reprise sur autofinancement antérieur	2 436 345,00			2 672 300,00	2 672 300,00		2 672 300,00	2 672 300,00
13911	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
13912	Subv. transf. Régions	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
13913	Subv. transf. Départements	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00

SDIS de la Seine-Maritime - Budget Principal - BP - 2024

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
13918	Autres subventions d'équipement transf.	391 680,00			563 300,00	563 300,00		563 300,00	563 300,00
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
198	Neutralisation des amortissements	2 044 665,00			2 109 000,00	2 109 000,00		2 109 000,00	2 109 000,00
	Charges transférées (7)	150 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
21315	Centres d'incendie et de secours	150 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (8)	150 000,00			415 000,00	415 000,00		415 000,00	415 000,00
2111	Terrains nus	150 000,00			415 000,00	415 000,00		415 000,00	415 000,00
2313	Constructions	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre		2 736 345,00			3 087 300,00	3 087 300,00		3 087 300,00	3 087 300,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET							III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT							A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
2013000002	MODERNISATION DES OUTILS INFORMATIQUES MODERNISATION DES OUTILS	1302	1 616 211,56	0,00	58 788,44	58 788,44	58 788,44	0,00
2014000012	2024 LE HAVRE SUD LE HAVRE SUD	1412	10 113 047,56	0,00	1 374 000,00	1 374 000,00	1 374 000,00	0,00
2017000001	2024 TRAVAUX AU CENTRE DEPARTEMENTAL DE FORMATION	1701	32 726,91	0,00	460 000,00	460 000,00	460 000,00	0,00
2017000004	2024 CONSTRUCTION CIS DE DUCLAIR CONSTRUCTION CIS DE DUCLAIR	1704	474 476,84	0,00	200 000,00	200 000,00	200 000,00	0,00
2018000003	2024 RECONSTRUCTION DU CIS DE FECAMP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2018000003	2024 RECONSTRUCTION DU CIS DE FECAMP RECONSTRUCTION DU CIS DE FECAMP	1803	432 858,34	0,00	2 690 000,00	2 690 000,00	2 690 000,00	0,00
2019000001	2024 MATERIELS NON-OPERATIONNELS MATERIELS NON-OPERATIONNELS	1901	1 649 524,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2019000006	E-SECOURS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2019000006	2024 E-SECOURS E-SECOURS	1906	1 312 380,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2019000006	2024 E-SECOURS	AP-Antérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2019000007	2024 RECONSTRUCTION CIS LES GRANDES VENTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2019000007	2024 RECONSTRUCTION CIS LES GRANDES VENTES RECONSTRUCTION CIS LES GRANDES VENTES	1907	2 749 672,36	0,00	260 327,63	260 327,63	260 327,63	0,00
2019000007	2024 RECONSTRUCTION CIS LES GRANDES VENTES	1908	0,00	0,00	2 450 000,00	2 450 000,00	2 450 000,00	0,00
2019000008	2024 CIS MALAUNAY-MONTVILLE		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2019000008	2024 CIS MALAUNAY-MONTVILLE CIS MALAUNAY-MONTVILLE	1908	357 262,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2020000001	2024 RECONSTRUCTION BOSC LE HARD RECONSTRUCTION BOSC LE HARD	2001	740 525,09	0,00	2 377 000,00	2 377 000,00	2 377 000,00	0,00
2022000001	2024 REFECTION DES TOITURES ET FACADES DES BATIMENTS REFECTION DES TOITURES ET FACADES DES BATIMENTS	2201	435 133,20	0,00	1 210 000,00	1 210 000,00	1 210 000,00	0,00
2022000002	2024 SECURISATION DES SITES SECURISATION DES SITES	2202	398 712,79	0,00	470 000,00	470 000,00	470 000,00	0,00

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
2022000003	2024 SYSTEME DE GESTION DES DONNEES DE REFERENCE ET SYSTEME D?I	2203	84 562,00	0,00	80 000,00	80 000,00	80 000,00	0,00
2023000001	2024 GRAND QUEVILLY CONSTRUCTION GRAND QUEVILLY CONSTRUCTION	2301	193 095,61	0,00	213 800,00	213 800,00	213 800,00	0,00
2023000002	2024 SOTTEVILLE LES ROUEN CONSTRUCTION SOTTEVILLE LES ROUEN CONSTRUCTION	2302	712,28	0,00	489 000,00	489 000,00	489 000,00	0,00
2023000003	2024 SAINT MARTIN DE BOSCHERVILLE	2303	0,00	0,00	150 000,00	150 000,00	150 000,00	0,00
2024000001	GOURNAY EN BRAY REHABILITATION	2401	0,00	0,00	80 000,00	80 000,00	80 000,00	0,00
2024000002	RENOUVELLEMENT ARI	2402	0,00	0,00	741 000,00	741 000,00	741 000,00	0,00
HCO	PAS DE PROGRAMME		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL			4 751 931,28	0,00	13 303 916,07	13 303 916,07	13 303 916,07	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2013000002
LIBELLE : MODERNISATION DES OUTILS INFORMATIQUES MODERNISATION DES OUTILS
MODERNISATION DES OUTILS MODERNISATION DES OUTILS INFORMATIQUES
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1302

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	1 484 070,01	a 0,00	58 788,44	b 58 788,44
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	1 482 810,01	0,00	58 788,44	58 788,44
2031	Frais d'études	0,00	71 752,23	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	1 411 057,78	0,00	58 788,44	58 788,44
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	1 260,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	1 260,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-58 788,44
--------------------------------------	-------------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT					A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2014000012
LIBELLE : 2024 LE HAVRE SUD LE HAVRE SUD LE HAVRE SUD 2024 LE HAVRE SUD 2024 LE
HAVRE SUD LE HAVRE SUD
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1412

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	214 211,36	a 0,00	1 374 000,00	b 1 374 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	76 633,10	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	73 069,10	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	0,00	3 564,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	34 479,01	0,00	0,00	0,00
21312	Bâtiments scolaires	0,00	2 190,65	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	32 288,36	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	103 099,25	0,00	1 374 000,00	1 374 000,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	1 374 000,00	1 374 000,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	103 099,25	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		1 637 500,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	1 637 500,00	0,00	0,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	887 500,00	0,00	0,00	0,00
13158	Subv. transf. Autres groupements	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-1 374 000,00
--------------------------------------	----------------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2014000012
LIBELLE : 2024 LE HAVRE SUD 2024 LE HAVRE SUD LE HAVRE SUD
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AP-Antérieures

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	841 666,00	d 841 666,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	841 666,00	841 666,00
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	591 666,00	591 666,00
13158	Subv. transf. Autres groupements	0,00	0,00	250 000,00	250 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	841 666,00
--------------------------------------	-------------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT					A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2017000001
LIBELLE : 2024 TRAVAUX AU CENTRE DEPARTEMENTAL DE FORMATION
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1701

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	32 726,91	a 0,00	460 000,00	b 460 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	108,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	0,00	108,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	32 618,91	0,00	0,00	0,00
21311	Bâtiments administratifs	0,00	32 618,91	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	460 000,00	460 000,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	460 000,00	460 000,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)			-460 000,00		
--------------------------------------	--	--	--------------------	--	--

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2017000004
LIBELLE : 2024 CONSTRUCTION CIS DE DUCLAIR CONSTRUCTION CIS DE DUCLAIR 2024
CONSTRUCTION CIS DE DUCLAIR CONSTRUCTION CIS DE DUCLAIR
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1704

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	468 158,84	a 0,00	200 000,00	b 200 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	1 836,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	0,00	1 836,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	463 022,84	0,00	0,00	0,00
217312	Bâtiments scolaires (mise à dispo)	0,00	452 485,64	0,00	0,00	0,00
217318	Autres bâtiments publics	0,00	10 537,20	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	3 300,00	0,00	200 000,00	200 000,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	200 000,00	200 000,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	3 300,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00
13158	Subv. transf. Autres groupements	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-200 000,00
--------------------------------------	--------------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2017000004
LIBELLE : 2024 CONSTRUCTION CIS DE DUCLAIR
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AP-Antérieures

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	445 870,00	d 445 870,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	445 870,00	445 870,00
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	222 935,00	222 935,00
13158	Subv. transf. Autres groupements	0,00	0,00	222 935,00	222 935,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	445 870,00
--------------------------------------	-------------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2018000003
LIBELLE : 2024 RECONSTRUCTION DU CIS DE FECAMP RECONSTRUCTION DU CIS DE
FECAMP
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1803

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	1 080,00	a 0,00	2 690 000,00	b 2 690 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	1 080,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	0,00	1 080,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	2 690 000,00	2 690 000,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	2 690 000,00	2 690 000,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00
13158	Subv. transf. Autres groupements	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-2 690 000,00
--------------------------------------	----------------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2019000001
LIBELLE : 2024 MATERIELS NON-OPERATIONNELS MATERIELS NON-OPERATIONNELS
MATERIELS NON-OPERATIONNELS 2024 MATERIELS NON-OPERATIONNELS
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1901

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	737 501,58	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	291 681,22	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	291 681,22	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	432 989,36	0,00	0,00	0,00
21531	Réseaux d'adduction d'eau	0,00	6 024,00	0,00	0,00	0,00
21532	Réseaux d'assainissement	0,00	268,85	0,00	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	0,00	98 505,80	0,00	0,00	0,00
21571	Matériel ferroviaire	0,00	68 648,53	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel technique	0,00	77 421,03	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	182 121,15	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	12 831,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	12 831,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2019000006
LIBELLE : 2024 E-SECOURS E-SECOURS 2024 E-SECOURS E-SECOURS
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1906

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	1 305 667,19	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	112 865,34	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	112 865,34	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	1 192 801,85	0,00	0,00	0,00
21568	Autre matériel, outillage incendie	0,00	1 191 149,45	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	1 652,40	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2019000006
LIBELLE : 2024 E-SECOURS 2024 E-SECOURS E-SECOURS
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AP-Antérieures

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2019000007
LIBELLE : 2024 RECONSTRUCTION CIS LES GRANDES VENTES RECONSTRUCTION CIS LES
GRANDES VENTES 2024 RECONSTRUCTION CIS LES GRANDES VENTES RECONSTRUCTION
CIS LES GRANDES VENTES
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1907

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	33 633,76	a 0,00	260 327,63	b 260 327,63
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	1 728,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	0,00	1 728,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	2 817,56	0,00	0,00	0,00
2111	Terrains nus	0,00	1 832,96	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	984,60	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	29 088,20	0,00	260 327,63	260 327,63
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	260 327,63	260 327,63
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	29 088,20	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		654 166,80	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	654 166,80	0,00	0,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	466 666,80	0,00	0,00	0,00
13148	Subv. transf. Autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00
13158	Subv. transf. Autres groupements	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-260 327,63
--------------------------------------	--------------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT					A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2019000007
LIBELLE : 2024 RECONSTRUCTION CIS LES GRANDES VENTES 2024 RECONSTRUCTION CIS
LES GRANDES VENTES RECONSTRUCTION CIS LES GRANDES VENTES
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1908

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	0,00	a 0,00	2 450 000,00	b 2 450 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	2 450 000,00	2 450 000,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	2 450 000,00	2 450 000,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-2 450 000,00
-------------------------------	---------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2019000008
LIBELLE : 2024 CIS MALAUNAY-MONTVILLE CIS MALAUNAY-MONTVILLE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1908

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	26 184,60	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	25 200,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	25 200,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	984,60	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	984,60	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		273 333,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	273 333,00	0,00	0,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	273 333,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT					A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2019000008
LIBELLE : 2024 CIS MALAUNAY-MONTVILLE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AP-Antérieures

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	273 355,70	d 273 355,70
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	273 355,70	273 355,70
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	273 355,70	273 355,70
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)				273 355,70
--------------------------------------	--	--	--	-------------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2020000001
LIBELLE : 2024 RECONSTRUCTION BOSC LE HARD RECONSTRUCTION BOSC LE HARD
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 2001

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	1 944,00	a 0,00	2 377 000,00	b 2 377 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	1 944,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	0,00	1 944,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	2 377 000,00	2 377 000,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	2 377 000,00	2 377 000,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-2 377 000,00
--------------------------------------	----------------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2020000001
LIBELLE : 2024 RECONSTRUCTION BOSC LE HARD RECONSTRUCTION BOSC LE HARD
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 2001R

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		517 366,90	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	517 366,90	0,00	0,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	330 166,90	0,00	0,00	0,00
13148	Subv. transf. Autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2020000001
LIBELLE : 2024 RECONSTRUCTION BOSC LE HARD
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AP-Antérieures

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	72 000,00	d 72 000,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	72 000,00	72 000,00
13148	Subv. transf. Autres communes	0,00	0,00	72 000,00	72 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	72 000,00
--------------------------------------	------------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT					A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2022000001
LIBELLE : 2024 REFECTION DES TOITURES ET FACADES DES BATIMENTS REFECTION DES TOITURES ET FACADES DES BATIMENTS REFECTION DES TOITURES ET FACADES DES BATIMENTS 2024 REFECTION DES TOITURES ET FACADES DES BATIMENTS
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 2201

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	320 936,31	a 0,00	1 210 000,00	b 1 210 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	320 936,31	0,00	0,00	0,00
21312	Bâtiments scolaires	0,00	251 872,73	0,00	0,00	0,00
21315	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
217312	Bâtiments scolaires (mise à dispo)	0,00	69 063,58	0,00	0,00	0,00
217315	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	1 210 000,00	1 210 000,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	1 210 000,00	1 210 000,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-1 210 000,00
--------------------------------------	----------------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT					A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2022000002
LIBELLE : 2024 SECURISATION DES SITES SECURISATION DES SITES 2024 SECURISATION
DES SITES SECURISATION DES SITES
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 2202

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	41 254,72	a 0,00	470 000,00	b 470 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	41 254,72	0,00	0,00	0,00
21311	Bâtiments administratifs	0,00	11 405,19	0,00	0,00	0,00
21312	Bâtiments scolaires	0,00	29 147,07	0,00	0,00	0,00
21315	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
217312	Bâtiments scolaires (mise à dispo)	0,00	702,46	0,00	0,00	0,00
217315	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	470 000,00	470 000,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	470 000,00	470 000,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-470 000,00
--------------------------------------	--------------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2022000003
LIBELLE : 2024 SYSTEME DE GESTION DES DONNEES DE REFERENCE ET SYSTEME D'I
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 2203

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	84 562,00	a 0,00	80 000,00	b 80 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	84 562,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	84 562,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	80 000,00	80 000,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	80 000,00	80 000,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-80 000,00
--------------------------------------	-------------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2023000001
LIBELLE : 2024 GRAND QUEVILLY CONSTRUCTION GRAND QUEVILLY CONSTRUCTION
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 2301

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	0,00	a 0,00	213 800,00	b 213 800,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	213 800,00	213 800,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	213 800,00	213 800,00
2318	Autres immo. corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTÉES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-213 800,00
--------------------------------------	--------------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT					A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2023000002
LIBELLE : 2024 SOTTEVILLE LES ROUEN CONSTRUCTION SOTTEVILLE LES ROUEN
CONSTRUCTION
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 2302

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	0,00	a 0,00	489 000,00	b 489 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	489 000,00	489 000,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	489 000,00	489 000,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)			-489 000,00
-------------------------------	--	--	-------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2023000003
LIBELLE : 2024 SAINT MARTIN DE BOSCHERVILLE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 2303

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	0,00	a 0,00	150 000,00	b 150 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	150 000,00	150 000,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	150 000,00	150 000,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-150 000,00
--------------------------------------	--------------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2024000001
LIBELLE : GOURNAY EN BRAY REHABILITATION
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 2401

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	0,00	a 0,00	80 000,00	b 80 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	80 000,00	80 000,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	80 000,00	80 000,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-80 000,00
--------------------------------------	-------------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2024000002
LIBELLE : RENOUELEMENT ARI
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 2402

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	0,00	a 0,00	741 000,00	b 741 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	741 000,00	741 000,00
21568	Autre matériel, outillage incendie	0,00	0,00	0,00	741 000,00	741 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-741 000,00
--------------------------------------	--------------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2018000003
LIBELLE : 2024 RECONSTRUCTION DU CIS DE FECAMP RECONSTRUCTION DU CIS DE
FECAMP
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	a	0,00	b
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c	0,00	d
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00
13158	Subv. transf. Autres groupements	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2019000006
LIBELLE : 2024 E-SECOURS E-SECOURS 2024 E-SECOURS E-SECOURS
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autre matériel, outillage incendie	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)			0,00
--------------------------------------	--	--	-------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2019000007
LIBELLE : 2024 RECONSTRUCTION CIS LES GRANDES VENTES RECONSTRUCTION CIS LES
GRANDES VENTES 2024 RECONSTRUCTION CIS LES GRANDES VENTES RECONSTRUCTION
CIS LES GRANDES VENTES
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	62 500,00	d 62 500,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	62 500,00	62 500,00
13148	Subv. transf. Autres communes	0,00	0,00	62 500,00	62 500,00
13248	Subv. non transf. Autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	62 500,00
--------------------------------------	------------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2019000008
LIBELLE : 2024 CIS MALAUNAY-MONTVILLE CIS MALAUNAY-MONTVILLE
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2023000001
LIBELLE : 2024 GRAND QUEVILLY CONSTRUCTION GRAND QUEVILLY CONSTRUCTION
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	781 466,00	d 781 466,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	781 466,00	781 466,00
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	390 733,00	390 733,00
13158	Subv. transf. Autres groupements	0,00	0,00	390 733,00	390 733,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	781 466,00
--------------------------------------	-------------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2023000002
LIBELLE : 2024 SOTTEVILLE LES ROUEN CONSTRUCTION SOTTEVILLE LES ROUEN
CONSTRUCTION
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	774 133,34	d 774 133,34
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	774 133,34	774 133,34
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	387 066,67	387 066,67
13158	Subv. transf. Autres groupements	0,00	0,00	387 066,67	387 066,67
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	774 133,34
--------------------------------------	-------------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2023000003
LIBELLE : 2024 SAINT MARTIN DE BOSCHERVILLE
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	422 584,00	d 422 584,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	422 584,00	422 584,00
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	211 292,00	211 292,00
13158	Subv. transf. Autres groupements	0,00	0,00	211 292,00	211 292,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	422 584,00
--------------------------------------	-------------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : HCO
LIBELLE : PAS DE PROGRAMME
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE					A3

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
TOTAL		27 022 126,00	2 103 144,24	28 737 643,53	28 737 643,53	30 840 787,77
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	4 049 160,90	2 103 144,24	4 967 310,04	4 967 310,04	7 070 454,28
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	50 000,00	1 447 877,44	136 875,00	136 875,00	1 584 752,44
1313	Subv. transf. Départements	2 773 540,90	640 266,80	3 077 048,37	3 077 048,37	3 717 315,17
13148	Subv. transf. Autres communes	72 000,00	0,00	134 500,00	134 500,00	134 500,00
13158	Subv. transf. Autres groupements	1 002 935,00	0,00	1 462 026,67	1 462 026,67	1 462 026,67
1318	Autres subventions d'équipement transf.	150 685,00	15 000,00	156 860,00	156 860,00	171 860,00
13248	Subv. non transf. Autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (3)	11 798 675,10	0,00	1 219 409,49	1 219 409,49	1 219 409,49
1641	Emprunts en euros	11 798 675,10	0,00	1 219 409,49	1 219 409,49	1 219 409,49
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		15 847 836,00	2 103 144,24	6 186 719,53	6 186 719,53	8 289 863,77
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	2 824 289,00	0,00	2 635 923,00	2 635 923,00	2 635 923,00
10222	FCTVA	2 824 289,00	0,00	2 635 923,00	2 635 923,00	2 635 923,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	1,00	0,00	1,00	1,00	1,00
Total des recettes financières		2 824 290,00	0,00	2 635 924,00	2 635 924,00	2 635 924,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		18 672 126,00	2 103 144,24	8 822 643,53	8 822 643,53	10 925 787,77
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00		10 000 000,00	10 000 000,00	10 000 000,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)	8 200 000,00		9 500 000,00	9 500 000,00	9 500 000,00
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00		0,00	0,00	0,00
21561	Matériel roulant	0,00		0,00	0,00	0,00
28031	Frais d'études	0,00		0,00	0,00	0,00
28033	Frais d'insertion	0,00		0,00	0,00	0,00
2804182	Autres org pub - Bât. et installations	0,00		0,00	0,00	0,00
2805	Licences, logiciels, droits similaires	8 200 000,00		9 500 000,00	9 500 000,00	9 500 000,00
281311	Bâtiments administratifs	0,00		0,00	0,00	0,00
281315	Centres d'incendie et de secours	0,00		0,00	0,00	0,00

SDIS de la Seine-Maritime - Budget Principal - BP - 2024

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
281318	Autres bâtiments publics	0,00		0,00	0,00	0,00
281535	Réseaux de transmission	0,00		0,00	0,00	0,00
281536	Réseaux d'alerte	0,00		0,00	0,00	0,00
281538	Autres réseaux	0,00		0,00	0,00	0,00
281561	Matériel roulant	0,00		0,00	0,00	0,00
281568	Autre matériel, outillage incendie	0,00		0,00	0,00	0,00
281578	Autre matériel technique	0,00		0,00	0,00	0,00
28158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00		0,00	0,00	0,00
2817315	Centres d'incendie et de secours	0,00		0,00	0,00	0,00
2817318	Autres bâtiments publics (m. à dispo)	0,00		0,00	0,00	0,00
281828	Autres matériels de transport	0,00		0,00	0,00	0,00
281838	Autre matériel informatique	0,00		0,00	0,00	0,00
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00		0,00	0,00	0,00
28188	Autres immo. corporelles	0,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (9)	150 000,00		415 000,00	415 000,00	415 000,00
13148	Subv. transf. Autres communes	150 000,00		415 000,00	415 000,00	415 000,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre		8 350 000,00		19 915 000,00	19 915 000,00	19 915 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(5) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (RI 040 = DF 042).

(7) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET								III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE								B

DEPENSES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
TOTAL		95 570 254,00	0,00	0,00	116 719 014,00	116 719 014,00	0,00	116 719 014,00	116 719 014,00
011	Charges à caractère général (3)	13 127 235,00	0,00	0,00	14 726 625,00	14 726 625,00	0,00	14 726 625,00	14 726 625,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	72 620 582,00	0,00		80 514 728,00	80 514 728,00		80 514 728,00	80 514 728,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	1 334 706,00	0,00	0,00	1 550 661,00	1 550 661,00	0,00	1 550 661,00	1 550 661,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		87 082 523,00	0,00	0,00	96 792 014,00	96 792 014,00	0,00	96 792 014,00	96 792 014,00
66	Charges financières	287 731,00	0,00		422 000,00	422 000,00		422 000,00	422 000,00
67	Charges spécifiques (3)	0,00	0,00		5 000,00	5 000,00		5 000,00	5 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		287 731,00	0,00	0,00	427 000,00	427 000,00		427 000,00	427 000,00
Total des dépenses réelles		87 370 254,00	0,00	0,00	97 219 014,00	97 219 014,00	0,00	97 219 014,00	97 219 014,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00			10 000 000,00	10 000 000,00		10 000 000,00	10 000 000,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (4)	8 200 000,00			9 500 000,00	9 500 000,00		9 500 000,00	9 500 000,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre		8 200 000,00			19 500 000,00	19 500 000,00		19 500 000,00	19 500 000,00

D002 Résultat reporté ou anticipé (5)								0,00
---------------------------------------	--	--	--	--	--	--	--	------

Total des dépenses de fonctionnement cumulées								116 719 014,00
---	--	--	--	--	--	--	--	----------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	B

RECETTES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		96 169 205,00	0,00	100 906 249,47	100 906 249,47	100 906 249,47
013	Atténuations de charges (2)	706 385,00	0,00	808 870,00	808 870,00	808 870,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	2 930 210,00	0,00	3 039 330,00	3 039 330,00	3 039 330,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (2)	89 083 987,00	0,00	93 269 295,47	93 269 295,47	93 269 295,47
75	Autres produits de gestion courante (2)	13 200,00	0,00	259 580,00	259 580,00	259 580,00
Total des recettes de gestion des services		92 733 782,00	0,00	97 377 075,47	97 377 075,47	97 377 075,47
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (2)	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (2)	846 078,00		856 874,00	856 874,00	856 874,00
Total des recettes financières		849 078,00	0,00	856 874,00	856 874,00	856 874,00
Total des recettes réelles		93 582 860,00	0,00	98 233 949,47	98 233 949,47	98 233 949,47
042	Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)	2 586 345,00		2 672 300,00	2 672 300,00	2 672 300,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre		2 586 345,00		2 672 300,00	2 672 300,00	2 672 300,00

R002 Résultat reporté ou anticipé (7)	15 812 764,53
--	----------------------

Total des recettes de fonctionnement cumulées	116 719 014,00
--	-----------------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (RF 042 = DI 040).

(4) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(7) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET								III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE								B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		95 570 254,00	0,00	0,00	116 719 014,00	116 719 014,00	0,00	116 719 014,00	116 719 014,00
011	Charges à caractère général (4)	13 127 235,00	0,00	0,00	14 726 625,00	14 726 625,00	0,00	14 726 625,00	14 726 625,00
60611	Eau et assainissement	123 009,00	0,00		145 000,00	145 000,00	0,00	145 000,00	145 000,00
60612	Energie - Electricité	1 802 115,00	0,00		2 600 000,00	2 600 000,00	0,00	2 600 000,00	2 600 000,00
60621	Combustibles	15 789,00	0,00		44 370,00	44 370,00	0,00	44 370,00	44 370,00
60622	Carburants	1 589 500,00	0,00		1 770 000,00	1 770 000,00	0,00	1 770 000,00	1 770 000,00
60623	Alimentation	64 200,00	0,00		65 797,00	65 797,00	0,00	65 797,00	65 797,00
60631	Fournitures d'entretien	154 566,00	0,00		160 329,00	160 329,00	0,00	160 329,00	160 329,00
60632	Fournitures de petit équipement	538 045,00	0,00		936 647,00	936 647,00	0,00	936 647,00	936 647,00
60636	Habillement et vêtements de travail	304 439,00	0,00		247 676,00	247 676,00	0,00	247 676,00	247 676,00
6064	Fournitures administratives	51 882,00	0,00		82 300,00	82 300,00	0,00	82 300,00	82 300,00
60661	Médicaments	50 000,00	0,00		65 000,00	65 000,00	0,00	65 000,00	65 000,00
60662	Vaccins et sérums	10 000,00	0,00		8 500,00	8 500,00	0,00	8 500,00	8 500,00
60668	Autres produits pharmaceutiques	207 200,00	0,00		220 000,00	220 000,00	0,00	220 000,00	220 000,00
6067	Fournitures scolaires	0,00	0,00		46 000,00	46 000,00	0,00	46 000,00	46 000,00
6068	Autres matières et fournitures	424 364,00	0,00		322 546,00	322 546,00	0,00	322 546,00	322 546,00
611	Contrats de prestations de services	109 000,00	0,00		163 150,00	163 150,00	0,00	163 150,00	163 150,00
6132	Locations immobilières	236 576,00	0,00		368 339,00	368 339,00	0,00	368 339,00	368 339,00
61351	Matériel roulant	118 162,00	0,00		121 214,00	121 214,00	0,00	121 214,00	121 214,00
614	Charges locatives et de copropriété	4 913,00	0,00		6 182,00	6 182,00	0,00	6 182,00	6 182,00
61521	Entretien terrains	96 000,00	0,00		90 000,00	90 000,00	0,00	90 000,00	90 000,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	275 000,00	0,00		319 000,00	319 000,00	0,00	319 000,00	319 000,00
615231	Entretien, réparations voiries	10 000,00	0,00		8 500,00	8 500,00	0,00	8 500,00	8 500,00
615232	Entretien, réparations réseaux	20 000,00	0,00		18 000,00	18 000,00	0,00	18 000,00	18 000,00
61551	Entretien matériel roulant	1 057 444,00	0,00		1 103 102,00	1 103 102,00	0,00	1 103 102,00	1 103 102,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	318 950,00	0,00		233 150,00	233 150,00	0,00	233 150,00	233 150,00
6156	Maintenance	1 064 947,00	0,00		1 262 621,00	1 262 621,00	0,00	1 262 621,00	1 262 621,00
6161	Multirisques	694 350,00	0,00		682 525,00	682 525,00	0,00	682 525,00	682 525,00
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	53 000,00	0,00		52 954,00	52 954,00	0,00	52 954,00	52 954,00
6168	Autres primes d'assurance	323 972,00	0,00		347 920,00	347 920,00	0,00	347 920,00	347 920,00
617	Etudes et recherches	43 300,00	0,00		23 000,00	23 000,00	0,00	23 000,00	23 000,00
6182	Documentation générale et technique	33 660,00	0,00		39 420,00	39 420,00	0,00	39 420,00	39 420,00
6184	Versements à des organismes de formation	669 500,00	0,00		527 750,00	527 750,00	0,00	527 750,00	527 750,00

SDIS de la Seine-Maritime - Budget Principal - BP - 2024

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6185	Frais de colloques et de séminaires	20 710,00	0,00		14 851,00	14 851,00	0,00	14 851,00	14 851,00
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	221 174,00	0,00		122 188,00	122 188,00	0,00	122 188,00	122 188,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00		3 840,00	3 840,00	0,00	3 840,00	3 840,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	27 280,00	0,00		54 480,00	54 480,00	0,00	54 480,00	54 480,00
6231	Annonces et insertions	18 200,00	0,00		16 200,00	16 200,00	0,00	16 200,00	16 200,00
6234	Réceptions	61 400,00	0,00		66 972,00	66 972,00	0,00	66 972,00	66 972,00
6236	Catalogues et imprimés	41 500,00	0,00		60 386,00	60 386,00	0,00	60 386,00	60 386,00
6241	Transports de biens	11 200,00	0,00		10 450,00	10 450,00	0,00	10 450,00	10 450,00
6247	Transports collectifs	8 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	430 474,00	0,00		452 041,00	452 041,00	0,00	452 041,00	452 041,00
6255	Frais de déménagement	5 000,00	0,00		4 000,00	4 000,00	0,00	4 000,00	4 000,00
6261	Frais d'affranchissement	38 300,00	0,00		29 392,00	29 392,00	0,00	29 392,00	29 392,00
6262	Frais de télécommunications	413 789,00	0,00		455 000,00	455 000,00	0,00	455 000,00	455 000,00
627	Services bancaires et assimilés	7 500,00	0,00		4 000,00	4 000,00	0,00	4 000,00	4 000,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	522 000,00	0,00		540 000,00	540 000,00	0,00	540 000,00	540 000,00
62872	Remb. frais budgets annexes et régies	165 800,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628722	Remb. frais aux régies avec ps.morale	0,00	0,00		157 497,00	157 497,00	0,00	157 497,00	157 497,00
6288	Autres services extérieurs	510 075,00	0,00		449 108,00	449 108,00	0,00	449 108,00	449 108,00
63512	Taxes foncières	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	2 000,00	0,00		2 000,00	2 000,00	0,00	2 000,00	2 000,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	28 750,00	0,00		26 460,00	26 460,00	0,00	26 460,00	26 460,00
6358	Autres droits	200,00	0,00		176,00	176,00	0,00	176,00	176,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	130 000,00	0,00		176 592,00	176 592,00	0,00	176 592,00	176 592,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4) (5)	72 620 582,00	0,00		80 514 728,00	80 514 728,00		80 514 728,00	80 514 728,00
6218	Autre personnel extérieur	16 790,00	0,00		9 203,00	9 203,00		9 203,00	9 203,00
6331	Versement mobilité	371 944,00	0,00		401 403,00	401 403,00		401 403,00	401 403,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	143 741,00	0,00		159 323,00	159 323,00		159 323,00	159 323,00
6333	Particip. employeurs format. prof. cont.	10 846,00	0,00		10 948,00	10 948,00		10 948,00	10 948,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	510 611,00	0,00		587 567,00	587 567,00		587 567,00	587 567,00
64111	Rémunération principale titulaires	24 261 191,00	0,00		29 359 910,00	29 359 910,00		29 359 910,00	29 359 910,00
64112	SFT, indemnité de résidence	630 615,00	0,00		569 939,00	569 939,00		569 939,00	569 939,00
64113	NBI	152 028,00	0,00		379 730,00	379 730,00		379 730,00	379 730,00
64118	Autres indemnités	16 672 290,00	0,00		15 654 974,00	15 654 974,00		15 654 974,00	15 654 974,00
64131	Rémunérations	1 306 364,00	0,00		2 883 369,00	2 883 369,00		2 883 369,00	2 883 369,00
6414	Personnel rémunéré à la vacation	10 533 172,00	0,00		10 735 038,00	10 735 038,00		10 735 038,00	10 735 038,00
6417	Rémunérations des apprentis	53 390,00	0,00		58 159,00	58 159,00		58 159,00	58 159,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	4 640 997,00	0,00		5 335 907,00	5 335 907,00		5 335 907,00	5 335 907,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	10 730 914,00	0,00		11 595 611,00	11 595 611,00		11 595 611,00	11 595 611,00

SDIS de la Seine-Maritime - Budget Principal - BP - 2024

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	53 035,00	0,00		116 927,00	116 927,00		116 927,00	116 927,00
646	Allocation de vétérance	1 003 875,00	0,00		1 034 506,00	1 034 506,00		1 034 506,00	1 034 506,00
6472	Prestations familiales directes	42 348,00	0,00		36 078,00	36 078,00		36 078,00	36 078,00
64731	Allocations chômage versées directement	47 531,00	0,00		42 942,00	42 942,00		42 942,00	42 942,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	318 212,00	0,00		324 280,00	324 280,00		324 280,00	324 280,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	46 044,00	0,00		45 400,00	45 400,00		45 400,00	45 400,00
6478	Autres charges sociales diverses	854 800,00	0,00		884 561,00	884 561,00		884 561,00	884 561,00
6488	Autres	219 844,00	0,00		288 953,00	288 953,00		288 953,00	288 953,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (4)	1 334 706,00	0,00	0,00	1 550 661,00	1 550 661,00	0,00	1 550 661,00	1 550 661,00
65311	Indemnités de fonction	43 697,00	0,00		46 283,00	46 283,00	0,00	46 283,00	46 283,00
65312	Frais de mission et de déplacement	8 000,00	0,00		10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	3 609,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6538	Autres organismes	0,00	0,00		50 000,00	50 000,00	0,00	50 000,00	50 000,00
6541	Créances admises en non-valeur	15 417,00	0,00		7 000,00	7 000,00	0,00	7 000,00	7 000,00
6558	Autres contributions obligatoires	256 200,00	0,00		250 000,00	250 000,00	0,00	250 000,00	250 000,00
6568	Autres participations	92 000,00	0,00		92 000,00	92 000,00	0,00	92 000,00	92 000,00
65741	Subv. de fonctionnement aux ménages	99 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00		93 000,00	93 000,00	0,00	93 000,00	93 000,00
65811	Droits d'utilisat° - informatique nuage	224 093,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65818	Autres	58 703,00	0,00		370 000,00	370 000,00	0,00	370 000,00	370 000,00
65821	Déficit des budgets annexes administrati	495 987,00	0,00		549 028,00	549 028,00	0,00	549 028,00	549 028,00
6583	Int. moratoires et pénalités sur marchés	8 000,00	0,00		5 000,00	5 000,00	0,00	5 000,00	5 000,00
65888	Autres	30 000,00	0,00		78 350,00	78 350,00	0,00	78 350,00	78 350,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		87 082 523,00	0,00	0,00	96 792 014,00	96 792 014,00	0,00	96 792 014,00	96 792 014,00
66	Charges financières	287 731,00	0,00		422 000,00	422 000,00		422 000,00	422 000,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	287 731,00	0,00		422 000,00	422 000,00		422 000,00	422 000,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00	0,00		5 000,00	5 000,00		5 000,00	5 000,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00		5 000,00	5 000,00		5 000,00	5 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		287 731,00	0,00	0,00	427 000,00	427 000,00		427 000,00	427 000,00
Total des dépenses réelles		87 370 254,00	0,00	0,00	97 219 014,00	97 219 014,00	0,00	97 219 014,00	97 219 014,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00			10 000 000,00	10 000 000,00		10 000 000,00	10 000 000,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)	8 200 000,00			9 500 000,00	9 500 000,00		9 500 000,00	9 500 000,00
675	Valeurs comptables immobilisations cédée	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
6761	Différences sur réalisations (positives)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
6811	Dot. amort. immos incorporelles	8 200 000,00			9 500 000,00	9 500 000,00		9 500 000,00	9 500 000,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (7) (9)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre		8 200 000,00			19 500 000,00	19 500 000,00		19 500 000,00	19 500 000,00

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET						III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE						B2

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		96 169 205,00	0,00	100 906 249,47	100 906 249,47	100 906 249,47
013	Atténuations de charges (3)	706 385,00	0,00	808 870,00	808 870,00	808 870,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	269 532,00	0,00	331 227,00	331 227,00	331 227,00
6459	Remb.charges sécu.sociale et prévoyance	8 842,00	0,00	9 868,00	9 868,00	9 868,00
6479	Rembours sur autres charges sociales	428 011,00	0,00	467 775,00	467 775,00	467 775,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	2 930 210,00	0,00	3 039 330,00	3 039 330,00	3 039 330,00
70685	Inter. soumi. factur.(art L1424-42 CGCT)	1 937 932,00	0,00	1 996 873,00	1 996 873,00	1 996 873,00
706888	Autres	152 333,00	0,00	183 842,00	183 842,00	183 842,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	759 487,00	0,00	763 825,00	763 825,00	763 825,00
70878	Remb. frais par des tiers	80 458,00	0,00	94 790,00	94 790,00	94 790,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	89 083 987,00	0,00	93 269 295,47	93 269 295,47	93 269 295,47
744	FCTVA	42 000,00	0,00	29 999,47	29 999,47	29 999,47
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participation départements	48 231 000,00	0,00	49 381 000,00	49 381 000,00	49 381 000,00
74748	Participation autres communes	7 045 955,00	0,00	7 339 414,00	7 339 414,00	7 339 414,00
74758	Participation autres groupements	31 778 839,00	0,00	32 844 255,00	32 844 255,00	32 844 255,00
747888	Autres	1 986 193,00	0,00	3 674 627,00	3 674 627,00	3 674 627,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	13 200,00	0,00	259 580,00	259 580,00	259 580,00
755	Dédits et pénalités perçus	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	8 200,00	0,00	259 580,00	259 580,00	259 580,00
Total des recettes de gestion des services		92 733 782,00	0,00	97 377 075,47	97 377 075,47	97 377 075,47
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	846 078,00		856 874,00	856 874,00	856 874,00
7815	Rep. prov. charges fonctionnt courant	846 078,00		856 874,00	856 874,00	856 874,00
Total des recettes réelles		93 582 860,00	0,00	98 233 949,47	98 233 949,47	98 233 949,47
042	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)	2 586 345,00		2 672 300,00	2 672 300,00	2 672 300,00
722	Immobilisations corporelles	150 000,00		0,00	0,00	0,00
7761	Différences sur réalisations (négatives)	0,00		0,00	0,00	0,00

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
77681	Neutralisation des amortissements	2 044 665,00		2 109 000,00	2 109 000,00	2 109 000,00
777	Rec... subv inv transférées cpte résult	391 680,00		563 300,00	563 300,00	563 300,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (4) (7)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre		2 586 345,00		2 672 300,00	2 672 300,00	2 672 300,00

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (8)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (9)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES									IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE									A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		30 864 875,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	750 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	212 788,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	195 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	11 849 733,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	17 857 353,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		8 822 643,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	1,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	2 635 923,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	4 967 310,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 219 409,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES							IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)							A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00		30 864 875,85
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		750 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		212 788,44
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		195 000,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		11 849 733,78
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		17 857 353,63
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00		8 822 643,53
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		1,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		2 635 923,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		4 967 310,04
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		1 219 409,49
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

SDIS de la Seine-Maritime - Budget Principal - BP - 2024

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		30 864 875,85
164	Emprunts auprès des éts financiers	750 000,00
203	Frais d'études, recherche, développement	25 000,00
204	Subventions d'équipement versées	195 000,00
205	Licences, procédés, droits similaires	187 788,44
213	Constructions	3 711 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	7 102 133,78
218	Autres immobilisations corporelles	1 036 600,00
231	Immobilisations corporelles en cours	14 813 427,63
238	Avances commandes immo corporelles	3 043 926,00
RECETTES		8 822 643,53
024	Produits des cessions d'immobilisations	1,00
102	Dotations et fonds d'investissement	2 635 923,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	4 967 310,04
164	Emprunts auprès des éts financiers	1 219 409,49

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES								IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE								A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		97 219 014,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	14 726 625,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	80 514 728,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	1 550 661,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	422 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		98 233 949,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	808 870,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	3 039 330,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	93 269 295,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	259 580,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	856 874,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES								IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)								A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		97 219 014,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		14 726 625,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		80 514 728,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		1 550 661,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		422 000,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		5 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		98 233 949,47
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		808 870,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		3 039 330,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		93 269 295,47
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		259 580,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		856 874,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		97 219 014,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	6 714 165,00
611	Contrats de prestations de services	163 150,00
613	Locations	489 553,00
614	Charges locatives et de copropriété	6 182,00
615	Entretien et réparations	3 034 373,00
616	Primes d'assurances	1 083 399,00
617	Etudes et recherches	23 000,00
618	Divers	582 021,00
621	Personnel extérieur au service	9 203,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	180 508,00
623	Pub., publications, relations publiques	143 558,00
624	Transports biens, transports collectifs	10 450,00
625	Déplacements et missions	456 041,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	484 392,00
627	Services bancaires et assimilés	4 000,00
628	Divers	1 146 605,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	1 159 241,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	28 636,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	176 592,00
641	Rémunérations du personnel	59 641 119,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	17 048 445,00
646	Allocation de vétéran	1 034 506,00
647	Autres charges sociales	1 333 261,00
648	Autres charges de personnel	288 953,00
653	Indemnités	106 283,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	7 000,00
655	Contributions obligatoires	250 000,00
656	Participations	92 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	93 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	1 002 378,00
661	Charges d'intérêts	422 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	5 000,00
RECETTES		98 233 949,47
641	Rémunérations du personnel	331 227,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	9 868,00
647	Autres charges sociales	467 775,00
706	Prestations de services	2 180 715,00
708	Autres produits	858 615,00
744	FCTVA	29 999,47
747	Participations	93 239 296,00
758	Produits divers de gestion courante	259 580,00
781	Rep. amort. et prov. produits fonct. cou	856 874,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

B1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature <small>(Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)</small>	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					0,00									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					12 775 000,00									
1641 Emprunts en euros (total)					12 775 000,00									
10001685813	CREDIT AGRICOLE	09/12/2022	15/12/2022	15/03/2023	4 000 000,00	F	Taux fixe à 2.92 %	2,920	2,952	EUR	T	C	O	A-1
673568E	CAISSE D'EPARGNE	09/12/2022	15/12/2022	05/04/2023	4 000 000,00	V	(Livret A(Préfixé) + 0.25)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,250	2,302	EUR	T	C	O	A-1
A14160JP-Conso 1	CAISSE D'EPARGNE	22/12/2016	10/03/2017	10/06/2017	1 125 000,00	F	Taux fixe à 1.31 %	1,310	1,316	EUR	T	P	O	A-1
A14160JP-Conso 2	CAISSE D'EPARGNE	22/12/2016	11/12/2017	11/01/2018	750 000,00	V	(Euribor 3M + 0.53)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,530	0,539	EUR	T	P	O	A-1
A142000Q	CAISSE D'EPARGNE	04/03/2020	21/08/2020	21/11/2020	450 000,00	V	(Euribor 3M + 0.86)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,860	0,875	EUR	T	P	O	A-1
MON533237EUR	SFIL CAFFIL	10/03/2020	27/03/2020	01/07/2020	450 000,00	F	Taux fixe à 0.62 %	0,620	0,622	EUR	T	C	O	A-1
MON543439EUR	BANQUE POSTALE	09/12/2022	15/12/2022	01/05/2023	2 000 000,00	V	(Euribor 3M + 0.65)-Floor 0 sur Euribor 3M	2,696	2,764	EUR	T	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					0,00									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					0,00									

SDIS de la Seine-Maritime - Budget Principal - BP - 2024

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					0,00									
1681 Autres emprunts (total) (9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					12 775 000,00									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle , B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
163 Emprunts obligataires (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		0,00		11 354 526,92					749 233,23	361 571,36	0,00	49 785,81
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		11 354 526,92					749 233,23	361 571,36	0,00	49 785,81
10001685813	N	0,00	A-1	3 733 333,32	13,96	F	Taux fixe à 2.92 %	2,952	266 666,68	106 093,33	0,00	4 217,78
673568E	N	0,00	A-1	3 850 000,00	19,01	V	(Livret A(Préfixé) + 0.25)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,302	200 000,00	124 732,30	0,00	28 667,71
A14160JP-Conso 1	N	0,00	A-1	777 703,71	13,19	F	Taux fixe à 1.31 %	1,316	54 108,84	9 922,84	0,00	526,62
A14160JP-Conso 2	N	0,00	A-1	393 957,09	5,94	V	(Euribor 3M + 0.53)-Floor 0 sur Euribor 3M	1,857	62 160,06	16 445,60	0,00	2 807,04
A142000Q	N	0,00	A-1	382 032,80	16,64	V	(Euribor 3M + 0.86)-Floor 0 sur Euribor 3M	2,728	21 297,65	17 582,85	0,00	1 588,02
MON533237EUR	N	0,00	A-1	292 500,00	6,25	F	Taux fixe à 0.62 %	0,622	45 000,00	1 708,88	0,00	379,37
MON543439EUR	N	0,00	A-1	1 925 000,00	19,08	V	(Euribor 3M + 0.65)-Floor 0 sur Euribor 3M	2,764	100 000,00	85 085,56	0,00	11 599,27
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

SDIS de la Seine-Maritime - Budget Principal - BP - 2024

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		0,00		11 354 526,92					749 233,23	361 571,36	0,00	49 785,81

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	B1.3

B1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	B1.4

B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
Structure							
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	Nombre de produits	7	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	11 354 526,92	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (swaption)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Référence de l'emprunt couvert	Effet de l'instrument de couverture							
		Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.
(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.
(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.
(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	B1.6

B1.6 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à payer au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<u>Auprès des organismes de droit privé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<u>Auprès des organismes de droit public</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<u>Dettes provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.

(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.

(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.7

B1.7 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante
----------	-----------------------------	------------------------	----------------

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délégation du
	Biens de faible valeur - Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : €		
	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Frais d'études (non suivies de réalisation)	5	04/12/2023
L	Frais de recherche et de développement (en cas de réussite du projet)	5	04/12/2023
L	Frais d'insertion (en cas d'échec du projet)	5	04/12/2023
L	Logiciels bureautiques	3	04/12/2023
L	Prologiciels métiers	10	04/12/2023
L	Système d'alerte	12	04/12/2023
L	Récepteurs d'ordres	5	04/12/2023
L	Terminaux de téléphonies (téléphones IP, Numériques et DECT complexes)	8	04/12/2023
L	Terminaux de radio (portatifs, mobiles, bases)	8	04/12/2023
L	Infrastructures (autocommutateurs)	10	04/12/2023
L	Matériels USSH (balises GPS, VHF portatives, casques de transmission)	8	04/12/2023
L	Autres matériels de transmissions	8	04/12/2023
L	Smartphones	2	04/12/2023
L	Equipements véhicule satellitaire	6	04/12/2023
L	Autres matériels de téléphonie	8	04/12/2023
L	PC fixes	5	04/12/2023
L	PC portables	3	04/12/2023
L	Tablettes	3	04/12/2023
L	Ecrans	5	04/12/2023
L	Fax	3	04/12/2023
L	Imprimantes	1	04/12/2023
L	Imprimantes externes avec fonctionnalités spécifiques (ECG...)	3	04/12/2023
L	Serveurs	6	04/12/2023
L	Matériel réseau	4	04/12/2023
L	Copieurs	5	04/12/2023
L	Bras Elévateurs Aériens (BEA)	20	04/12/2023
L	Echelles Pivotantes Séquentielles (EPS)	20	04/12/2023
L	Véhicules de Secours Aux Victimes (VSAV)	10	04/12/2023
L	Véhicules de Soutien Sanitaire (VSS) / SSO	20	04/12/2023
L	Camions Citernes Forestiers Moyens (CCFM) / Camions Citernes Industriels (CCI et CCGC)	25	04/12/2023
L	Camions Citernes Ruraux (CCR)	20	04/12/2023

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE	Délibération du
L	Fourgons Pompe Tonne Légers (FPTL) / Véhicules Première Intervention (VPI)	20 04/12/2023
L	Fourgons Pompe Tonne (FPT)	20 04/12/2023
L	Fourgons Pompe Tonne Grande Puissance (FPTGP)	20 04/12/2023
L	Fourgons Pompe Tonne Secours Routiers (FPTSR)	20 04/12/2023
L	Fourgons Mousse Grande Puissance (FMOGP)	20 04/12/2023
L	Véhicules de Secours Routier Moyen (VSRM)	20 04/12/2023
L	Dévidoirs Automobiles (DA)	25 04/12/2023
L	Véhicules de Balisage et Signalisation (VBS)	20 04/12/2023
L	Véhicule Ateliers (VARI)	10 04/12/2023
L	VTU / VTU-BS / VLOG	20 04/12/2023
L	Véhicules de Maintenance (VMA)	10 04/12/2023
L	Vélo électrique	6 04/12/2023
L	Véhicules Légers (VL)	8 04/12/2023
L	Véhicules légers (VL) électriques	8 04/12/2023
L	Véhicules légers (VL) d'occasion	5 04/12/2023
L	Véhicules Légers de Reconnaissance (VLR)	12 04/12/2023
L	VLRCG / VLHRCC	12 04/12/2023
L	Véhicules Légers de Reconnaissance Tout Chemin (VLRTC)	12 04/12/2023
L	Véhicules légers Hors Route (VLHR)	20 04/12/2023
L	Véhicule de transport de personnes (VTP)	15 04/12/2023
L	Voiturette de transport de matériels	10 04/12/2023
L	Tracteur polyvalent	10 04/12/2023
L	Véhicule Groupe de Reconnaissance et Intervention en Milieu Périlleux (VGRIMP)	20 04/12/2023
L	Fourgon Risques Technologiques (FRT)	20 04/12/2023
L	Véhicule de Secours AQuatique (VSAQ)	10 04/12/2023
L	Véhicule poste de commandement (VPCS) site	20 04/12/2023
L	Véhicule poste de commandement (VPCC) colonne	12 04/12/2023
L	Véhicule satellitaire (châssis)	12 04/12/2023
L	Véhicule Porte-Cellules (VPCE)	25 04/12/2023
L	Toutes cellules	25 04/12/2023
L	Moto-Pompes Remorquables (MPR) / Remorques Epuisement (REP)	20 04/12/2023
L	Bateaux de Sauvetage Léger (BSL)	10 04/12/2023
L	Bateaux pour navigation en Seine	12 04/12/2023
L	Boitiers de commande /Combinés haut parleur	10 04/12/2023
L	Roues	12 04/12/2023
L	Echelles	10 04/12/2023
L	Porte échelle	10 04/12/2023
L	Incendie	10 04/12/2023

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	Sauvetage	10	04/12/2023
L	dont cordes et harnais	7	04/12/2023
L	Désincarcération	15	04/12/2023
L	Drône léger	3	04/12/2023
L	Drône moyen	4	04/12/2023
L	Drône lourd	5	04/12/2023
L	Accessoires drône léger	3	04/12/2023
L	Accessoires drône moyen	4	04/12/2023
L	Accessoires drône lourds	5	04/12/2023
L	Epuisement (dont matériels d'obturation)	15	04/12/2023
L	Kit de lutte contre les frelons asiatiques	10	04/12/2023
L	Matériel biomédical	8	04/12/2023
L	Matériel d'immobilisation	4	04/12/2023
L	Bagagerie	4	04/12/2023
L	Dispositif de transport	8	04/12/2023
L	Tenue de protection textile	10	04/12/2023
L	Tenue F1/ Polos / Gants	2	04/12/2023
L	Bottes d'intervention et chaussures de sécurité	7	04/12/2023
L	Chaussants non incendie	2	04/12/2023
L	Casques	15	04/12/2023
L	ARI	10	04/12/2023
L	Bouteilles sous pression	15	04/12/2023
L	Tenues à usage limité	5	04/12/2023
L	Tenues lourdes	10	04/12/2023
L	Appareils de détection	10	04/12/2023
L	Sondes	5	04/12/2023
L	Aspirateur de récupération des effluents et poussières	15	04/12/2023
L	Barrages flottants	10	04/12/2023
L	Ecran de protection des rayonnements	15	04/12/2023
L	Citernes souples	10	04/12/2023
L	Détecteurs gazeux	5	04/12/2023
L	Valise de détection toxique de guerre	3	04/12/2023
L	Douche de décontamination SAS	10	04/12/2023
L	Pinces à distance	10	04/12/2023
L	Combinaisons	3	04/12/2023
L	Vibraphones et vibrascopes	10	04/12/2023
L	Elingues textiles	7	04/12/2023
L	Elingues et câbles acier	10	04/12/2023

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	Tenues Feux de navire et sous-combinaisons	10	04/12/2023
L	Tenues de survie en mer	7	04/12/2023
L	Bottes Feux de navire	7	04/12/2023
L	Combinaisons humides et semi-sèches	5	04/12/2023
L	Combinaisons étanches	7	04/12/2023
L	Instruments d'éclairage (lampes...)	5	04/12/2023
L	Gilets de sauvetage ou de stabilisation	7	04/12/2023
L	Instruments de mesure (montres, profondimètres...)	10	04/12/2023
L	Matériel de relevage (bouée de palier, parachutes...)	10	04/12/2023
L	Ceintures de lestage et plomb	10	04/12/2023
L	Détendeurs	10	04/12/2023
L	Paddle board	15	04/12/2023
L	Combinaisons	3	04/12/2023
L	Treuiis	15	04/12/2023
L	Barquettes	20	04/12/2023
L	Civières	10	04/12/2023
L	Siège	5	04/12/2023
L	Mobilier	15	04/12/2023
L	Audiovisuel	5	04/12/2023
L	Outillages	10	04/12/2023
L	Autres	10	04/12/2023
L	Construction bâtiment	40	04/12/2023
L	Réhabilitation bâtiment	20	04/12/2023
L	Travaux de voirie	10	04/12/2023
L	Travaux de toiture	20	04/12/2023
L	Pylônes	15	04/12/2023
L	Installations, matériels et outillage technique attachés aux bâtiments	10	04/12/2023
L	Subventions d'équipement versées	1	04/12/2023
L	Aménagements complémentaires modifiant la catégorie d'appartenance du bien	1	04/12/2023
L	Subventions reçues visant à financer un ou plusieurs équipements	1	04/12/2023
L	Subventions reçues visant à financer un ou plusieurs biens immobiliers	1	04/12/2023

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N	B3.1

PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		6 210 709,52	6 210 709,52	3 226 468,40	2 984 241,12
Provisions pour litiges	0,00		1 434 792,73	1 434 792,73	596 482,61	838 310,12
CONTENTIEUX CENTRE DEPARTEMENTAL DE FORMATION	0,00	14/12/2016	1 434 792,73	1 434 792,73	596 482,61	838 310,12
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		4 775 916,79	4 775 916,79	2 629 985,79	2 145 931,00
PROVISION AUTO-ASSURANCE	0,00	05/02/2016	117 000,00	117 000,00	0,00	117 000,00
CONTENTIEUX TEMPS DE TRAVAIL	0,00	16/02/2018	150 500,00	150 500,00	11 700,00	138 800,00
PROTOCOLE DE NEGOCIATION SYNDICALE	0,00	04/06/2019	4 500 000,00	4 500 000,00	2 609 869,00	1 890 131,00
ADMISSIONS EN NON VALEURS	0,00	06/12/2022	8 416,79	8 416,79	8 416,79	0,00
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions semi-budgétaires	0,00		6 210 709,52	6 210 709,52	3 226 468,40	2 984 241,12
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions budgétaires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS	0,00		6 210 709,52	6 210 709,52	3 226 468,40	2 984 241,12

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETALEMENT DES PROVISIONS	B3.2

B3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

Nature de la provision	Objet	Montant total de la provision à constituer	Durée	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Provision constituée au titre de l'exercice	Montant restant à provisionner
------------------------	-------	--	-------	---	---	--------------------------------

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		133,00	4,00	137,00	117,00	6,80	123,80
ADJOINT ADMINISTRATIF	C	92,00	0,00	92,00	82,60	0,00	82,60
ATTACHE	A	11,00	0,00	11,00	10,00	1,00	11,00
REDACTEUR	B	30,00	4,00	34,00	24,40	5,80	30,20
FILIERE TECHNIQUE (c)		96,00	0,00	96,00	79,10	6,00	85,10
ADJOINT TECHNIQUE	C	28,00	0,00	28,00	25,30	0,00	25,30
AGENT DE MAITRISE	C	35,00	0,00	35,00	29,30	1,00	30,30
INGENIEUR	A	14,00	0,00	14,00	5,50	5,00	10,50
TECHNICIEN	B	19,00	0,00	19,00	19,00	0,00	19,00
FILIERE SOCIALE (d)		0,00	1,00	1,00	0,00	1,00	1,00
ASSISTANT SOCIO EDUCATIF DE CLASSE EXEPTIONNELLE	A	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00	1,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SPORTIVE (g)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE CULTURELLE (h)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ANIMATION (i)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE POLICE (j)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		984,00	0,00	984,00	867,10	49,00	916,10
ADJUDANT/ADJUDANT-CHEF	C	248,00	0,00	248,00	239,80	0,00	239,80
CADRE DE SANTE	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
CADRE SUPERIEUR DE SANTE	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
CAPITAINE	A	24,00	0,00	24,00	18,00	0,00	18,00
CAPORAL	C	259,00	0,00	259,00	186,00	47,00	233,00
CAPORAL-CHEF	C	113,00	0,00	113,00	110,20	0,00	110,20

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
COLONEL	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
COLONEL HORS CLASSE	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
COMMANDANT	A	19,00	0,00	19,00	15,80	0,00	15,80
INFIRMIER HORS CLASSE	A	3,00	0,00	3,00	2,80	0,00	2,80
LIEUTENANT 1ERE CLASSE	B	39,00	0,00	39,00	35,00	0,00	35,00
LIEUTENANT 2EME CLASSE	B	30,00	0,00	30,00	30,00	0,00	30,00
LIEUTENANT HORS CLASSE	B	11,00	0,00	11,00	10,00	0,00	10,00
LIEUTENANT-COLONEL	A	13,00	0,00	13,00	13,00	0,00	13,00
MEDECIN DE CLASSE EXCEPTIONNELLE	A	3,00	0,00	3,00	2,00	0,00	2,00
MEDECIN HORS CLASSE	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
PHARMACIEN CLASSE NORMALE	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
SAPEUR	C	29,00	0,00	29,00	29,00	0,00	29,00
SERGEANT- SERGENT-CHEF	C	185,00	0,00	185,00	169,50	0,00	169,50
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		1 213,00	5,00	1 218,00	1 063,20	62,80	1 126,00

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel.
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES	
LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.
(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).
(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée...)
(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	B11.1

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COLLECTIVITE

DESIGNATION DES ORGANISMES	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES	B11.2

LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES					
Catégorie d'établissement (1)	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	B11.3

LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE						
Catégorie de services (1)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS**Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)**

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	11 461 893,23	11 461 893,23
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	-6 247 360,91	-6 247 360,91
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	0,00	0,00

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Affectation au 1068 (C)	0,00	0,00
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	0,00	0,00
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	0,00	0,00

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Propositions nouvelles	Vote
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	1 313 300,00	1 313 300,00
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	22 135 924,00	22 135 924,00
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	20 822 624,00	20 822 624,00

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		1 313 300,00	I 1 313 300,00
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		750 000,00	750 000,00
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	750 000,00	750 000,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		563 300,00	563 300,00
10...	<i>Reprise de dotations, fonds divers et réserves</i>		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	0,00
139	<i>Subv. invest. transférées cpte résultat</i>	<i>563 300,00</i>	<i>563 300,00</i>

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D’INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	Nature de l’activité (SPIC/SPA)
-----------------------	-----------------------------	------------------	----------------------	------------------------------------

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT	D5.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	D5.2

Cet état ne contient pas d'information.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),

A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3).

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de ..., de la Collectivité territoriale unique de ..., de la métropole de ..., du Conseil syndical de ...

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice

20

Nombre de membres présents

15 + 1 pouvoir

Nombre de suffrages exprimés

16

VOTES :

Pour

16

Contre

0

Abstentions

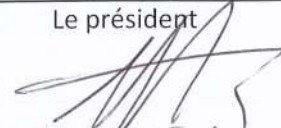
0

Date de convocation : 05/03/2024

Présenté par le Président, M. GAUTIER André,

à YVETOT, le 21 mars 2024

Le président



André GAUTIER

Délibéré par le conseil d'administration, réuni en session, à YVETOT,

le 21 mars 2024

Membres représentant le département

Le président	Suppléante
Monsieur GAUTIER André	Monsieur ROCHE Olivier
Titulaires	Suppléants
Madame COUPPEY Louisa	Madame DURANDE Florence
Madame CANU Pierrette	Monsieur MARTOT Stéphane
Madame COTTEREAU Chantal	Madame RENOU Patricia
Monsieur DEMAZURE Julien	Madame DURAME Delphine
Madame GUEROULT Claire	Monsieur BAZILLE Alain
Madame LUCOT-AVRIL Virginie	Monsieur DECOUDRE Joël
Monsieur METOT Dominique	Madame FLAVIGNY Catherine
Madame MOREL Christine	Monsieur JACQUES Laurent
Monsieur ROULY Nicolas	Monsieur RASSE-LAMBRECQ Valentin
Monsieur TERRIER Didier	Madame BILOQUET Armelle
Madame TESSIER Dominique	Monsieur LHEUREUX Jérôme

Membres représentant les communes

Titulaires	Suppléants
Monsieur BERTRAND Nicolas	Monsieur PICARD Eric
Monsieur COLIN Gérard	Madame CLABAUT Anne-Sophie
Monsieur CORITON Bastien	Monsieur GUERARD Hervé
Monsieur THEVENOT Jean-Pierre	Monsieur HERMAND Thomas

Membres représentant les EPCI

Titulaires	suppléants
Monsieur BUREAUX Olivier	Monsieur BRUMENT Antoine
Monsieur COUTEY Guillaume	Monsieur MAUGER Jean-Michel
Madame POUSSIER-WINSBACK Marie-Agnès	Monsieur AUBRY Pierre
Monsieur SAINT-MARTIN Florent	Monsieur BRUNEAU Alban

Certifié exécutoire par le président, compte tenu de la transmission en préfecture le
et de la publication le

A YVETOT, le.....

- Membres théoriques :
20
- Membres en exercice :
20
- Membres présents :
15
 - Pouvoir :
1
 - Votants :
16

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

BUDGET PRIMITIF 2024 – BUDGET ANNEXE RESTAURATION

Le 21 mars 2024, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 05 mars 2024, s'est réuni à la Direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (11 membres) avec 15 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Pierrette CANU, Claire GUEROULT, Dominique TESSIER.

MM. Nicolas BERTRAND, Olivier BUREAUX, Bastien CORITON, Julien DEMAZURE, Dominique METOT, Didier TERRIER, Jean-Pierre THEVENOT.

Suppléants

Mmes Anne-Sophie CLABAUT, Patricia RENOU.

MM. Pierre AUBRY, Jean-Michel MAUGER.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Stéphane GOUZEC, le Colonel Thierry SENEZ, le Lieutenant-Colonel Hervé COLIBERT, le Lieutenant Jérôme ANQUETIL, l'Adjudant-Chef Bertrand BOCLET, Monsieur Thierry LEMARIE.

III. Membre de droit :

M. Clément VIVES, Directeur de Cabinet, représentant Monsieur le Préfet.

IV. Pouvoir :

Monsieur Nicolas ROULY à Monsieur Bastien CORITON.

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU - représentée, Louisa COUPPEY, Virginie LUCOT-AVRIL, Christine MOREL, Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK – représentée.

MM. Gérard COLIN – représenté, Guillaume COUTEY – représenté, Nicolas ROULY, Florent SAINT-MARTIN, le Lieutenant-Colonel Chris CHISLARD, le Lieutenant-Colonel Hervé TESNIERE, le Commandant Julien HURE – représenté, le Capitaine Nicolas VACLE, l'Adjudant-Chef Philippe SEVESTRE – représenté, Monsieur Patrick D'ANGELO, payeur départemental par intérim.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
<i>Toutes</i>	<i>Tous</i>	<i>Tous</i>

*
* *

Vu :

- le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L3312-1 et L1424-29,
- l'instruction budgétaire et comptable M57,
- la délibération n°DCA-2023-065 portant sur l'approbation d'un règlement budgétaire et financier dans le cadre du passage à la nomenclature M57,
- la délibération n° DCA-2024-002 et le débat qui s'est déroulé le 25 janvier 2024 suite à la présentation des orientations budgétaires pour 2024,
- la délibération n°DCA-2024-010 relative à la reprise anticipée du résultat de l'exercice 2023.

*
* *

Le budget proposé au titre de l'exercice 2024 intègre les résultats de l'exercice précédent.

Cette proposition s'équilibre, en dépenses et en recettes, pour un montant total de 941 761,11 € réparti comme suit :

- en fonctionnement : 899 757,00 €,
- en investissement : 42 004,11 €.

Les données de ce projet de budget primitif sont proches de celles annoncées lors de la présentation du rapport d'orientations budgétaires (ROB) le 25 janvier dernier et se traduisent comme suit :

Dépenses (en € HT)	Budget Primitif 2023		Budget primitif 2024	
	Réelles	Ordre	Réelles	Ordre
Investissement	14 000,00 €	- €	42 004,11 €	- €
Fonctionnement	821 497,00 €	14 000,00 €	885 757,00 €	14 000,00 €
TOTAL	835 497,00 €	14 000,00 €	927 761,11 €	14 000,00 €
Recettes (en € HT)	Budget Primitif 2023		Budget primitif 2024	
	Réelles	Ordre	Réelles	Ordre
Investissement		14 000,00 €	28 004,11 €	14 000,00 €
Fonctionnement	835 497,00 €		899 757,00 €	
TOTAL	835 497,00 €	14 000,00 €	927 761,11 €	14 000,00 €

Seules les évolutions et les variations les plus importantes, en comparaison au budget primitif 2023, seront mises en exergue dans les développements suivants :

De plus, au même titre que le budget principal, le budget annexe restauration a changé d'instruction budgétaire et passé à la M57 au 1^{er} janvier 2024.

I – Section de fonctionnement

A – Les dépenses de fonctionnement

Chapitre	Libellé	Budget primitif 2023	Budget primitif 2024
011	Charge à caractère général	336 867,00 €	407 304,00 €
012	Charges de personnel	482 370,00 €	478 193,00 €
65	Autres charges de gestion courante	10,00 €	260,00 €
Total dépenses / gestion des services		819 247,00 €	885 757,00 €
67	Charges exceptionnelles	250,00 €	- €
022	Dépenses imprévues	2 000,00 €	- €
Total dépenses réelles de fonctionnement		821 497,00 €	885 757,00 €
042	Opérations d'ordre entre sections	14 000,00 €	14 000,00 €
Total général dépenses de fonctionnement		835 497,00 €	899 757,00 €

Le total des dépenses de fonctionnement connaît une progression de 7,69 %.

Néanmoins, certains chapitres affichent des variations plus marquées.

- Les charges à caractère général (chapitre 011) :

De par sa nature, le budget restauration est principalement impacté par le prix des matières premières. De ce fait, le contexte inflationniste continue d'impacter les prévisions budgétaires relatives aux denrées alimentaires.

De plus, la loi n°2018-938 du 30 octobre 2018 dite Egalim « pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous », fait peser sur ce budget des obligations non sans conséquences financières.

Parallèlement, le contrat de prestation de restauration collective du Centre d'Entraînement et de Développement des Compétences (CEDEC) connaît une évolution de prix liée à la fois à la fréquentation du site en lien avec la programmation annuelle des formations ainsi que la révision de prix inhérente du contrat.

Au regard des éléments précités, le chapitre des charges à caractère général connaît une évolution de plus de 20 %. Néanmoins, ce chapitre a été abondé en cours d'exercice pour tenir compte de l'évolution du nombre de repas servis au CEDEC. Retraité de cet ajustement, le chapitre progresse de 2,37 %.

- Les charges de personnel (chapitre 012) :

Le Service Restauration est composé de 12 agents répartis sur les sites de Rouen-Gambetta et la Direction à Yvetot.

Jusqu'à présent le Service était contraint de prévoir des crédits pour permettre le recours à des renforts ponctuels pour garantir la continuité de service suite aux arrêts maladie de certains agents programmés ou non. A ce stade, il n'est pas prévu de renforcer les équipes.

Aussi, malgré la prise en compte des évolutions réglementaires, notamment l'augmentation de 5 points d'indice, ce chapitre affiche une légère baisse par rapport au Budget primitif 2023.

B – Les recettes de fonctionnement

Chapitre	Libellé	Budget primitif 2023	Budget primitif 2024
70	Produits des services	339 510,00 €	350 729,00 €
75	Autres produits de gestion courante	495 987,00 €	549 028,00 €
Total général recettes de fonctionnement		835 497,00 €	899 757,00 €

- Les produits des services (chapitre 70) :

Les produits de service retracent deux types de flux : la facturation des repas et les repas délivrés gratuitement dans le cadre de formation mais facturés au budget principal.

Les tarifs appliqués au repas suivent la même inflation que l'ensemble des tarifs de l'établissement, soit l'indice des prix à la consommation de septembre 2023 (+4,9%).

- Autres produits de gestion courante (chapitre 75) :

Les crédits proposés correspondent uniquement à la subvention d'équilibre versée par le budget principal.

II – Section d'investissement

La section d'investissement est équilibrée comme suit :

A – Les dépenses d'investissement

Chapitre	Libellé	Budget primitif 2023	Budget primitif 2024
21	Immobilisation corporelles	13 100,00 €	42 004,11 €
020	Dépenses imprévues	900,00 €	- €
Total général dépenses d'investissement		14 000,00 €	42 004,11 €

Les crédits proposés permettent le renouvellement des matériels techniques relatifs à l'activité de restauration des trois sites appartenant au Sdis 76 : la Direction départementale, Rouen-Gambetta et le CEDEC à Saint-Valéry-en-Caux.

Les travaux de réhabilitation du Centre d'incendie et de secours (Cis) Rouen-Gambetta intègre la réfection des cuisines et l'espace de restauration.

Néanmoins, certains matériels de la cuisine de Rouen-Gambetta souffrent de vétusté et nécessitent d'être changés rapidement, sans pouvoir attendre la futur réhabilitation du site.

En effet, le service va devoir, notamment, renouveler les vitrines réfrigérées du site (20 K€).

Ces dernières devront pouvoir s'intégrer dans le futur espace restauration.

B – Les recettes d'investissement

Traditionnellement, la dotation aux amortissements finançait intégralement le renouvellement de matériels.

Cependant, au regard des besoins de renouvellement évoqués ci-dessus, il vous est proposé de verser une subvention d'équipement en provenance du budget principal.

Chapitre	Libellé	Budget primitif 2023	Budget primitif 2024
001	Solde de la section d'investissement reporté	- €	8 004,11 €
13	Subvention d'équipement	- €	20 000,00 €
040	Opérations d'ordre entre sections	14 000,00 €	14 000,00 €
Total général recettes d'investissement		14 000,00 €	42 004,11 €

*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20240321-DCA-2024-012-BF

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/03/2024

Affichage : 28/03/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Président du Conseil d'administration,

Signé électroniquement, le 28/03/2024
Andre GAUTIER, Président CASDIS

André GAUTIER

ANNEXE A LA DELIBERATION

NOTE DE PRESENTATION

BUDGET PRIMITIF 2024 – BUDGET ANNEXE RESTAURATION

L'article 107 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (loi Notre) prévoit qu' « une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au budget primitif et au compte administratif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux ».

La présente annexe a pour objet de satisfaire à cette obligation.

1 - Eléments de contexte

Le Service restauration est composé de 11 agents, dont 2 sur emplois non permanents :



62 984

Nombre de repas servis en 2023

Ils œuvrent à la production :

- en régie sur les sites de la direction à Yvetot et du Centre d'incendie et de secours de Gambetta,
- ou selon un mode externalisé par l'intermédiaire d'un prestataire pour l'école départementale de formation de Saint Valery en Caux,

de repas sur les différents sites de restauration du service départemental.

2 - Les priorités du budget

Dans la continuité des exercices précédents, la gestion rigoureuse des dépenses de ce budget annexe associée à une revalorisation annuelle des tarifs suivant l'inflation restent essentielles et permettent une maîtrise des coûts sans sacrifier la qualité des repas.

3 - Le budget par grands postes (en € HT)

DEPENSES	BP 2024	% du total	RECETTES	BP 2024	% du total
Charge à caractère général	407 304,00 €	45,27%	Produits des services	350 729,00 €	38,98%
Charges de personnel	478 193,00 €	53,15%	Subvention d'équilibre	549 028,00 €	61,02%
Autres charges de gestion courante	260,00 €	0,03%			
Charges exceptionnelles	- €	0,00%			
Dépenses imprévues	- €	0,00%			
Total dépenses réelles de fonctionnement	885 757,00 €	98,44%	Total recettes réelles de fonctionnement	899 757,00 €	100,00%
Opérations d'ordre	14 000,00 €	1,56%	Opérations d'ordre	- €	
Total dépenses de fonctionnement	899 757,00 €	100,00%	Total recettes de fonctionnement	899 757,00 €	100,00%
Dépenses d'équipement	42 004,11 €	100,00%	Subvention d'équipement	20 000,00 €	142,86%
Dépenses imprévues	- €	0,00%			
Total dépenses réelles d'investissement	42 004,11 €	100,00%	Total recettes réelles d'investissement	20 000,00 €	47,61%
Opérations d'ordre	- €		Opérations d'ordre	14 000,00 €	33,33%
			Solde d'exécution reporté	8 004,11 €	
Total des dépenses d'investissement	42 004,11 €	100,00%	Total des recettes d'investissement	42 004,11 €	100,00%
Total global	941 761,11 €		Total global	941 761,11 €	

4 - Les indicateurs financiers

En Milliers d'€	BP 2024
Epargne de gestion	14,00 €
Epargne brute	14,00 €
Epargne nette	14,00 €
En cours de la dette au 01/01/23	0 €
Capacité de désendettement (en années d'épargne brute)	NC
Taux d'épargne (épargne brute/recettes réelles de fonctionnement)	1,56%

REPUBLIQUE FRANÇAISE

AUTRE : SDIS de la Seine-Maritime (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE Budget Principal (2)

Numéro SIRET : 28760001900072

POSTE COMPTABLE : PAIERIE DEPARTEMENTALE DE LA SEINE-MARITIME

M. 57

Budget primitif

Voté par nature

BUDGET : Budget Restauration (3)

ANNEE 2024

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B - Modalités de vote du budget	5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats	6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses	7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes	8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports	9
B1 - Présentation des AP votées	10
B2 - Présentation des AE votées	11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement	12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement	15
D1 - Balance générale - Dépenses	17
D2 - Balance générale - Recettes	19

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble	21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article	25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement	27
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP	28
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP	29
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article	30
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	32
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article	35
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article	38

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble	Sans Objet
A1.01 - Opérations non ventilables	Sans Objet
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux	Sans Objet
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	Sans Objet
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité	Sans Objet
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	Sans Objet
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	Sans Objet
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA)	Sans Objet
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA	Sans Objet
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	Sans Objet
A1.906 - Fonction 6 - Action économique	Sans Objet
A1.907 - Fonction 7 - Environnement	Sans Objet
A1.908 - Fonction 8 - Transports	Sans Objet
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	Sans Objet
A2.01 - Opérations non ventilables	Sans Objet
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux	Sans Objet
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	Sans Objet
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité	Sans Objet
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	Sans Objet
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	Sans Objet
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	Sans Objet
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA	Sans Objet
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI	Sans Objet
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	Sans Objet
A2.936 - Fonction 6 - Action économique	Sans Objet
A2.937 - Fonction 7 - Environnement	Sans Objet
A2.938 - Fonction 8 - Transports	Sans Objet

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux	Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet

B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	40
B3.1 - Etat des provisions constituées	Sans Objet
B3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat synthétique des engagements donnés	Sans Objet
B7.2 - Etat synthétique des engagements reçus	Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés	Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus	Sans Objet
B8 - Subventions versées	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	41
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C - Annexes budgétaires	
C1.1 - Equilibre budgétaire	44
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses	45
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes	Sans Objet
D - Autres éléments d'information	
D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
V - Arrêté et signatures	
A - Arrêté et signatures	46

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.



Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;
les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	0

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	0

Informations financières – ratios		Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	0
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	0
3	Dépenses d'équipement brut / population	0
4	Encours de dette / population (2) (3)	0
5	DGF / population	0
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	53,99 %
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	98,44 %
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	4,67 %
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	0,00 %
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	0 %

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1^{er} janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante décide de voter le présent budget :

- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : 7.5 %
- Investissement : 7.5%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget primitif (5) de l'exercice précédent.

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°... du ...

(5) Indiquer « primitif » ou « cumulé ». Budget cumulé = BP + BS + DM.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1)	C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1			
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (2)
TOTAL DU BUDGET	870 799,72	873 191,42	5 612,41	A1 8 004,11
Investissement	9 879,08	12 270,78	(3) 5 612,41	A2 8 004,11
Fonctionnement	860 920,64	860 920,64	(4) 0,00	A3 0,00

	RESTES A REALISER N-1		
	Dépenses	Recettes	Solde (B)
TOTAL des RAR	I + II 0,00	III + IV 0,00	B1 0,00
Investissement	I 0,00	III 0,00	B2 0,00
Fonctionnement	II 0,00	IV 0,00	B3 0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
TOTAL	A1 + B1	8 004,11
Investissement	A2 + B2	8 004,11
Fonctionnement	A3 + B3	0,00

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 0,00
018	RSA	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) 0,00
011	Charges à caractère général (4)	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) 0,00
018	RSA	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV) 0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
731	Fiscalité locale	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00
013	Atténuations de charges (4)	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS	A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	42 004,11	34 000,00

	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 8 004,11

	=	=	=
	Total de la section d'investissement (2)	42 004,11	42 004,11

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	899 757,00	899 757,00

	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00

	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (3)	899 757,00	899 757,00

	TOTAL DU BUDGET (4)	941 761,11	941 761,11
--	----------------------------	-------------------	-------------------

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET		II
PRESENTATION DES AP VOTEES		B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			

« AP de dépenses imprévues » (2)		020	0,00
---	--	-----	------

TOTAL GENERAL			0.00
----------------------	--	--	-------------

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET		II
PRESENTATION DES AE VOTEES		B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			

« AE de dépenses imprévues » (2)		022	0,00
----------------------------------	--	-----	------

TOTAL GENERAL			0,00
----------------------	--	--	-------------

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (3) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (3)	13 100,00	0,00	42 004,11	42 004,11	42 004,11
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (3) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		13 100,00	0,00	42 004,11	42 004,11	42 004,11
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		13 100,00	0,00	42 004,11	42 004,11	42 004,11

040	Opérations ordre transf. entre sections (7)	0,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (7)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre d'investissement		0,00		0,00	0,00	0,00

TOTAL	13 100,00	0,00	42 004,11	42 004,11	42 004,11
--------------	------------------	-------------	------------------	------------------	------------------

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	42 004,11
---	------------------

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(8) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) (3)	0,00	0,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		0,00	0,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (3) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		0,00	0,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00

021	Virement de la section de fonctionnement (10)	0,00		0,00	0,00	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)	14 000,00		14 000,00	14 000,00	14 000,00
041	Opérations patrimoniales (10)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre d'investissement		14 000,00		14 000,00	14 000,00	14 000,00

TOTAL	14 000,00	0,00	34 000,00	34 000,00	34 000,00
--------------	------------------	-------------	------------------	------------------	------------------

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	8 004,11
--	-----------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	42 004,11
---	------------------

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

**AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR
LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)**

14 000,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(7) Le compte 138 n'est pas un chapitre mais une subdivision du chapitre 13.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général (3)	336 867,00	0,00	407 304,00	407 304,00	407 304,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	482 370,00	0,00	478 193,00	478 193,00	478 193,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	260,00	0,00	260,00	260,00	260,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		819 497,00	0,00	885 757,00	885 757,00	885 757,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		819 497,00	0,00	885 757,00	885 757,00	885 757,00

023	Virement à la section d'investissement (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)	14 000,00		14 000,00	14 000,00	14 000,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		14 000,00		14 000,00	14 000,00	14 000,00

TOTAL	833 497,00	0,00	899 757,00	899 757,00	899 757,00
--------------	-------------------	-------------	-------------------	-------------------	-------------------

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	899 757,00
--	-------------------

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	339 510,00	0,00	350 729,00	350 729,00	350 729,00
73	Impôts et taxes (sauf le 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	495 987,00	0,00	549 028,00	549 028,00	549 028,00
Total des recettes de gestion courante		835 497,00	0,00	899 757,00	899 757,00	899 757,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		835 497,00	0,00	899 757,00	899 757,00	899 757,00

042	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		0,00		0,00	0,00	0,00

TOTAL	835 497,00	0,00	899 757,00	899 757,00	899 757,00
--------------	-------------------	-------------	-------------------	-------------------	-------------------

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	899 757,00
--	-------------------

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	14 000,00	Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.
---	------------------	--

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – DEPENSES	D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3) (5)	42 004,11	0,00	42 004,11
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
29	Dépréciations des immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Dépréciation des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		0,00	0,00
198	Neutralisation des amortissements		0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Dépréciation des comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59	Dépréciation des comptes financiers (4)		0,00	0,00
Dépenses d'investissement – Total		42 004,11	0,00	42 004,11

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	42 004,11
--	-----------

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	407 304,00		407 304,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	478 193,00		478 193,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	260,00	0,00	260,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (9)	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	14 000,00	14 000,00
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement		0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement – Total		885 757,00	14 000,00	899 757,00

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
------------------------------------	------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	899 757,00
---	------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – RECETTES	D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10 Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
13 Subventions d'investissement (reçues) (3)	20 000,00	0,00	20 000,00
15 Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18 Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20 Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00
204 Subventions d'équipement versées (3) (9)	0,00	0,00	0,00
21 Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00
22 Immobilisations reçues en affectation (3)	(7) 0,00	0,00	0,00
23 Immobilisations en cours(sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00
018 RSA	0,00	0,00	0,00
26 Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27 Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00
28 Amortissement des immobilisations		14 000,00	14 000,00
29 Dépréciations des immobilisations (4)		0,00	0,00
39 Dépréciation des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
3... Stocks et en-cours		0,00	0,00
45 Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00
481 Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49 Dépréciation des comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59 Dépréciation des comptes financiers (4)		0,00	0,00
021 Virement de la section de fonctionnement		0,00	0,00
024 Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
Recettes d'investissement – Total	20 000,00	14 000,00	34 000,00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	8 004,11
---	----------

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	0,00
--------------------------------	------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	42 004,11
---	------------------

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013 Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016 APA	0,00		0,00
017 RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60 Achats et variation des stocks		0,00	0,00
70 Prod. services, domaine, ventes diverses	350 729,00		350 729,00
71 Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72 Production immobilisée		0,00	0,00
73 Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731 Fiscalité locale	0,00		0,00
74 Dotations et participations (8)	0,00		0,00
75 Autres produits de gestion courante (8)	549 028,00	0,00	0,00
76 Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77 Produits spécifiques (8)	0,00	0,00	0,00
78 Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	0,00	0,00
79 Transferts de charges		0,00	0,00
Recettes de fonctionnement – Total	899 757,00	0,00	899 757,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
------------------------------------	------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	899 757,00
--	-------------------

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.
- (3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
- (4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
- (5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).
- (6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.
- (7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.
- (8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
- (9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE	A

DEPENSES

Chapitre	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL	13 100,00	0,00	0,00	42 004,11	42 004,11	0,00	42 004,11	42 004,11
018 RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20 Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204 Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21 Immobilisations corporelles	13 100,00	0,00	0,00	42 004,11	42 004,11	0,00	42 004,11	42 004,11
22 Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23 Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des opérations d'équipement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement	13 100,00	0,00	0,00	42 004,11	42 004,11	0,00	42 004,11	42 004,11
10 Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13 Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18 Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26 Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27 Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020 Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45 Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles	13 100,00	0,00	0,00	42 004,11	42 004,11	0,00	42 004,11	42 004,11
040 Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
041 Opérations patrimoniales (7)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (8)	0,00
---	-------------

Total des dépenses d'investissement cumulées	42 004,11
---	------------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(3) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(4) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES					A

RECETTES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
TOTAL		14 000,00	0,00	34 000,00	34 000,00	34 000,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		0,00	0,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA, régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		0,00	0,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00		0,00	0,00	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)	14 000,00		14 000,00	14 000,00	14 000,00
041	Opérations patrimoniales (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre		14 000,00		14 000,00	14 000,00	14 000,00

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (7)					8 004,11
--	--	--	--	--	----------

Affectation au compte 1068 (8)					0,00
--------------------------------	--	--	--	--	------

Total des recettes d'investissement cumulées					42 004,11
--	--	--	--	--	-----------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(7) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(8) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET								III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE								A1

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
TOTAL		13 100,00	0,00	0,00	42 004,11	42 004,11	0,00	42 004,11	42 004,11
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	13 100,00	0,00	0,00	42 004,11	42 004,11	0,00	42 004,11	42 004,11
21578	Autre matériel technique	13 100,00	0,00		42 004,11	42 004,11	0,00	42 004,11	42 004,11
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		13 100,00	0,00	0,00	42 004,11	42 004,11	0,00	42 004,11	42 004,11
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		13 100,00	0,00	0,00	42 004,11	42 004,11	0,00	42 004,11	42 004,11
040	Opérations ordre transf. entre sections (6)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
	Reprise sur autofinancement antérieur	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
	Charges transférées (7)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00

SDIS de la Seine-Maritime - Budget Restauration - BP - 2024

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
041	Opérations patrimoniales (8)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00			0,00	0,00		0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	A3

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
TOTAL		14 000,00	0,00	34 000,00	34 000,00	34 000,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		0,00	0,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		0,00	0,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00		0,00	0,00	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)	14 000,00		14 000,00	14 000,00	14 000,00
281578	Autre matériel technique	14 000,00		14 000,00	14 000,00	14 000,00
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (9)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre		14 000,00		14 000,00	14 000,00	14 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(5) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (RI 040 = DF 042).

(7) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE	B

DEPENSES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
TOTAL		833 497,00	0,00	0,00	899 757,00	899 757,00	0,00	899 757,00	899 757,00
011	Charges à caractère général (3)	336 867,00	0,00	0,00	407 304,00	407 304,00	0,00	407 304,00	407 304,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	482 370,00	0,00		478 193,00	478 193,00		478 193,00	478 193,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	260,00	0,00	0,00	260,00	260,00	0,00	260,00	260,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		819 497,00	0,00	0,00	885 757,00	885 757,00	0,00	885 757,00	885 757,00
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (3)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses réelles		819 497,00	0,00	0,00	885 757,00	885 757,00	0,00	885 757,00	885 757,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (4)	14 000,00			14 000,00	14 000,00		14 000,00	14 000,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre		14 000,00			14 000,00	14 000,00		14 000,00	14 000,00

D002 Résultat reporté ou anticipé (5)	0,00
--	-------------

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	899 757,00
--	-------------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	B

RECETTES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		835 497,00	0,00	899 757,00	899 757,00	899 757,00
013	Atténuations de charges (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	339 510,00	0,00	350 729,00	350 729,00	350 729,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (2)	495 987,00	0,00	549 028,00	549 028,00	549 028,00
Total des recettes de gestion des services		835 497,00	0,00	899 757,00	899 757,00	899 757,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (2)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		835 497,00	0,00	899 757,00	899 757,00	899 757,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00		0,00	0,00	0,00

R002 Résultat reporté ou anticipé (7)	0,00
--	-------------

Total des recettes de fonctionnement cumulées	899 757,00
--	-------------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (RF 042 = DI 040).

(4) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(7) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET								III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE								B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		833 497,00	0,00	0,00	899 757,00	899 757,00	0,00	899 757,00	899 757,00
011	Charges à caractère général (4)	336 867,00	0,00	0,00	407 304,00	407 304,00	0,00	407 304,00	407 304,00
60623	Alimentation	213 040,00	0,00		236 900,00	236 900,00	0,00	236 900,00	236 900,00
60631	Fournitures d'entretien	6 726,00	0,00		6 928,00	6 928,00	0,00	6 928,00	6 928,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	500,00	0,00		500,00	500,00	0,00	500,00	500,00
6068	Autres matières et fournitures	2 340,00	0,00		1 120,00	1 120,00	0,00	1 120,00	1 120,00
611	Contrats de prestations de services	102 371,00	0,00		147 485,00	147 485,00	0,00	147 485,00	147 485,00
61351	Matériel roulant	358,00	0,00		358,00	358,00	0,00	358,00	358,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	7 000,00	0,00		7 000,00	7 000,00	0,00	7 000,00	7 000,00
6156	Maintenance	536,00	0,00		552,00	552,00	0,00	552,00	552,00
6184	Versements à des organismes de formation	140,00	0,00		2 437,00	2 437,00	0,00	2 437,00	2 437,00
627	Services bancaires et assimilés	600,00	0,00		600,00	600,00	0,00	600,00	600,00
6288	Autres services extérieurs	3 256,00	0,00		3 424,00	3 424,00	0,00	3 424,00	3 424,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4) (5)	482 370,00	0,00		478 193,00	478 193,00		478 193,00	478 193,00
6331	Versement mobilité	3 418,00	0,00		3 093,00	3 093,00		3 093,00	3 093,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 348,00	0,00		1 348,00	1 348,00		1 348,00	1 348,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	4 904,00	0,00		5 115,00	5 115,00		5 115,00	5 115,00
64111	Rémunération principale titulaires	216 533,00	0,00		188 383,00	188 383,00		188 383,00	188 383,00
64112	SFT, indemnité de résidence	1 228,00	0,00		1 000,00	1 000,00		1 000,00	1 000,00
64113	NBI	2 328,00	0,00		2 068,00	2 068,00		2 068,00	2 068,00
64118	Autres indemnités	55 240,00	0,00		55 756,00	55 756,00		55 756,00	55 756,00
64131	Rémunérations	50 629,00	0,00		79 259,00	79 259,00		79 259,00	79 259,00
6417	Rémunérations des apprentis	22 117,00	0,00		18 092,00	18 092,00		18 092,00	18 092,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	49 716,00	0,00		53 566,00	53 566,00		53 566,00	53 566,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	71 534,00	0,00		65 986,00	65 986,00		65 986,00	65 986,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	2 056,00	0,00		3 210,00	3 210,00		3 210,00	3 210,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6488	Autres	1 319,00	0,00		1 317,00	1 317,00		1 317,00	1 317,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

SDIS de la Seine-Maritime - Budget Restauration - BP - 2024

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (4)	260,00	0,00	0,00	260,00	260,00	0,00	260,00	260,00
6583	Int. moratoires et pénalités sur marchés	250,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	10,00	0,00		260,00	260,00	0,00	260,00	260,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		819 497,00	0,00	0,00	885 757,00	885 757,00	0,00	885 757,00	885 757,00
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses réelles		819 497,00	0,00	0,00	885 757,00	885 757,00	0,00	885 757,00	885 757,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)	14 000,00			14 000,00	14 000,00		14 000,00	14 000,00
6811	Dot. amort. immos incorporelles	14 000,00			14 000,00	14 000,00		14 000,00	14 000,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (7) (9)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre		14 000,00			14 000,00	14 000,00		14 000,00	14 000,00

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040*) (*DF 043 = RF 043*).

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	B2

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		835 497,00	0,00	899 757,00	899 757,00	899 757,00
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	339 510,00	0,00	350 729,00	350 729,00	350 729,00
706888	Autres	173 710,00	0,00	182 569,00	182 569,00	182 569,00
70871	Remb.frais par collectivité rattachement	165 800,00	0,00	168 160,00	168 160,00	168 160,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	495 987,00	0,00	549 028,00	549 028,00	549 028,00
75822	Prise en charge déficit budget annexe	495 987,00	0,00	549 028,00	549 028,00	549 028,00
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		835 497,00	0,00	899 757,00	899 757,00	899 757,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		835 497,00	0,00	899 757,00	899 757,00	899 757,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (4) (7)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00		0,00	0,00	0,00

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (8)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (9)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

- (1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
- (2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.
- (3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
- (4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*) (*RF 043 = DF 043*).
- (5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
- (6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
- (7) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
- (8) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.
- (9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur - Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : €		
	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Logiciels bureautiques	3	04/12/2023
L	Prologiciels métiers	10	04/12/2023
L	Siège	15	04/12/2023
L	Mobilier	15	04/12/2023
L	Outils	15	04/12/2023
L	Autres	15	04/12/2023

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		9,00	0,00	9,00	8,00	1,00	9,00
ADJOINT TECHNIQUE	C	4,00	0,00	4,00	3,00	1,00	4,00
AGENT DE MAITRISE	C	4,00	0,00	4,00	4,00	0,00	4,00
TECHNICIEN	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE SOCIALE (d)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SPORTIVE (g)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE CULTURELLE (h)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ANIMATION (i)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE POLICE (j)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		9,00	0,00	9,00	8,00	1,00	9,00

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
ADJOINT TECHNIQUE	C	TECH	378	0,00	332-14	CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
ADJOINT TECHNIQUE	C	TECH	367	0,00	332-23-1°	CDD
ADJOINT TECHNIQUE	C	TECH	367	0,00	332-23-1°	CDD
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
 TECH : Technique.
 URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
 S : Social.
 MS : Médico-social.
 MT : Médico-technique.
 SP : Sportif.
 CULT : Culturel.
 ANIM : Animation.
 POL : Police.
 POMP : Sapeurs-pompiers.
 X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
 332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
 332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
 332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
 332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
 332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
 332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
 332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
 332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
 332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
 332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
 332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
 327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
 332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
 332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
 326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
 343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
 333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
 333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
 A : Autres

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS**Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)**

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	8 004,11	8 004,11
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	0,00	0,00
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	0,00	0,00

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Affectation au 1068 (C)	0,00	0,00
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	0,00	0,00
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	0,00	0,00

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Propositions nouvelles	Vote
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	0,00	0,00
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	14 000,00	14 000,00
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	14 000,00	14 000,00

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		0,00	I 0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		0,00	0,00
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		0,00	0,00
10...	<i>Reprise de dotations, fonds divers et réserves</i>		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	<i>Subv. invest. transférées cpte résultat</i>	0,00	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),

A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3).

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de ..., de la Collectivité territoriale unique de ..., de la métropole de ..., du Conseil syndical de ...

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice

20

Nombre de membres présents

15 + 1 pouvoir

Nombre de suffrages exprimés

16

VOTES :

Pour

16

Contre

0

Abstentions

0

Date de convocation : 05/03/2024

Présenté par le Président, M. GAUTIER André,

à YVETOT, le 21 mars 2024

Le président



André GAUTIER

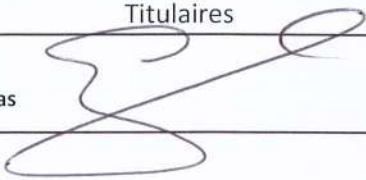


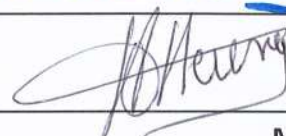
Délibéré par le conseil d'administration, réuni en session, à YVETOT,

le 21 mars 2024

Membres représentant le département

Le président	Suppléante
Monsieur GAUTIER André	Monsieur ROCHE Olivier
Titulaires	Suppléants
Madame COUPPEY Louisa	Madame DURANDE Florence
Madame CANU Pierrette	Monsieur MARTOT Stéphane
Madame COTTEREAU Chantal	Madame RENOU Patricia
Monsieur DEMAZURE Julien	Madame DURAME Delphine
Madame GUEROULT Claire	Monsieur BAZILLE Alain
Madame LUCOT-AVRIL Virginie	Monsieur DECOUDRE Joël
Monsieur METOT Dominique	Madame FLAVIGNY Catherine
Madame MOREL Christine	Monsieur JACQUES Laurent
Monsieur ROULY Nicolas	Monsieur RASSE-LAMBRECQ Valentin
Monsieur TERRIER Didier	Madame BILOQUET Armelle
Madame TESSIER Dominique	Monsieur LHEUREUX Jérôme

Membres représentant les communes

Titulaires	Suppléants
Monsieur BERTRAND Nicolas 	Monsieur PICARD Eric
Monsieur COLIN Gérard	Madame CLABAUT Anne-Sophie 
Monsieur CORITON Bastien 	Monsieur GUERARD Hervé
Monsieur THEVENOT Jean-Pierre 	Monsieur HERMAND Thomas

Membres représentant les EPCI

Titulaires	suppléants
Monsieur BUREAUX Olivier 	Monsieur BRUMENT Antoine
Monsieur COUTEY Guillaume	Monsieur MAUGER Jean-Michel 
Madame POUSSIER-WINSBACK Marie-Agnès	Monsieur AUBRY Pierre 
Monsieur SAINT-MARTIN Florent	Monsieur BRUNEAU Alban

Certifié exécutoire par le président, compte tenu de la transmission en préfecture le
et de la publication le

A YVETOT, le.....

- Membres théoriques :
20
- Membres en exercice :
20
- Membres présents :
14
- Pouvoir :
1
- Votants :
15

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

AJUSTEMENT DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME VOTEES

Le 21 mars 2024, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 05 mars 2024, s'est réuni à la Direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (11 membres) avec 14 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Pierrette CANU, Claire GUEROULT, Dominique TESSIER.

MM. Nicolas BERTRAND, Olivier BUREAUX, Bastien CORITON, Julien DEMAZURE, Dominique METOT, Didier TERRIER, Jean-Pierre THEVENOT.

Suppléants

Mmes Anne-Sophie CLABAUT, Patricia RENOU.

M. Jean-Michel MAUGER.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Stéphane GOUZEC, le Colonel Thierry SENEZ, le Lieutenant-Colonel Hervé COLIBERT, le Lieutenant Jérôme ANQUETIL, l'Adjudant-Chef Bertrand BOCLET, Monsieur Thierry LEMARIE.

III. Membre de droit :

M. Clément VIVES, Directeur de Cabinet, représentant Monsieur le Préfet.

IV. Pouvoir :

Monsieur Nicolas ROULY à Monsieur Bastien CORITON.

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU - représentée, Louisa COUPPEY, Virginie LUCOT-AVRIL, Christine MOREL, Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK.

MM. Gérard COLIN – représenté, Guillaume COUTEY – représenté, Nicolas ROULY, Florent SAINT-MARTIN, le Lieutenant-Colonel Chris CHISLARD, le Lieutenant-Colonel Hervé TESNIERE, le Commandant Julien HURE – représenté, le Capitaine Nicolas VACLE, l'Adjudant-Chef Philippe SEVESTRE – représenté, Monsieur Patrick D'ANGELO, payeur départemental par intérim.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
Ressources et moyens	Moderniser et valoriser le patrimoine du Sdis	Adapter le Patrimoine Optimiser la gestion financière du patrimoine

*

* *

Vu :

- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L3312-4,
- l'instruction budgétaire et comptable M61,
- la délibération n°DCA-2023-065 portant sur l'approbation d'un règlement budgétaire et financier dans le cadre du passage à la nomenclature M57,
- les différentes délibérations de création d'autorisation de programme modifiées.

*

* *

Le présent rapport vise à exposer l'ajustement des crédits de paiement (CP) des autorisations de programme (AP) votées par le Service.

Ces éléments seront intégrés dans le budget primitif, objet d'un rapport spécifique.

I) Autorisation de programme relative à la politique immobilière

Autorisation de programme relative au Centre d'incendie et de secours du Havre Sud (AP 1412)

Dans la continuité de la réception du chantier qui s'est déroulée le 27 juillet 2023, toutes les entreprises n'ont pas pu retourner leur décompte général avant la fin de l'année dernière. Ainsi, l'ensemble des crédits n'a pu être décaissé sur l'exercice 2023 et nécessite de relisser les crédits comme suit :

Cis Le Havre Sud	Crédits de paiement								Montant global
	Crédits déjà consommés	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	
Précédent vote	105 103,38 €	200 723,03 €	689 144,89 €	1 353 358,35 €	4 824 039,60 €	3 815 630,00 €	500 000,00 €	2 000,75 €	11 490 000,00 €
Nouvelle proposition	105 103,38 €	200 723,03 €	689 144,89 €	1 353 358,35 €	4 824 039,60 €	2 940 678,31 €	1 374 000,00 €	2 952,44 €	11 490 000,00 €

Le phasage des recettes s'établit comme suit :

Recettes	Crédits antérieurs	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	Montant global
FCTVA	17 241,16 €	32 926,61 €	113 047,33 €	222 004,90 €	791 335,46 €	482 388,87 €	225 390,96 €	484,32 €	1 884 819,60 €
Subventions		443 750,00 €	- €	693 750,00 €	500 000,00 €	841 666,00 €	- €	- €	2 479 166,00 €
Participation du Sdis	288 585,25 €	212 468,28 €	1 240 311,02 €	3 908 284,70 €	1 649 342,85 €	49 945,13 €	222 438,52 €	484,32 €	7 126 014,40 €
TOTAL	305 826,41 €	689 144,89 €	1 353 358,35 €	4 824 039,60 €	2 940 678,31 €	1 374 000,00 €	2 952,44 €	- €	11 490 000,00 €

Autorisation de programme relative au Centre d'incendie et de secours de Duclair (AP 1704)

Suites aux nombreux aléas liés à la constructibilité du terrain, le Sdis a demandé fin 2023 un certificat d'urbanisme opérationnel afin de pouvoir connaître précisément les contraintes techniques de constructibilité.

Dans l'attente des solutions alternatives sont en cours d'investigation.

Cis DUCLAIR	Crédits de paiement							Montant global
	Crédits déjà consommés	2022	2023	2024	2025	2026	2027	
Précédent Vote	466 322,84 €	58 000,00 €	115 000,00 €	920 000,00 €	2 025 000,00 €	24 710,16 €	- €	3 558 323,00 €
Nouvelle proposition		7 290,00 €	864,00 €	200 000,00 €	1 350 000,00 €	1 500 000,00 €	33 846,16 €	3 558 323,00 €

Au regard des avancées, le prévisionnel des recettes pourrait s'établir comme suit :

Recettes	Crédits déjà consommés	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	Montant global
FCTVA	76 495,60 €	- €	1 195,85 €	141,73 €	32 808,00 €	221 454,00 €	246 060,00 €	5 552,12 €	583 707,30 €
Subventions	- €	- €	- €	445 870,00 €	334 402,00 €	- €	334 402,00 €	- €	1 114 674,00 €
Participation du Sdis	389 827,24 €	7 290,00 €	331,85 €	246 011,73 €	982 790,00 €	1 278 546,00 €	546 615,84 €	5 552,12 €	1 859 941,70 €
Total	466 322,84 €	7 290,00 €	864,00 €	200 000,00 €	1 350 000,00 €	1 500 000,00 €	33 846,16 €	- €	3 558 323,00 €

Autorisation de programme relative au Centre d'incendie et de secours des Grandes Ventes (AP 1907)

Suite aux opérations de réception du chantier qui se sont déroulées le 12 octobre 2022, les dernières levées de réserves ont été validées courant décembre 2023. Ainsi, les décomptes généraux concernés n'ont pu être régularisés sur l'exercice 2023.

Par ailleurs, cela n'a pas permis d'établir le solde de l'équipe de maîtrise d'œuvre tel qu'escompté.

Cis Les Grandes Ventes	Crédits de paiement						Montant global
	crédits déjà consommés	2020	2021	2022	2023	2024	
Précédent vote	4 642,80 €	81 896,07 €	471 463,05 €	2 131 431,40 €	320 566,68 €	- €	3 010 000,00 €
Nouvelle proposition					60 239,05 €	260 327,63 €	3 010 000,00 €

En matière de recettes, le dernier acompte pourrait être appelé auprès du bloc communal courant 2024 :

Recettes	Crédits antérieurs	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Montant global
FCTVA	- €	761,60 €	13 434,23 €	77 338,80 €	349 640,01 €	9 881,61 €	42 704,14 €	493 760,40 €
Subventions	- €	- €	249 166,80 €	202 500,10 €	202 500,10 €	62 500,00 €	- €	716 667,00 €
Participation du Sdis	4 642,80 €	81 134,47 €	208 862,02 €	1 851 592,50 €	491 901,06 €	187 946,02 €	42 704,14 €	1 799 572,60 €
Total	4 642,80 €	81 896,07 €	471 463,05 €	2 131 431,40 €	60 239,05 €	260 327,63 €	- €	3 010 000,00 €

Autorisation de programme relative Centre d'incendie et de secours de Bosc-le-Hard (AP 2001)

Dans le cadre de cette opération, le Service a été sollicité par deux opérateurs téléphoniques en vue de pouvoir déposer des antennes sur le pylône implanté sur le site.

A cet effet, afin de pouvoir disposer des emplacements suffisants, le Service est amené à modifier la taille dudit pylône. Cette installation nécessite un pylône de 45 mètres contre 35 mètres prévus initialement. Cet ajustement entraîne des modifications au niveau de la dalle.

Aussi, il convient d'augmenter l'autorisation de programme de 170 K€.

En contrepartie, le Service percevra une redevance d'occupation de l'ordre de 22 K€ par an sur une durée fixe de 12 ans.

Cis Bosc-Le-Hard	Crédits de paiement						Montant global
	2020	2021	2022	2023	2024	2025	
Précédent vote	1 624,80 €	54 445,96 €	126 616,28 €	1 145 000,00 €	1 620 000,00 €	27 312,96 €	2 975 000,00 €
Nouvelle proposition	1 624,80 €	54 445,96 €	126 616,28 €	557 838,05 €	2 377 000,00 €	27 474,91 €	3 145 000,00 €

En parallèle les prévisions de recettes sont ajustées comme suit :

Recettes	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	Montant global
FCTVA		266,53 €	8 931,32 €	20 770,13 €	91 507,75 €	389 923,08 €	4 506,98 €	515 905,80 €
Subventions	- €	43 200,00 €	260 666,80 €	213 500,10 €	72 000,00 €	170 300,10 €	- €	759 667,00 €
Participation du Sdis	1 624,80 €	10 979,43 €	142 981,84 €	323 567,82 €	2 213 492,25 €	532 748,27 €	4 506,98 €	1 869 427,20 €
Total	1 624,80 €	54 445,96 €	126 616,28 €	557 838,05 €	2 377 000,00 €	27 474,91 €	- €	3 145 000,00 €

Autorisation de programme relative Centre d'incendie et de secours de Sotteville-lès-Rouen (AP 2302)

Les dépenses initialement prévues en 2023 n'ont pas pu avoir lieu du fait des délais de définition et validation des besoins par les équipes.

Cis Sotteville-Les-Rouen	Crédits de paiement								Montant global
	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	
Précédent vote	215 000,00 €	275 000,00 €	230 000,00 €	1 300 000,00 €	3 300 000,00 €	471 000,00 €	15 000,00 €	- €	5 806 000,00 €
Nouvelle proposition	712,28 €	489 000,00 €	150 000,00 €	1 380 000,00 €	3 300 000,00 €	471 000,00 €	15 287,72 €	- €	5 806 000,00 €

En parallèle les prévisions de recettes sont ajustées comme suit :

Recettes	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	Montant global
FCTVA		35 268,60 €	45 111,00 €	37 729,20 €	213 252,00 €	541 332,00 €	77 262,84 €	2 460,60 €	952 416,24 €
Subventions	- €	774 133,34 €	- €	- €	580 600,00 €	- €	580 600,00 €	- €	1 935 333,34 €
Participation du Sdis	712,28 €	320 401,94 €	104 889,00 €	1 342 270,80 €	2 506 148,00 €	70 332,00 €	642 575,12 €	2 460,60 €	2 918 250,42 €
total	712,28 €	489 000,00 €	150 000,00 €	1 380 000,00 €	3 300 000,00 €	471 000,00 €	15 287,72 €	- €	5 806 000,00 €

II) Autorisation de programme relative aux dépenses d'équipements numériques

Autorisation de programme relative à la modernisation des outils informatiques (AP 1302)

L'ensemble des prestations relatives au logiciel Finances-Patrimoine n'a pu faire l'objet de décaissement durant l'exercice 2023 contraignant le Service à prolonger l'AP d'une année.

Modernisation des outils informatiques de gestion	Crédits déjà consommés	2022	2023	2024	Montant global
Précédent vote	1 584 574,76 €	19 126,80 €	71 298,44 €	- €	1 675 000,00 €
Nouvelle proposition		19 126,80 €	12 510,00 €	58 788,44 €	1 675 000,00 €

Autorisation de programme relative au système de gestion des données de référence et système d'information décisionnel (AP 2203)

Les CP 2023 ont permis de déployer les « briques » ressources humaines et opération.

Les CP 2024 ont vocation à œuvrer sur la partie Finances et Formation.

Il est proposé de relisser les CP comme suit :

Système d'information décisionnel et gestion des données de référence	2022	2023	2024	2025	Montant global
Précédent vote	- €	140 000,00 €	80 000,00 €	130 000,00 €	350 000,00 €
Nouvelle proposition	- €	84 562,00 €	80 000,00 €	185 438,00 €	350 000,00 €

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20240321-DCA-2024-013-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/03/2024

Affichage : 28/03/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Président du Conseil d'administration,
Signé électroniquement, le 28/03/2024
Andre GAUTIER, Président CASDIS

André GAUTIER

- Membres théoriques :
20
- Membres en exercice :
20
- Membres présents :
13
 - Pouvoir :
1
 - Votants :
14

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CREATION D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME
« REHABILITATION DU CIS DE GOURNAY-EN-BRAY »**

Le 21 mars 2024, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 05 mars 2024, s'est réuni à la Direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (11 membres) avec 13 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Pierrette CANU, Dominique TESSIER.

MM. Nicolas BERTRAND, Olivier BUREAUX, Bastien CORITON, Julien DEMAZURE, Dominique METOT, Didier TERRIER, Jean-Pierre THEVENOT.

Suppléants

Mmes Anne-Sophie CLABAUT, Patricia RENOU.

M. Jean-Michel MAUGER.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Stéphane GOUZEC, le Colonel Thierry SENEZ, le Lieutenant-Colonel Hervé COLIBERT, le Lieutenant Jérôme ANQUETIL, l'Adjudant-Chef Bertrand BOCLET, Monsieur Thierry LEMARIE.

III. Membre de droit :

M. Clément VIVES, Directeur de Cabinet, représentant Monsieur le Préfet.

IV. Pouvoir :

Monsieur Nicolas ROULY à Monsieur Bastien CORITON.

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU - représentée, Louisa COUPPEY, Claire GUEROULT, Virginie LUCOT-AVRIL, Christine MOREL, Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK.

MM. Gérard COLIN – représenté, Guillaume COUTEY – représenté, Nicolas ROULY, Florent SAINT-MARTIN, le Lieutenant-Colonel Chris CHISLARD, le Lieutenant-Colonel Hervé TESNIERE, le Commandant Julien HURE – représenté, le Capitaine Nicolas VACLE, l'Adjudant-Chef Philippe SEVESTRE – représenté, Monsieur Patrick D'ANGELO, payeur départemental par intérim.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
Ressources et moyens	Moderniser et valoriser le patrimoine du Sdis	Adapter le Patrimoine Optimiser la gestion financière du patrimoine

*

* *

Vu :

- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L3312-4,
- l'instruction budgétaire et comptable M57,
- la délibération n° 2 017-CA-32 portant sur la Nouvelle Politique Immobilière (NPI),
- la délibération n°DCA-2023-065 portant sur l'approbation d'un règlement budgétaire et financier dans le cadre du passage à la nomenclature M57.

*

* *

L'opération de réhabilitation du Centre d'incendie et de secours (Cis) de Gournay-en-Bray a été reconnue comme prioritaire dans le cadre de la Nouvelle Politique Immobilière.

Le présent rapport a pour objet la création de l'Autorisation de Programme (AP) concernant cette opération de travaux.

L'estimation du montant de la tranche travaux de l'opération portée par le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) s'élève à 3 500 000 € TTC, soit le montant retenu pour cette AP.

A ce jour, les démarches conduites par le Président du Conseil d'administration du Sdis permettent d'envisager une participation de la ville de Gournay-en-Bray et l'obtention d'un accord de principe du Conseil départemental de la Seine-Maritime à hauteur respectivement de 15 % et 20 % du montant hors taxe de la tranche travaux.

Il vous est proposé d'approuver la création de l'AP et le phasage des crédits, tant en dépenses qu'en recettes, tels qu'indiqués en annexe.

Cette AP sera intégrée au budget primitif 2024.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20240321-DCA-2024-014-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/03/2024

Affichage : 28/03/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Président du Conseil d'administration,
Signé électroniquement, le 28/03/2024
Andre GAUTIER, Président CASDIS

André GAUTIER

REHABILITATION CIS GOURNAY EN BRAY - ANNEXE

Intitulé	Montant global						
		2024	2025	2026	2027	2028	2029
CIS GOURNAY EN BRAY	3 500 000,00 €	80 000,00 €	600 000,00 €	2 480 000,00 €	310 000,00 €	30 000,00 €	- €

Intitulé	Montant global						
		2024	2025	2026	2027	2028	2029
FCTVA	574 140,00 €		13 123,20 €	98 424,00 €	406 819,20 €	50 852,40 €	4 921,20 €
Subventions	1 020 834,00 €	- €	342 709,00 €	284 375,00 €	109 375,00 €	284 375,00 €	- €
Participation du Sdis 76	1 905 026,00 €	80 000,00 €	244 167,80 €	2 097 201,00 €	- 206 194,20 €	- 305 227,40 €	- 4 921,20 €
CIS GOURNAY EN BRAY	3 500 000,00 €	80 000,00 €	600 000,00 €	2 480 000,00 €	310 000,00 €	30 000,00 €	- €

- Membres théoriques :
20
- Membres en exercice :
20
- Membres présents :
13
 - Pouvoir :
1
 - Votants :
14

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CREATION D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME RELATIVE A LA POLITIQUE DE
RENOUVELLEMENT DES APPAREILS RESPIRATOIRES ISOLANTS**

Le 21 mars 2024, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 05 mars 2024, s'est réuni à la Direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (11 membres) avec 13 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Pierrette CANU, Dominique TESSIER.

MM. Nicolas BERTRAND, Olivier BUREAUX, Bastien CORITON, Julien DEMAZURE, Dominique METOT, Didier TERRIER, Jean-Pierre THEVENOT.

Suppléants

Mmes Anne-Sophie CLABAUT, Patricia RENOU.

M. Jean-Michel MAUGER.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Stéphane GOUZEC, le Colonel Thierry SENEZ, le Lieutenant-Colonel Hervé COLIBERT, le Lieutenant Jérôme ANQUETIL, l'Adjudant-Chef Bertrand BOCLET, Monsieur Thierry LEMARIE.

III. Membre de droit :

M. Clément VIVES, Directeur de Cabinet, représentant Monsieur le Préfet.

IV. Pouvoir :

Monsieur Nicolas ROULY à Monsieur Bastien CORITON.

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU - représentée, Louisa COUPPEY, Claire GUEROULT, Virginie LUCOT-AVRIL, Christine MOREL, Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK.

MM. Gérard COLIN – représenté, Guillaume COUTEY – représenté, Nicolas ROULY, Florent SAINT-MARTIN, le Lieutenant-Colonel Chris CHISLARD, le Lieutenant-Colonel Hervé TESNIERE, le Commandant Julien HURE – représenté, le Capitaine Nicolas VACLE, l'Adjudant-Chef Philippe SEVESTRE – représenté, Monsieur Patrick D'ANGELO, payeur départemental par intérim.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
Ressources et moyens	Moderniser et valoriser le patrimoine du Sdis	Adapter le Patrimoine Optimiser la gestion financière du patrimoine

*

* *

Vu :

- le code général des collectivités territoriales, notamment ses article L1424-12 et L3312-4,
- l'instruction budgétaire et comptable M57,
- la délibération n°DCA-2023-065 portant sur l'approbation d'un règlement budgétaire et financier dans le cadre du passage à la nomenclature M57.

*

* *

Le parc des Appareils Respiratoires Isolants à Circuit Ouvert (ARICO), équipement de base de la protection respiratoire des Sapeurs-Pompiers, arrive à l'échéance de sa conformité technique de 20 ans.

Un travail a été engagé avec des acteurs opérationnels et le Groupement Technique et Logistique pour définir les attentes des utilisateurs et engager le renouvellement pluriannuel de ces matériels, soit 1 000 dossards et 2 500 bouteilles en 7 ans. Ce plan de dotation permettra une nette amélioration de l'ergonomie et d'accéder à des nouvelles technologies comme la transmission de données des porteurs (consommation, alarme de détresse, ordre d'évacuation...). Par ailleurs, les masques des appareils respiratoires permettront le port de lunettes.

L'AP relative au renouvellement de ces matériels est composé comme suit :

APPAREILS RESPIRATOIRES ISOLANTS	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
3 677 000,00 €	741 000,00 €	887 000,00 €	398 000,00 €	403 000,00 €	416 000,00 €	424 000,00 €	408 000,00 €

Cette AP sera intégrée au budget primitif 2024.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20240321-DCA-2024-015-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/03/2024

Affichage : 28/03/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Président du Conseil d'administration,
Signé électroniquement, le 28/03/2024
Andre GAUTIER, Président CASDIS

André GAUTIER

- Membres théoriques :
20
- Membres en exercice :
20
- Membres présents :
13
 - Pouvoir :
1
 - Votants :
14

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

SUBVENTION 2024 – AMICALE DU PERSONNEL DE LA DIRECTION DU SDIS 76

Le 21 mars 2024, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 05 mars 2024, s'est réuni à la Direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (11 membres) avec 13 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Pierrette CANU, Dominique TESSIER.

MM. Nicolas BERTRAND, Olivier BUREAUX, Bastien CORITON, Julien DEMAZURE, Dominique METOT, Didier TERRIER, Jean-Pierre THEVENOT.

Suppléants

Mmes Anne-Sophie CLABAUT, Patricia RENOU.

M. Jean-Michel MAUGER.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Stéphane GOUZEC, le Colonel Thierry SENEZ, le Lieutenant-Colonel Hervé COLIBERT, le Lieutenant Jérôme ANQUETIL, l'Adjudant-Chef Bertrand BOCLET, Monsieur Thierry LEMARIE.

III. Membre de droit :

M. Clément VIVES, Directeur de Cabinet, représentant Monsieur le Préfet.

IV. Pouvoir :

Monsieur Nicolas ROULY à Monsieur Bastien CORITON.

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU - représentée, Louisa COUPPEY, Claire GUEROULT, Virginie LUCOT-AVRIL, Christine MOREL, Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK.

MM. Gérard COLIN – représenté, Guillaume COUTEY – représenté, Nicolas ROULY, Florent SAINT-MARTIN, le Lieutenant-Colonel Chris CHISLARD, le Lieutenant-Colonel Hervé TESNIERE, le Commandant Julien HURE – représenté, le Capitaine Nicolas VACLE, l'Adjudant-Chef Philippe SEVESTRE – représenté, Monsieur Patrick D'ANGELO, payeur départemental par intérim.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
<i>Sociétale</i>	<i>Intégrer la qualité de vie en service et le développement durable dans le fonctionnement du Sdis</i>	<i>S'engager dans une démarche de santé, de sécurité au travail et de qualité de vie en service dynamique</i>

*

* *

Vu :

- *le Code Général des Collectivités territoriales,*
- *la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment son article 10,*
- *le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 pris en application de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,*
- *la circulaire du 29 septembre 2015 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations,*
- *la délibération du 21 avril 2010 approuvant le modèle de convention annuelle ou pluriannuelle d'objectifs avec une association,*
- *la convention du 02 janvier 2011 conclue avec l'Amicale du Sdis 76, modifiée,*
- *la demande de l'association en date du 29 juin 2023.*

*

* *

Conformément au code général des collectivités territoriales, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) verse des subventions de fonctionnement aux associations dont l'objet est en relation avec l'intérêt du service.

L'association Amicale du personnel de la Direction du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) a pour objet de resserrer les liens de camaraderie qui unissent les agents du Service départemental d'incendie et de secours en activité mais également les retraités.

Elle est amenée à venir en aide à ses adhérents et membres en cas de nécessité.

Celle-ci fixe notamment les programmes d'actions tels que :

- 1) la proposition et l'organisation de sorties,
- 2) l'organisation de l'arbre de Noël,
- 3) la proposition de services à tarifs préférentiels.

L'association compte 305 amicalistes et 671 ayants droit au 31 décembre 2023.

Aussi, au titre de l'année 2024, il est proposé d'accorder une subvention de 32 000 €.

Le versement de la subvention sera réalisé selon les modalités de versement fixées à l'article 4 de la convention.

Les crédits sont inscrits au chapitre 65 du budget du Service départemental d'incendie et de secours
« Autres charges de gestion courante ».

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20240321-DCA-2024-016-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/03/2024

Affichage : 28/03/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Président du Conseil d'administration,

Signé électroniquement, le 28/03/2024
Andre GAUTIER, Président CASDIS

André GAUTIER

- Membres théoriques :
20
- Membres en exercice :
20
- Membres présents :
13
 - Pouvoir :
1
 - Votants :
14

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

SUBVENTION 2024 – MUSEE DES SAPEURS-POMPIERS DE FRANCE

Le 21 mars 2024, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 05 mars 2024, s'est réuni à la Direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (11 membres) avec 13 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Pierrette CANU, Dominique TESSIER.

MM. Nicolas BERTRAND, Olivier BUREAUX, Bastien CORITON, Julien DEMAZURE, Dominique METOT, Didier TERRIER, Jean-Pierre THEVENOT.

Suppléants

Mmes Anne-Sophie CLABAUT, Patricia RENOU.

M. Jean-Michel MAUGER.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Stéphane GOUZEC, le Colonel Thierry SENEZ, le Lieutenant-Colonel Hervé COLIBERT, le Lieutenant Jérôme ANQUETIL, l'Adjudant-Chef Bertrand BOCLET, Monsieur Thierry LEMARIE.

III. Membre de droit :

M. Clément VIVES, Directeur de Cabinet, représentant Monsieur le Préfet.

IV. Pouvoir :

Monsieur Nicolas ROULY à Monsieur Bastien CORITON.

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU - représentée, Louisa COUPPEY, Claire GUEROULT, Virginie LUCOT-AVRIL, Christine MOREL, Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK.

MM. Gérard COLIN – représenté, Guillaume COUTEY – représenté, Nicolas ROULY, Florent SAINT-MARTIN, le Lieutenant-Colonel Chris CHISLARD, le Lieutenant-Colonel Hervé TESNIERE, le Commandant Julien HURE – représenté, le Capitaine Nicolas VACLE, l'Adjudant-Chef Philippe SEVESTRE – représenté, Monsieur Patrick D'ANGELO, payeur départemental par intérim.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
<i>Sociétale</i>	<i>Intégrer la qualité de vie en service et le développement durable dans le fonctionnement du Sdis</i>	<i>S'engager dans une démarche de santé, de sécurité au travail et de qualité de vie en service dynamique</i>

*

* *

Vu :

- *le Code Général des Collectivités territoriales,*
- *la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment son article 10,*
- *le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 pris en application de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,*
- *la circulaire du 29 septembre 2015 relatives aux relations entre les pouvoirs publics et les associations,*
- *la délibération n°2016-CA-20 relative à la coopération entre le Sdis 76 et le Musée des Sapeurs-Pompiers de France,*
- *la délibération 2017-BCA-24 autorisant la signature d'un avenant à la convention de coopération,*
- *la convention du 02 août 2016 conclue avec le Musée des sapeurs-pompiers de France, modifiée,*
- *la demande de l'association en date du 07 juillet 2023.*

*

* *

Conformément au code général des collectivités territoriales, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) verse des subventions de fonctionnement aux associations dont l'objet est en relation avec l'intérêt du service.

L'association du Musée des Sapeurs-Pompiers de France œuvre depuis de nombreuses années à la sauvegarde et la conservation du patrimoine relatif à l'histoire des sapeurs-pompiers de France.

L'association, propriétaire de vastes collections de véhicules, d'uniformes et autres engins d'époques, est un partenaire privilégié du Service qui contribue notamment à promouvoir l'image et les valeurs des sapeurs-pompiers auprès de la population.

Ainsi, dans le but de pérenniser et de consolider les engagements mutuels, une convention relative aux relations financières entre le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime et le Musée a été établie le 02 août 2016. En 2017, un avenant a permis de renforcer le rôle du Musée. Ce dernier, par ces différentes actions, prend part à la promotion du volontariat dans le Département et promeut le métier auprès des nouvelles recrues.

Aussi, au titre de l'année 2024, il est proposé d'accorder une subvention de 5 000 €.

Le versement de la subvention sera réalisé selon les nouvelles modalités de versement fixées à l'article 2 de la convention.

Les crédits sont inscrits au chapitre 65 du budget du Service départemental d'incendie et de secours « Autres charges de gestion courante ».

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20240321-DCA-2024-017-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/03/2024

Affichage : 28/03/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Président du Conseil d'administration,

Signé électroniquement, le 28/03/2024
Andre GAUTIER, Président CASDIS

André GAUTIER

- Membres théoriques :
20
- Membres en exercice :
20
- Membres présents :
13
 - Pouvoir :
1
 - Votants :
14

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**SUBVENTION 2024 – ŒUVRE DES PUPILLES ORPHELINS ET FONDS D'ENTRAIDE DES
SAPEURS-POMPIERS DE FRANCE**

Le 21 mars 2024, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 05 mars 2024, s'est réuni à la Direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (11 membres) avec 13 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Pierrette CANU, Dominique TESSIER.

MM. Nicolas BERTRAND, Olivier BUREAUX, Bastien CORITON, Julien DEMAZURE, Dominique METOT, Didier TERRIER, Jean-Pierre THEVENOT.

Suppléants

Mmes Anne-Sophie CLABAUT, Patricia RENOU.

M. Jean-Michel MAUGER.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Stéphane GOUZEC, le Colonel Thierry SENEZ, le Lieutenant-Colonel Hervé COLIBERT, le Lieutenant Jérôme ANQUETIL, l'Adjudant-Chef Bertrand BOCLET, Monsieur Thierry LEMARIE.

III. Membre de droit :

M. Clément VIVES, Directeur de Cabinet, représentant Monsieur le Préfet.

IV. Pouvoir :

Monsieur Nicolas ROULY à Monsieur Bastien CORITON.

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU - représentée, Louisa COUPPEY, Claire GUEROULT, Virginie LUCOT-AVRIL, Christine MOREL, Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK.

MM. Gérard COLIN – représenté, Guillaume COUTEY – représenté, Nicolas ROULY, Florent SAINT-MARTIN, le Lieutenant-Colonel Chris CHISLARD, le Lieutenant-Colonel Hervé TESNIERE, le Commandant Julien HURE – représenté, le Capitaine Nicolas VACLE, l'Adjudant-Chef Philippe SEVESTRE – représenté, Monsieur Patrick D'ANGELO, payeur départemental par intérim.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
<i>Sociétale</i>	<i>Intégrer la qualité de vie en service et le développement durable dans le fonctionnement du Sdis</i>	<i>S'engager dans une démarche de santé, de sécurité au travail et de qualité de vie en service dynamique</i>

*

* *

Vu :

- *le Code Général des Collectivités territoriales,*
- *la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment son article 10,*
- *le décret n°2001-495 du 06 juin 2001 pris en application de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,*
- *la circulaire du 29 septembre 2015 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations,*
- *la demande de l'association en date du 21 juillet 2023.*

*

* *

Conformément à la réglementation en vigueur, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) verse des subventions de fonctionnement aux associations dont l'objet est en relation avec l'intérêt du service.

L'œuvre des pupilles orphelins et fonds d'entraide des sapeurs-pompiers de France a pour but d'assurer la protection matérielle et morale des orphelins de sapeurs-pompiers décédés des suites d'un accident ou d'une maladie contractée en service commandé, ou hors de celui-ci. Cette association vient aussi en aide à tout sapeur-pompier et sa famille en difficulté.

Depuis plusieurs années, le Sdis 76 verse une contribution financière de 2 000 € afin d'aider cette association à mener à bien sa mission.

A la fin de l'exercice 2022, l'œuvre des pupilles prenait en charge 1588 orphelins. Le coût moyen d'accompagnement varie entre 1 100 € et plus de 3 000 € selon qu'il est issu ou non d'un décès en service commandé.

En réponse à la sollicitation de l'œuvre des pupilles, il est proposé de lui accorder, au titre de l'exercice 2024, une subvention de 2 000 €, qui lui sera versée sur présentation du rapport d'activités ainsi que du bilan et compte de résultat de l'association de l'année précédente.

Les crédits sont inscrits au chapitre 65 du budget du Service départemental d'incendie et de secours « Autres charges de gestion courante ».

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20240321-DCA-2024-018-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/03/2024

Affichage : 28/03/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Président du Conseil d'administration,

Signé électroniquement, le 28/03/2024

Andre GAUTIER, Président CASDIS

André GAUTIER

- Membres théoriques :
20
- Membres en exercice :
20
- Membres présents :
13
 - Pouvoir :
1
 - Votants :
14

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

SUBVENTION 2024 – SP 76 MULTISPORTS

Le 21 mars 2024, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 05 mars 2024, s'est réuni à la Direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (11 membres) avec 13 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Pierrette CANU, Dominique TESSIER.

MM. Nicolas BERTRAND, Olivier BUREAUX, Bastien CORITON, Julien DEMAZURE, Dominique METOT, Didier TERRIER, Jean-Pierre THEVENOT.

Suppléants

Mmes Anne-Sophie CLABAUT, Patricia RENOU.

M. Jean-Michel MAUGER.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Stéphane GOUZEC, le Colonel Thierry SENEZ, le Lieutenant-Colonel Hervé COLIBERT, le Lieutenant Jérôme ANQUETIL, l'Adjudant-Chef Bertrand BOCLET, Monsieur Thierry LEMARIE.

III. Membre de droit :

M. Clément VIVES, Directeur de Cabinet, représentant Monsieur le Préfet.

IV. Pouvoir :

Monsieur Nicolas ROULY à Monsieur Bastien CORITON.

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU - représentée, Louisa COUPPEY, Claire GUEROULT, Virginie LUCOT-AVRIL, Christine MOREL, Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK.

MM. Gérard COLIN – représenté, Guillaume COUTEY – représenté, Nicolas ROULY, Florent SAINT-MARTIN, le Lieutenant-Colonel Chris CHISLARD, le Lieutenant-Colonel Hervé TESNIERE, le Commandant Julien HURE – représenté, le Capitaine Nicolas VACLE, l'Adjudant-Chef Philippe SEVESTRE – représenté, Monsieur Patrick D'ANGELO, payeur départemental par intérim.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
<i>Sociétale</i>	<i>Intégrer la qualité de vie en service et le développement durable dans le fonctionnement du Sdis</i>	<i>S'engager dans une démarche de santé, de sécurité au travail et de qualité de vie en service dynamique</i>

*

* *

Vu :

- *le Code Général des Collectivités territoriales,*
- *la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment son article 10,*
- *le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 pris en application de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,*
- *la circulaire du 29 septembre 2015 relatives aux relations entre les pouvoirs publics et les associations,*
- *la convention de coopération du 02 juin 2022 conclue avec l'association SP 76 Multisports,*
- *la demande de l'association en date du 06 juillet 2023.*

*

* *

Conformément à la réglementation en vigueur, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) verse des subventions de fonctionnement aux associations dont l'objet est en relation avec l'intérêt du service.

L'association SP 76 Multisports a pour objectif de resserrer les liens d'amitié et de confraternité qui unissent les personnels du Sdis 76, quelque soit leur statut, au travers la promotion du sport et de l'entraînement physique.

C'est dans cet esprit qu'une convention de coopération a été signée en avril 2019 puis reconduite en juin 2022.

Cette convention a permis de préciser les relations entre les parties ainsi que les modalités de financement et de mise à disposition des moyens nécessaires aux actions de l'association SP 76 Multisports.

Au cours de l'exercice 2024, SP 76 Multisports entend organiser les déplacements pour les championnats de France.

Il est proposé de lui accorder, au titre de l'exercice 2024, une subvention de 10 000 €, qui lui sera versée selon les modalités prévues à l'article 3 de la convention précitée.

Les crédits sont inscrits au chapitre 65 du budget du Service départemental d'incendie et de secours « Autres charges de gestion courante ».

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20240321-DCA-2024-019-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/03/2024

Affichage : 28/03/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Président du Conseil d'administration,

Signé électroniquement, le 28/03/2024

Andre GAUTIER, Président CASDIS

André GAUTIER

- Membres théoriques :
20
- Membres en exercice :
20
- Membres présents :
13
 - Pouvoir :
1
 - Votants :
14

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**SUBVENTION 2024 – UNION DEPARTEMENTALE DES SAPEURS-POMPIERS
DE LA SEINE-MARITIME**

Le 21 mars 2024, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 05 mars 2024, s'est réuni à la Direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (11 membres) avec 13 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Pierrette CANU, Dominique TESSIER.

MM. Nicolas BERTRAND, Olivier BUREAUX, Bastien CORITON, Julien DEMAZURE, Dominique METOT, Didier TERRIER, Jean-Pierre THEVENOT.

Suppléants

Mmes Anne-Sophie CLABAUT, Patricia RENOU.

M. Jean-Michel MAUGER.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Stéphane GOUZEC, le Colonel Thierry SENEZ, le Lieutenant-Colonel Hervé COLIBERT, le Lieutenant Jérôme ANQUETIL, l'Adjudant-Chef Bertrand BOCLET, Monsieur Thierry LEMARIE.

III. Membre de droit :

M. Clément VIVES, Directeur de Cabinet, représentant Monsieur le Préfet.

IV. Pouvoir :

Monsieur Nicolas ROULY à Monsieur Bastien CORITON.

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU - représentée, Louisa COUPPEY, Claire GUEROULT, Virginie LUCOT-AVRIL, Christine MOREL, Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK.

MM. Gérard COLIN – représenté, Guillaume COUTEY – représenté, Nicolas ROULY, Florent SAINT-MARTIN, le Lieutenant-Colonel Chris CHISLARD, le Lieutenant-Colonel Hervé TESNIERE, le Commandant Julien HURE – représenté, le Capitaine Nicolas VACLE, l'Adjudant-Chef Philippe SEVESTRE - représenté, Monsieur Patrick D'ANGELO, payeur départemental par intérim.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
<i>Sociétale</i>	<i>Intégrer la qualité de vie en service et le développement durable dans le fonctionnement du Sdis</i>	<i>S'engager dans une démarche de santé, de sécurité au travail et de qualité de vie en service dynamique</i>

*

* *

Vu :

- *le Code Général des Collectivités territoriales,*
- *la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment son article 10,*
- *le décret n°2001-495 du 06 juin 2001 pris en application de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,*
- *la circulaire du 29 septembre 2015 relatives aux relations entre les pouvoirs publics et les associations,*
- *la délibération n°2018-BCA-108 du 05 décembre 2018 portant convention de co-production entre l'Udsp 76 et le Sdis 76,*
- *la convention de co-production du 02 juin 2022 conclue avec l'Union départementale des sapeurs-pompiers de la Seine-Maritime,*
- *la demande de l'association en date du 04 juillet 2023.*

*

* *

Conformément au code général des collectivités territoriales, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) verse des subventions de fonctionnement aux associations dont l'objet est en relation avec l'intérêt du service.

L'Union départementale des sapeurs-pompiers de la Seine-Maritime (Udsp 76) a pour vocation d'unir l'ensemble des Amicales de Sapeurs-Pompiers Volontaires et Professionnels et d'encourager le développement de section de jeunes sapeurs-pompiers. Elle participe activement à la promotion du volontariat et aux activités sociales, culturelles et sportives.

Aussi, au titre de l'année 2024, il est proposé d'accorder une subvention de 43 000 €.

Elle se décomposera comme suit :

- 21 000 € de subvention de fonctionnement,
- 22 000 € pour le soutien aux activités des jeunes sapeurs-pompiers.

Soit un total de 43 000 €.

Le versement de la subvention sera réalisé selon les modalités fixées à l'article 3 de la convention précitée.

Les crédits sont inscrits au chapitre 65 du budget du Service départemental d'incendie et de secours « Autres charges de gestion courante ».

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20240321-DCA-2024-020-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/03/2024

Affichage : 28/03/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Président du Conseil d'administration,

Signé électroniquement, le 28/03/2024

Andre GAUTIER, Président CASDIS

André GAUTIER

- Membres théoriques :
20
- Membres en exercice :
20
- Membres présents :
13
 - Pouvoir :
1
 - Votants :
14

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

SUBVENTION 2024 – UNION REGIONALE DES SAPEURS-POMPIERS DU NORD DE LA FRANCE

Le 21 mars 2024, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 05 mars 2024, s'est réuni à la Direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (11 membres) avec 13 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Pierrette CANU, Dominique TESSIER.

MM. Nicolas BERTRAND, Olivier BUREAUX, Bastien CORITON, Julien DEMAZURE, Dominique METOT, Didier TERRIER, Jean-Pierre THEVENOT.

Suppléants

Mmes Anne-Sophie CLABAUT, Patricia RENOU.

M. Jean-Michel MAUGER.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Stéphane GOUZEC, le Colonel Thierry SENEZ, le Lieutenant-Colonel Hervé COLIBERT, le Lieutenant Jérôme ANQUETIL, l'Adjudant-Chef Bertrand BOCLET, Monsieur Thierry LEMARIE.

III. Membre de droit :

M. Clément VIVES, Directeur de Cabinet, représentant Monsieur le Préfet.

IV. Pouvoir :

Monsieur Nicolas ROULY à Monsieur Bastien CORITON.

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU - représentée, Louisa COUPPEY, Claire GUEROULT, Virginie LUCOT-AVRIL, Christine MOREL, Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK.

MM. Gérard COLIN – représenté, Guillaume COUTEY – représenté, Nicolas ROULY, Florent SAINT-MARTIN, le Lieutenant-Colonel Chris CHISLARD, le Lieutenant-Colonel Hervé TESNIERE, le Commandant Julien HURE – représenté, le Capitaine Nicolas VACLE, l'Adjudant-Chef Philippe SEVESTRE – représenté, Monsieur Patrick D'ANGELO, payeur départemental par intérim.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
<i>Sociétale</i>	<i>Intégrer la qualité de vie en service et le développement durable dans le fonctionnement du Sdis</i>	<i>S'engager dans une démarche de santé, de sécurité au travail et de qualité de vie en service dynamique</i>

*

* *

Vu :

- *le Code Général des Collectivités territoriales,*
- *la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment son article 10,*
- *le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 pris en application de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,*
- *la circulaire du 29 septembre 2015 relatives aux relations entre les pouvoirs publics et les associations,*
- *la demande de l'association en date du 16 octobre 2023.*

*

* *

Conformément à la réglementation en vigueur, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) verse des subventions de fonctionnement aux associations dont l'objet est en relation avec l'intérêt du service.

L'Union régionale des sapeurs-pompiers du Nord de la France regroupe les unions départementales de sapeurs-pompiers (Udsp) des départements de l'Aisne, l'Eure, le Nord, l'Oise, le Pas-de-Calais, la Somme et la Seine-Maritime.

Elle mène des actions au profit des sapeurs-pompiers, des compétitions sportives, des jeunes sapeurs-pompiers et des orphelins. A ce titre, l'association sollicite auprès de chaque Sdis une subvention à hauteur de 1 000 €.

Il est proposé de lui accorder, au titre de l'exercice 2024, une subvention de 1 000 €, qui lui sera versée sur présentation du rapport d'activités ainsi que des bilans et compte de résultat de l'association de l'année 2023. Les éléments communiqués devront notamment permettre de contrôler l'utilisation des fonds versés par le Sdis 76.

Les crédits sont inscrits au chapitre 65 du budget du Service départemental d'incendie et de secours « Autres charges de gestion courante ».

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20240321-DCA-2024-021-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/03/2024

Affichage : 28/03/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Président du Conseil d'administration,

Signé électroniquement, le 28/03/2024

Andre GAUTIER, Président CASDIS

André GAUTIER

- Membres théoriques :
20
- Membres en exercice :
20
- Membres présents :
13
 - Pouvoir :
1
 - Votants :
14

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

CONVENTION D'ENGAGEMENT PARTENARIAL DRFIP / SDIS 76

Le 21 mars 2024, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 05 mars 2024, s'est réuni à la Direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (11 membres) avec 13 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Pierrette CANU, Dominique TESSIER.

MM. Nicolas BERTRAND, Olivier BUREAUX, Bastien CORITON, Julien DEMAZURE, Dominique METOT, Didier TERRIER, Jean-Pierre THEVENOT.

Suppléants

Mmes Anne-Sophie CLABAUT, Patricia RENOU.

M. Jean-Michel MAUGER.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Stéphane GOUZEC, le Colonel Thierry SENEZ, le Lieutenant-Colonel Hervé COLIBERT, le Lieutenant Jérôme ANQUETIL, l'Adjudant-Chef Bertrand BOCLET, Monsieur Thierry LEMARIE.

III. Membre de droit :

M. Clément VIVES, Directeur de Cabinet, représentant Monsieur le Préfet.

IV. Pouvoir :

Monsieur Nicolas ROULY à Monsieur Bastien CORITON.

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU - représentée, Louisa COUPPEY, Claire GUEROULT, Virginie LUCOT-AVRIL, Christine MOREL, Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK.

MM. Gérard COLIN – représenté, Guillaume COUTEY – représenté, Nicolas ROULY, Florent SAINT-MARTIN, le Lieutenant-Colonel Chris CHISLARD, le Lieutenant-Colonel Hervé TESNIERE, le Commandant Julien HURE – représenté, le Capitaine Nicolas VACLE, l'Adjudant-Chef Philippe SEVESTRE - représenté, Monsieur Patrick D'ANGELO, payeur départemental par intérim.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
Toutes	Tous	Tous

*

* *

Vu :

- le projet de convention joint.

*

* *

Le partenariat entre le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) et la Paierie départementale de la Seine-Maritime est ancien. Afin de renforcer l'efficacité quotidienne de leur action, le Sdis 76 et la Paierie départementale de la Seine-Maritime ont souhaité s'engager de nouveau dans une démarche volontariste et partenariale visant à poursuivre l'amélioration de l'efficacité des circuits comptables et financiers.

Le Sdis 76 et la Paierie départementale de la Seine-Maritime conviennent d'objectifs à atteindre sur la période 2024-2026 et contractualisent leurs engagements réciproques pour y parvenir. Un bilan annuel sera réalisé afin d'opérer d'éventuels ajustements dans la démarche.

La présente convention, structurée à partir de 2 axes, est déclinée en objectifs, détaillés individuellement par fiches actions selon l'articulation ci-dessous :

Axe 1 : Renforcer la dématérialisation des échanges entre l'ordonnateur et le comptable

- Action 1 : Mise en œuvre de la transmission des documents budgétaires par voie numérique au représentant de l'État et au comptable public
- Action 2 : Mise en œuvre de la dématérialisation des ASAP (titre individuel à l'encontre des débiteurs privés) et de la facturation intra sphère publique
- Action 3 : Étudier la faisabilité de mise en œuvre du PES Marché
- Action 4 : Optimiser l'utilisation des éditions Hélios mises à disposition de l'ordonnateur et du PES retour

Axe 2 : Renforcer la fiabilité des comptes

- Action 5 : Mettre conjointement à niveau l'actif immobilisé dans le cadre d'une démarche pérenne
- Action 6 : Apurer les comptes de tiers
- Action 7 : Adoption du référentiel M 57

Il est proposé d'autoriser le Président à signer la convention jointe en annexe qui précise les engagements de chaque partie ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le Président du Conseil d'administration,
Signé électroniquement, le 28/03/2024
Andre GAUTIER, Président CASDIS

André GAUTIER

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20240321-DCA-2024-022-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/03/2024

Affichage : 28/03/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



2024 - 2026

ENGAGEMENT PARTENARIAL

SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SEINE-
MARITIME

PAIERIE DÉPARTEMENTALE DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES POUR LA NORMANDIE ET
LE DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

SOMMAIRE

PREAMBULE	3
MODALITES DE SUIVI DES ACTIONS ET SIGNATURES DE LA CONVENTION	4
<i>ACTION 1.1 : MISE EN ŒUVRE DE LA TRANSMISSION DES DOCUMENTS BUDGETAIRES PAR VOIE NUMERIQUE AU REPRESENTANT DE L'ÉTAT ET AU COMPTABLE PUBLIC.....</i>	<i>5</i>
<i>ACTION 1.2 : MISE EN ŒUVRE DE LA DEMATERIALISATION DES ASAP (TITRE INDIVIDUEL A L'ENCONTRE DES DEBITEURS PRIVES) ET DE LA FACTURATION INTRA SPHERE PUBLIQUE.....</i>	<i>8</i>
<i>ACTION 1.3 : ÉTUDIER LES CONDITIONS D'UNE MISE EN ŒUVRE DE FLUX DEMATERIALISES « PES MARCHE ».....</i>	<i>10</i>
<i>ACTION 1.4 : OPTIMISER L'UTILISATION DES EDITIONS HELIOS MISES A DISPOSITION DE L'ORDONNATEUR ET DU PES RETOUR</i>	<i>12</i>
<i>ACTION 2.5 : METTRE CONJOINTEMENT A NIVEAU L'ACTIF IMMOBILISE DANS LE CADRE D'UNE DEMARCHE PERENNE.....</i>	<i>14</i>
<i>ACTION 2.6 : APURER LES COMPTES DE TIERS.....</i>	<i>17</i>
<i>ACTION 2.7 : ADOPTION DU REFERENTIEL M 57</i>	<i>19</i>
ANNEXE : TABLEAU DE BORD DE SUIVI	21

Préambule

Le partenariat entre le Sdis76 et la Paierie départementale de la Seine-Maritime est ancien, solide et privilégié. Afin de renforcer l'efficacité quotidienne de leur action, le Sdis76 et la Paierie départementale de la Seine-Maritime ont souhaité s'engager de nouveau dans une démarche volontariste et partenariale visant à poursuivre l'amélioration de l'efficacité des circuits comptables et financiers.

Le Sdis76 et la Paierie départementale de la Seine-Maritime conviennent d'objectifs à atteindre sur la période 2024-2026 et contractualisent leurs engagements réciproques pour y parvenir. Un bilan annuel sera réalisé afin d'opérer d'éventuels ajustements dans la démarche.

La présente convention, structurée à partir de 2 axes, est déclinée en objectifs, détaillés individuellement par fiches actions selon l'articulation ci-dessous :

Axe 1 : RENFORCER LA DÉMATÉRIALISATION DES ÉCHANGES ENTRE L' ORDONNATEUR ET LE COMPTABLE

- Action 1 : Mise en œuvre de la transmission des documents budgétaires par voie numérique au représentant de l'État et au comptable public
- Action 2 : Mise en œuvre de la dématérialisation des ASAP (titre individuel à l'encontre des débiteurs privés) et de la facturation intra sphère publique
- Action 3 : Étudier la faisabilité de mise en œuvre du PES Marché
- Action 4 : Optimiser l'utilisation des éditions Hélios mises à disposition de l'ordonnateur et du PES retour

Axe 2 : Renforcer la fiabilité des comptes

- ☐ Action 5 : Mettre conjointement à niveau l'actif immobilisé dans le cadre d'une démarche pérenne
- ☐ Action 6 : Apurer les comptes de tiers
- ☐ Action 7 : Adoption du référentiel M 57

MODALITES DE SUIVI DES ACTIONS ET SIGNATURES DE LA CONVENTION

Un bilan annuel réalisé par les partenaires permettra d'évaluer la progression de chaque action et d'expertiser les mesures mises en œuvre ; le cas échéant, il permettra de réorienter les démarches entreprises. **Le suivi sera réalisé au moyen du tableau de bord annexé au présent engagement.**

Cette convention est signée pour une période de trois ans allant du au

Fait en trois exemplaires,

A, le

Le Président du Sdis76,

Le Directeur Régional des Finances Publiques pour la
Normandie et le Département de la Seine-Maritime,

André GAUTIER

Denis GIROUDET

Le Payeur Départemental de la Seine-Maritime,

.....

AXE 1 : RENFORCER LA DÉMATÉRIALISATION DES ÉCHANGES ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE COMPTABLE

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Seine Maritime (Sdis76) est engagé dans la dématérialisation depuis 2019, avec le passage au protocole informatique PESV2 permettant la transmission de pièces justificatives dématérialisées.

Cette évolution offre de nouveaux services d'échanges entre le Sdis76 et la pairie départementale de la Seine-Maritime, générant des gains de temps et de productivité, en supprimant la manipulation et le stockage des pièces papier ou encore en simplifiant l'archivage.

ACTION 1.1 : MISE EN ŒUVRE DE LA TRANSMISSION DES DOCUMENTS BUDGETAIRES PAR VOIE NUMERIQUE AU REPRESENTANT DE L'ÉTAT ET AU COMPTABLE PUBLIC

Objectifs

Mettre en place la dématérialisation et la transmission par voie numérique des documents budgétaires des Établissements publics locaux au représentant de l'État en vue du contrôle budgétaire (application ACTES-budgétaire) et au comptable public en vue du suivi de l'exécution budgétaire (application Hélios).

Cet objectif impacte l'ensemble de la chaîne budgétaire locale : depuis l'élaboration des budgets locaux (budget primitif, budget supplémentaire et décision modificative) et comptes administratifs, à leur transmission électronique jusqu'à leur contrôle par le représentant de l'État. La DGFIP et la DGCL ont coordonné leurs programmes respectifs afin de proposer aux collectivités une solution optimale permettant une uniformisation du suivi des données détenues par les différentes administrations et institutions, et in fine de la Chambre Régionale et Territoriale des Comptes (via le compte de gestion sur pièces dématérialisées).

Avantages :

- Réduction des coûts liés à la transmission électronique des documents auprès des services de l'État et du comptable, et réduction corrélative du nombre d'exemplaires imprimés ;
 - Possibilité de télétransmettre à la préfecture à tout moment de la journée les actes soumis au contrôle de légalité (arrêtés et délibérations avec leurs annexes, contrats, etc.) avec la possibilité d'annuler un envoi en cas d'erreur ;
 - Recevoir en temps réel, l'accusé de réception qui rend l'acte exécutoire, sous réserve des formalités de publication et de notification ;
- Intégration automatisée des données dans l'application Actes-budgétaires permettant de réaliser des contrôles et centraliser des informations ;
- Remplacer la double transmission au comptable public (document papier et flux Indigo-budget destiné à alimenter Hélios en prévisions budgétaires) par l'envoi d'un seul fichier au format xml visualisable dans XéMélios (qui remplace le document papier et permet d'intégrer les prévisions budgétaires dans Hélios) ;
 - Recevoir en temps réel, l'accusé de réception en provenance d'Hélios ;
 - Assurer l'archivage du document pendant dix ans dans le silo Atlas de la DGFIP ;
 - Assurer la restitution aux juridictions financières des documents conservés dans Atlas, à partir des applications informatiques mises à disposition de ces dernières par la DGFIP (Hélios, CDG-D SPL et ORC) ;
 - Fiabilisation et traçabilité des échanges ;
 - Démarche protectrice de l'environnement : la dématérialisation permet de faire face à la croissance du nombre d'actes et à l'augmentation de leur volume ;
 - prérequis pour le passage au Compte Financier Unique (CFU), nouvelle présentation des comptes locaux qui se substituera au Compte Administratif et au Compte de Gestion, en un document unique.

Contexte – Etat des lieux

Travaux préalables :

juridique :

- autoriser par une délibération le représentant du Sdis76 à recourir à la télétransmission et à signer le marché avec le tiers de télétransmission et la convention avec la préfecture ;
- passer un marché (en général un marché à procédure adaptée) avec le tiers de télétransmission homologué retenu par le Sdis76 ;
- signer une convention de raccordement avec la préfecture précisant la date d'effet, la nature et les matières des actes à transmettre par voie électronique, les engagements respectifs de l'établissement et du préfet pour l'organisation et le fonctionnement de la télétransmission ...).

techniques :

- disposer d'une version adaptée du logiciel financier de l'établissement. Celle-ci doit permettre d'intégrer les maquettes et les nomenclatures disponibles sur le site de la DGCL et de produire les documents sous forme de flux au format XML ;
- s'agissant de la transmission au comptable public, les documents dématérialisés sont encapsulés dans un flux PES PJ et transmis au guichet Xml d'Hélios. Le flux est envoyé au guichet via un Tiers De Transmission (TDT) homologué ou déposé sur le portail de la gestion publique ;
- s'agissant de la transmission à la préfecture, le recours à un tiers de télétransmission homologué est obligatoire pour transmettre des documents au format XML à ACTES Budgétaires. Le fichier budgétaire produit par le logiciel financier de l'organisme sera enrichi en tant que de besoins, grâce à l'outil TOTEM intégré ou non au logiciel financier de la collectivité, des informations qui ne sont pas gérées directement dans le logiciel financier. Scellé et validé, il sera ensuite transmis aux autres acteurs de la chaîne comptable et financière.

Engagements réciproques

Engagements du Sdis76 :

- mettre en place un pilotage à un niveau décisionnel adapté, de façon à mobiliser et fédérer tous les acteurs impliqués dans la démarche ;
- prendre contact avec son prestataire informatique pour prévoir l'adaptation de son système d'information ;
- veiller à adapter son organisation et ses processus aux nouvelles modalités de gestion dans un objectif de gains (gains de temps, gains financiers et qualitatifs) ;

Engagements du comptable :

Le comptable et la direction locale apportent leur appui et expertise au Sdis76 pour la mise en place du projet de dématérialisation à destination du comptable public :

- adapter l'organisation et les méthodes de travail au sein de son équipe à la dématérialisation Effectuer les paramétrages nécessaires dans l'application Hélios et s'assurer de la bonne maîtrise par ses équipes des procédures Hélios liées à ces flux et à la régularisation de mouvements ;
- s'assurer de la transmission par l'établissement des fichiers, au bon format à partir de la date cible de mise en œuvre de la dématérialisation.

Date cible, indicateurs et validation de l'action

La date cible est fixée au 30 juin 2024. L'indicateur de réalisation retenu est la réception d'un flux PES Budget au format XML dans Hélios et dans ACTES.

Responsables de l'action

Paierie Départementale de la Seine-Maritime : Le comptable

Projet

ACTION 1.2 : MISE EN ŒUVRE DE LA DEMATERIALISATION DES ASAP (TITRE INDIVIDUEL A L'ENCONTRE DES DEBITEURS PRIVES) ET DE LA FACTURATION INTRA SPHERE PUBLIQUE

Objectifs

L'offre « PES ASAP » vise à permettre à l'établissement de dématérialiser la transmission au comptable des avis des sommes à payer qui accompagnent les titres individuels de recettes à l'encontre des redevables privés.

Une fois le titre pris en charge par le comptable, cette solution propose également en option l'édition, la mise sous pli, et l'affranchissement des ASAP via un centre éditique de la DGFIP.

L'objectif, à terme, est de promouvoir l'accès en ligne aux ASAP, au travers du développement d'un « espace numérique sécurisé unifié » (ENSU) par lequel l'utilisateur accèdera aussi bien par exemple à ses avis d'imposition qu'aux factures des services publics locaux.

Contexte – État des lieux

Actuellement, la solution de dématérialisation des ASAP qui accompagnent les titres individuels de recettes à l'encontre des redevables privés repose sur le PES Facture ASAP au format XML associé à l'émission d'un PES titre individuel.

Études, analyses :

- Le Sdis76 a déployé le PES V2 et dématérialisé ses titres de recettes au 02 janvier 2019.
- Le Sdis76 procède actuellement à l'édition papier des ASAP (factures) et les transmet ensuite à la Paierie Départementale de la Seine- Maritime.
- En matière de moyens modernes de paiement, le Sdis76 est en cours de déploiement de PAYFIP permettant le règlement dématérialisé des titres de recette par carte bancaire ou prélèvement sans frais.
- Le Sdis76 souhaite opter pour la mise en place du PES ASAP éditique avec TO via le centre d'encaissement pour les débiteurs privés, et le PES ASAP CHORUS PRO pour la facturation intra sphère publique.

Engagements réciproques

Engagements du Sdis76 :

- Analyser l'impact organisationnel lié à la mise en place de la dématérialisation de l'ASAP : description des processus et système d'information qui permettront de recueillir l'ensemble des informations nécessaires à la constitution des flux PES V2 ASAP conformes aux spécifications attendues ;
- Travaux de fiabilisation des informations transmises sur les tiers conformément aux spécifications du flux PES V2 ;
- Se rapprocher de l'éditeur des logiciels de gestion concernés afin de faire valider par la Mission Données Numérisation des Échanges (DNE) les développements nécessaires à la dématérialisation (dans le cas où le logiciel n'est pas validé) ;
- Paramétrage du logiciel, renseignement des informations et réalisation de fichiers test sur la base de documents réels ;
- Participation aux tests de pré-production, analyse, plan de corrections ;
- Actions de communication auprès des différents types de redevables sur les nouvelles conditions et modalités de paiement associés.

Engagements du comptable :

- Présenter l'offre ASAP au Sdis76 ainsi que les différents circuits possibles de paiement pour les débiteurs ;
- Accompagner le Sdis76 dans toutes les étapes du processus, notamment dans ses différentes analyses (organisation, analyse de la fiabilisation des données, des rejets de flux...), proposer un appui à la formation des équipes de l'ordonnateur ;
- Adapter l'organisation et les méthodes de travail, mise en place de formation de ses agents si besoin ;
- S'assurer de la conformité de la mise en forme des TO et des TIPSEPA au cahier des charges du centre d'encaissement ;
- Réaliser des premiers envois sur la base de faibles volumétries afin de sécuriser le processus ;
- Relayer la communication sur les nouvelles conditions et modalités de paiement auprès des usagers de l'établissement qui se présentent au centre des finances publiques.

Date cible, indicateurs et validation de l'action

La date cible est fixée au 31 décembre 2024. L'indicateur de réalisation retenu est le nombre d'ASAP dématérialisés, l'arrêt de la transmission des ASAP au format papier, la transmission dématérialisée dans Hélios des flux PES ASAP éditique et CHORUS PRO.

Responsables de l'action

Paierie Départementale de la Seine-Maritime : Le comptable

Sdis76 : Service Finances

Projet

ACTION 1.3 : ÉTUDIER LES CONDITIONS D'UNE MISE EN ŒUVRE DE FLUX DEMATERIALISES « PES MARCHÉ »

Objectifs

La dématérialisation des procédures de passation des marchés publics est devenue obligatoire depuis le 1^{er} octobre 2018 pour tous les marchés supérieurs à 25 000 € HT.

À compter de cette date, les acheteurs publics doivent publier leurs données essentielles afférentes à leurs marchés publics sur la plateforme web, « profil Acheteur ».

Le flux « PES marché » comporte l'ensemble des données de marché, les pièces justificatives utiles au comptable, ainsi que les données destinées aux autres organismes : ETALAB, profil acheteur, Observatoire Économique de la Commande Publique.

Contexte – État des lieux

Études, analyses :

- préciser la situation du Sdis76 par rapport aux pré-requis (logiciel compatible ?) : OUI
- préciser si la numérotation des marchés est conforme aux recommandations : OUI

Engagements réciproques

Engagement du Sdis76 :

- Analyser l'impact organisationnel lié à la mise en place du PES Marché : description des processus et système d'information qui permettront de recueillir l'ensemble des informations nécessaires à la constitution des flux PES Marché conformes aux spécifications attendues ;
- Se rapprocher de l'éditeur des logiciels de gestion concernés afin de faire valider par la MDD les développements nécessaires à la dématérialisation (dans le cas où le logiciel n'est pas validé) ;
- Paramétrage du logiciel, renseignement des informations et réalisation de fichiers test sur la base de documents réels ;
- Participation aux tests de pré-production, analyse, plan de corrections.

Engagement du comptable :

- Présenter l'offre PES Marché à l'établissement ;
- Accompagner le Sdis76 dans toutes les étapes du processus, notamment dans ses différentes analyses (organisation, analyse de la fiabilisation des données, des rejets de flux...), proposer un appui à la formation des équipes de l'ordonnateur ;
- Adapter l'organisation et les méthodes de travail, mise en place de formation de ses agents si besoin ;
- S'assurer de la conformité de la mise en forme des flux ;
- Réaliser des premiers envois sur la base de faibles volumétries afin de sécuriser le processus.

Date cible, indicateurs et validation de l'action

2025/2026 – Nombre de flux PES Marchés transmis – Utilisation du protocole PES Marché.

Responsables de l'action

Paierie Départementale de la Seine-Maritime : Le comptable

Sdis76 : Service Commande Publique et Service Finances

Projet

ACTION 1.4 : OPTIMISER L'UTILISATION DES EDITIONS HELIOS MISES A DISPOSITION DE L'ORDONNATEUR ET DU PES RETOUR

Objectifs

Permettre au Sdis76 de récupérer directement les éditions Hélios à partir du Portail Internet de la Gestion Publique (PIGP) et de récupérer les données disponibles via le PES retour pour l'émission des mandats émis après paiement et des titres de recette émis après encaissement, ainsi que pour la prise en compte des rejets de mandats et de titres de recette.

Contexte – État des lieux

Actuellement, la Paierie départementale de la Seine-Maritime transmet par mail les éditions Hélios de manière hebdomadaire ou à la demande du Sdis76. L'envoi par mail d'éditions sensibles n'est de plus pas sécurisé d'un point de vue informatique.

De même, les rejets des mandats et titres de recette sont actuellement récapitulés sur un bordereau de rejet transmis par courriel, que le Sdis76 doit retourner signé à la Paierie Départementale de la Seine-Maritime pour justifier de sa bonne prise en compte.

La mise en œuvre de cette action permet des gains de temps et une simplification des circuits de transmission entre l'ordonnateur et le comptable.

Engagements réciproques

Engagement du Sdis76 :

- Récupérer les éditions Hélios à partir du PIGP ;
- Utiliser les flux PES RETOUR pour émettre les mandats émis après paiement et titres de recette émis après encaissement ;
- Utiliser les flux PES RETOUR pour prendre en compte la notification des rejets de mandats et de titres de recette ;
- Vérifier l'exhaustivité des rejets de mandats et de titres de recette à partir de la liste transmise trimestriellement par la Paierie Départementale de la Seine-Maritime.

Engagement du comptable :

- Présenter la demande d'éditions et les consultations Hélios à partir du Portail Internet de la Gestion Publique ;
- Transmettre la procédure pour récupérer les éditions. Un document de type pas à pas pourra être mis à disposition de l'établissement ;
- Transmettre de manière trimestrielle la liste des rejets de mandats et de titres de recette afin que le Sdis76 puisse s'assurer du traitement exhaustif des rejets dans son application financière.

Date cible, indicateurs et validation de l'action

2024 – Diminution du nombre de fichiers transmis par la Paierie départementale de la Seine-Maritime, notamment concernant la notification des rejets

Utilisation effective de la fonction de récupération des éditions ordonnateur

Suppression de l'envoi par la Paierie Départementale de la Seine-Maritime des bordereaux de rejet de mandats et de titres de recette

Responsables de l'action

Paierie Départementale de la Seine-Maritime : Le comptable

Sdis76 : Service Finances

Projet

ACTION 2.5 : METTRE CONJOINTEMENT A NIVEAU L'ACTIF IMMOBILISE DANS LE CADRE D'UNE DEMARCHE PERENNE

Objectifs

La vision patrimoniale est un élément déterminant pour donner une image fidèle de la situation financière de l'entité. Le bilan à la clôture de chaque exercice doit être sincère.

De par ses enjeux financiers, la fiabilité de la tenue de l'actif est une action prioritaire d'amélioration de la qualité comptable. La gestion patrimoniale revêt plusieurs aspects :

- Connaître son patrimoine : au-delà du recensement physique des immeubles (terrains, bâtiments...), meubles (mobilier, voitures,...), il s'agit pour la collectivité d'en connaître sa valeur (valeur historique équivalent au coût d'acquisition, valeur réelle en tentant compte de l'usure...) et de connaître les droits et obligations qui en découlent ;
- Renouveler son patrimoine qui se déprécie avec le temps notamment ;
- Optimiser son patrimoine c'est-à-dire le valoriser pour mieux le céder, le louer et aussi optimiser toutes les recettes qui y sont liées.

Le contexte de restructuration territoriale et la recherche d'efficience dans la gestion du patrimoine plaident également pour une amélioration du suivi comptable des éléments d'actifs.

Les responsabilités sont partagées entre l'ordonnateur et le comptable : l'ordonnateur est chargé plus spécifiquement du recensement des biens et de leur identification dans un inventaire physique et comptable ; le comptable est chargé de tenir un état de l'actif justifiant la comptabilité générale de l'organisme.

De plus, la sincérité du bilan et du compte de résultat exige la constatation d'amortissements et de dépréciations. En effet, un bien apparaît à l'actif du bilan à sa valeur d'entrée diminuée du cumul des amortissements et des dépréciations, de façon à ce qu'apparaisse la valeur nette comptable des immobilisations.

La démarche s'attache à définir les conditions de mise à niveau des états financiers à une date donnée (date «pivot», à préciser localement), en s'attachant prioritairement aux masses significatives tant sur le plan financier qu'en termes de gestion pour l'établissement.

Les objectifs finaux sont de :

- Donner une image fidèle du patrimoine de l'entité ;
- Présenter un bilan sincère à la clôture de l'exercice ;
- Disposer d'un état de l'actif ajusté.

Contexte – État des lieux

Dès 2015, le Sdis76 s'est engagé, en étroite collaboration avec la Paierie Départementale de la Seine-Maritime, dans une démarche de fiabilisation de ses hauts de bilan.

Plusieurs comptes ont d'ores et déjà fait l'objet d'un rapprochement et nécessité parfois des écritures comptables correctrices prises sur la base de l'avis n°2012-05 du 18 octobre 2012 du Conseil de Normalisation des Comptes Publics (CNOCP).

Les actions engagées dans le cadre de ce chantier partenarial doivent à présent être consolidées aux fins d'amélioration de la qualité des comptes.

La réussite de cette action nécessite de mettre en place une stratégie afin de prioriser les actions au regard des enjeux de l'établissement.

La fiabilisation des actifs immobilisés se déroulera selon la méthodologie partagée suivante :

* Étape 1 (par les services de l'ordonnateur) : Recensement des biens détenus ou contrôlés par l'organisme : il s'agit de s'assurer de la réalité physique des biens inscrits à l'inventaire et de mettre, si nécessaire, à jour l'inventaire.

* Étape 2 (ordonnateur et comptable) : Ajustement des fiches d'immobilisations avec l'inventaire, selon 3 axes à traiter conjointement :

- Concordance inventaire / fiches immobilisation pour les comptes suivis en détail par le comptable ;
- S'assurer de l'existence d'un certificat de concordance ordonnateur pour les fiches suivies globalement par le comptable ;
- Ajustement de la balance comptable avec l'actif.

* Étape 3 (ordonnateur et comptable) : Rapprochement actif / inventaire Comptable et ordonnateur : il s'agit de vérifier la comptabilisation exhaustive de chaque bien tenu à l'inventaire (comptabilisation du bien au coût historique, comptabilisation du montant cumulé des amortissements, détermination de la valeur nette comptable du bien et comptabilisation des travaux sur les biens)

* Étape 4 (ordonnateur et comptable) : Confection d'un tableau de synthèse détaillant, pour chaque bien présent à l'inventaire, sa situation en comptabilité et matérialisant les discordances éventuelles. Ceci permet d'identifier les différents cas devant donner lieu à régularisations comptables en raison de discordances entre l'inventaire et l'actif

* Étape 5 (ordonnateur et comptable) : Questions complémentaires qui devront faire l'objet, le cas échéant, d'un recensement sur un état complémentaire dédié et une régularisation en fin d'ajustement :

- Existe-t-il des biens amortissables pour lesquels aucun amortissement n'a été passé ? (cf point 5)
- Existe-t-il des subventions, dons et legs non affectés ?
- Des travaux ont-ils été comptabilisés sur des biens non comptabilisés à l'actif ?
- Le rapprochement actif / inventaire fait-il apparaître d'autres discordances ?

* Étape 6 (ordonnateur et comptable) : Définition d'un plan d'action concerté

En fonction de la situation de l'organisme :

- organiser le rétablissement des comptes les plus significatifs à partir des données de l'inventaire comptable qui seront progressivement fiabilisées par rapprochement avec l'inventaire physique ;
- prévoir les actions de corrections à partir des points faibles mis en évidence ;
- archiver les écritures de corrections ainsi que les tableaux justificatifs (rapprochement actif / inventaire) et le recensement des opérations à corriger.

Engagements réciproques

Engagement du Sdis76 :

- L'établissement s'engage à mettre en œuvre la méthodologie présentée, en lien avec le comptable. Il s'inscrit dans une trajectoire d'amélioration de la qualité des comptes.

Engagement du comptable :

- Présenter les anomalies décelées relatives au patrimoine ;
- Proposer les schémas correctifs adaptés aux ajustements comptables nécessaires ;
- Mettre en œuvre les corrections retenues relevant du poste comptable (notamment les écritures d'ordre non budgétaire) ;
- Mettre en place un suivi des anomalies comptables à régulariser, dans l'optique de réaliser les points d'étape

d'avancement de ce chantier partenarial à fort enjeu.

Date cible, indicateurs et validation de l'action

2024/2026 Points d'étape semestriels avec date d'échéance au 31/12/2026 – Bilan formalisé du niveau de réalisation du plan d'action engagé – Avis du comptable matérialisé se prononçant pour un avis favorable sur la fiabilité du haut de bilan

Responsables de l'action

Paierie Départementale de la Seine-Maritime : Le comptable

Sdis76 : Service Finances

Projet

ACTION 2.6 : APURER LES COMPTES DE TIERS

Objectifs

Les comptes de tiers sont des comptes transitoires qui ont vocation à être soldés rapidement :

- soit en contrepartie d'un mouvement de trésorerie (encaissement/décaissement),
- soit en contrepartie d'une écriture budgétaire s'il s'agit d'un compte d'imputation provisoire (CIP).

Pour ces raisons (trésorerie de l'entité, dédommagement des créanciers, sincérité budgétaire), il est indispensable de régulariser au plus vite les opérations inscrites dans les comptes de tiers.

Les objectifs poursuivis conjointement sont les suivants :

- Régulariser les créances et les dettes inscrites aux comptes de tiers du bilan ;
- Régulariser rapidement les opérations comptabilisées dans un compte d'imputation provisoire (CIP) qui nécessitent l'émission d'un titre de recette après transmission d'un document justificatif (P503) ou l'émission d'un mandat après envoi de l'état de développement des soldes et des PJ associées.

Contexte – État des lieux

Réaliser un diagnostic de l'ancienneté des soldes à apurer dans le cadre du suivi des comptes de tiers à partir des états de développement de solde issus d'HELIOS.

Le suivi des comptes de tiers s'appuie par une transmission mensuelle des EDDS en vue de l'apurement des sommes par l'ordonnateur. Un agent référent est désigné au sein des services du comptable et de l'ordonnateur.

Engagements réciproques

Engagement du Sdis76 :

- Renseigner les coordonnées fiables et complètes des créanciers avant transmission des flux ou documents pour prise en charge comptable ;
- Traitement des relevés P503 (recettes perçues avant émission des titres) dans un délai maximum d'un mois, en s'appuyant sur l'utilisation des flux PES RETOUR (action 1.4) ;
- Plan d'apurement des CIP d'une ancienneté supérieure à 6 mois.

Engagement du comptable :

- Transmettre chaque début de mois M les P503 non régularisés des encaissements du 01 janvier au mois M-2 pour titrage, ainsi qu'un état de développement de soldes des sommes inscrites dans les CIP pour informations et recherches par les services ordonnateurs ;
- Utiliser les comptes de tiers appropriés conformément aux dispositions des instructions budgétaires et comptables.

Date cible, indicateurs et validation de l'action

2024/2025 – Nombre d'opérations en solde en classe 4 à la clôture des comptes – Diminution du nombre d'opérations en solde à la classe 4 à la clôture des comptes par rapport à N-1 ; Apurement des comptes de tiers devant impérativement être soldés en fin d'exercice

Responsables de l'action

Paierie Départementale de la Seine-Maritime : Le comptable

Sdis76 : Service Finances

Projet

AXE 2 : RENFORCER LA FIABILITÉ DES COMPTES

ACTION 2.7 : ADOPTION DU REFERENTIEL M 57

Objectifs

En application de l'article 106 III de la loi n°2015-9941 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), les collectivités territoriales peuvent, par délibération de l'assemblée délibérante, choisir d'adopter le cadre fixant les règles budgétaires et comptables M57 applicables aux Métropoles.

Le référentiel M57 est l'instruction budgétaire et comptable la plus récente et le référentiel le plus avancé en termes de qualité comptable puisque c'est la seule instruction intégrant, depuis 2018, les dernières dispositions normatives examinées par le Conseil de normalisation des comptes publics (CNoCP).

Contexte – État des lieux

L'adoption de la M57 nécessite de mettre en œuvre les conditions préalablement requises :

- L'adoption volontaire du référentiel M57 requiert une délibération de l'organe délibérant en N-1 pour une application au 1er janvier N ;
- L'adoption d'un Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les travaux préparatoires à la reprise des balances d'entrée (RBE) sur les comptes de classe 2 : le référentiel M57 présente des comptes plus détaillés que les autres nomenclatures (notamment, les comptes de classe 2), ayant pour conséquence de générer de nécessaires travaux préparatoires de ventilation dans les comptes subdivisés. Cette ventilation réalisée par l'ordonnateur est communiquée au comptable pour être effectuée dans l'application HÉLIOS au moment de la reprise des balances d'entrée.

Engagements réciproques

Engagement du Sdis76 :

- Prendre une délibération
- Transmettre un tableau de transposition des comptes de la classe 2

Engagement du comptable :

- Prendre en compte les opérations comptables de transposition lors de l'opération de reprise des balances d'entrée

Date cible, indicateurs et validation de l'action

01/01/2024 - Passage à la nomenclature M57

Responsables de l'action

Paierie Départementale de la Seine-Maritime : Le comptable

Sdis76 : Service Finances

ANNEXE : TABLEAU DE BORD DE SUIVI

Actions	Indicateurs	Calendrier	Situation de l'action					Évaluation / Suivi
N ° et libellé de l'action	Indicateurs de réalisation / de suivi	Calendrier prévisionnel	État d'avancement de l'action sur une échelle de 0 à 4					Compte rendu :
			0	1	2	3	4	
Axe 1 : Renforcer la matérialisation des échanges entre l'ordonnateur et le comptable								
Action 1 : transmission des documents budgétaires par voie numérique	Réception d'un flux PES Budget au format XML (Hélio et ACTES)	30 juin 2024						
Action 2 : matérialisation des ASAP et des factures entre entités publiques	Nombre d'ASAP matérialisés	31 décembre 2024						
Action 3 : étudier la faisabilité de mise en œuvre du PES Marché	Nombre de flux PES Marchés transmis	Selon faisabilité						
Action 4 : optimiser l'utilisation des éditions Hélio par l'ordonnateur et le PES retour	Diminution du nombre de fichiers transmis manuellement par la Paerie, intégration automatique des flux PES retour	31 décembre 2024						
Axe 2 : Renforcer la fiabilité des comptes								
Action 5 : mettre à niveau l'actif	Formalisation d'un plan d'action puis état d'avancement du niveau de réalisation	31 décembre 2026						
Action 6 : apurer les comptes de tiers	Diminution du nombre d'opérations en solde de la classe 4 à la clôture des comptes par rapport à N-1	31 décembre 2024						
Action 7 : adoption du référentiel M 57	Passage à la nomenclature M 57	1 ^{er} janvier 2024						

Sur une échelle de 0 à 4 : 0 = action non commencée ; 1 = action débutée ; 2 = en cours ; 3 = en cours de finalisation ; 4 = action terminée.